LE MONDE DES POCHES

■ Poèmes inédits de Primo Levi

Les sorties



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - Nº 16417 - 7,50 F

SAMEDI 8 NOVEMBRE 1997

FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La France fait obstacle à la justice chargée des crimes

en ex-Yougoslavie

LA FRANCE entretient les relations les plus difficiles avec le Tribunal de La Haye, chargé de juger les auteurs présumés des crimes commis dans l'ex-Yougoslavie. Elle lui refuse, notamment, le témoignage de certains de ses généraux qui oot servi comme « casques hleus » en Croatie et en Bosnie et viole ainsi ses propres lois, qui l'obligent à coopérer avec La Haye. Depuis le changement de gouvernement, le ministère de la justice essaie de faire évoluer les choses. Il demande aussi au premier ministre de remettre en cause la positioo très restrictive définie par l'Elysée, sous la pression des militaires, à propos du projet de création par l'ONU d'un tribunal international permanent qui serait chargé de joger les

> Lire page 2 et notre éditorial page 16

Vers la reprise du travail des routiers

La CFDT accepte un protocole d'accord avec les organisations patronales ● FO et la CGT refusent de signer ● Le gouvernement publie un décret destiné à assainir la profession ● Des barrages ont été levés en Alsace, dans les Alpes et en Bretagne

PATRONAT et syndicats du transport routier devaient se retrouver à 15 heures, vendredi 7 novembre, pour une réunion de signature du protocole rédigé la ouit précédente. Le principal syndicat de routiers, la CFDT, a décidé de parapher ce texte après avnir consulté au cours de la matinée ses quatre-vingt dix syndicats locaux et la centaine de comité de barrages qu'elle contrôle. La CFDT appelait à une levée des barrages.

Les organisations patronales UFT et Unostra, représentant les grandes et les petites firmes du secteur, ont accepté des modificatioos du protocole préparé la welle. Une augmentation salariale de 6 % pour les chauffeurs et de 4% pour les sédentaires a été proposée avec effet rétroactif au 1º octobre. L'augmentation des salaires des chauffeurs de cars de voyageurs a été portée à 4%, contre 3 % la veille. Enfin, la définition des salaires minima mensuels a été précisée, afin d'en exclure la totalité des primes et avantages



La fédération CFDT des transports avait estimé dès jeudi que six de ses sept Objectifs avaient été « atteints », ootamment les « 10 000 francs pour 200 heures ». La CGT a consulté sa base mais semblait vendredi matin ne pas vouloir signer. Alain Renaud, secrétaire géoéral de la hranche routes de la CGT, explique au Monde que « les revendications solariales n'ont pas toutes été satifaites ». La CGT réclamait en outre que la prime de 3 000 francs, promise il y a un an, soit immédiatement payée. Force Ouvrière indiquait au Monde qu'elle ne signerait pas. Elle estime que l'accord sala-rial est trop limité et redoute l'engagement d'un débat sur l'aménagement et l'annualisation du temps de travail des routiers.

Vendredi matin, le gouvernement a publié ao Journal officiel le décret de réglementation de la professioo promis deux jours plus tôt par le premier ministre et Jean-Clande Gayssot.

Lire page 8

L'exhumation du corps d'Yves Montand : le droit et la morale

LA COUR D'APPEL de Paris a ordonné, jeudi 6 novembre, l'exhumation du corps d'Yves Montand, mort il y a près de six ans, pour déterminer, grâce à un test génétique, si la jenne Aurore Drossart est bleo la fille de l'artiste, comme elle le revendique depuis 1989. L'arrêt estime qu'« il est dans l'intérêt essentiel des parties d'aboutir dans toute la mesure du passible à une certitude biologique ». La mère d'Aurore, Anne Drossart, affirme que sa fille avait été cooçue en 1974 an cours de sa liaison avec l'artiste, peodant le tournage d'un film. Yves Montand avait admis cette liaison mais avait toujours refusé de reconnaître sa paternité et de subir des tests sanguins. Cette décision de justice soulève à l'évidence des questions éthiques qui nécessitent un débat.

> Lire page 10 et la chronique de Pierre Georges page 32

■ Les investisseurs aiment la France

Une bonne part du capital de grandes entreprises « françaises » est en fait détenue par des groupes étrangers et des fonds de pension p. 17

■ Rechute boursière

Dans le sillage de l'Asie, les Bourses européennes ouvraient en franche baisse, vendredi 7 novembre. p. 20, 21 et 32

■ L'ONU avec les éleveurs de rennes

Un programme du PNUD tente de venir en aide aux Evens, un des derniers peuples nomades de Sibérie. p. 14

■ Nouveau ton au procès Papon

Le président Castagnède a mené, jeudi 6 novembre, l'interrogatoire de l'accusé sur ses fonctions à la préfecture de la Gironde pendant la guerre. p. 12

■ L'Europe pilier de comptoir

L'Union européenne, dans un programme de revitalisation des zones rurales, finance l'activité de « bistrots » dans les Alpes-de-Haute-Provence. p. 13

■ Comment aider l'emploi ?

L'examen à l'Assemblée des crédits du travail et de l'emploi a été l'occasion, jeudi 7 novembre, d'un débat de fond sur l'efficacité contre le chômage de l'allègement des charges.

p. 6

Atternagne, 3 DM: Antilios-Guyana, 9 F; Austicha 25 ATS: Belgique, 45 FB: Canada. 2.25 \$ CAN. Côte-d'Ivoire, 850 F CFA; Denomark, 15 KRD: Espagne, 2.25 FTA: Gande-Brutagne, 1.5: Grbca 20 DR; Intende, 1.00 C; Italia, 200 L; Losembourg, 46 FL; Marce, 10 DH: Norwide, 4 KKN; Prys-Bas, 5 FL: Perrugel COM., 250 PTE; Réunion, 8 F. Schnigal, 350 F CFA; Subde, 16 KRS: Subse, 2 N FS: Threign, 1.2 Dr. USA (NYL), 25; USA (Charant, 250 S.

M 0147 - 1108 - 7,50 F

A Moscou, Lénine prisonnier d'un musée stalinien fermé au public

MOSCOU

Les caves sont profondes, l'escaller qui y conduit est raide. En bas, des dizaines et des dizaines de bustes de Lénine sont rangés sur des étagères poussièreuses. Un peu plus loin, Vladimir Ilitch, coiffé de son éternelle casquette, est assis sur un fauteuil, les yeux miclos, comme perdu dans ses réflexions. Le souvenir de la révolution qu'il a dirigée il y a quatre vinots ans est ici tenace.

Mais ces sculptures et ces innombrables portraits de Lénine sont inaccessibles au public. Situé en contrebas de la place Rouge, le Musée Lénine, qui offrait autrefois aux visiteurs tous les visages possibles du « père de la Révolution », a dû fermer ses portes en novembre 1993. Boris Eltsine venait de l'emporter dans son bras de fer avec l'opposition communiste, en envoyant les chars sur la Maison-Blanche. Fort de sa victoire, il décida de fermer les salles d'exposition du musée, qui était devenu le lieu de rassemblement des nostalgiques de l'Union soviétique. En outre, le Musée Lénine, ouvert en 1936 sous Staline,

vit son statut brutalement ravalé à celui d'antenne du Musée d'histoire.

Aujourd'hul, donc, toutes ses richesses sont en cave. Seules les sculptures monumentales ont été transférées au Musée de Gorki-Leninski, dans les environs de Moscou. Quant au petit bijou de la collection, la Rolls-Royce que les ouvriers anglais avaient offerte au révolutionnaire russe, « elle est dans un endroit tenu secret, explique Tatiana Koloskova, directrice du musée. Car elle roule très bien et, vous savez, ici, tout peut prrivet... »

Tatiana Koloskova a peu de moyens à sa dispositinn. Mais elle est pleine d'ardeur pour assurer la bonne conservation des tableaux ou des vêtements de Lénine, placés dans des armoires coffres-forts, et pour mener, avec ses collaborateurs, des recherches sur le «père» de la révolution russe. Leur dernier opuscule aborde un sujet sensible en Russie : les nigines de Lénine. Contre la légende grand-russe du stalinisme, ils affirment qu'il avait des ancêtres allemands, juifs, suédnis... Lucide, la directrice du musée a conscience que ni la droite ni les commu-

nistes ne voient la nécessité d'un tel livre. Elle déplore qu'il y ait « énormément de publications anti-Lénine qui ne reposent pas sur des critiques doctrinales, mais sur sa personnalité. On a dit que c'était un espion allemand, qu'il avait eu une maîtresse, inès Armond, qu'il était mort de la syphilis... »

La Russie est loin d'avoir expurgé son passé bolchevique. Le débat politique évite la question de la responsabilité historique de Lénine. En revanche, le tsarisme est remis à l'honneur: dans le Musée d'historie, les seules salles qui ont rouvert après sa rénovation y sont consacrées. A côté, le Musée Lénine est fermé au public. En revanche, le cadavre embaumé du « guide de la Révolution » est toujours exposé dans son mausolée. Ne vaudrait-il pas mieux enterrer la dépouille de Lénine? Boris Eltsine ne veut pas trancher. « Il faut enlever ce mémoral de la place Rauge, a-t-il déclaré il a quelques mois. Peut-être pas tout de suite. Mais avant la fin de l'année au la fin de ce siècle. »

Brigitte Brewillac

Les secrets d'Internet

LONGTEMPS coosidérée comme une arme de guerre, la cryptographie, technique de codage des données oumériques, est devenue l'un des enjeux du commerce électroolque. Cette « machine à secrets » permet de sécuriser les échanges de données, ootamment sur Internet. Industriels et internautes souhaitent pouvoir l'utiliser sans restriction. Mais les poovoirs publics entendent contrôler la diffusion de logiciels qui interdiraient la surveillance de certaines activités criminelles, terroristes ou mafieuses. La France instaure un système de gestion des clés de chiffrement. sur lequel la Commission européenne exprime des réserves.

Lire page 23

Anne Sinclair Deux ou trois choses que je sais d'eux Grasset Grasset

Fracture en Israël autour du souvenir de Rabin

DEUX ANS après l'assassinat d'Itzhak Rabin par un jeune juif religieux d'extrême droite, c'est dans un climat politique tendu, jugé proche de la « guerre civile froide» par le jnurnal Haoretz, qu'Israël commémore, à des dates et des lieux différents selon les camps, la tragique disparition du vieux géoéral triste. Illustratinn supplémentaire de la radicalisation thétorique locale, l'opposition travailliste dénie au premier ministre nationaliste Benyamin Nétanyahou le droit de prononcer, à la Knesset, le discours de la commémoration officielle.

Toujnurs tenn par Leah Rabin et par presque toute la gauche pour le « responsable de l'assassinat », le chef du gnuvernement nationalreligieux n'aura devant lui qu'une Knesset à moitié vide, « à moins, écrivent les députés travaillistes au président de l'Assemblée, qu'il ne présente préalablement des excuses publiques à la nation pour l'atmosphère d'incitation au meurtre qui o précédé l'attentat contre Robin » dont Il reste, pour sa veuve, «le principal architecte ». Tétanisé à l'idée de présenter au pays et au monde le visage grimaçant d'une nation profondément fracturée en une occasion si solennelle, le prér de Kabin
sident (Likoud) du Parlement supplie la gauche de s'écarter du

« précipice au bord duquel naus marchans tous ». Sans précédent dans l'histoire d'Israel, le meurtre politico-religieux d'un premier ministre eo exercice, l'« horreur de l'assassinat d'un juif par un autre juif », aurait au moins du, espérait-on, contribuer à la pacification du débat politique, à un sursaut d'unité nationale. C'est exactement le contraire qui s'est produit. Dans un sondage effectué la semaine dernière par l'université religieuse de Bar Ilan, 27 % des lycéens et étudiants religieux de 14 à 18 ans - contre 4,5 % seulement des jeunes sondés laïques - affirment «comprendre et soutenir » l'acte perpétré par l'un des leurs, Ygal Amir, au-

jnurd'hui condamné à perpétuité.
L'université laïque de Tel Aviv a
poussé l'enquête plus loin et a découvert qu'aujourd'hui « quelque
trois cent mille adultes israéllens
juifs [sur envirnn 2 millions]
peuvent justifier et soutenir l'assassinat de leaders politiques apposés ».

Patrice Claude

Lire la suite page 16 et nos informations page 3

Hommage à Duke



DAVID MURRA

QUEL MUSICIEN d'exception pouvait mieux convenir que Duke Ellington pour le coup d'envoi du cycle « Amérique » qui commence à la Cité de la musique de La Villette, à Paris? Mort en 1974, ce mélodiste de génie est servi, les 7 et 8 novembre, par un grand orchestre codirigé par le saxophoniste David Murray et le fiûtiste James Newton.

Lire page 26

International 2	Carnet
France 6	Aujourd'hui
Société 10	Météorologie Jenz, 2
Régions 13	Colture2
Horizons 14	Gride 2
Entreprises 17	Abornements 3
Communication 19	Kiosque 3
Finances/marchés_ 20	Radio-Télévision

INTERNATIONAL

avec les Etats-Unis, de la création du pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie, est parmi les pays oc- les « casques bleus » de l'ONU, ont Paris a adopté une attitude très res-

cultés à coopérer aujourd'hui avec ment où s'y perpétraient les opéralui. Elle lui refuse notamment le té-moignage de ses généraux qui, sous SOUS LA PRESSION des militaires,

TPI La France, qui fut à l'origine, cidentaux celui qui a le plus de diffi- servi en Croatie et en Bosnie au mo- trictive dans la négociation en cours sur la création d'un Tribunal international permanent des Nations unies. • LE MINISTÈRE DE LA JUS-TICE, contrairement à ceux de la dé-

fense et des affaires étrangères, est favorable à une révision de la position française et réclame un arbitrage du premier ministre. (Lire notre éditorial page 16.)

Paris rechigne à coopérer avec le Tribunal de La Haye sur l'ex-Yougoslavie

Les généraux français anciens « casques bleus », craignant d'être mis en cause, refusent d'être entendus comme témoins. Leurs réticences motivent la position restrictive adoptée par la France dans les négociations à l'ONU sur la création d'une cour internationale permanente

QUELLE JUSTICE pnur les nal international sur l'ex-Ynugocrimes cantre l'bumanité? La slavie (TPI) et jurer que les rela-France, prise actuellement d'un tinns avec snn procureur snnt grand accès de repentance et excellentes, la coopératinn de la d'examen critique de son propre France avec La Haye est en réalité d'examen critique de son propre passé, apparaît, vue de l'extérieur, très difficile. Depuis le début de plus qu'ambigue sur cette question. Elle est le seul pays occidental à re-fuser au Tribunal de La Haye sur l'ex-Ynugoslavie le témnignage de certains nfficiers qui nnt servi comme « casques bleus » en Croatie et en Bosnie. Elle a, d'autre part, adnpté, dans la négnciatinn en cours aux Nations unies en vue de la création d'une cour pénale internationale permanente, une position qui, sur certains points, l'isole de ses partenaires européens et la place, avec Israel d'ailleurs, dans le même camp que l'Iran, la Chine, la Libye ou Cuba. En dépit de ses proclamations vertueuses, elle est sur la défensive face au combat que mènent les militants des droits de l'homme, et maintenant aussi des Etats, contre l'impunité des crimes qui portent le plus gravement atteinte à la conscience de l'humani-

On a beau, en haut lieu à Paris, vanter les mérites du Tribunal pé-

Vers une instance permanente

• 1993 : le Conseil de sécurité des Nations unies décide la création d'un tribunal pénal international pour juger les auteurs présumés des vinlations graves du droit bumanitaire dans l'ex-Yougoslavle depuis 1991 (le

• 1994 : une résolution de l'ONU crée, sur le même modèle, un tribunal pénal international pour juger les crimes commis au Rwanda.

● 1996: les discussions sur la one cour péna permanente ayant été relancées, les Nations unies décident de convoquer, pour juin 1998, une conférence internationale au niveau ministériel sur le sujet. L'Italie se propose d'accueillir cette conférence.

● 1998 : la conférence de Rnme, en juin, est en principe chargée de mettre au point un traité qui porterait création d'un tribunal international permanent chargé de juger les auteurs de génocides, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Plusieurs chapitres des statuts de ce tribunal, intamment ceux qui portent sur sa compétence et sa saisine, plusieurs questions de principe, notamment ses rapports avec le Cnnseil de sécurité de l'ONU, nu encore avec les justices natinnales font encure l'ubjet de profondes dissensions entre Etats.

1996 et jusqu'en septembre dernier. elle a été complètement bloquée. Depuis plus d'un an et demi, le TPI demande à entendre comme témoins dans différentes affaires des nfficiers français anciens « casques bleus », parmi lesquels une brochette de généraux : Cot, Mnrillon, Gnbillard, Valentin, Janvier, Lapresie. En vain. Si Paris autorisait les ex-« casques bleus » pas nu peu gradés à se faire auditinnner, il n'était pas questinn, en revanche, de prêter à ce jeu des généraux que l'nn qualifie de « sonctuorisés », c'est-à-dire interdits de parnle, parce que l'on craint qu'à travers eux ne soit mise en cause l'armée La France, qui a introduit dans sa

législatinn (tardivement, en 1995) l'nbligatinn d'entraide judiciaire avec le TPI, ne peut cependant pas s'en tenir simplement à ce boycottage qui la met en infraction avec ses propres lnis. De temps à autre, il faut faire un geste de bonne voinnté, aller discuter avec le procureur du TPI des canditions « d'une bonne coopération ». La dernière fois, en septembre, une délégation interministérielle s'est rendue à La Haye, Grâce aux représentants du ministère de la justice, qui s'y étaient agrégés sans avnir été conviés, le blocage a pu être levé pour deux des généraux - Cot et Morillon. Le TP1 est venu les entendre en audience préparatoire à Paris, et ils devraient être appelés prochamement à aller témoigner à La Haye. On en est là, mais pas plus

Le Tribunal sur le Rwanda (TPR), de La Haye pour juger les auteurs du génocide de 1994, n'a commencé à fonctionner que plus récemment et n'a demandé à ce lour à



entendre qu'un colnnel français. Mais l'instance d'Arusba pusera vraisemblablement à l'armée française le même problème que le TPL

Les militaires français n'aiment pas les tribunaux. Ils n'aiment particulièrement pas la procédure anglo-saxonne en vigueur à La Haye et à Arusba, qui soumet les témoins, en audition publique devant la cour, à un interrogatoire contradictoire du procureur et de la défense et qui peut leur donner parfois le sentiment de se trouver en position d'accusés. L'ambiguité de la missinn qui fut impartie aux « casques bleus » en Bosnie, celle de l'opération « Turquoise » au Rwanda, ne les mettent pas, il est vrai, dans une situation alsée. L'aftilgeant témoignage de leurs collègues néerlandais à La Haye, en juillet 1996 lors de la présentation de l'acte d'accusation dressé contre Ratko Mladic et Radovan Karadzic pour l'extermination de la population de Srebrenica, ne les aura pas non plus encouragés à se prêter à

l'exercice. La hiérarchie militaire française

nales un véritable traumatisme. Et de la même manière que le TPI est devenu, pour les juristes, une espèce de laboratoire expérimental précurseur d'une cour pénale permanente et non spécialisée des Nations unies, l'armée française a dévelnppé, à partir du cauchemar de La Haye, tout un argumentaire hostile à l'avenement d'une telle instance universelle. C'est cet argumentaire qui nourrit la position de l'Elysée dans la négnciation à l'ONU, dûment relavée, même

après le changement de gouverne-

ment, par les ministères des af-

faires étrangères et de la défense.

COMBAT DE FOND Officiellement, la France ap-

prouve le projet de cour internationale permanente, elle participe même activement aux négociations et y mène un combat de fond pour insuffler des éléments de droit latin dans les procédures pour éviter un dans les discussions sur la compévit avec ces turidictions internatio- tence de la cour et sa saisine, sur gou soulignait l'isolement de Paris

une position qui, si elle l'emportait, réduirait le projet à une inutile mascarade. Elle réclame, en particulier, que la future cour ne puisse intervenir que si elle dispose d'un triple consentement d'Etats: ceux où les faits unt été commis, de la natinnalité des victimes, et de la natinnalité des auteurs présumés

En vertu de tels principes, un militaire de Serbie qui aurait dirigé des opérations de purification ethnique en Bosnie ne saurait, par exemple, être jugé sans le consen-tement de Slobodan Milosevic ; un officier rwandais qui, par hypothèse, aurait nrganisé des massacres de réfugiés hutus au Zaire ne saurait l'être sans la double approbatinn de Paul Kagamé et de Laurent-Désiré Kabila. Ou encore - et c'est peut-être là l'essentiel aux yeux de Paris – un général Janvier (ancien responsable de la Forpronu) qui viendrait à être accusé de complicité de crime contre l'humanité pour les événements de juillet 1995 à Srebrenica ne saurait être jugé sans le consentement de la La positinn de Paris est jugée

consternante par la plupart de ses partenaires européens, dont l'Allemagne, qui l'a fait savnir. Elle a, pour d'autres pays comme les Etats-Unis, l'insigne avantage de leur permettre sans risque de continuer à défendre devant leur npininn publique ce projet bautement moral, envers lequel ils nourrissent en réalité d'inavouables réticences.

Cependant, depuis le changement de gouvernement à Paris, la docilité de l'exécutif est ébréchée. Tandis que les nouveaux ministres de la défense et des affaires étrangères jouent la continuité et la cohabitation sans nuage avec l'Elysée, le ministère de la justice est entré en dissidence. Dans une anglo-saxon. Mais parallèlement, la lettre adressée, en septembre, au cour. Il faudra bien, aiors, dire pu-France campe depuis le début, ministre des affaires étrangères bliquement ce que l'on en pense. Hubert Védrine, M™ Elisabeth Gui-

position française. Elle a sollicité un arbitrage de Matignon, qui a été jusqu'ici à plusieurs reprises diffé-

L'affaire est délicate : d'un côté la pression des organisations humanitaires, Fédératinn international des droits de l'homme en tête, et l'isolement de la France parmi ses partenaires occidentaux. De l'autre côté, des arguments qui ne peuvent pas tous être écartés d'un simple revers de main, mais qui sont trop directement inspirés par la haine que vouent les militaires français au Tribunal de La Haye sur l'ex-Ynugoslavie.

L'armée ne veut avoir de compte à rendre, pour les missions parfois délicates qui lui sont confiées, à persnnne d'autre qu'à leurs commanditaires. Elle craint de se trouver un jour à la merci de n'importe quelle accusation, nn encore d'être transformée quand besoin est en police internationale pour arrêter les criminels que la cour voudra juger. Elle estime que l'instrument dont nn voudrait doter la communauté internationale pourrait avoir pour effet paradoxal de dissuader tout Etat de participer à des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix.

Un traité qui consacrerait le droit d'ingérence absolu d'une justice pénale internationale serait une novation telle qu'il mérite qu'on en pèse soigneusement toutes les im-plications. Mais mieux vaudrait que la réflexion se fasse dans la clarté, ce qui n'est pas le cas pnur la France, qui se comporte comme si elle avait honte de ses propres arguments. Le débat ne pourça plus être étouffé très longtemps. Le calendrier des négociations prévoit, en effet, une vaste conférence internationale, au niveau des gouvernements, en juin à Rome, qui aura à son ordre du jour la conclusion d'un traité portant création de la

Claîre Tréan

herical appoint a tr

et diseaselle sur l'en

 $(A_{n+1}, A_{n+2}) = (A_{n+1}, A_{n+2}, A_{n+2}) = (A_{n+1}, A_{n+2}, A_{$

and the second second

- 11 人でも19

the section with

ing more than the second

-5 1. Y ≠ 1

1 - Chell 4 - C

the second of the second

1 4 cm 1975/4

and the second of the second

and a tripping to

Action to Section

- P. S.

han beginning a sage in

الوركة وتعجير المراداة

- A A

and the second of

Le Conseil de l'Europe pose ses conditions à l'adhésion de la Bosnie

(Conseil de l'Europe) de notre correspondant

La Bosnie-Herzégovine a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de pouvoir entrer au Cnnseil de l'Europe. Telle est la conclusinn de la commissinn pulitique de l'Assemblée parlementaire de l'institution de Strasbourg, qui précise que les conditions ne sont même pas réunies pour envisager, à ce stade, l'nuverture des négociations d'adhésion. L'organisation européenne chargée de la défense des droits de l'homme a soumis à la délégation enniointe de la Fédératinn croato-musulmane et de la « Republika Srpska », jeudi 6 novembre, une liste de huit préalables à honorer avant le début des pourparlers. Parmi les conditions exigées figurent, notamment, le retour des réfugiés, la libre circulation sur l'ensemble du territoire bosniaque, la

liberté de la presse et une coopération réelle avec le Tribunal pénal international de La

Selnn Andras Barsnny (sncialiste hnngrois), président de la commission parlementaire, l'appartenance de la Bosnie au Conseil de l'Europe ne pourra être effective aussi longtemps que le pays ne sera pas réellement « réunifié ». « Nous ne voulons pas une partie d'Etat ni des territoires autonomes, mois un seul Etat candidat avec un drapeau, une monnaie et un passeport communs », a précisé le député bongrois. Jacques Klein, adjoint au haut représentant en Bosnie, Carlos Westendorp, qui accompagnait les représentants bosniaques, a été encore plus pessimiste. Pour le général américain, il faudra beaucoup de temps avant que « les structures de l'Etat ne soient en ploce ». Et il estime que le mandat de la force de stabilisation de

l'OTAN (la SFOR), qui s'achève en juin 1998, devra nbligatoirement être reconduit pour « deux ou trois ans supplémentaires ».

UNE DES CLÉS DE LA CRISE

M. Klein espère nnn seulement que le groupe de contact - qui tiendra sa prochaine réunion en décembre à Bonn - se prononcera favorablement sur cette reconduction, mais aussi qu'il renforcera le « pouvoir » confié aux représentants de la communauté internationale. Il admet néanmnins que la partie n'est pas facile à jouer en raison de la méfiance de Moscou, qui « craint que l'accroissement du poids du haut représentant ne se fasse ou détriment des Serbes ». C'est pourquoi, dit-il, « même si les Musulmans sont les principales victimes », il faut cesser de « diaboliser le peuple serbe et s'en prendre unique-ment aux individus, ceux qui sont soupçonnés

d'être des criminels de guerre ». Pour lui, les Bosniaques ne pourront pas croire à la paix aussi Inngtemps que Radovan Karadzic sera en liberté. « On ne peut pas se permettre d'attendre que le régime de Pale s'écroule de hi-même », affirme-t-il.

Le général américain est visiblement convaincu que là réside une des principales clés à la crise bosniague : « Le refus de livrer les personnes inculpées représente un obstacle persistant à la concrétisation de lo paix. » Se-Inn lui, le transfert de dix Croates à La Haye a permis de débloquer la situation dans la Fédération, quatre accusés seulement étant toujnurs en liberté, alors que dans la partie serbe trois inculpés sont en détention, sur les cinquante-quatre personnes poursuivies par le Tribunal international.



La question du retrait des troupes américaines provoque un âpre débat à Washington de notre correspondant

La question du retrait des troupes américaines de Bosnie, qui était initialement prévu pour juin 1998, fait Inbjet d'un apre débat entre les différentes branches de l'exécutif et entre celui-ci et le Congrès. Mercredi 5 novembre, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, s'est attiré une mise au point plutôt sèche de la Maison Blanche après avnir assuré qu'un « consensus est en cours de formotion » (entre le Congrès et l'administration) pour approuver le maintien d'une « présence militaire » américaine en Bosnie au-delà de la date butoir. Qualifiant d'« analyse » persunnelle les propos du secrétaire d'Etat, Mike McCurry, le porte-parole de la présidence, a précisé : « Je ne pense pas qu'il solt juste de dire

M. Clinton puisse « bâtir ce consensus avec beaucoup de travail ». Jeudi, William Cohen est revenu à

la charge : si accord il y a, c'est sur l'idée qu'« une certaine forme de présence internationale sera nécessaire ». Pour autant, « aucune décision n'o été prise, oucun consensus n'o été établi s'agissant de la forme que cette présence devrait prendre, de la participation des Etats-Unis et de sa nature militaire ou logistique ou de renseignement ». Et M. Cohen d'enfoncer le cinu : « Aucun consensus n'a été atteint, et je suppose que celo prendra du temps... si jamais c'est pos-

Mar Albright ne sont pas nouvelles : lorson'il était encore sénateur (répu-

M. McCurry, c'est la perspective que le délai de rapatriement des troupes américaines (initialement prévu en décembre 1996). En mars dernier, il avait affirmé : « En juin 1998, nous serons sur le chemin du retour. » Le président Clinton était alors intervenu pour laisser planer le doute sur la date du retrait.

QUELSUCCEDANÉ?

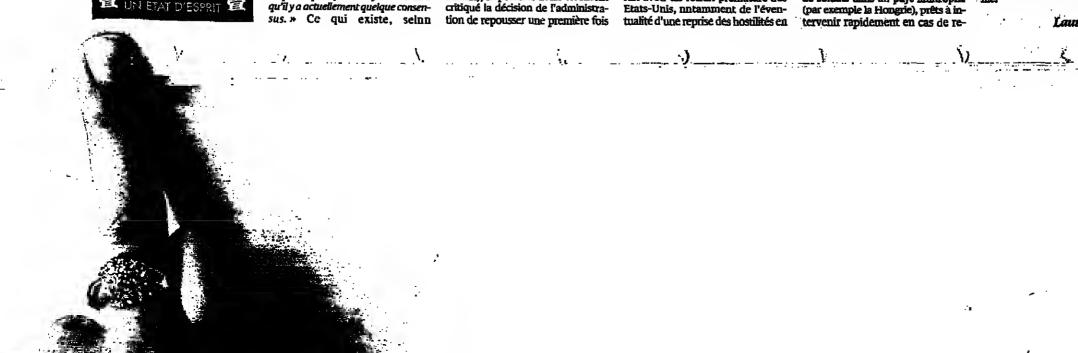
Les réserves du secrétaire à la défense expriment celles du Pentagone et de plusieurs responsables républicains, inquiets du rôle de plus en plus offensif récemment adopté par la SFOR (Force de stabilisatinn, commandée par l'OTAN) à l'encontre des Serbes de Pale, le fief de Les divergences entre M. Coben et Radovan Karadzic. M™ Albright, de son côté, est particulièrement soucieuse des conséquences que pourblicain), le premier avait vivement rait avoir un retrait prématuré des critiqué la décision de l'administra- Etats-Unis, nntamment de l'éven-

atlantique, soulignait pour sa part récemment Sandy Berger, conseiller présidentiel pour la sécurité nationale, est liée à une Bosnie « pacifiée

Les sceptiques du Congrès reprochent à l'administration Clinton d'avoir rompu ses engagements en reportant déjà à deux reprises la date du départ des troupes américaines. D'autre part, comme le souligne le sénateur républicain John McCain, le coût de cette mission est passé de 2 milliards de dollars à environ 7 milliards de dullars (42 milliards de francs). Il n'en reste pas moins que les positions respectives de l'administration et du Congrès se sont rap-

L'hypothèse d'un stationnement de soldats dans un pays limitrophe (par exemple la Hongrie), prêts à intion de repousser une première fois tualité d'une reprise des hostilités en tervenir rapidement en cas de re-

geable, sachant que les Européens ne sont certainement pas d'accord pour que les Etats-Unis conservent le contrôle des opérations en prenant le minimum de risques ? Si un succédané de la SFOR se maintient en Bosnie, comment évaluer l'importance du contingent américain (actuellement 8 000 hommes)? Quand, d'autre part, M. Clinton doit-Il annoncer sa décision? Rapidement, pour éviter un amalgame avec le vote du Sénat sur l'élargissement de l'OTAN, prévu au printemps, ou plus tard, pour profiter au contraire de cet amalgame? A ce stade, une chose est stre : l'administration Clinton tient à faire partager an Congrès la responsabilité politique du maintien de soldats en Bos-



Bosnie. La crédibilité de l'Alliance prise des hostilités, est-elle envisa-

The first springer of the first of the 金の金の後に かまりが 上くさい できこ ちゃっ

DATE OF STREET

94°1980°4 / 1

5 ... A . . •

Server

100

والميا وها

S. Walter

2020 11

Special cons

وي الأحتاج

المراج والم

Marine Marine

ووجور وحالية E 21 17

4.64

14 15

A SECTION AND THE SECTION ASSESSMENT

A Company of the Company of the Company

graph of the state of the state

- - ·

Market State of Walter Control

24-45

Bright Charles for the second

Benediction of the second

AND THE SELECT

free parties to the same of the

4 4 4 4 4 4 A A

المراجع المحاجب والمحاجب

Marin Marin San San 1- 4-

海线 (1) 经 1 的

المراجعة المجارية المحالة

-

 $\label{eq:section} \mathcal{L} = \frac{2}{3} \mathcal{L} \left(\mathcal{L}(\mathcal{S}) \right) \left(\mathcal{S} \right) = - \left(\mathcal{L}(\mathcal{S}) \right) \left(\mathcal{L}(\mathcal{S}) \right)$

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Company of the con-

State of the state

64 - c

A ...

La Have sur l'ex-Yougou

صكذا من رلامل

à la ratification du traité d'Amsterdam

Plusieurs appels en France pour la réforme de l'Union

« IA RATIFICATION du troité l'euro » organisé à l'Assemblée na-O'Amsterdam doit être conditionnée o ia mise en œuvre o un véritable processus associoni gouvernements, Pariernents – européan et nationoux –, et ie plus grand nombre possible de représentants des citoyens et des forces sociales », peut-on lire dans un plaidoyer rendu public, jeudi 6 nnvembre à Paris, par un collectif réuni autour du président de la Fonda, Fredéric Pascal, et de Jean-Baptiste de Foucauld, rapporteur du Comité des sages de la Commission européenne, qui insiste sur l'insuffisance démocratique et politique de l'actuel processus européen.

Signé par plusieurs députés européens, de la majorité et de l'opposition, dont Jean Louis Bourlanges (UDF), président de l'aile française dn Mouvement européen, et Pervenche Beres, présidente du groupe socialiste français au Parlement européen, cet appel entend fédérer l'action de toures les organisations de la vie civile militant pour l'Europe, comme la Fonda, porte-parole nu mouvement associatif français, ou la Ligue des droits de l'Homme, afin d'appuyer la réflexion sur l'avenir institutionel de l'Union euro-

Dans un point de vue publié dans le Monde le 19 août dernier, Jack Lang, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, avait lancé le débat en s'interrogeant publiquement sur l'opportunité de ratifier ou non le nouveau traité européen, alors que les gouvernements des Quinze ont été incapables de s'entendre à Amsterdam sur une réforme des institutions garantissant le bon fonctionnement de l'Union lorsqu'elle s'élargira vers l'Est. Son appel avait suscité un certain emol en Europe. SI personne n'envisage que l'Assemblée puisse refuser la ratification du traite, Pldée a cependant fait son chemin que la représentation nationale dott auparavabt obtetur des ga-

« Il me paraitrait léger de conclure, suns avoir obordé cette question, lo rutification d'Amsterdom », a affirmé le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, en concluant, jeudi, un débat sur « l'Europe oprès

tionale, à l'initiative de Jack lang, par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) et Le Monde. MM. Fabius et Lang ont l'un et l'autre mis en cause l'efficacité de la négociation intergouvernementale pour trouver des solutions, suggérant de confier à un comité de personnalités européennes le soin de faire des proposi-

INSTITUTIONS ET EURO

lo base d'initiotives conques en dehors du codre strict des institutions existantes. Pourquoi le Conseil eurapéen ne désignerait-il pas un petit groupe d'hommes et de femmes experimentés et respectés, pour leur demonder de concevoir des options, en leur donnant lo liberté de pensée et d'expression ofin de définit un nouveou contrat politique entre les Nations ? », o lancé le président de l'Assemblée

Une offensive se précise ainsi en France contre le mode de fonctionnement actuel des institutions européennes, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, a hi même critiqué dans le colloque le fonctionnement du Conseil Ecofin, qu'il estime inappropné pour traiter des problèmes de la future zone euro. « La question de l'euro et celle des institutions européennes sont de plus en plus liées. La création de l'euro ouro des conséquences institutionnelles insuffisomment prises en considération », a hii aussi estimé le président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Europe, l'ancien ministre sodaliste Henri Nallet, regrettant que la France et l'Allemagne jouent depuis quelques atinées au chat et à la souris sur cette question. « Quelle Europe youlons-nous, de quelle Eurepe parlons-nous? Les dirigeonts sont incopables de troncher sur le nouté », a-t-il lancé, en affirmant qu'on ne résoudra pas les problèmes posés par l'agenda 2000, l'euro et l'élargissement, sans que « lo politique soit au poste de commonde ».

sion spéciale de l'ONU chargée de « L'Europe o souvent progressé sur

Henri de Bresson

Bonn et Madrid s'opposent à toute contrainte de Bruxelles sur l'emploi

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondont Jean-Claude Juncker, premier ministre, ministre des finances et du travail du Luxembourg, qui, tel un bomme-orcbestre, préside l'ensemble des travaux que les Quinze consacrent à la préparation du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi des 20 et 21 novembre, s'efforce avec ténacité de sauver ce sommet de l'ecbec. Après les ministres des finances, la veille, c'était au tout de leurs coilègues des affaires suciales de venir plancher, jeudl o uovembre, a Bruxelles.

le budget de son ministère à l'Assemblée nationale, était remplacee par Pierre Moscovici, ministre délégue aux affaires européennes. La discussion s'est concentrée, comme précédemment, sur l'opportunité d'arrèter, à propos des actions à entreprendre pour faire reculer le chomage, des objectifs euro-peens precis - quantifiés lorsque c est possible - dont devraient s'inspirer ensuite les gouvernements pour approuver leurs

pians nationaux. L'Allemagne mais surtout l'Espagne ont continué à se muntrer réticentes. Mettant en avant la inversité des situations natinnales, leurs représentants ont plaidé pour des objectifs europeens « définis en tendonce ». Ceux qui, telle la France, appuient les propositions de tions » pourront être adressées lignes directrices » exposées aux Etats membres qui ne respar la Commission s'emploient à pectent pas les engagements ce qu'on ne reste pas trop dans pris. le vague. « On peut porfoitement définir des objectifs chiffrés o

Luxembourg, déclinobles ensuite par Etat membre », a ainsi commenté M. Moscovici.

Selon lui, quelques-unes des actions préconisées par la Commission devraient pouvoir étre retenues, en particuller celles cherchant à promouvoir une meilleure insertion professionnelle.

TROP COUTEUX

Ainsi l'idée qu'il faudrait s'engager à fournir un emploi ou une formation à tout jeune chômeur avant qu'il ne dépasse les six mois d'inactivité ou, pour lutter contre le cbômage de longue du-Martine Autry, qui présentait rée, à tout salarié avant qu'il n'atteigne une pleine année sans emploi. Le représentant allemand a expliqué qu'il ne serait pas possible, parce que trop coûteux, d'atteindre ces résultats en une année. Le Conseil a effectivement admis que les Etats membres pourraient moduler, en fonction de leur situation propre, la mise en œuvre des objectifs fixés comme référence pour l'Union.

Selon MM. Juncker et Moscovici, l'idée de faire passer en cinq ans de 10 % à 25 % le pourcentage de chômeurs qui se voient proposer une formation devrait également pouvoir être retenue. Les plans nationaux seront chaque année examinés par le Consell, associé - chacun en est convenu - aux partenaires sociaux, et des « recommanda-

Philippe Lemaître

M. Fabius pose des conditions L'Irak refuse toujours de voir des inspecteurs américains travailler sur son territoire

Le Conseil de sécurité dispose d'une panoplie de réponses possibles

Les autorités irakiennes sont restées sourdes aux noncer a la décision d'empêcher les membres des émissaires de M. Annan, Lakhdar Brahimi, a efforts de persuasion du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, visant à obtenir d'elles de re-

endommagées selon lui par ac-un siene encourageont », ils unt

L'IRAK maintient sa décision Conseil de sécurité. Ils doivent d'interdire aux inspecteurs militaires américains de l'Organisacion des Nations unies (ONU) de participer aux missions de la Commis-

son désarmement (Unscom). Lakhdar Brahimi, le chef de la délégation d'émissaires du secrétaire général de l'ONU. Kofi Annan, a en effet annuncé, vendredi 7 novembre, au terme de sa mission à Baedad: « Les Irakiens ne nous ont pas informés qu'ils ont onnule leur décision prise le 29 octobre. » Toutefois, la décision prise par Bagdad d'expulser ces experts « reste suspendue », a ajouté M. Brahimi.

légues, les diplomates argentin Emilio Cardenas et suednis Jan Eliasson, ont eu cinq entretiens avec une délégation irakienne conduite par le vice-premier ministre, Tarek Aziz. D'après l'agence officielle INA, les ambassadeurs de Russie, de Chine et de Pologne (qui représente les intèrêts américains) à Bagdad, ainsi que le chef de la Section d'intérêts français et le chargé d'affaires égyptien assistaient à la réunion. jeudi, leurs pays étant membres du

Ce dernier, ainsi que ses col-

rentrer a New York pour informer M. Annan de la décision de l'trak. M. Brahimi a indiqué qu'il était porteur d'une lettre du guuvernement irakien à M. Annan sans donner de détails sur son contenu. La journée de jeudi avait été

riche en rebondissements après les accusations portées par le chef de l'Unscom, Richard Butler, contre l'Irak, Selon hii, Baedad a subrifisé des équipements, dont des stabilisateurs de gyrnscopes surveillés par des cameras de l'Unscom et qui servent au guidage de missiles. Les caméras, reliées au centre de vérification et de contrôle de l'Unscom à Bagdad, ont aussi été délibérément brouillées d'apres M. Butler. En nutre, trois équipes de l'Unscum qui voulaient rechercher le matériel disparu ont été bioquées. Le même scénario s'est répété vendredi.

Bagdad, a riposté le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamad Said El Sahhaf, a effectivement retiré du matériel de sites sous surveillance, mais uniquement afin d'éviter sa destruction en cas d'attaque américaine. Quant aux caméras, elles ont été

cident, lorsou'un réacteur de missile a explosé mercredi sur le site d'essai el Motassem - dont il n'a pas précisé la localisation.

ACCUSATIONS « IDIOTES »

M. El Sahhaf a assuré que le missile Atladil, qui était à l'essai, n'était pas prohibé, sa portée étant de 50 kilomètres seulement, alors que les missiles prohibés sont ceux dont la portée est supérieure à 150 kilomètres. Le vice-premier ministre, Tarek

Aziz - qui, selon des responsables de l'ONU, compte se rendre la semaine prochaine à New York -. s'en est pris pour sa part à M. Butler dont les révelations, a-t-il dit, · constituent une tentotive delibérée de tremper l'opinion publique mondiole et le Conseil de sécurité afin de provoquer une escalode ». Ces accusations sont a tout simplement idiotes », a tétorqué M. Butlet. » le ne m'occupe ni de chontage ni de politique, le m'occupe de trouver des armes » pour qu'elles soient détruites, a-t-il ajouté.

Bien que les Etats-Unis estiment que le comportement de l'Irak au

décidé de « réserver leur jugement jusqu'à ce que lo mission de l'ONU oit termine son travail », a declaré le purte-parule du département d'Etat, lames Rubin. De son côté, le secrétaire à la défense, William Cohen, a rappelé a Bagdad que les inspections de l'ONU n'étaient pas « négociobles ». Il a rappelé que le Conseil de sécurité disposait d'une · ponoplie de réponses » pussibles à l'Irak, « On peut inclure de nouvelles mesures [de sanctions] économioues; on peut aussi inclure des mesures militoires », a dit

Le Pentagone a démenti que les Etats-Unis aient demandé l'autonsaoon d'Ankara pour l'utilisation de la base aérienne turque d'Incirlik, dans le sud du pays, pour d'éventuels raids contre l'Irak. En revanche, ont indiqué des responsables militaires américains, l'armée américaine a demandé l'autorisation de dépêcher en Turquie des avions de ravitaillement en vol KC-135, en soutien des 24 avionschasseurs patrouillant la zone d'exclusion aérienne imposée à Bagdad au nord du 36° parallèle

Les Occidentaux pensent que Bagdad peut déployer des gaz neurotoxiques

OUTRE les inspections sur place, qui ne sont pas aussi inopinées qu'elle le souhaiterait, l'Organisation des Nations unies (ONU) dispose en lrak d'un réseau fixe de caméras sur les sites « sensibles » du territoire, que sa commission du désarmement est chargée de contrôler, et d'une double panoplie mobile d'observation, satellitaire et aérienne, à partir de moyens

Le réseau fixe de surveillance par caméras télécommandées a permis d'entegistrer des transferts clandestins, d'un site sur l'autre, de matériels, c'est-à-dire des déménagements qui sont en principe prohibés. Il s'agirait en partipour améliorer le guldage et la navigation précise de missiles.

De son côté, le système mobile - auquel s'ajoutent parfois, pour le compte de la France, des observations réalisées par le satellite européen Helios 1 - a détecté des travaux importants de terrassement, qui ont mis en évidence des constructions nouvelles, parfois en souterrain, ou des aménagements de sites existants. Outre les moyens satellitaires, l'ONU fait appel à des avinns-espions américains U2. Trois d'entre-eux sont stationnés, avec leurs ravitailleurs en vol, dans un vaste bangar à Istres (Bouches-du-Rhône), que Dassault loue au Pentagone avec l'accord du gouvernement français. Pour autant, les autorités militaires françaises, sur place, n'ont pas accès à l'exploitation des renseignements recueillis par les pilotes américains. Ces U2, dont les plans de vol restent même inconnus des Français, sur-

veillent apparemment la Bosnie comme l'Irak. A partir de leurs observations réciproques,

Américains et Français ne divergent pas sur la

n'a pas renoncé à édifier, pour son compte, un arsenal de destruction massive au point que, dans les services occidentaux de renselgnement, on ne croit pas au désarmement balistique, chimique, voire biologique de Bagdad. On évoque, an contraîre, le « comportement proliférant » de Saddam Hussein au travers de ce qui peut se passer dans certains de ses labo-

PLUS DANGEREUX QUE LE SARIN

Trois dossiers font plus spécialement l'objet des analyses des experts du renseignement, çals. La prolifération balistique, d'abord. Tout semble accréditer la thèse selon laquelle l'Irak chercherait à concevoir des missles sol-sol d'une portée supérieure à 150 kilomètres. Par l'intermédiaire de fournisseurs en Europe et en Asie, les ingénieurs de Bagdad s'achament à accumuler un savoir-faire en matière de propulsion et de systèmes de guidage.

Ce qui vise, en particulier, la capacité pour l'irak à maîtriser la technologie de la propulsion à poudre. La guerre du Golfe, en 1990-1991, avait, en son temps, montré que les lrakiens ont rencontré quelques difficultés à disposer de poudres bomogènes et énergétiques pour propuiser un missile.

La prolifération chimique, ensuite. En 1991. l'Irak, battu, a déclaré à l'ONU ne posséder que 11 000 armes chimiques. Les missions d'inspection internationales sur place avaient, depuis, acquis la conviction que le stock promis a être détruit dépassait les 150 000 armes chimiques. qu'il s'agisse d'anciens missiles sol-sol russes Scud aménagés - mais sans doute dépourvus

matérialité des faits. De toute évidence, l'Irak d'efficacité -, de roquettes, d'obus d'artillerie ou de bombes. Selon les services occidentaux de renseignement, une découverte récente a abouti à la conclusion que Bagdad pourrait déployer un gaz liquide aux effets neurotoxiques persistants, le VX, très volatil et nettement plus dangereux que le Sarin. Uo appareil Mig ancien a été transformé en avion sans pilote, de manière à tester le mode de dispersion de ce puissant toxique chimique. Bagdad ne nie pas en détenir, mais seulement à titre expérimental et en petites quantités, de l'ordre de quelques kilogrammes.

La difficulté de l'expertise tient au falt que remment dans l'agro-alimentaire, à la production pharmaceutique comme à des fins militaires, et que les lieux affectés à cette activité peuvent fabriquer des produits inoffensifs en eux-mêmes sauf quand on les mélange pour en dériver des substances toxiques.

La prolifération biologique, enfin. Selon l'bebdomadaire britannique The Observer daté du 2 novembre, l'Irak disposerait de germes mortels, comme des toxines botuliques dunt l'ingestion ou l'inhaiation par une population leur conférerait une efficacité mille fois supérieure à celle du VX, entrainant un empoisonnement grave par paralysie neuromusculaire.

En revanche, il apparaîtrait que les Irakiens, depuis l'instauration en 1991 des inspections de l'ONU et des contrôles de l'Agence internationaie de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, ne sont plus en mesure de pouvoir véritablement concevoir des armes nucléaires de destruction

Jacques Isnard

Les pourparlers israélo-palestiniens à Washington restent infructueux

La conférence économique de Doha risque de faire les frais du blocage

JÉRUSALEM

de natre correspondant Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou se refusant toujours à suspendre la colonisation des territoires palestiniens occupés et à poursuivre, comme prévu, le retrait de ses troupes d'une partie de la Cisjordanie, la nouvelle session de pourpariers israelo-palestiniens organisée à Washington par les Etats-Unis, a pris fin, jeudi soir 6 novembre, sans progrès ni résultat pro-

Le secrétaire d'Etat américain. Madeleine Albright, qui avait beaucoup insisté auprès des deux parties pour obtenir cette session avant la conférence économique israélo-arabe organisée au Qatar, du 16 au 18 novembre - et que plusieurs Etats arabes vont boycotter faute de remise en route du processus de paix -, a fait savoir qu'elle rencontrerait séparément Yasser Arafat et M. Nétanyahou dans « un avenir proche ».

Le ministre des affaires étrangères, David Lévy, qui a incidemment annoncé qu'il ne dirigerait pas la délégation israélienne au Qatar -les

tant pour la plupart d'envoyer des hauts fonctionnaires - s'est déclaré « satisfait des résultats obtenus » à Washington, Mahmoud Abbas, numéro deux de l'OLP et chef de la délégadon palestinienne, a constaté qu'il n'y avait « pas d'occord » mais

quer les deux parties à Washington pour les encourager à régler les deux problèmes qui bioquent le processus de paix. M. Nétanyahnu, qui souhaite passer au plus tôt aux difficiles négociations finales sur le statut définitif des territoires occupés - léru-

La colonisation se poursuit en Cisjordanie

Le gouvernement israélien a approuvé, mercredi 5 novembre, un programme de mise en vente au secteur privé de terrains dits « d'Etat » en Cisjordanie occupée. Ces mises en vente de territoires palestiniens publics seront étalées sur 1998 et 1999 et devront permettre la construction de 7 135 logements réservés aux citoyens israéliens juifs. Le ministère a en outre annoncé qu'une première tranche d'un millier de logements, sur les 6 500 prévus pour la colonie juive de Har Ho-

ma dans la partie arabe annexée de Jérusalem, serait mise en prévente en 1998. Le lancement, fin février, de ce projet est à l'origine du blocage du processus de paix israélo-palestinien.

que les deux parties s'étaient « bien salem-Est comprise - sans passer comprises ». Un autre négociateur par les accords intérimaires déjà sipalestinien, Saeb Hérakat, ministre des collectivités, avait fait savoir la veille que « le fosse » entre les deux parties était « profond ».

L'idée première développée par fuse de suspendre la colonisation M™ Albright après sa visite en Israel, Etats arabes participants se conten- début septembre, était de convo-

gnés, attend de la partie palestinienne qu'elle renonce aux « redé-

qui, sur le terrain, s'intensifie. Les Palestiniens ne sont pas oppo-

ploiements supplementaires » de son

armée prévus par les accords et re-

sés à une ouverture rapide des négociations finales, à condition que les accords intérimaires soient d'abord respectés. Sur ce point, les Etats-Unis les soutiennent mais refusent d'utiliser à l'encontre d'Israël ce que Yasser Abed Rabbo, ministre palestinien de l'information, appelle « le muscle oméricain ». L'administration Clinton, qui ne cache plus son irritation à l'endroit de M. Nétanyahou, se contente pour l'instant d'envoyer quelques « signaux ». Selon les correspondants israéliens, M™ Albright a ainsi refusé, jeudi, de poser pour une photo de presse en compagnie des deux délégations.

Plus grave et . pour la première fois depuis très longtemps », comme le souligne la presse israélienne, le premier ministre israelien, qui se rend la semaine prochaine aux Etats-Unis à l'invitation de groupes de pression juifs américains, ne sera pas reçu par le président américain, dont « l'agenda ne le penuet pas ». L'entourage de M. Nétanyahou avait fait pourtant fait savoir qu'il était prèt à rencontrer Bill Clinton

Patrice Claude

Le Fonds monétaire international sort renforcé de la crise boursière asiatique

L'institution sera jugée sur le succès de son action à Djakarta

Même si sa capacité à prévenir les crises apparait bien limitée, le FMI bénéficie d'un regain de l'économie indonésienne a calmé les marchés et l'économie indonésienne a calmé les marchés et l'économie indonésienne a calmé les marchés et rendent hommage et les Européens ne processimé le besoin d'une instance de régulation testent plus contre les dépenses qu'il engage.

blement satisfait. De passage à Pagénéral du Fonds monétaire international (FMI) a tiré un premier bilan globalement positif de l'intervention du Fonds dans la crise boursière asiatique, se montrant particulièrement optimiste sur les chances de succès du plan de sauvetage indonésien. « Le vaste programme de réformes adapté par les autorités de Diakarta devrait non seulement restaurer la canfiance dans l'éconamie indonésienne, mais aussi faire beaucoup pour aider à calmer la tempête qui a balave la réeion depuis juillet », a déclaré le patron du FMI, qui s'est dit confiant dans le maintien à long terme de la croissance en Indonésie.

33 MILLIARDS DE DOLLARS D'AIDE

Contrairement à ce qui s'était produit à l'annonce du plan de sauvetage de l'économie thailandaise, en août dernier, le plan indonésien - 23 milliards de dollars, le second en importance dans l'histoire du Fonds monétaire - a calmé le jeu, chute de la roupie. Il renforce par là même la crédibilité du Fonds, sévèrement mise à l'épreuve à l'occasion de cette tourmente.

Les mécanismes d'urgence mis en place à l'issue de la crise mexicaine d'il y a deux ans ont bien fonctionné techniquement. Au total. l'aide multilatérale à l'Indonésie va s'élever à 33 milliards de dollars (environ 191,4 milliards de francs). Outre les prêts mis en place avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque asiatique et auxquels le Fonds participe à hauteur de 10 milliards de dollars, une « seconde ligne de résistance » a été mise en place grâce à l'appui des partenaires régionaux de Djakarta. Ces pays-parteoaires sont appelés à jouer un rôle accru dans la gestion de leurs propres affaires. Immédiatement après son escale parisienne, Michel Camdessus s'est envolé pour une tournée qui devait le mener en Indonésie, en Thailande, en Malaisie et aux Philippines. Il devait être question, lors de ce voyage, de la mise en place d'un système de surveillance régiooale (* quelque chase camme le G-7 », selon le directeur du FMI) afin de mieux éviter, à l'avenir, les phénomènes de contagion réci-

LOGIQUE MULTILATERALE Critiqué pour n'avoir pas annon-

cé plus tôt l'imminence de la crise asiatique, le Fonds n'en est pas moins appelé à en gérer l'issue et confirme sa vocation de pompier et de gendarme. Ce qui n'empêche pas qu'il ait pu jouer dans le passé geant la libéralisation à outrance que les méthodes qu'il applique sont peut-être inadaptées aux situations locales des pays concernés

L'idée d'un Fonds asiatique dominé par le Japon, qui aurait pu se plus d'actualité. Par ailleurs, contrairement à ce qu'on avait observé lors de la crise mexicaine, les abrités derrière la logique multilament outre-Atlantique, sur le déficit de leadership américain dans toute cette affaire. Le FMI est « le seul instrument qui convienne pour annorter le soutien nécessaire en cas de crise », a déclaré le secrétaire adjoint au Trésor américain, Lawrence Summers, dans un discours prononcé, mercredi 5 novembre, à

Les Européens, qui avaient grommelé à l'époque de la crise mexicaine, n'ont plus le sentiment d'être mis devant le fait accompli ou devant des dépenses excessives. Enfin et surtout, les pays de la région est-asiatique s'en remettent au Fonds pour résoudre leurs problèmes: «les Indanésiens s'attaquent bille en tête à leurs problèmes. Il s'agit d'un choc culturel violent », a reconnu Michel Camdessus en évoquant le « nettoyage des rigidités » de l'économie indonésienne imposé par le Fonds, une fois que l'Indonésie a accepté de

Lucas Delattre

Le président indonésien écartelé entre le FMI et les intérêts de sa famille

Il veut calmer ses proches, très présents dans les affaires

BANGKOK de notre correspondant

en Asie du Sud-Est Avant de faire appel an Fonds monétaire international (FMI), Djakarta avait décidé en septembre de reporter ou de réexaminer cent cinquante projets de développement des infrastructures publiques. Mais, peu après avoir obtenu une assistance internationale d'au moins 33 milliards de dollars, le gouvernement indonésien est revenu, début novembre, sur cette décision. Il a redonné le feu vert à une quinzaine d'entre eux, dont la construction d'un nouvel aéroport à Medan par un consortium dirigé par la fille aînée du président Su-

Simultanément, l'un des fils de Suharto a engagé des poursuites judiciaires contre le ministre des finances après la fermeture de la banque Adromeda, dont il détient 25 %. Demi-frère du chef de l'Etat, Probosutedio a, hii, refusé de fermer une banque, dont il est l'un des propriétaires, qui figure sur la liste des seize banques privées (sur 229) condamnées par les autorités sur demande du FML Il a également porté plainte contre le mimistre des finances

LIMITE DES POTIONS AMÉRES

Ces développements sonlignent les limites des potions amères que les régimes politiques des économies émergentes, avides de capitaux étrangers, peuvent tolérer quand il s'agit d'assainir leurs systèmes bançaires et de stabiliser leur monnaie. Dans le cas de l'Indonésie, le fait que les intérêts de la famille présidentielle et de ses partenaires ne solent pas épargnés contribue à la trédibilité de l'effort entrepris pour redresser une situation jugée, par les autorités ellesmêmes, assez dangereuse pour justifier le recours à une aide internationale substantielle.

Le demi-frère de Suharto a qualifié d'« insulte outrageuse » la liqui-dation de Bank Djakarta, dont îl est le PDG. Pour sa part, Bambang Trihatmodio, fils de Suharto et président du conglomérat Bimantara,

da avait violé le règlement en affectant certains crédits. Mais il a ajouté que tel était le cas de 90 % des banques indonésiennes, qu'épingler sa banque avait pour but de « discréditer » la famille présidentielle, alors que Suharto s'apprête à solliciter, en mars 1998, un septième mandat à la tête de l'Etat.

est aux mai

Après l'accident d'un Airbus A 300-B 4, le 26 septembre, à Médan, la construction d'un nouvel aéroport est peut-être justifiée. Mais parmi les autres projets rétablis figurent ceux de trois supergénérateurs dans lesquels Mohammed «Bob» Hasan, membre infinent de l'entourage présidentiel, Sudwikatmono, frère de lait de Suharto, et Siti Hediati Prabowo. deuxième fille du chef de l'Etat, ont des intérêts. C'est également le cas d'un projet gazier dans lequel Bambang est présent.

Certes, les mesures prises en octobre rognent bien davantage les intérêts de personnalités proches du président. Le fils cadet de ce dernier a perdu le contrôle de la Timor, « volture nationale ». Des monopoles, dans lesquels la famille présidentielle est présente, seront démantelés le 1º janvier 1998. Siti Hediati Prabowo, deuxième fille du chef de l'Etat, n'a pas réagi à la liquidation de la Bank Industri, dont elle détient 8 % des parts. Il reste que le président doit désormais manœuvrer pour calmer ses enfants ou ses proches tout en ne remettant pas en question la crédibilité d'un plan de redressement qui bénéficie d'un large soutien inter-

Fait significatif, les banques centrales de Singapour et de l'Indonésie sont intervennes jendi, dans me fourchette de 2 millions à 1 milliard de dollars, pour défendre avec succès la rouple indonésienne. La balle est dans le camp du président indonésien, qui s'était engagé la vellle, à Kuala Lumpur, où il assistait au sommet du G 15, à renotre capacité »,dit-il.

Jean-Claude Pomonti

28.3 A

Le chef de l'opposition thaïlandaise en passe de devenir premier ministre

de notre correspondant « Etonnante Thailande », vante une publicité officielle imaginée en septembre pour redresser l'image d'un royaume aux proies à une grave crise économique et politique. On ne saurait mieux dire. Trois mois après la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un plan d'austérité financé par 17,2 milliards de dollars (99,8 milliards de francs environ) de crédits internationaux, le premier ministre a jeté l'éponge. Officielle depuis jeudi 6 novembre et accueillle avec soulasement, la démission du général Chaovalith a plongé la classe parlementaire dans de nouvelles intrigues qui font également de la Thailande le royaume de la confusion politique.

Veodredi 7 novembre, le chef de l'opposition parlementaire, Chuan Leekpai, semblait en bonne position pour hériter du gouvernement. Il a affirmé que plus de 210 députés sur 393 s'étaient ralliés à lui. Le général Chatichai Choonhavan, qui apparte-nalt à la majorité précédente, semble donc le principal perdant. Comme les onze partis représentés au Parlement ne sont que des alliances de circonstance, la bataille pour les voix a donc tourné à l'avantage de Chuan, cinquante-neuf ans, premier ministre de 1992 à 1995, dont le Parti démocrate est la deuxième formation de l'Assemblée nationale. Avant d'être renversé par un coup d'Etat en 1991, le général Chatichai, soixante-dix-sept ans, avait présidé un gouvernement dont le laxisme, surtout face à la corruption, a été en partie responsable des mœurs politiques actuelles. La classe politique thailandaise

doit cette fois s'accommoder des

rage d'un roi très populaire qui avait déjà mis fin en 1992, de façon spectaculaire, à une crise assez grave pour déboucher sur la répression brutale, par l'armée, de manifestations à Bangkok. L'un des médecins du monarque a déclaré, mercredi, que Bumipbol Adulyadej, dont le cinquantenaire du règne a été fêté en grande pompe en 1995 et 1996, était « tombé malade » en raison de ses « préoccupations » face à « la crise politique actuelle ».

RÉHAUSSER LE PRESTIGE

Que ce commentaire ait été autorisé ou non par le palais, le message est d'autant plus retenu, aux yeux du public, que le roi, qui est agé de soixante dix ans et qui a déjà en des problèmes cardiaques, a été hospitalisé, jeudi, pour un contrôle médical. Maigré les nouvelles très rassurantes diffusées par le palais vendredi, les parlementaires avaient intérêt à mettre rapidement un terme à des querelles internes qui, en paralysant l'action gouvernementale, exaspèrent les gens et commencent à agacer le FMI, lequel vient d'annoncer qu'il réclamera des comptes à Bangkok, fin novembre, avant de donner le feu vert à une deuxième tranche de crédits.

Le monarque actuel a tout fait pour rehausser le prestige de l'institution royale. Pour être très rares, les signaux en provenance du palais sont donc très souvent déterminants, surtout auprès d'une population qui adule son souverain et se méfie de politiciens jugés responsables du naufrage actuel. Le président de l'Assemblée nationale pourrait donc, dès samedi, confier à Chuan la tâche de former un gou-



THE WATER

Figure 200 to the

. - يا الموني بيانا

※ 特になっていません

S. 3.

S. 414 . Lan.

State of the state

Seguration .

ومور بالمحجز

.__-

Control

. - b. . . .

1-9- of 1-12-

7.

State of the state

1...

Le centre de Brazzaville, totalement dévasté, est aux mains des pillards

Les nouvelles autorités tentent de ramener le calme

Dans la capitale congolaise, pas une maison, pas un immeuble, n'a été épargné par les pillards qui sillonnent la ville, à pied ou dans de vieilles ca-

mionnettes. Les miliciens du président Denis Sasle gouvernement, la priorité reste de consolider la sou Nguesso ont la difficile mission de torrfisquer les armes et de ramener les pilleurs à la raison. Pour paix. D'ici à la fin de l'année, un « forum national » devrait nommer les députés du futur Parlement.

majoritairement issus de la région

du pnnl. Régis Kanza est un

commercant heureux. Il trône der-

nère le comptoir de sa buvette, à

gauche d'une terrasse ombragée.

Une musique entrainante semble

sourdre des murs. Le Hollywood

est aussi une boite de nuit.

« l'ouvre des 9 heures le matin, dit

Régis, les "Cobras" m'y obligent. »

Le jeune bomme n'a pas quitté son

quartier un seul jour pendant la guerre. Il ne s'est décidé a fermer

sa boîte qu'à l'entrée des « Co-

bras » dans Baconeo. « le n'ai rien

à me reprocher, mois j'ovais peur.

Naus étions tous cachés dons les

couple isolé sirote une bière tiède

en subissant les assauts d'une mu-

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial Les pillards congolais sont vraiment consciencieux. Ils sont passés en vagues successives au centre de

REPORTAGE_

Pas une maison n'a été épargnée. Mais les quartiers périphériques se repeuplent lentement

Brazzaville, comme des criquets pèlerins déferient sur les maigres végétations du Sahel. Mais il reste toujours quelque chose à prendre. ils le savent. La moquette usagée du Mbamou Palace était bien posée. Elle a résisté aux hordes dévastatrices jusqu'à ce qu'une bande de jeunes surexcités – cinq mois après le début de la guerre civile - ne finissent par l'avoir, en lambeaux, au prix de quelques ongles arracbés, « C'est lo faute à lo guerre si on fait le vologe. On n'y est pour rien », explique un énergumène, torse nu comme ses comparses et dégouli-

La vieille Toyota croule sous la charge d'un tel butin et le poids des six voleurs. Mais, bonne fille, elle démarre quand même, manifestant contre ce mauvais traitement par quelques soubresauts désapprobateurs. Elle passe eo pétaradant sous un calicot, tendu eotre deux réverbères, expliquant gae la « TVA, taxe sur la valeur ojoutée, c'est l'impôt juste ». Un adolesceat dévale triomphant les marches de l'hôtel, un guéridoa sur la tête, oublié par oa ae sait quel distrait. Des voitures à bras chargées de portes, de lavabos et autres tubes néoa prepnent, elles aussi, le chemin des quartiers aord, fief des partisans du général Denis Sassou Nguesso, qui viennent de gagner ia

CONFISQUER LES ARMIES

Le centre-ville est totalement dévasté. Pas une maison, pas un immeuble, pas un appartement, pas un bureau n'a été épargné. Tout a été visité et dépouillé. Quelques coups de feu claquent ici et là. Des « Cobras », les miliciens de M. Sassnu Nguesso, dûment mandatés par les gouvelles autorités militaires, essaient de ramener les pilleurs à la raison. Ils ont également pour mission de confisquer les armes. Une tâche délicate.

« Les hommes qui se déplacent sans ordre de mission sont appréhendés et désarmés », explique le

colonel Emmanuel Avoukou. commandant en second du secteur-centre. « Nous avons ramassé quelque trois cents ormes individuelles en trois jours, dit-il, et des centaines d'autres ont été déposées spontanement par les jeunes "Cobras" qui se rendent dons les casernes, où ils espèrent être bientôt intégrés dans les futures forces conpolaises »

Parti en août pour Kinshasa, Thierry Ansenne ne pensait pas trouver une telle désolation à son retour. La maison familiale, proche de l'hôtel Méridien, a brûlé, « Il ne reste que des murs noircis par lo fumée », dit-il. Son magasin, avenue de la Paix, est sinistré : « Tout o été détruit ou emporté. » Il a passé trois semaines et demi dans un bôtel de Kinsbasa avant de se repliet chez des Kinois qu'il avait hébergés à Brazzaville, lorsque ceux-ci avaient

moisons. Quand ils sont orrives ici, ils avoient soif. Ils vouloient de lo biere pour fêter leur victoire. J'ai ouvert », raconte-t-il simplement. Dans l'obscurité de la boite, un

Un ministre ulcéré par les commentaires de la presse

Recevant an crépuscule, dans un bureau sans lumière de la résidence présidentielle de Mpila, François Ibovi, ministre de la communication, porte-parole do goavernement, est ulcéré par les commentaires de la presse internationale sur la composition du nouveau gouvernement. « Comment peut-on dire qu'il s'ogit d'une ouverture timide, timorée ?, s'indigne-t-fl, alors qu'il s'agit d'un véritable rassemblement de toutes les sensibilités politiques et sociologiques du Congo autour

Le ministre en veut pour preuve la présence d'anciens proches de MM. Lissouba et Kolelas au gouvernement. C'est irréfutable. Mais les Congolais, devenus les champions de la volte-face politique, aa cours de ces dernières années, ne sont plus à un changement d'alliance près. Et la majorité des ministres sont originaires du Nord, comme le président Sassou Nguesso, le nouveau chef d'état-major de l'armée, le colonel Yves Mongo Motando, et les deux tiers de ses officiers.

fui l'entrée des troupes de Laurent-Désiré Kabila à Kinsbasa en mai. Un échange de bons procédés...

du président Sassou. »

La quarantaine alerte, Thierry est producteur de musique. Il a tout perdu. Il ne reste pas un dossier, pas un papier, dans son bureau de l'avenge Paul-Doumer, mais il affiche un optimisme surprenant. «J'ai réussi dans les affaires quand Sassou était président, dans les onnées 80, raconte-t-il, J'avais des commerces au centre et un restaurant à Bacongo. J'ai tout perdu pendant lo première guerre civile de 1993-1994. Je suis prêt à tout reconstruire. Mais je n'oi plus un sou. SI on m'indemnise, si on me donne ne serait-ce que 5 millions de francs CFA [50 000 francs français], je redėmarre. »

A Bacongo, place forte des partisans de Bernard Kolélas, dernier premier ministre de Pascal Lissouba et ancien maire de Brazzaville,

bras" arrivent plus tord. Ils seront là vers 16 heures. Ce sont mes principaux clients. Ils ont de l'orgent et viennent faire la fête avec leurs copines. Avant eux, c'étaient les "Zoulous" de Lissouba et les "Nínjas" de Rolelas qui venaient lei. Depuis le début du mois de juin, je n'oi travaillé qu'ovec des miliciens », coastate Régis, qui trouve ses clients pleins de bonne volonté: « Ils sont d'occord pour me loisser en dépôt les chargeurs de leurs néral Denis Sassou Nguesso, et ormes ovont d'entrer en boite. » Mais Il en a trop vu. L'époque ae lui laissera pas bonne impression:

sique assourdissante. « Les "Co-

nue, juste pour oublier lo guerre. » Les quartiers périphériques de Brazzaville se repeuplent lentement. Les barrages se raréfient. Ceux qui étaient partis en exode à l'intérieur du pays rentrent avec les maigres biens qu'ils ont pu sauver

« Ici, bientôt, ço vo s'appeler 5 Ave-

avant de fuir. Ceux qui avaient du traverser le fleuve pour rejoindre Kinshasa commencent, eux aussi, a rentrer chez eus. Mais le voyage coûte cher. On leur avait promis qu'il serait gratuit. Les autorités kinoises leur facturent la traversée au prix fort. Seuls les bacs et les vedettes de l'Onatra - l'Office national des transports du Congo-Kinshasa - fonctionnent. A Brazzaville, les bateaux om été endommagés. pillés, sabotés,

LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

Sur les hauteurs de Brazza, l'hntel Méridien a moins souffert que les bătiments du centre-ville. Les vitres sont cassées, des pans de béton manquent, pulvérisés par les roquettes, mais dans le lobby et le bar, fauteuils et tables n'ont pas été volés. C'est dans un coin du bar que le nouveau ministre congolais des affaires étrangères, Rodolphe Adada, donne ses audiences. Il vient de recevoir des diplomates russes et s'apprète à quitter le pays avec le président Denis Sassou Nguesso pour se rendre à Libreville, au Gaboa, et participer au sommet des ACP II insiste sur les priorités du gouvernement : consolider la paix; ramasser les armes qui traineat illégalemeat; expliquer à la planète ce qui s'est passé à Brazzaville, et appeler les amis du Congo à soutenir le redémarrage d'un pays toujours privé d'eau et d'électricité.

Il explique la décision du gouveraement, réuni mardi 4 octobre pour son premier conseil des ministres à Mpila, la résidence privée de M. Sassou Nguesso, de mettre ea place au plus vite • un Forum national qui devra réfléchir sur la teneur et lo durée de la période de tronsition, définir quond et comment organiser les futures élections législatives et présidentielle » Les participants à ce Forum devront également aommer les solxante-quinze députés du futur Parlement, conformément à ce que stipule le nouvel Acte fondamental du pays concocté par les Forces démocratiques unies (FDU), le parti du gérendu public la veille d'une cérémonie d'investiture rétablissant celui-ci dans une foaction dont il avait été privé par les umes en 1992. Tout devrait etre bouclé d'ici à la fin de l'année puisque ce Parlement, selon M. Adada, aura à voter le budget de l'Etat pour l'année

Polémique entre l'armée chilienne et le président Frei

SANTIAGO. Les respinsables de l'armée chilienne ont vivement réagit à la décision du président Eduardn Frei, le 4 novembre, d'opposer son veto à la promotion du général Jalme Lepe. Ancien foactionnaire de la Dina (le service secret de la dictature) et proche cullaborateur du général Pinnobet, le général Lepe est accusé par la justice espagnole d'avoir participé à l'assassinat de Carmelo Sona, fonctionnaire espagnol des Nations unies, dont le enrps initure avait été retrouvé abandonné dans une voiture le 15 fuillet 1976, à Santiago. Dans un communiqué publié mercredi 5 novembre, l'armée proteste contre la décision présidentielle « qui porte un caup severe à l'ovenir d'un officier de qualité ». – (Car-

■ GRANDE-BRETAGNE: le candidat du Parti travailliste au

pouvoir a rempnrté, jeudi 6 novembre, une élection partielle à Paisley, pres de Glasgow, destinée à pourvoir le siege laisse vacant par le suicide d'un député Labour, Gordon McMaster. - (AFP.) ■ CHYPRE: le président chypriote grec Glafcos Cléridès, 78 ans, élu en février 1993, a annoncé, jeudi 6 novembre, qu'il allait solliciter un second mandat de cinq ans, en février 1998. Outre M. Clérides (Parti conservateur), l'ancien président de la République (1988-1993) et chef des Démocrates unis, George Vassiliou. est candidat, ainsi que l'ancien chef de la diplomatie George lacovou, indépendant, soutenu par le principal parti de gauche, Akel (ex-communiste). - (AFR)

■ Le médiateur américain pour Chypre, Ricbard Holbrooke, est attendu, lundi 10 novembre, dans l'île pour une série de rencontres informelles », a indiqué, jeudi le département d'État. – (AFP.)

■ ESPAGNE-PORTUGAL: au moins trente-deux personnes ont trouvé la mort dans la nuit de mercredi 5 à jeudi 6 novembre en Espagne et au Portugal à la suite de pluies diluviennes qui se sont abattues sur le sud-ouest de la péninsule Ibérique. - (AFP.)

M. Clinton veut avoir les mains libres pour négocier des accords économiques

WASHINGTON. La Maison Blanche n'a pas ménagé ses efforts pour obtenir que la Chambre des représentants émette un vote positif, vendredi 7 aovembre, sur le * fast track », procédure qui donnerait au président Bill Clinton les mains libres pour négocier de nouveaux accords de libre échange. Le président affirme avoir besoin du * fost track * pour négocler sans craindre les interventions du Congrès qui n'aurait à se prononcer que par « oul » ou « non »

La minorité démocrate à la Chambre est divisée sur le renouvellemeat du «fast track ». Paradoxalement, le soutien au président vient essentiellement des Républicains, partisans du libre échange, qui ont une coutte majorité à la Chambre. Une défaite serait ua revers humiliant pour M. Clintoa. Washingtoa veut notamment conclure de nouveaux accords de libre échange ea Amérique du Sud, semblable à l'Accord de libre échange nord-américain (Alena) qui regroupe, depuis 1994, Etats-Unis, Canada et Mexique - (AFP.)

HISTOIRE DES

CHEMINS DE FER EN FRANCE François Caron Frédéric Fritscher

L'histoire du principal outil de modernisation de la France.

Une œuvre magistrale.

Chemins de fer

L'Histoire

Fayard

L'opposition argentine se prépare à l'échéance présidentielle

Graciela Fernandez Meijide, député de la province de Buenos Aires, est la nouvelle « star » politique

de notre correspondante « Avant, les gens savaient qu'il y avait des voleurs parmi les fonctionnoires, mois ils se consoloient en pensant que le gouvernement faisoit des choses. Désormais, les gens ne veulent plus qu'on les vole, et ils exigent que l'on fasse quelque chose. » Moins de quinze jours après les élections législatives qui l'ont consacrée comme l'une des nouvelles étoiles de la politique argentine, Graciela Fernandez Meijide semble résumer les raisons de la victoire écrasante de l'opposi-tion sur le Parti justicialiste (PJ, péroniste), mais aussi le défi que doit affronter désormais la toute jeune Alliance d'opposition, regroupant l'Union civique radicale (UCR) et le Frepaso (Front pour un pays solidaire). Alliance créée seulement quelques semaines avant le scrutin. Après buit ans de suprématie du

Parti justicialiste, les règles du jen ont changé. A partir du 10 décembre, la nouvelle Chambre des députés, où les péronistes ont perdu la majorité absolue, s'ancrera sur la plate-forme de l'opposition pour coasolider une alliance qui, malgré son hétérogénéité, devra être capable d'élaborer un programme de gouvernement en vue des présidentielles de 1999.

Dans soa bureau décoré de la

pendant le demière dictature militaire (1976-1983), Graciela Fernandez Meiride savoure paisiblement sa victoire historique dans la province de Buenos Aires, qui regroupe près du tiers de la population. Elle se garde pourtant de tout

UN « SOMMET PÉRONISTE » Au lendemain des élections, la

crise boursière asiatique est venue rappeler la dépendance de l'Argentine vis-à-vis de l'étranger, comme les faiblesses d'un pays dont les déficits fiscal et commercial menacent de freiner au Congrès les propositions de l'Alliance en faveur de la santé, de l'éducation et de la lutte contre le chômage. « Un des principoux objectifs de l'Alliance est de soutenir ce gouvernement jusqu'à ce qu'il doive partir en 1999 ». précise M™ Fernandez Meijide, insistant sur la volonté de dialogue de l'opposition afin d'éviter tout affroatement « sauvage » avec le parti an pouvoir, qui risquerait de

paralyser la vie parlementaire. Dans l'immédiat, elle estime que les députés de l'Alliance devront s'acquitter essentiellement d'un « travail de contrôle ». « Nous ollons, par exemple, voter le prochain projet de budget pour 1998. Mois nous allons exiger des chongements dans l'attribution de certains fonds photo de son fils Pablo, disparu et, surtout, exercer un contrôle de lions de dollars pour la privatisation

gestion qui est pour l'instant inexistant. L'on dernier, au moins 30 % des fonds qui avaient été attribués sont passés on ne sait où! L'Argentine o le même budget de lo sonté que le Conado, mois ici lo question est de savoir ou passe l'orgent? Ce n'est pas la même chose pour les citoyens qui doivent se serrer lo ceinture d'ovoir à le faire dons un contexte d'austérité que d'ovoir à le faire, comme c'est le cas actuellement, dons un climot d'enrichissement ostentatoire de certains fonctionnaires. »

Les analystes économiques de l'Alliance ge remettent pas en cause le modèle écocomique libéral mis en place par le président Menem. La représentante du Frepaso estime que « lo convertibilité, la stabilité, l'ouverture des morchés et les privatisations ne sont que des instruments. Mois en privilégiant l'économie et en laissant pour plus tard les problèmes sociaux et institutionnels, le gouvernement Menem a fovorisé un véritable réseau de mafias. Pour nous, ce qui est en question, c'est le modèle de gouvernement, une culture politique qui justifie la corruption et méprise les institutions. Nous n'avons rien contre les privatisations, mais combien de pots-de-vin ont été versés? Deux fanctionnoires ont touché respectivement 7 millions et 9 milvelle députée, qui revendique « hannéteté et transparence » garanties par des organismes de régulation et une justice indépen-

Considérée par beaucoup comme la candidate de l'apposition la mieux placée pour succéder dans deux ans à M. Menem, Graciela Fernandez Meijide affirme qu'il n'y aura pas d'annonce de candidature à la présidence avant septembre ou octobre 1998 pour éviter toute bataille anticipée au sein de l'Alliance.

Entretemps, l'un des grands objectifs du Frepaso, sous la houlette de Carins « Chacha » Alvarez, un dissident péroniste considéré comme le stratège du parti et un des cerveaux de l'Alliance, est d'élargir la coalition afin d'affrir une « véritable olternative de pouvoir » en 1999. Il s'agit de conquérir certains dirigeants péronistes, doat quelques gouverneurs de province rebelles, et de profiter des règiements de comptes entre factions qu'a entraînés, au sein du parti officiel, la cuisante défaite du 26 octobre. Conscient des risques de * trahisons », le président Meaem s'est empressé de resserrer les rangs derrière lui et a annoncé « un sommet péroniste » le 6 novembre.

Christine Legrand

tions patronales sur les bas salaires. MARTINE AUBRY trouve faible le nombre d'emplois créés grâce aux dispositifs d'exonération pour un cout estime à 40 milliards de francs.

♠ LA MINISTRE de l'emploi a annoncé que l'allocation spéciale de solidarité, pour les chômeurs de longue durée, serait majorée de 1 500 francs après plus de 40 ans de cotisations.

dans quelques mois sur un renforcement de « la sécurité juridique des procédures » de licenciement.

SE-LON L'INSEE, l'emploi salarié a très

● UN PROJET DE LOI sera présenté légèrement baissé en 1996 tandis que les aides publiques ont bénéficiè à un peu moins de salariés. Le temps partiel (16,6 % des actifs) a

Martine Aubry s'interroge sur le bien-fondé des allégements de charges

Lors du débat à l'Assemblée nationale sur le budget de l'emploi et du travail, l'opposition a défendu les ristournes de cotisations patronales instaurées par le gouvernement d'Alain Juppé

QUELLE EST L'EFFICACITÉ réelle des allègements et exonérations de charges sociales pesant sur les bas salaires en matière d'emploi? L'examen des crédits du travail et de l'emploi, jeudi 6 novembre, à l'Assemblée nationale a été l'occasion d'un vaste débat.

La réduction du coût du travail. par l'allègement des charges sur les bas salaires, constituait le fer de lance de la politique de l'emplol. menée par le gouvernement d'Alain Juppe. Ce demier avait choisi d'exonérer les cotisations sociales des employeurs pour les salaires inférieurs a 133 % du SMIC, plafond d'exonération qui est ramené à 130 % dans le projet de budget pour 1998.

Moins de charges pour maintenir ou créer les emplois moins qualifiés : la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a souligné, que le donnant-donnant n'avait pas vraiment fonctionné, L'exonération à 133 % du SMIC coûte quelque ~ 40 milliords de francs aux finances publiques », a t-elle indique, en soulignant que « selon les premières conclusions, toutes convergentes, 45 000 emplois ouraient eté créés grace à cette mesure ». Ainsi, a-t-elle

ajouté, le coût unitaire d'un emploi créé par cette mesure « est quatre

Auparavant, Mor Aubry avait précisé que le gouvernement avait inscrit 8,05 milliards de francs pour financer 100 000 emplois-jeunes en 1998 » soit une aide forfaitaire de 92 000 francs par poste », s'ajoutant aux 2 milliards de francs dégages par les décrets d'avance pour les 50 000 premiers emplois cr. 'is en

LA FORCE DE LA CONJONCTURE Le dispositif d'allègement de charges doit-il pour autant être remis en cause? Mme Aubry s'est refusée à « vouloir tirer des conclusions définitives ». Elle a fait remarquer que « la faiblesse de la conjoncture » a pu empêcher les allègements de charges de donner leur « plein eftet . puisque les entreprises n'embauchent pas s'il n'y a pas de demande, « même si le coût du travail diminue ». « Il faut travailler pour continuer à y voir plus clair » a-t-elle

M^{me} Aubry a annoncé son intention de déposer un rapport au parle-

semble des aides à l'emplol ». « Le statu quo en 1998 sur les exonérations de charges patronales ne signifie pas une interruption du mouvement d'allègement des chorges sur les solaires ., a-t-elle affirmé, précisant qu' « 'il y o d'outres voies pour réduire le coùt du travail ».

Elle a notamment confirmé que le gouvernement travaillait pour 1998 sur un élargissement de l'assiette des cotisations patronales. « Une telle réforme permettro de moins

davantage les entreprises en fonction d'outres indicateurs », a-t-elle souli-

Le rétablissement de la « proratisation . pour le temps partiel - c'està-dire d'un allègement de charges proportionnel au temps travaillé - a à nouveau relancé les discussions sur la réduction du coût du travail. « Si on fait le choix d'alléger, il ne faut pas s'arrêter en chemin », a estimé l'ancien ministre du travall Jacques Barrot (UDF-FD, Haute-Loire). Pour

Le plan textile est prorogé d'un an sous conditions

Les députés ont adopté, jeudi 6 novembre, un amendement du gouvernement qui proroge d'un an les aides du « plan textile » pour certaines entreprises. Sont concernées les entreprises des secteurs textile, habillement, cuir et chaussures n'ayant pas épuisé les aides autorisées par la Commission européenne qui impliquent un maximom de « 650 000 francs pendant trois ans à une même entreprise ». Le but, a expliqué Mª Ambry, « est de pallier l'effet brutal qu'aurait pour les petites entreprises de ces secteurs un arrêt immédiat du dispositif en le prolongeant jus-

Le coût budgétaire de cette mesure est de 500 millions de francs, a telle expliqué. Le dispositif de réduction de charges sociales connu sous le nom de « plan textile » a été mis en place, en avril 1996, par le gouvernement d'Alain Juppé. La Commission européenne avait décrété illégales ces aides dont bénéficient plusieurs milliers d'entreprises en France.

le temps partiel, M. Barrot a jugé qu'il y avait des « abus » mais que « s'il est choisi et incité, il peut être in-

« La proratisation n'est que justice », a répliqué M= Aubry, estimant que le développement du travail partiel avait « des effets pervers si évidents que les organisations patronales ne se sont pas offusquées d'une telle mesure ». A propos du temps partiel, Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) a dénoncé les aides « tout à foit injustifiées » dont bénéficie le secteur de la grande distribution.

Concernant les travailleurs indépendants, M. Barrot a repris un amendement de Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), réservant l'exonération des cotisations maladie des créateurs ou repreneurs d'entreprises à ceux dont les revenus professionnels annuels ne dépassent pas 65 856 francs. Cet amendement a été adopté de justesse (RPR, UDF, et le communiste Maxime Gremetz)

contre l'avis de Mª Aubry. A cette occasion, la ministre a critiqué les dérives de la loi Madelin sur les travailleurs indépendants. « Le récent conflit de Roissy o montré que des bagagistes avaient été embauchés par une entreprise privée qui les contraignait à devenir indépendants, pour échapper au SMIC et aux cotisations », a-t-elle expliqué.

Interrogée par Jean Le Garrec (PS, Nord) sur le sort des chômeurs de longue durée, M= Aubry a indiqué que la dotation concernant les allocations chômage du régime de solidarité augmentait de 500 millions de francs dans le projet de loi de finances 1998.

Elle a annoncé que l'allocation spéciale de solidarité (ASS) serait majorée de 1500 francs pour les personnes ayant validé plus de 40 ans de cotisations. Outre cette majoration spécifique, qui sera insérée « soit en seconde lecture, soit dans le projet de loi contre l'exclusion », M= Aubry s'est engagée à « revaloriser le niveau de l'ASS resté étale depuis 1994 ».

Evoquant les dispositifs de pré-retraite, elle a déclaré que le nombre d'entrées en pré-retraite en 1993 serait limité à 20 000 contre 30 000 en 1997, car « ce n'est pas d la collectivité d'assumer le coût des restructura-

Caroline Monnot

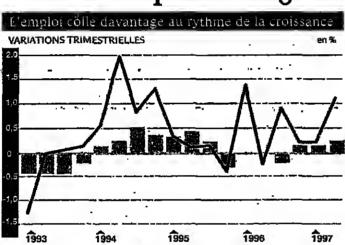
Le nombre des emplois a stagné en 1996

L'ANNÉE 1996 ne restera pas comme en grand cru pour l'emploi. même s'il s'est redressé au dernier trimestre et que, depuis, la reprise des créations de postes de travail se confirme. C'est le constat que dresse l'Insee dans La France, portroit social (200 pages, 79 francs), une nouvelle publication destinée, comme son nom l'indique, à présenter un tableau des grandes évolutions so-

L'emploi salarlé a globalement de nouvelles personnes sur le marché du travail - la population active potentielle s'est accrue d'environ 110 000 personnes - est venue gonfler le nombre de chômeurs. Avec 14.5 millions d'emplois sala-

riés dans le secteur non agricole, et 22.1 millions au total, 1996 a été marquée par un très léger recul par rapport à 1995, où les chiffres étaient respectivement de 14,562 millions et 22,192 millions. Si l'on tient compte du développement du temps partiel, qui concernalt 16,6 % des actifs en mars 1997 (contre 15,8 % en mars 1996), on peut en conclure que le volume de travail offert par l'économie française n'a pas évolué l'an dernier.

Cela s'explique, selon l'Insee, par une « conioncture mocra-économique peu favorable », la croissance s'étant sensiblement ralentie dès le milieu de l'année 1995. Ce ralentissement (+1,2% de croissance en movenne annuelle en 1996, contre + 2 % en 1995) a diversement affecté le domaine de l'emploi selon les secteurs. Dans le secteur marchand non agricole, l'emploi a reculé de



PIB MARCHAND EMPLOI SALARIE MARCHAND NON AGRICOLE

L'emploi marchand a très légérement recuté en 1996 par rapport à 1995.

Il a baissé dans l'industrie (-2%) et progressé dans le tertiaire (+5%) .

et de 5 % dans le bâtiment-travaux accru des plus de 50 ans au travail publics, l'un des secteurs les plus sinistrés de l'économie, alors qu'il progressait de 1,3 % en glissement annuel dans le tertiaire.

Dans un moment où le taux d'activité /rapport de la population active à la population agée de 15 ans et plus) stagne, deux tendances se sont dégagées. Amorcée depuis plusieurs années, la baisse du taux d'activité des 15 à 24 ans a encore diminué en 1996 et la scolarisation a poursuivi sa progression. En revanche, ce taux a augmenté après l'age de 50 ans, l'année 1996 marquant, selon l'Insee, ~ l'arrivée dans cette classe d'age des premières générations nombreuses du baby-boom ». Le nombre

s'explique aussi par un recul sensible des préretraites, que la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, compte encore réduire l'an prochain.

FEMMES ET TEMPS PARTIEL

Ce résultat est « d'outant plus remarquoble », selon l'Insee, que l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), qui permet à des travailleurs âgés de partir en retraite contre l'embauche de jeunes, a été forte 152 000 salariés concernés). Les experts de l'Insee notent que cette remontée des taux d'activité après 50 ans « contribue à corriger légèrement la situation atypique de la

France qui est, parmi les sept grands pays industrialisés, et à l'exception de l'Italie, le pays dans lequel les taux d'activité oprès 55 ans sont les plus

Un autre phénomène a marqué 1996: la progression du temps partiel, notamment chez les femmes. Depuis 1990, la proportion de ce type d'emplois féminins est passée de 23,6 % à 30,9 %, cette forme d'emploi bénéficiant d'allègements de cotisations sociales importants. est « de plus en plus fréquemment subi » (par 40 % des salariés).

L'année 1996 aura été marquée par des réformes importantes : une baisse accrue des charges sociales; un recentrage des politiques d'aide à l'emploi sur les publics les plus en difficulté (baisse du nombre de contrats emploi-solidarité, « reprofilage » des contrats initiative-emploi sur les jeunes en difficulté et les chômeurs de très longue durée) ; le vote de la loi Robien, que le gouvernement a décidé d'abroger dans le cadre de l'instauration progressive

des 3S heures. Alors que la politique d'aide à l'emploi avait bénéficié à un nombre croissant de personnes ces dernières années, elle a marqué le pas l'an demier, bénéficiant à 2,135 millions de personnes (dont 1 million dans le secteur marchand), soit 175 000 de moins que l'année précédente. Mais l'Insee estime que du fait de la montée en puissance de l'ARPE (financée par l'Unedic), l'effet de cette politique sur le chômage a été « plus important » qu'en 1995.

MM. Tiberi, Barre et Gaudin se méfient des emplois-jeunes

Paris, Lyon et Marseille posent leurs conditions

LES EMPLOIS-JEUNES de Martine Aubry alimentent depuis plusieurs semaines le débat politique au Conseil de Paris, entre la majorité municipale RPR-UDF et l'opposition socialiste. Jeudi 6 novembre, en plein débat parlementaire sur la loi créant ces emplois, la municipalité parisienne a rallié à sa cause Marseille et Lyon. Les trois villes, gérées par l'opposition et soumises à un statut commun, instauré par la lol Paris-Marseille-Lyon, dite «loi PML», posent des conditions au gouvernement, à l'issue d'une concertation entres leurs maires respectifs, Jean Tiberi (RPR) à Paris, Jean-Claude Gaudin (UDF) à Marseille et Raymond Barre (apparenté UDF) à

La crainte, déjà exprimée par M. Tiberi dans l'encelnte parisienne, est que la loi Aubry aboutisse à dessaisir la mairie centrale du contrôle des futurs emploisjeunes. «Lo signoture entre chocune des trois villes et l'Etat d'un controt d'objectifs portant sur le développement de l'ensemble des emplois-jeunes ou sein de leurs services... doit suffire à lo mobilisotion de l'oide de l'Etat sons que celui-ci doive ogréer individuellement chaque projet », précise le communiqué.

A la mi-octobre, M. Tiberi avait fait part par écrit à Daniel Vail-Jean-Michel Bezat lant, maire socialiste du 18º ar-

rondissement et ministre des relations avec le Parlement, de son mécontentement devant l'intervention de Martine Aubry ellemême, devant les associations du 18°, à propos des emplois-jeunes. Ces « projets (...) relèvent à l'évidence de lo municipolité de Paris, interlocuteur noturel des services de l'Etat concernés, et notamment du ministère des offoires socitiles », avait-il rappelé.

Dans leur front commun pour ne pas leur voir échapper la politique de création d'emplois de proximité et d'insertion des leunes, les trols villes d'opposition posent au gouvernement des conditions préalables à leur engagement dans les « emplois Au-

.

A

 $a_{i,k+1},a_{i,k+1},a_{i,k+1},\ldots,a_{i,k+1}$

200 - 100 - 220

PAS DE « DISCRIMINATIONS »

Elles exigent la transformation en emplois-jeunes de la totalité des contrats emplois-ville qu'elles ont signés ou cofinancés. Paris, Marseille et Lyon s'étaient engagées dans la création, sur quatre ans, de 1 000 emplois-ville cbacune, à raison de 250 par an. «Par respect des jeunes oinsi inscrits dons une démorche d'insertion professionnelle, il n'est pas concevable de faire coexister deux dispositifs dont les modolités different, créont des discriminations sans fondement », continue le communiqué, qui souligne l'attachement des trois municipalités à une démarche d'insertion, alors que le dispositif Aubry est axé

Carr

True ...

Mary

ten

. . .

plus globalement sur l'emploi. Les trois villes demandent enfin un contrôle de l'Etat sur les projets des associations, de façon « à ne pas engager les villes sons leur consentement explicite »,

La crainte de l'Hôtel de Ville de Paris est d'être mis devant le fait accompli par des accords de financement entre l'Etat (80 %) et des associations qui se révéleraient par la suite dans l'incapacité d'assurer leur part de 20 %, et se retourneraient vers les collectivités Incales. Surtout si ces associations étaient choisies par les mairies d'arrondissement, dont six sont détennes par l'opposition de gauche. Voilà pourquoi M. Tiberi défend pied à pied la compétence de la mairie centrale dans un domaine auquel le jeune électorat parisien peut se mon-

Le gouvernement veut « renforcer la sécurité juridique » des licenciements

RETOUR à la case départ : le gouvernement n'envisage visiblement plus de rétablir, contrairement au programme du Parti socialiste, l'autorisation administrative préalable de licenciement. Répondant, jeudi 6 novembre, à une question de Maxime Gremetz (PC, Somme), lors du débat sur le bud-get de l'emploi à l'Assemblée nationale, Martine Aubry a indiqué qu'une nouvelle législatinn « devra renforcer lo sécurité juridique des procedures, mise à mal par une jurisprudence complexe et parfois contradictaire, et améliorer la protection

Le texte que la ministre de l'emploi et de la solidarité présentera dons quelques mois » traitera ainsi de lo gestion prévisionnelle des effectifs, de l'organisation de débats en Anbry, Jean Le Garrec et François

comité d'entreprise et de la mise à contribution des structures interpro-fessionnelles locales pour les reclasse-cenciements ». Le comité d'entrefessionnelles locales pour les reclasse-

ments ». En juin 1996, Inrs de sa convention sur la démocratie, le PS s'était prononcé pour «un véritable contrôle des licenciements », en prévoyant qu'au terme des consultatinns des instances du personnel « l'inspection du travail est obligatoirement saisie ». Lionel Jospin avait alors fait une concession à l'aile gauche de son parti, et notamment à Jean Poperen et Henri Emmanuelli, pour éviter un amendement de la gauche socialiste sur le rétablissement de l'autorisation administra-

Le texte initial sur la démocratie avait retenu un schéma mis au point par Jack Lang avec Martine

prise, ou à défaut les délégués du personnel, se voyaient reconnaitre e droit, au terme des consultations déjà prévues, de déposer « un recours suspensif contre l'ensemble de la pracédure de licenciement » économique auprès de l'inspection du travail. Cette dernière pouvait ainsi imposer un nouveau délal de négociation.

Mª AUBRY A GAIN DE CAUSE

En cas de blocage, le comité d'entreprise disposait d'un « nouveau recours suspensif devant les tribunaux judicioires », qui avaient deux mois pour se prononcer. Seules les petites entreprises « dépourvues de structures représentatives du personnel » étaient soumises à « un ovis obligatoire » de la direction régionale du travail sur les licenciements. M. Jospin avait redonné à l'inspection du travail une possibilité générale de « refuser les licenciements », préférant le contrôle administratif à la démarche contractuelle et judiciaire de Mª Aubry. La plate-

forme électorale du PS, adoptée le 2 mai, indiquait nettement: « Pour combattre les procédures abusives, nous rétablirons un contrôle administratif des licenciements. » Mais, dans son discours de poli-

tique générale, le 19 juin, le premier ministre avait seulement parlé de la nécessité de « réexaminer la législation en matière de licenciement salaries et incertitude juridique pour les entreprises ».

Le 1º juillet, le bureau national du

PS, à l'occasion d'un débat animé sur la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, avait réclamé « la mise à l'ordre du jour dons les meilleurs délois du rétablissement de l'outorisation administrative préaloble oux licenciements économiques ».

Mª Aubry, demeurée hostile au

rétablissement de l'autorisatinn administrative, a finalement obtenu gain de cause. Alors que dans la préparation du congrès du PS à Brest, du 21 au 23 novembre, les motions de Marie-Thérèse Mutin et de la Gauche socialiste demandent le retour à l'autorisation, la motion de M. Hollande, signée par M. Jospin et Mae Aubry, se contente de juéconomique, ofin que celle-ci ne get « nécessaire qu'une loi contrôlant puisse conjuguer précarité pour les licenciements abusifs soit rapide-

Michel Noblecourt

و الله الله المراجع المراجع

garan zur err

्य संस्था

, mean

the second second

Les députés de la majorité

Le ministre confirme la suppression prochaine de l'« amortissement Périssol » pour l'investissement locatif privé

«BON BUDGET de transition », affichant clairement ses priorités sociales »: les députés de la majorité ont tenu à relever, lors du débat sur le budget du logement à l'Assemblée nationale, le tournant pris. selon eux, par le gouvernement. Le rapporteur spécial de la commission des finances, Jean Louis Dumont (PS, Meuse), a souligné qu'il « redevient une priorité nationale » avec une augmentation des crédits de 6,7 % par rapport à 1997. «Ce projet de budget rompt avac la logique ontérieure », a souligné Philippe Decaudin (PS, Vienne) tout en regrettant certains dispositions restrictives concernant l'accession sociale à la propriété.

La remise à niveau des aides personnelles au logement, gelées depuis 1994 (+ 3,3 milliards de francs) et l'effort important consacré au logement social et très social sont les deux éléments majeurs de satisfaction à gauche. « Nous regarderons avec intérêt et vigilance la programmation des 30 000 PLA très sociaux et nous attendons qu'ils ne restent pas à l'état d'ovance », a déclaré Jean-Micbel Marchand (RCV, Maine-et-Loire).

 NOUS SORTONS DE LA FICTION » Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, a répondu que la réalisation « effective de 80 000 prêts locatifs oidés (PLA) socioux et très soclaux [est] inscrite au budget 1998 pour un montant de 1,4 milliard de francs. Nous sortons, a poursuivi M. Besson, de lo fiction des effets d'onnonce qui marquoient les budgets précédents, qui onnoncaient 30 000 PLA très sociaux mais ne pouvalent en finoncer que lo moitié ».

Le secrétaire d'Etat a tenu à marquer que, « pour la première fois », un programme de 10 000 logements aliait bénéficier d'une subvention majorée de 20 % qui, pour les orgabénéfice du taux réduit de TVA de 20.6 % à 5.5 %, désormais appli cable à toute la construction so-

ciale, opérations de réhabilitation

M. Besson souhaite « diversifier » l'offre de logements sociaux, actuellement macessibles aux familles les plus modestes. « Si je camprends pleinement qu'il oit fallu développer une recherche de logements d'urgence, a-t-il souligné, si je n'exclus pas le recours à la réquisition dons ces cas d'absence anormale d'utilisation d'immeubles, je mesure les limites de ces réponses qui sont soit très provisoires, soit très insuffisantes quantitativement. >>

L'opposition a concentré le tir sur deux dispositifs initiés par le précédent gouvernement et sur lesquels planent, selon elle, incertitudes et menaces. Pour François Loos (UDF-rad., Bas Rhin) et pour Jean-Marie Morisset (UDF-FD, Deux-Sèvres), la pérennité du prêt à taux zéro pour l'accession sociale à la propriété n'est pas assurée après 1999, dans la mesure où la reconduction du prélèvement sur le 1% patronal n'est pas prévue. Vous n'avez pas les moins libres dans ce dossier, a déclaré M. Morisset à l'adresse de M. Besson, cor Bercy veut vider le prêt à taux zéro de

L'autre motif d'insatisfaction pour la droite est l'abandon « programmé » de l'« amortissement Périssol » pour l'investissement loca tif privé. S'il a gardé le silence sur le mode de financement futur du prét à taux zéro, M. Besson a répondu très clairement sur le second point. L'omortissement coûte cher, so charge réelle est différée et l'avantage qu'il constitue est d'autant plus Important quond l'investisseur est dons les tranches élevées de l'impôt sur le revenu, a-t-il dit. En outre, il offre peu de contreparties à la collectivité. . « Nous travaillons donc à son remplacement », a conclu le secrétaire d'Etat. Ce budget sera voté avec l'ensemble équipement et tou-

Christine Garin

Jack Lang veut élargir le rôle de la commission des affaires étrangères

JACK LANG souhaite que la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qu'il préside, aille désormais au-delà de ses activités traditionnelles sur les relations internationales en les élargissant aux droits de l'homme, à l'économie mondiale et à l'avenir de l'Europe.



qu'il « entend multiplier » au cours des semaines à venir l'audition de personnalités aussi diverses que l'Irlandais Gerry Adams, leader du Sinn Fein, le 12 novembre, Wolfgang Schaeuble, président de la CDU Bundestan le 2 de la CDU Nobel de la paix et dirigeant de la résistance au Ti-mor-Oriental, le 4 décembre, l'archevêque sud-africain et Prix Nobel de la paix Desmond Tutu, ainsi que

PARLEMENT le secrétaire au Foreign office, Robin Cook, et le chanceller de l'Echiquier, Gordon Brown, à l'approche de la présidence britannique de l'Union européenne.

DÉPÉCHES

BUDGET: la majorité RPR-UDF du Sénat souhaite « une cure d'amaigrissement » des dépenses de l'Etat, qui « coûte trop cher et pèse trop lourd », selon les propos tenus par Maurice Blin (Un. centr., Ardennes), mercredi 5 novembre, à l'issue d'une réunion des sénateurs de la majorité consacrée à la loi de finances que le Sénat examinera à partir du 20 novembre. « Nous rejetons toute ougmentation de lo dépense publique », a souligné M. Blin, en ajoutant qu'il s'agit du « désoc-

cord le plus fort avec le gouvernement ».

IMMIGRATION: selon le ministre des affaires étrangères, Hobert Védrine, la motivation de tous les refus de visa, demandée par la Commission nationale consultative des droits de l'bomme (CNCDH), exigerait la création de centaines d'emplois supplémentaires. Entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale qui poursuivait, jeudi 6 novembre, ses auditions sur les projets de loi concernant l'immigration et la nationalité, M. Védrine a salué l'« opproche équilibrée du drait d'osile, qui est conforté, consolidé » dans le texte du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènemeot.

NOMADES : les sénateurs ont adopté en première lecture, jendi 6 novembre, contre l'avis du gouvernement, une proposition de loi sur l'accueil des gens du voyage. La majorité RPR-UDF a voté pour, tandis que le PS et le PCF se sont abstenus. Ce texte, destiné à compléter la loi du 31 mai 1990, prévoit principalement la création d'nn schéma natiooal d'accueil, une motualisation des coûts des aires de stationnement ainsi que de nouveaux moyens d'action des maires pour faire cesser le stationnement irrégulier. Louis Bessoo, secrétaire d'Etat au logement, a estimé qu'il fallait appliquer la loi qui porte son nom avant de trouver « une solution équilibrée » à un problème « compliqué ».

■ ELF AQUITAINE: le député Vert Noël Mamère (Gironde) a demandé, mercredi S novembre, à l'occasion de l'examen des crédits du ministère des affaires étrangères, la création d'une commission d'enquête sur la politique africaine d'Elf Aquitaine. Le groupe pétrolier est au centre d'une enquête judiclaire sur des montages financiers présumés douteux, mettant notamment en cause sa filiale gabonaise.

La CFDT et FO estiment qu'une négociation saluent le budget du logement salariale est possible dans la fonction publique

Le ministre propose une augmentation supplémentaire des plus bas salaires

La CFDT et Force ouvrière estiment qu'il n'est Emile Zuccarelli, a proposé de relever les salaires contentieux de 1996. La satisfaction de FO est pas impossible d'ouvrir une négociation sala-riale dans la fonction publique. Le ministre, dere comme une façon déguisée de règler le

importante, compte tenu du rôle charnière que joue cette troisème organisation représentative.

LE MINISTRE de la fonction puer, secrétaire général de l'Union des fédérations CFDT des foncblique, Emile Zuccarelli, a poursuivi ses entretiens bilatéraux avec les sept fédérations de fonctionnaires, ieudi 6 novembre, en recevant la CFDT et Force ouvrière. Les positions de départ du ministre et des organisations incitaient fortement au pessimisme (Le Monde du 6 novembre), puisque ces dernières demandent un rattrapage salarial pour 1996, année où il o'v a pas eu d'augmentation générale, alors que le ministère leur laissait en-M. Gaillard, « seroit une façon de compenser la perte de soloire suble tendre qu'il ne pouvait satisfaire cette revendication.

La CGT, première organisation représentative des trois fonctions publiques, recue mercredi 5 novembre, a conforté ce pessimisme, en soulignant que le ministre acceptait d' « examiner », mais non d'« opurer » le contentieux relatif à l'année 1996, et qu'il ne propo-

sait aucune date de négociation, En revanche, la CFDT et Force ouvrière, reçues jeudi, ont estimé que tout espoir n'était pas perdu. Le fait que le ministre ait accepté d'examiner le contentieux de 1996 est un bon point, pour Michel Péri-

tions publiques et assimilés. Roland Gaillard, secrétaire général de l'Union interfédérale des agents de la fonction publique Force ouvrière, a déclaré : « Pour la première jois, j'oi le sentiment que le gouvernement se pose des ques-tions sur le rattropage de 1996. » Le ministre lui aurait proposé de donner un « bonus » aux agents de catégorie C (recrutés officiellement au niveau du brevet), ce qui, selon

MINI-COUP DE THÉÂTRE

Ces déclarations ressemblent à un mini-coup de théâtre, puisque le matin même, lors d'une conférence de presse organisée à la confédération, en présence de Marc Blondel, M. Gaillard ne cachait pas son mécontentement, et insistait sur le fait que son organisation « n'occepteroit pos de ce gouvernement ce qu'elle o refusé du précédent ». Or, si Force ouvrière se dit satisfaite par certaines pro-

impossible qu'une négociation s'engage. Comme le soulignait, à juste titre, M. Gaillard lors de sa confé-

positions du ministre, il n'est pas

rence de presse, son organisation joue un « rôle chornière ». Troisième organisation représentative des trois fonctions publiques, avec plus de 440 000 voix aux élections professionnelles, elle peut être appelée à jouer un rôle d'arbitre entre les organisations dites montrer qu'elle pouvait changer contestataires » (FSU et CGT. gui comptent 820 000 voix) et les expliqué que, depuis toujours, son « réformistes » (UNSA, CFDT. CFTC, CGC, qui en comptent un candidat à la présidence du

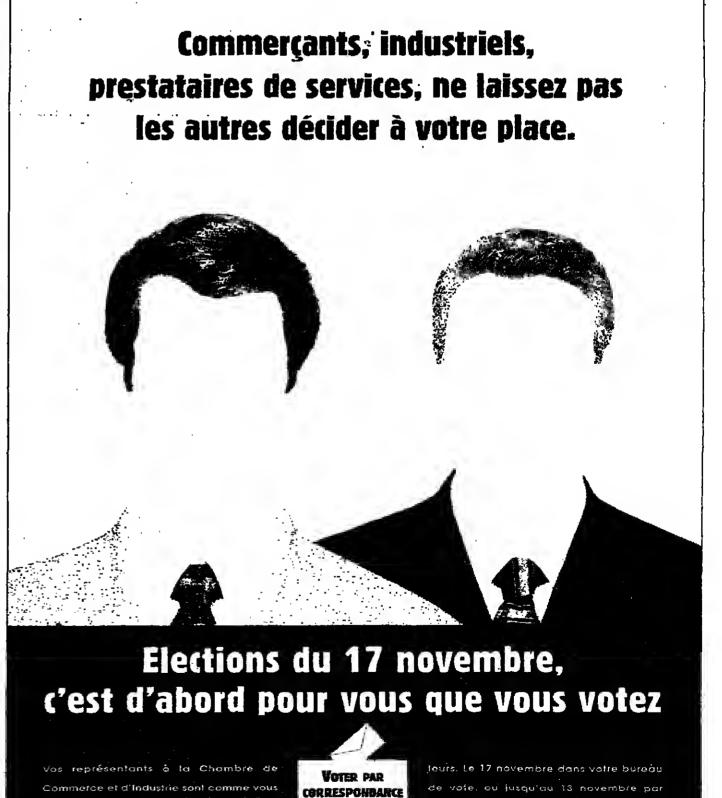
FO s'était éloignée de la politique contractuelle salariale au moment des accords Durafour, et n'avait pas signé l'accord de 1993. Mais elle semble prête à renouer avec une politique modérée : elle demande un simple maintico du pouvoir d'achat, et non un rattrapage correspondant au pouvoir d'acbat perdu depuis 1982, bien que ce soit une revendication de sa minorité trotskiste.

Les courbes qui représentent les

pertes de salaire subies depuis 1982 sont toujours présentes dans les dossiers que diffuse FO, mais l'organisation syndicale n'en tire pas de conséquences en termes de revendications. Interrogé sur ce point, M. Blondel a répondu, sous forme de boutade, jeudi 6 nocourbes seulement pour faire octe de mémoire. »

Sur un autre secteur, FO vient de de comportement : M. Gaillard a organisation se refusait à désigner comité interministériel d'action sociale, instance créée en 1970, qui affecte des crédits pour le logement, la restauration, ou les colonies de vacances des enfants des fonctionnaires. Mais, « compte tenu de lo forte ougmentation des crédits qui ont été offectés à ce poste dons le budget 1998 », M. Gaillard a accepté de désigner une candidate: il s'agit de Marie-Suzy Pin-

Rafaĕle Rivais



rusqu'au 13 nov.

C'EST FACRE!

LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

correspondance, choisissez ceax qui

yous défendront le mieux.

commercants, industriels, prestataires

de services. Vos intérets sont aussi les

La CFDT route signe le protocole d'accord élaboré avec le patronat

Principal syndicat de salariés du transport routier, l'organisation animée par Joël Le Coq, qui revendique les trois quarts des barrages établis par les grévistes, estime que les avancées salariales obtenues des chefs d'entreprise justifient la reprise du travail

Patronat et syndicats du transport routier feurs, la CFDT, devait parapher ce texte se retrouvaient à 15 heures, vendredi 7 novembre, pour une réunion de signature du protocole rédigé dans la nuit de jeudi à vendredi. Le principal syndicat de chauf-

transport routier se retrouvaient à

15 heures, vendredi 7 novembre,

pour une réunion de signature du

protocole rédige dans la nuit de

jeudi à vendredi. Le principal syn-

dicat de routiers, la CFDT, déclare

au Monde qu'il signera ce texte

le patronat avait accepté des modi-

de vingt et une heures. L'augmen-

définitivement avancée, de ma-

des chauffeurs de cars de vova-

geurs a été portée à 4 %, contre 3 %

la veille. Enfin. les salaires minima

mensuels ont été précisés, afin

d'en exclure la totalité des primes

La fédération CFDT des trans-

ports estimait, ieudi, que six de ses

sept objectifs dans le secteur rou-

ner avaient été « atteints », notamment les • 10 000 francs paur

200 heures », « une augmentation

plus importante au 1er novembre

1997, avec 1 % supplémentaire et

avancée ou ler octobre », une « dé-

finition du toux haraire et du salaire

mensuel », ainsi qu'une « refonte

des classifications ». Elle demeurait

insatisfaite du sort réservé aux

chauffeurs du secteur des trans-

ports de voyageurs et aux ambu-

lanciers, qui ne sont pas concernés

par l'instauration d'un salaire mi-

nimum de brancbe. Daos la

branche voyageurs, les négocia-

dans les relations de sous-traitance.

et avantages annexes.

après avoir consulté, au cours de la mati-née, ses syndicats locaux et la centaine de barrages qu'elle contrôle. Les organisa-tions patronales ont accepté des modifica-

tions du protocole préparé la veille (Le Monde du 7 novembre): l'augmentation des salaires des chauffeurs de cars de voyageurs a été porde à 4 % pour les chauffeurs et de 4 % pour les chauffeurs et avantages annexes. Le gouvernement a publié, vendre à 4 %, contre 3 % dans le projet de jeules sédentaires a été définitivement avan- di ; enfin, la définition des salaires minicée, de manière rétroactive, au te octobre maux mensuels a été précisée, afin d'en

à « assurer un meilleur contrôle de l'accès à

grette FO. Le syndicat refuse aussi la clause sur la possible dénoociation des accords d'entreprise et l'annualisation du temps de travail que réclame le patronat. « Une organisation syndicale est en train de faire de la désinformation tatale », fulminait Roger Poletti, secrétaire géoéral de la branche routes de FO. à la sortie de la table des négociations. « Certains essavent de nous forcer la main, de naus faire passer

vée, sait 10 000 chauffeurs », re-

ouvrière », a-t-il ajouté. Sur le terrain, quelque 150 barrages, dont 20 hioquants, étalent encore recensés vendredi en début de matinée par le Centre national d'information routière (CNIR), perturbant notamment la circulation de certaines villes. La circulation était ainsi difficile en Normandie (autour de Caen, Rouen, Le Havre), dans l'Est (Troyes, Chaumont, Saint-Dizier) et le Sud (Toulouse, Narbonne). Certains har-

rages avaient été levés dans la

matinée mals d'autres étaient

pour des vilains. Mais on verra, de-

main, qui sont les traitres à la classe

constitués dans le même temps. Les transporteurs routiers basrhinois affiliés à la CFDT ont voté veodredí matin à Strasbourg à 96 % en faveur de la signature de l'accord conclu dans la nuit avec le patronat, mais annoncé dans la foulée une manifestation. « Notre vote en faveur de la signature de l'accord ne signifie pas pour autant l'arrêt de la grève ni celui de nos ac-

● Les routiers grévistes de Sacardés qu'à la catégorie la plus éle- voie et Haute-Savoie vont lever

tions », expliquait le secrétaire de

la fédération départementale de la

vendredi après-midi les barrages qu'ils avaient mis en place aux dépôts de carburants des deux départements, a indiqué un responsable de la CFDT.

● Dans le Nord-Pas-de-Calais. de nouveaux barrages se sont for-més dans la nuit. Le trafic reste paralysé dans les deux sens sur l'autoroute A1, à hauteur de Phalempin (au sud de Lille).

● En Haute-Normandie, les rou-

CGT, les camionneurs, loin de chez eux, pencheront plutôt pour la conclusion du conflit, à la fin d'une semaine passée sur les routes.

 En Bretagne, la situation se normalise. Les stations-service sont progressivement réapprovisionnées depuis mercredi et, vendredi, en début de matinée, les routes semblaient entièrement dé-

• En Auvergne, un nouveau bartiers manifestaient dès jeudi la vo- rage était signalé sur l'autoroute

Lionel Jospin promet aux Britanniques des indemnisations rapides

Comme il l'avait annoncé, le premier ministre britannique, Tony Blair, a interrogé Llouel Jospin, lors du dîner qui a ouvert le sommet franco-britannique, jeudi 6 novembre à Londres, sur l'état d'avancement des négociations pour résondre le conflit des routiers. Si Jacques Chirac n'est pas intervenu, le chef du gouvernement a fait un point de la situation et a promis que la procédure d'indemnisation des transporteurs britanniques affectés par les barrages sera plus rapide que lors de la grève de novembre 1996. Les Britanniques attendent toujours le règlement des quelque cinq cents demandes d'indemnisation qu'ils avaient présentées à la suite des blocages routiers de 1996. - (AFP.)

lonté de « tenir » tout le week-end. La Seine-Maritime et le Calvados foot partie des départements les

plus touchés. Dans les Bouches-du-Rhône, um des points forts du conflit, la situation restait identique sur le front des barrages (Vitrolles, Salons-de-Provence). Sur l'hypothèse d'une levée des barrages pour le week-end, le responsable CFDT, Jean-Yves Petit, se gardait bien de faire un propostic vendredi matin. Comme le confiait un militant

A72, au niveau des Matres-d'Artrières (Puy-de-Dôme).

• En Rhône-Alpes, en revanche, un barrage installé sur l'autoroute A7 à Chasse-sur-Rhône, bloquant au sud de Lyon plus de 300 poldslourds depuis jeudi 21 beures, a été levé à 3 beures par les militants CFDT, après que trois camions des grévistes ont été sabotés.

> Christophe Jakubyszyn (avec nos correspondants régionaux)



nons se poursuivent par ailleurs sur le congé de fin d'activité à

La CGT procédait également à la consultation de sa base, vendredi matin. « A l'heure qu'il est nous ne signerans pas », indiquait an Mande, vendredi à 10 heures, Alain Renaud, secrétaire géoéral de la branche routes de la CGT. La CGT réclame notamment le versement de la prime de 3 000 francs promise à l'issue du dernier conflit mais versée par une très faible minorité d'entreprises. Côté patronal, on explique qu' « il faut savoir sartir des conflits » et qu'« une partie des avoncées salarioles actuelles vo contrehalancer le non-versement de cette prime ».

* Les revendications salariales n'ont pas toutes été satifaites mais il ne faut pas limiter le conflit à ce protocole », estime cependant Alain Renaud « La grève a permis d'engranger de nauveaux points d'appui, notamment les engagements gouvernementaux sur un meilleur contrôle de la profession et l'obtention d'un salaire minimum de branche ». poursuivait-il. « Nous appelons les saloriés à réfléchir sur les suites de l'action », concluait Alain Renaud.

Force ouvrière indiquait égalemeot au Monde qu'elle ne signeralt pas. Elle estime que l'accord salarial est trop limité, «Les 10 000 francs par mois pour 200 heures en l'an 2000 ne sont ac-

Au Mans, un sentiment de victoire empreint de scepticisme

de notre envoyé spécial Saux, patron des routiers CFDT de la Sarthe et de la Mayenne, part dormir quelques heures en sachant qu'il va ruminer « quatre, cinq fois » son discours prévu à l'aube. Au téléphone, le harrage flottant de La Fièche demande l'autorisation de se maintenir « pour se faire plaisir, ils ont le sentiment que c'est le dernier jaur ». A l'intérieur du se mi-remorque du piquet de grève, on a installé de grandes tables pour diner. Une quarantaine de routiers regardent le journal télévisé : « un espoir

de déblocage ». « Ouais, on part! », hurtent les chauffeurs bloqués. « Vos gueules I », répondent les grévistes. Ces derniers épluchent les propositions patronales, sortent les calculettes, personne n'explose de joie. « Ça me canvient, mais an lève le barrage lundi », lance Thierry, qui avait prévu un cochon de lait pour le week-end. « 400 balles d'augmentation, ça me paie mes cartouches de clapes », marmonne un non-gréviste « salidaire ». Jean-Marc se demande s'il n'a pas fait grève pour rien, « mais pour les autres, les petits salaires ». Bruno estime qu'il faut exiger les 10 000 francs pour 200 heures « tout de suite, sans attendre l'on 2000 ». Un ancien, près du feu, est de toute facon sceptique : « Tout ca peut être remis en cause l'an prochain avec l'introduction | ze ans, pour réfléchir à ce statut dans un milieu du cobotage en France des cancurrents euro- où c'était la lai de la jungle et lo chasse aux synlencieuse autour de ces accords; un malaise,

aussi. Benito et Bruno conviennent que les patrons ont do revenir à la table des négociations et se prononcer « sur nos propositions et pas les leurs »: « On a montré au pays qu'on pauvait se battre et que c'était payant. » Un chauffeur bloqué n'approuve qu'à moitié: « Ce sont des bons chiffres, mais est-ce que ça va être tenu ? Qu'est-ce qu'an a comme garanties? En 1996, c'était signé et an s'est fait boiser. » Les grévistes répondent que, pour la première fois, les patrons ont abandonné toute idée d'annualisation : « On a arraché un vrai statut du chauffeur, avec un taux haraire garanti, un salaire minimum. C'est pas rien, c'est presque historique. »

ABSENCE D'ENTHOUSIASME Marc Le Saux explique que, dans ce secteur où tout était permis, « les gars n'ant jamais vu leur profession évoluer ». « Pour eux, dit-il, c'est nauveau. Ils n'y croient pos encore. On n'est pas camme dans une boîte classique aù, d'année en année, les salariés abtiennent des chases. » Il ne cache pas que cet accord constitue la victoire de la CFDT. « On a été les seuls à engager un travail de fand, depuis quinrenchères de la CGT et de FO: « ils ne savent même pas ce que c'est que de tenir un barrage ; c'est à se dégoûter d'être hannête. »

Dominique, syndiqué CFDT, nuance et tente d'expliquer l'absence d'enthousiasme : « Les mecs n'ant pas le sentiment d'avoir gagné quelque chase de fort, parce que les patrons n'ant pas respecté la parole de l'an dernier. Question de principe. Faudroit qu'ils lâchent la prime de 3 000 balles. » Marc Le Saux y voit là un paradoxe. « D'accard, ce mauvement est né de ce nan-paiement d'une prime qui, roppelons-le, était ponctuelle; mais il a permis une avancée autrement plus impartante: 23 % d'augmentation pour les petits soloires et, là, c'est tous les mais. » Dominique : « On a du mal à manter des sections syndicales. Va expliquer que ce qui va être signé va être appliqué i » Thierry, qui revient d'un harrage flottant improvisé dans la nuit, déplore : « Si tous les chauffeurs étaient solidaires, an serait les rois. Quand je pense qu'il y en o qui sont prêts à te passer encore sur le carps alars qu'an se bat pour eux l » Finalement, il se dit prêt à renoncer à son cochon de lait, samedi, et à lever le barrage : « Ya pas phato ! »

Dominique Le Guilledoux

RTL-Le Monde-LE JULIEN

Le gouvernement renforce la réglementation

Pour prouver sa détermination, le gouvernement a publié au four-nal officiel, veudredi 7 novembre, un décret destiné à « assurer un

meilleur contrôle de l'accès à la profession de transporteur ». Promis députés mercredi, le texte confie aux préfets le soin de veiller à

l'« honorabilité professionnelle » et à la « capacité financière » des di-

rigeants des entreprises de transport, chefs d'entreprise, associés ou

gérants. Seront interdits d'exercice les dirigeants ayant fait l'objet

de condamnations judiciaires, notamment pour non-respect de

conditions de travall dans les transports routiers et pour infractions

Les sociétés de transport routier devront par ailleurs disposer de

capitaux propres on de cantions bancaires d'un montant d'au moins

100 000 francs pour le premier véhicule, de 50 000 francs pour le

"GRAND JURY"

deuxième et de 21 000 francs pour chacun des véhicules suivants.

ANIMÉ PAR

AVEC MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE) PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

RICHARD ARZT

BÉATRICE HADJAJE (RTL)

Les camionneurs néerlandais sont les mieux payés d'Europe

de notre correspondant Aux Pays-Bas, le salaire des cbauffeurs routiers représente 46 % des coûts totaux des transporteurs. « C'est le chiffre le plus élevé du Vieux Continent », indique Théo Boelhouwer, directeur de la fédération Transport et Logistique Nederland (TLN), qui regroupe la grande majorité des sociétés de transport routier. «Si l'indice 100 correspond ou salaire mayen d'un chauffeur néerlandais, son équivalent en France sera payé à l'indice 85,3. Nas rautiers sant les mieux payés d'Eurape », précise son confrère Hans Koeleman.

Les syndicats ne contestent pas cette analyse. « Les chauffeurs fronçais font la grève pour abtenir 10 000 francs pour 200 heures par mois. Ici, un routier international ayant au mains cinq ans d'expérience gagne 3 800 florins bruts por mois (11 400 francs) sur une base de quaronte heures par semaine. Les fisent cependant pas à expliquer heures supplémentaires sont payées comment, dans une Europe ou-

end ; les heures d'attente sont rémunérées à 100 %. . Au siège de la branche transports du grand syndicat FNV, Bert Duymen ajoute: «Les routiers ayant moins d'expérience ou ne faisant que du transpart à l'intérieur des frontières tauchent entre 3 500 et 3 600 florins par mais, et les heures supplémentaires sont payées sur la même

Représentants des patrons et des salariés insistent sur le professionnalisme des chauffeurs. « Ils parlent des langues étrangères », souligue M. Duymen. « Ils sont plus productifs », affirme M. Koeleman. Selon une étude de TLN, les Pays-Bas se placent en deuxième position pour le coût par unité transportée en Europe (derrière l'Allemagne), et en première place pour la productivité (devant la Belgique). La France est, respecti-vement, ouméro quatre et six.

Ces quelques éléments ne suf-130 % en semaine et 150 % le week- verte à la concurrence, les Pays-

Bas peuvent assurer à leurs chauf-feurs les meilleurs salaires. La première réponse réside dans l'internationalisation de leurs entreprises, rendue oécessaire par la petite taille du pays. « Un transporteur français peut gagner sa vie sur Paris-Marseille ; son homologue néerlandais passe la frontière après 200 kilamètres », rappelle M. Boel-

« PRIORITÉ À L'INVESTISSEMENT »

Les Pays-Bas abritent le plus grand port du monde, Rotterdam, le troisième aéroport, le plus grand marché aux fleurs de la planète. Ils sont un grand producteur de fruits et légumes. Bref, les Pays-Bas se définissent comme « le centre de distribution de l'Europe », bénéficiant d'importantes économies d'échelle.

Au total, 28 % du transport routier entre pays d'Europe est assuré par des sociétés néerlandaises, qui possèdent le parc automobile le plus moderne de l'Union (six ans d'âge en moyenne). « Nous avons

toujours donné la priorité à l'investissement », affirme M. Koeleman. On compte aux Pays-Bas relativement moins de petites sociétés de transport routier. Sur 10 652 firmes en 1996, TLN en dénombrait 55 disposant d'au moins 100 véhicules, et 1 186 ayant entre 15 et 50 camions. « Cette tranche

moyenne est beaucoup plus représentée ici qu'en France », commente M. Boelhouwer. Enfin, les transporteurs se sont spécialisés - par pays ou par produit - et, surtout, cherchent la valeur aloutée que représentent les activités en amont ou en aval du transport. « L'emballage, le conditionnement, l'étiquetage, toutes ces activités représentent à l'heure actuelle près de 15 % du chiffre d'af-

faires de la profession », dit-on au TLN. Et ces activités sont beaocoup plus lucratives: le transport simple ne génère que 1 % de rentabilité, contre 6 à 8 % pour la logis-

 $x = \frac{1}{x^2 + x^2}$ $x = \frac{1}{x^2 + x^2}$

Le Front national cherche à exploiter le désarroi de la droite à Pontoise

Une élection municipale partielle est prévue

parti. Ainsi, jeudi 6 ooverobre au soir, il s'est déplacé à Pontoise (Val-d'Oise), pour soutenir une de ses proches, Marie-Thérèse Philippe, membre du comité central du FN, qui mène la liste Front nanonal aux élections municipales partielles des 16 et 23 novembre. Uce électico provoquée, voloctairement, par le maire socialiste lean-Michel Rollot. Ce dernier qui avait ravi la mairie, eo 1995, au maire UDF sortant Philippe Hémet, se trouvait dans une positioo délicate. Très vite après l'élection, douze membres d'une équipe rapidemeot constituée en raisoo du làchage du PS avaient démissionné. Sept élus de la liste UDF-RPR avaient fait de même en mars 1996. Le quorum des deux tiers o'était atteint que grâce au maintieo des deux élues du Froot national et dépendait dooc de leur boo

N'bésitant pas à « politiser » l'élection, M. Mégret a insisté sur la double importance que le parti d'extrême droite lui accorde. Noo seulement les électeurs seront amenés à choisir pour « une municipalité qui conditionne lo vie citoyenne » mais aussi, a-t-il expliqué, entre des « mouvements' palitiques qui mènent des combats à l'échelle nationale ». « Au-delà même de l'enjeu locol, a déclaré M. Mégret devant eoviron deux cents sympatisans, vous qurez ò soire passer un message qui (...) sero exominé à l'échelon notional comme un signe et, d'une certaine foçon, vo (...) donner le coup d'en-voi de lo grande batoille politique qui va faire rage dons quelques mois qui viennent pour les élections cantonales et régionales. »

Exploitant le désarroi de la

IL N'Y A PAS de petite élection droite, fustigeant la gauche au pour le délégué général du Froot gouvernement et plus particulièoational, Bruno Megret, et son rement Lionel Jospin, qualifié de a grond embrouilleur de lo polinque française » menant une politique d'a imposture », M. Mégret veut croire que tout est possible pour soo parti. « Ce qui o commence a être fait à Toulon, à Marignane, à Orange, à Vitrolles-en-Provence, peut demoin se faire ici, et demoin dons bien d'autres villes de notre pays et à l'échelle de la notion toute entière », a-t-Il expliqué. M. Mégret a affirmé que « Morie-Thérèse Philippe et ses colistiers peuvent gagner les élections .

> En fait, la liste du Froot national, déjà menée par M= Philippe, avait obtemu 14,87 % des suffrages au secood tour des élections monicipales de 1995 et était arrivée en troisième position derrière M. Rollot (DVG, 44,42%) et Philippe Hemet (UDF, 40,71%). Lors des élections législatives de 1997, M= Philippe avait, au second tour, rassemblé 14,96 % des suffrages

UN MILLIER DE MANIFESTANTS

(20,52 % au premier tour). Si cette dernière peut espérer tirer profit d'une droite désorganisée elle ne devrait pas, comme l'espère M. Mégret, mettre en danger le juste avant le meeting du Front national, M. Rollot, aînsi que Dominique Lefebvre, maire (PS) de Cergy, directeur de cabinet de Catherine Trautmann, s'étaient joints à une manifestation d'envi-

ron un millier de personnes orga-

nisée par une vingtaine d'organi-

sations de gauche (PS, PC, Verts,

CGT, CFDT, Ras l'Front, etc.) pour protester contre le Front national et la présence de M. Mégret dans

la ville de Pontoise. -

Christiane Chombeau

Philippe Séguin se fait fort de dégager « une ligne commune » au sein du RPR

Le président du mouvement est critiqué par certains chiraquiens

La phase de débat qui précède, au RPR, les as-sises prévues pour le 31 janvier 1998 doit s'ache-à discuter de sa rénovation et de dégager une jet de critiques de la part de certains chira-à discuter de sa rénovation et de dégager une

ver à la fin de novembre. Le président du parti, synthèse. Cette méthode continue de faire l'ob-ment combattre le gouvernement de M. Jospin.

PHILIPPE SÉGUIN sur le divan de survie du RPR... Rien ne l'agace autant, eo ce moment, que ces railleries lancées par quelques-uns de ses compagnoos selon lesquelles le mouvement néogaulliste ne serait plus boo que pour l'introspection, voire la psychanalyse. Une fois par semaine en moyenne, l'ancien maire d'Epinal participe à l'une des quelque mille sept cents assemblées locales que le RPR doit organiser avant la fin de novembre dans les circooscriptions législatives. Il oe fait qu'appliquer la décision prise par les assises du 6 juillet, mais, comme le dit Charles Pasqua, la démarche est peut-être «un peu trop intellectuelle». «Le débat, ce n'est pas tellement notre truc », observe l'ancieo ministre, qui participalt, jeudi 6 covembre, à Asmères et à Bagneux, dans soo département des Hauts-de-Seine, à deux de ces débats.

« Des tas de gens se moquent de nous », déplorait, le même soir, M. Séguin. Encore ignorait-il que l'ancieo responsable de La Lettre de lo notion, Georges Broussine, congédié par M. Séguin peu après

son accession à la présidence du cootinuent d'être très sévères pour RPR, allait sonner la charge le lendemain. Dans une tribune publiée vendredi par Liberation, M. Broussine s'eo prend vivement à la couvelle direction du mouvement. « Que le président du RPR critique plus qu'implicitement une décloratian du président de la République sur les crimes de Vichy n'est pas très décent », écrit par exemple l'ancien

Uoe fois encore, M. Séguin est appelé à proclamer sa fidélité à Jacques Chirac. Mais force est de constater que, quel que soit leur attachemeot au chef de l'Etat, les militants du RPR ont d'autres soucis. Il a ainsi fallu attendre plus d'une heure, le 30 octobre à Maubeuge, pour qu'un militant fasse référeoce à M. Chirac, et encore l'a-t-il fait eo ces termes : « C'est un peu de sa foute si nous sommes dons l'opposition. » Jeudi, à Asnières, il a fallu attendre la coochsion du débat pour que M. Séguin - le premier et le seul - évoque le président de la République.

Dans l'exercice d'introspection qu'oo leur propose, les militants

qui « s'adressoit o une Fronce d'énorques ». « Il fout dégoger le RPR de cette image de parti conservateur »; « Il faut redevenir un parti populoire »; « Naus n'avons pas tenu nos promesses. On pousse lo ieunesse dans les bras du FN », entend-oo dire. Les militants ne sont pas plus indulgents vis-à-vis des bésitations des députés RPR au début de la session. « L'abstention de l'opposition [sur le projet de loi de Martine Aubry], c'est lomentoble. Ce n'est pas digne l », s'est exclamé un militant d'Aspières.

TON OFFENSIF

M. Séguin, qui avait lui-même hésité à voter cootre le projet, a fait amende bonorable. « C'est un épisode qui o foit beoucoup de mal », a-t-il reconnu. « Je crois que les députés ont compris la lecon et qu'ils s'efforcent de voter de foçon cohérente. ò 99 % contre le gouvernement. Les déchets ne sont pos compris par l'opinion publique », at-il ajouté.

D'une manière géoérale, le too

liance avec le Front national, M. Pasqua reconnait qu'une minorité de militants y est favorable. « Naus sammes extrêmement timides sur lo question de la natiunalité », regrettait un militant à Asnières, qui ne savait pas encore que le RPR s'apprete à lancer une iets de loi Chevènement-Guigou. nombre de chases parce qu'on o peur d'être traités de fachos », a renchéri une dame. L'ancien policier Robert Broussard, à la retraite, qui participait à la réunion, a ajouté: « Effectivement, il fout oser. Le RPR est un parti adulte et mojeur. Il n'o pas à se positionner par ropport

Le présideot du RPR continue de penser que la démarche engagée permettra de dégager « une ligne commune » et de parvenir, comme au lendemain des élections législatives, à éviter un éclatement du

Iean-Louis Saux

François Bayrou est favorable à une Constitution européenne

PRÉSIDENT de Force démocrate, François Bayrou se déclare partisan, dans un entretien à La Croix du 7 novembre, de la rédaction d'une « Constitution paur l'Europe », qui établisse ootamment « la répartition des compétences » et règle « les problèmes de hiérarchie entre le droit national et le droit communautaire ». M. Bayrou ajoute qu'il n'a « pas arrèté [500] vote » sur la ratification du traité d'Amsterdam.

D'autre part, M. Bayrou a indiqué, jeudi 6 novembre, qu'il o'était pas bostile à l'idée, formulée par Helmut Schmidt dans l'hebdomadaire allemand Die Zeit daté du même jour, que Valéry Giscard d'Estaing soit proposé à la présidence de la future Banque centrale européenne (BCE). « Ou bien, a expliqué M. Bayrou, le président de la BCE est un technicien et c'est dons ce codre que se ploce lo proposition française de Jean-Cloude Trichet. Ou bien le président est une figure politique de grande expérience ayant un technicien comme bras droit » et, « de ce point de vue-là. l'expérience internationale et européenne de M. Giscard d'Estaing (...) donnerait une dimension exceptionnelle à cette fonction. »

Jérôme Calvet pourrait quitter la direction du Trésor

UNE FIGURE conque de la direction du Trésor devrait prochainement quitter ses fonctions à Bercy. Il s'agit de Jérôme Calvet. Ancien directeur adjoint du cabinet du ministre de l'économie Edmond Alphandéry, et actuellement sous-directeur au Trésor, chargé des participations, c'est lui qui, à ce titre, a eu la responsabilité du dossier d'ouverture du capital de France Télécom. La demande du fils de l'ancien patron de PSA pour quitter la fonction publique a récemment été examinée par la commission de déontologie. Il devrait passer au privé.

DÉPÊCHES

■ EMPLOIS-JEUNES : Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à Poutre-mer, a signé, jeudi o oovembre, avec les conseils régional et général de la Réunico et la municipalité de Saint-Denis une convennon dont l'objectif est de créer près de 3 500 emplois-jeunes en trois ans dans l'île. Au cours de sa visite, M. Queyranne a qualifé d'« extrémement préoccupant » le problème du chômage à la Réunion : l'île connaît en effet le taux de chômage le plus élevé de tous les départemeots français, avec environ 42 % de chômeurs. Un jeune Réunionnais sur deux est sans emploi. L'Etat devralt fournir à la Réunion pendant cinq ans une aide de 92 000 francs par emploi et par an (80 % du

■ NOUVELLE-CALÉDONIE: le PDG d'Eramet, Yves Rambaud, a confirmé, jeudi 6 novembre, dans une lettre adressée au premier ministre et rendue publique à Nouméa, que sa société accepte l'accord proposé par Philippe Essig dans la répartition des gisements de nickel (Le Monde du 4 novembre). Le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie. Dominique Bur, a aussitôt appelé le FLNKS à mettre fin au blocage des mines d'Eramet. - (Corresp.)

■ RÉGIONALES : Alain Madelin, président de Démocratie libérale, a déclaré, vendredi 7 novembre, dans un entretien à La Provence, que François Léotard, président de l'UDF, a « fait un choix courageux » en se portant candidat à la présidence de la région PACA. « Ce sera surement un combat difficile », a ajouté M. Madelin.



SOCIÉTÉ

GÉNÉTIQUE La cour d'appel de Paris a décidé, jeudi 6 novembre, d'ordonner l'exhumation du corps d'Yves Montand, décédé en 1991, pour que soit pratiqué un test géné-

tique de recherche en patemité. Cet arrêt, exceptionnel, est aujourd'hui contesté par la famille de l'acteur, même si elle ne s'était pas formellement opposée à une éventuelle analyse. • L'ARRET de la cour fait suite à huit années de procédures judiciaires entamées par une jeune femme, Aurore Drossart, née en 1975 et qui affirme être la fille na-

turelle d'Yves Montand.

L'AC-TEUR et chanteur s'était toujours refusé du temps de son vivant à se soumettre à de tels tests. Le 6 sep-

avait jugé en première instance qu'Aurore Drossart était bien la fille de l'acteur. La cour d'appel avait alors été saisie par la famille d'Yves

Le corps d'Yves Montand sera exhumé pour un test d'ADN

La décision de la cour d'appel de Paris, exceptionnelle, fait suite à huit années de procédures judiciaires menées par une jeune femme qui se dit la fille de l'acteur et chanteur, mort en 1991. La recherche génétique en paternité permettra d'établir ou non la filiation

LA cour d'appel de Paris a ordonné, jeudi 6 novembre, l'exhu-mation du corps d'Yves Montand, décédé le 9 novembre 1991, afin de déterminer, si le comédien est le père d'Aurore Drossart, qui prétend depuis des années être sa fille. Cette expertise, qui devra être réalisée avant le 30 juin 1998, permettra de conduire des analyses génétiques comparatives entre les deux personnes. Présidée par Evelyne Collomp, la première chambre a pris sa décision au vu du rapport du professeur Philippe Rouger, un expert en biologie qui avait déclaré ne pouvoir répondre avec certitude à la question de la paternité sans disposer d'uo écbantilloo d'ADN d'Yves Mon-

A la demande de la cour, le professeur Rouger avait réalisé une première expertise comparant les sangs de Valentin, le fils d'Yves Montand, de Carole Amiel, sa mère, de Lydia Llvi, la sœur du comédien, et d'Aurore et Anne-Gilberte Drossart a ofin de dire si Yves Livi, dit Yves Montand, peut au non être le père d'Aurare Drossart ». Le professeur avait estimé que « la difficulté de cette expertise résultoit de l'absence de prélèvement du père putatif ». « La preuve formelle de paternité ou de non-paternité ne pourra être opportée que par l'étude de cellules au de tissus

Montand. *

La cour en déduit que * en l'état octuel des investigations, lo poternité d'Yves Livi à l'égord d'Aurore Drossort ne peut pas être formellement exclue ». Elle constate donc qu'une « certitude ne pourra reposer (...)que sur l'étude de cellules ou de tissus prélevés sur le corps d'Yves Livi, o supposer que l'ADN soit encore de bonne quolité six ons oprès le décès de l'intéresse ». Restait le problème du consentement, qui dans ces procédures, est obligatoire. La cour considère que le consentement propre d'Yves Montand, décédé, « ne peut bien évidemment plus être recherché ». « En tout état de couse, ses oyantdroits ont fait connoitre qu'ils ne s'apposaient pas à une anolyse génétique oprès exhumotian de leur outeur si elle étoit estimée néces-

Selon la cour, il convient « dons ces conditions olors qu'il est de l'intérêt essentiel des parties d'oboutir dans toute la mesure du possible à une certitude biologique, d'ardanner un complément d'expertise canfié à trois experts, à l'effet de procéder, si celo est encare possible, oprès exhumotian du corps, à l'identification génétique d'Yves Livi, dit Yves Mantand, pour déterminer s'il peut ou non être le père d'Aurore Drossart. » L'expertise a



Lecomte, aux professeurs Philippe Rouger Christlan Doutreme-Puiche et au docteur Moisan.

L'exhumation du corps de l'artiste, qui est inhumé au cimetière du Père Lachaise, à Paris, conclut une querelle juridique qui dure depuis plus de buit ans. A la fin des armées 80, Aurore Drossart, âgée de vingt-deux ans, et sa mère Anne-Gilberte, avaient engagé

été confiée au docteur Dominique une action en recherche de paternité naturelle. En avril 1990, la justice avait ordonné une analyse sanguine d'Yves Montand mais l'acteur, qui niait être le père d'Aurore, avait refusé de s'y soumettre. Quatre ans plus tard, le 6 septembre 1994, le tribunal de Paris avait estimé, au vu de la ressemblance physique eotre les deux personnes et sur la foi de témoignages sur les relations Yves Moochanteur était bien le père d'Aurore. Catherine Allégret, la fille de Simone Signoret adoptée par Yves Montand, et Carole Amiel, la dernière compagne de l'acteur,

Née en 1975, Aurore Drossart a repris à sa majorité l'action intentée dans un premier temps par sa mère. Elle affirme qu'elle a toujours souffert qu'Yves Montand ait nié cette filiation. En 1994, elle avait considéré la décision du tribunal de Paris comme une « victoire morale ». « Evidemment, ca ne me rendra pas man père, disait-elle alors. J'ourais préféré être reconnue de san vivant, qu'il joue un minimum son rôle de père et c'est dommage, » Interrogée sur l'héritage de l'acteur, qui lui reviendra en partie si la procédure aboutit, elle avait répondu qu'elle ne voyait pas · pourquoi elle n'auroit pas droit à

L'avocat de la famille Drossart. Gilbert Collard, a dit sa « satisfactian » après la décision de la cour d'appel de Paris. « Ce n'est pas natre faute si la preuve peut venir d'autre-tambe, a déclaré Gilbert Collard en reconnaissant que cette décision était « d'application délicate ». « Cette anolyse doit être entreprise dans tout le respect du à la depouille humaine » a-t-il poursuivi. « Peux-t-on rester des années et

des onnées dons le doute », à ajouté Me Collard, qui a admis que cette expertise serait « difficile à vivre » pour les proches de l'acteur.

La familie d'Yves Montand, se dit, en revanche, choquée. Carole Amiel, la dernière compagne du comédien et la mère de son fils, Valentin, a déclaré qu'elle était « tres triste qu'an ne le loisse pas reposer en paix ». « Je croyais qu'o lo suite du rappart qui o été établi, les juges pouvaient s'orrêter là. Je ne comprends pas qu'on décide quel-que chose d'aussi innommoble, a-telle ajouté. J'espère que tous ceux qui oiment Yves Montond seront oussi choqués que moi. ». Pour sa part, Catherine Allégret a estimé qu'il était « un peu violent d'aller fouiller un codavre ». Elle ajouté: « Celo me paroit un peu superfetatoire au regard de la première expertise. Je ne m'attendois pas à ce que le premier rapport ne suffise pas. Mais comme an o toulaurs voulu lo vérité, s'il faut en passer par là... Les outres ne s'y ottendoient sürement pas nan plus. Taut vient du fait que c'est Mantond. Si ço avait été un pharmocien, on ne serait pas afler le déranger dons so dernière demeure. Ce que je redoute le plus, c'est qu'on naus dise ensuite qu'an ne peut pos être

Anne Chemin

Les inquiétudes du professeur Changeux

Dans un eutretien accordé au quotidien Libération, Jean-Pierre

d'éthique, a déclaré : « Si la décision d'exhumer le corps d'Yves Montand me choque? Cela pose, bien sûr, un problème juridique et éthique. Et le fait que cette décision de justice aille à l'encontre de la volonté du défunt n'est pas sans m'interroger ni m'inquiéter, en tout cas d'un point de vue de citoyen. Car, en tant que président du Comité d'éthique, je n'ai pas eu

à réfléchir à cette question. » Cela étant, dans toutes ses réflexions sur les tests génétiques et leur diffusion, le comité a toujours mis en avant lo notion de consentement éckairé, estimant qu'elle est essentielle. A cet égard, on peut penser que s'il y avait une volonté du défunt de ne pas se plier au test de son vivant, ce non-consentement

vaut toujours a posteriori. » Et il y aurait comme un testaque l'on vit dans le respect du corps du corps défunt. En tout cas, il faut y réflechir. Et aller plus loin dans le

Les « présomptions ou indices graves » des paternités hors mariage

risconsulte Paul. - « Pater. is est quem nuptiae demonstrant » -, le code civil Napoléoo avait posé, en 1808, un principe fondateur: «Le père, disait-il, est celui que le mariage désigne. » « Ce choix correspond ò la préférence dannée, ou cours des siècles, à la filiation légitime, comme s'inscrivant dons le cantexte de la fomille et du moriage », soulignait, en 1995, un document établi à l'issue du 91° congrès des notaires de France. Ce choix s'exprimait clairement en matière successorale : les droits de l'enfant légitime étaient alors infiniment supérieurs à ceux des en-

fants naturels ou adultérins. Depuis le début du XIX^e siècle, le paysage a cependant changé. Le code civil continue à affirmer que « l'enfant conçu pendont le mariage o pour père le mori » mais les autres filiations ont peu à peu trouvé leur place. En 1972, la loi a ainsi proclamé l'égalité des filiations naturelles et légitimes. « L'enfant noturel o en générol les mêmes droits et les mèmes devoirs que l'enfant légitime dans ses rapports ovec ses père et mère, dispose désormais le code civil. Il entre dans lo familie de son au-.teur. » Les textes ont également

cessé, dans une grande mesure, de

distinguer l'enfant naturel, dont les parents ne sont pas manés, de l'eodes attestations affirmant, par loi de 1994 sur la bioéthique a réfant adultérin, dont l'un des parents est marié par ailleurs.

Depuis, plusieurs lois out élargi les possibilités d'action en justice pour les enfants qui recherchent leur père. Jusqu'en 1993, la déclaration judiciaire de la paternité bors mariage était réservée à des cas très particuliers: il fallait, par exemple, établir que le père avait entrepris de « séduire » la mère « à l'aide de manœuvres dolosives, abus d'outorité, promesses de mariage ou

SIMPLIFICATION

Jusqu'à cette date, sauf examens médicaux incontestables, l'action en recherche de paternité était également exclue si, pendant la période de conception, la mère « était d'une inconduite natoire » ou si elle « avait eu commerce avec un outre individu ». La loi de 1993 a considérablement simplifié les choses. Désormais, la paternité hors mariage peut être judiciairement déclarée «s'il existe des présomptions ou indices groves ». La mère peut ainsi faire valoir les témoignages de ses proches tandis que le défendeur peut prouver sa non-paternité en présentant des

textes a conduit à une multiplication des procédures: de 1992 à 1995, le nombre d'actions en recherche de paternité naturelle inteotées devant les tribunaux de grande instance est passé de 474 à

Les progrès de la science out peu à peu bouleversé la donne. Depuis 1985, les tests géoétiques permettent en effet de définir avec une certitude quasi absolue l'identité du père. En Allemagne, où la filiation par le sang est valorisée, ces analyses sont possibles sans aucun contrôle : tout bomme peut ainsi sereodre dans un laboratoire afin de vérifier s'il est bien le père de ses

exemple, qu'il vivait à l'époque à servé ce droit au juge. Dans les acl'étranger. L'assooplissemeot des bons en recherche de patemité, les magistrats ordonnent ces analyses

Se pose alors le problème du consentement. En France, le code civil interdit tout prélèvement si l'intéressé s'y oppose. « Le consentement de l'intéressé doit être préaloblement et expressément recueilli. » SI le défeodeur s'oppose à l'analyse, il preod cependant le risque que le juge considère ce refus comme un aveu implicite. Dans le cas d'Yves Montand, le problème du consentement se pose de manière singulière puisque l'intéressé est décédé.

Une technique d'identification d'une fiabilité quasi absolue

génétiques a commencé son ascension en 1985, lorsque le professeur britannique Alec Jeffreys (université de Leicester) armonça pouvoir l'utiliser, avec un infime risque d'erreur, pour des recherches en parentalité. A l'appui de cette affirma-tion, une étude publiée dans Nature montrait comment l'analyse de l'ADN (acide désoxyribonucléique) avait, pour la première fois, livré la clé d'une affaire juridique. Un jeune homme de nationalité ghanéenne, né en Grande-Bretagne, teotait d'établir qu'il était le fils d'une femme qui niait être sa mère. Une preuve que ne pouvaient fournir les examens traditionnels (groupes sanguins et tissulaires), mais qu'apporta en revanche l'analyse fine de l'ADN de la femme et du jeune

LA TECHNIQUE des empreintes

Pourquoi les empreintes génétiques signent-elles l'Identité avec une telle certitude? Parce qu'elles se fondent sur l'analyse de petits fragments d'ADN extrêmement polymorphes, dits « minisatellites ». Ces séquences sont si variables d'un individu à l'autre qu'il n' y a pratiquement aucune probabilité pour que deux personnes - vrais jumeaux mis à part - présentent les mêmes minisatellites. Et chacun de nous, ayant reçu la moitié de ses gènes de son père et l'autre de sa

identiques pour moitié à celles de cbacun de ses parents. Des empreintes que toute cellule du corps bumain (tissus, cheveux, sang ou spenne) permet désormais d'établir, grâce à la très performante technique d'amplification génique dite PCR (polymerase chain reac-

Aujourd'bui très bien maîtrisée par les laboratoires spécialisés, cette technique d'identification apparaît donc d'une fiabilité quasi absolue. Aux Etats-Unis, on compte par milliers les tests déjà effectués pour établir ces empreintes génétiques afin de résoudre des cas litigieux de paternité ou d'enquêtes de viol). En France, où la technique est mise en œuvre par cinq labora-tolres de police scientifique et par plusieurs laboratoires bospitalouniversitaires, sa pratique est devenue quotidienne dans les recherches en paternité, comme dans

Le relevé systématique d'empreintes génétiques sur une partie de la population, tel celui ordonné par la justice, en août, dans le cadre de l'enquête sur le viol et le meurtre de Caroline Dickinsoo à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine), reste eo revanche une mesure exceptionnelle. Du moins pour le moment.

COMMENTAIRE LES RISQUES D'UNE JUSTICE-SPECTACLE

Sous couvert d'avancées scientifiques, la justice céderait-elle spectaculaires ? Trois choix Judiciaires autorisent cette Interrogation : la débauche de moyens mis en ceuvre pour enquêter sur un accident de voiture parisien - 40 000 propriétaires de Flat Uno sont convoqués par la police dans l'enquête sur la mort de Lady Diana : le caractère systématique et massif des examens dans l'enquête bretonne sur le meurtre de la collégienne anglaise Caroline Dickinson - plusieurs centaines de personnes ont subliquivont subir des tests génétiques ; la décision de la cour d'appel de Paris d'exhumer la dépouille d'Yves Montand afin de pratiquer un test de paternité post mortem. Stricto sensu, au regard de la

loi, aucune de ces pratiques n'est choquante. Pas plus le conseiller Van Ruymbecke à Pleine-Fou-gères (ille-et-Vilaine) que le juge Hervé Stéphan à Paris n'enfreignent le code de procédure pénale ou les lois sur la bioéthique. La cour d'appel de Paris n'a pas davantage contrevenu aux règles du droit. Pour autant, chacune de ces décisions mérite d'étre discutée.

S'agissant du drame du tunnel de l'Alma, l'ampleur des moyens mobilisés dans un contexte de paupérisation policière et judiciaire peut légitimement sembler disproportionnée. Dans le deuxième cas, le risque de voir une partie de la population fichée sur la base de données génétiques aurait mérité un débat préalable. Quant à l'exhumation d'Yves Montand, comment ne pas voir qu'au-delà d'une décision de justice se trouve posé un véritable problème de civilisation. Ne doit-on pas considérer, avec le président du Comité national d'éthique, le professeur Jean-Pierre Changeux, qu'il y a comme « un testament moral à respecter », le non-consentement d'Yves Montand valant toujours

à posteriori ? L'argument du « progrès » ne saurait tenir lieu de morale et la iustice ne saurait éviter ce débat

Le Monde

Le nouveau

PLANTU

est arrivé chez votre libraire



West table on trobusts of the table

ing the year of a comme

property in the

Marie Carlos San Carlos Land

signature 1 1/1 mm more

でいうである。 これで

and the same of the same of

the state of the s

Same and the second second

الجناب والريابين

والمتراور المتأونين المتارك

grading the

ALL CONTRACTOR 18 - 24 - 1 February 1844

A CARLO SERVICE

74 - 44 - KER

4259

Bernard Kouchner précise l'information à donner aux transfusés sur la maladie de Creutzfeldt-Jakob

Le comité d'éthique estime que le risque transfusionnel n'est que « virtuel »

BERNARD KOUCHNER, secré-

taire d'Etat à la santé, a rendu pu-

blic, vendredi 7 novembre, un avis

du Comité national d'éthique sur

« l'infarmatian des receveurs de

praduits sanguins issus du don

d'une personne chez laquelle, pos-

térieurement au don, est diagnosti-quée une maladie de Creutzfeldt-

Jakob ». Cet avis avait été deman-

dé le 17 avril par Hervé Gaymard.

alors secrétaire d'Etat à la santé, à

la suite d'informations publiées par Le Monde falsant état du

risque de transmission par voie

sangnine et plasmatique de

l'agent pathogène de la maiadie de Creutzfeldt-Jakob (Le Mande

Le comité d'éthique avait à ré-

pondre à deux questions fonda-

mentales: quelle information

donner aux receveurs de produits

sanguins dont on a découvert ré-

trospectivement qu'ils sont po-

tentiellement contaminés par

l'agent responsable de la maladie

de Creutzfeldt-Jakob; faut-il ex-

clure dn don les personnes qui

« Dès lars qu'un risque est connu,

scientifiquement démontré, l'infor-

mation du malade s'impose, estime

le Comité dans son avis. Si le

risque est virtuel, théorique, cette

information n'a pas de justification

éthique car elle peut être ressentie

comme une menace inconnue, dif-

fuse, qui peut inciter à des compor-

tements dangereux pour le malode

lui-même et la société. C'est octuel-

lement le cas pour les encépholopa-

thies spongiformes subalgues trans-

En mars, se référant aux travaux

missibles (ESST). »

ont reçu de tels produits?

daté 1ª-2 avril et du 3 avril).

Dans un avis rendu le 1° octobre à Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, et commandé par son prédécasseur, Hervé Gay-

transmise par le sang et les pro-duits sanguins (Le Mande dn personnes à risque actru de déve-lopper une ESST. C'est le cas, rap-28 mars). L'OMS avait alors décidé de recommander la mise en œuvre de mesures permettant les dons de sang des personnes considérées comme appartenant aux groupes reconnus comme potentiellement infectés. Le 31 mars, en France, le secrétariat d'Etat à la

pelle le CNE, « des malades traités par des hormones extractives hypophysaires, des sujets ayant reçu une greffe de dure-mère [membrane constituant la méninge externe] et des malades présentant des signes cliniques de pathologies neurodégénératives ». Il faut dès lors,

« Un risque théorique »

Saisi à la demande du secrétaire d'Etat à la santé, un comité interministériel sur les ESST a estimé, dans un avis en date du 11 octobre, au vu des donnnées les plus récentes, « qu'à ce jour, aucune étude épidémiologique humaine n'a mis en évidence une association entre l'infection par un agent transmissible non conventionnel et le développement d'une ESST après un acte transfusionnel ». L'avis ajoute qu'une étude européenne faite sur quatre cents cas n'a pas permis de mettre en évidence un facteur de risque de MCJ associé à l'usage de produits sanguins. Aucun hémophile n'a été répertorié parmi les cas de MCJ de cette étude. Scion les experts, le risque de transmission de la MCJ par les médicaments dérivés du sang « n'est pas démontré et doit être qualifié de théorique ». « Ce risque, s'il existait, serait très faible et ne peut être distingué de l'épidémiologie naturelle de la maladie. Il doit être comparé aux bénéfices thérapeutiques apportés par ces produits ».

santé avait confirmé des informations révélées par Le Monde, faisant état d'une trentaine de retraits de lots de plasma provenant de donneurs dont l'un au moins avait par la suite développé une maladie de Creutzfeldt-Jakob. Du fait du recours fréquent à la technique dite de poolage, plusieurs centaines de milliers de personnes auraient pu de ce fait - du moins en théorie - avoir été exposées à ce risque infectieux. Demeurait la question de l'information de ces receveurs potentiellement expo-

du professeur Paul Brown (laboratolre des études du système Le Comité d'éthique rappelle nerveux central de l'Institut natioque depuis le 1º octobre, sur décinal américain de la santé), l'Orgasion d'Hervé Gaymard, les pernisation mondiale de la santé sonues ayant été transfusées sont définitivement exclues du don du avait conclu que la maladie de Creutzfeldt-Jakob pouvait être sang. Sont également exclues les

ajoute l'avis, « prendre en compte le rapport bénéfice/risque de l'exclusion du don du song d'autres personnes ne présentant pas un risque documenté camme le sont les cas précédemment cités : l'élargissement des exclusions pourroit en effet oboutir à une pénurie de produits sanguins, cause de décès par hémorragies graves comme an les observe en obstétrique ou en traumatologie ».

EVALUATION DES RISQUES

Le Comité d'éthique rappelle certaines données fondamentales, comme l'évaluation des risques d'accidents, aigus et subaigus, liés à la tranfusion sanguine. Ainsi, les riques d'incompatibilité ABO sont-ils en moyenne de 1 pour 53 000 unités : les accidents liés à la présence d'anticorps irréguliers surviennent dans une unité sur 47 000. En ce qui concerne les risques infectieux, le risone de transmission du VIH est de 1 sur 700 000 unités; pour le virus de l'hépatite B, il est de 1 sur 120 000 : pour le virus de l'hépatite C. il est de 1 sur 150 000; pour le HTLV, il

L'avis insiste, par ailleurs, sur le fait que « l'infarmation des malodes sur les traitements qu'ils reçoivent est une obligation déantologique et éthique. Il serait inodmissible qu'on leur refuse l'inne repose pas sur des faits scientifiquement établis ». Dans le cas précis du risque de contamination sanguine par des agents non conventionnels, le Comité d'éthique estime donc « nécessaire » de mettre en place une structure de vigilance scientifique et éthique « qui fasse régulièrement le paint des publications scientifiques sur ce sujet ». Il ajoute que, « dès lars que des faits scienti-fiquement établis permettraient d'affirmer que ce risque existe reellement. l'exploitotion des dossiers médicaux mis en place de façan prospective permettrait de traiter les infarmations recueillies et de retrouver les malades potentiellement contaminés. Ils seraient dès lars systématiquement informés selan des

A la suite de cet avis daté du 1º octobre, Bernard Kouchner a décidé de prendre les mesures suivantes:

modalités définies. »

une information systématique a priori des receveurs de produits sanguins labiles ou de médicaments dérivés du sang sera mise

- le système de tracabilité des produits et des patients va être renforcé ponr permettre, y de prévenir les patients « pour le cos où l'évolution des cannaissances conduitait d établir l'existence d'un risque jusqu'olors inconnu ou considéré comme hypothétique » ;

une veille scientifique sera assurée « pour vérifier l'odéquotion entre l'évolution des connoissances scientifiques et les mesures de précaution mises en œuvre »

Franck Nouchi

L'exclusion d'une élève pour port du foulard islamique est annulée

LE CONSEIL D'ÉTAT a annulé, mercredi 5 novembre, l'exclusion définitive d'une élève du collège Molère, à Colmar (Bas-Rhin), sanctionnée pour le port d'un foulard Islamique. Ayse Kokmen avait été exclue le 25 janvier 1995 par le recteur de l'académie de Strasbourg. Cette décision avait été annulée six mois plus tard par le tribunal administratif. La jeune fille avait été réintégrée à la rentrée 1996 mais le ministère de l'éducation nationale avait interjeté

Estimant - conformément à sa jurisprudence - que le port dn foulard seul ne peut entraîner une exclusion, le Conseil d'Etat a rejeté le recours : « Le ministère sautient que Mile Kakmen aurait refusé de suivre des caurs de natotian et auruit participé d des manifestatians ayant entroiné des troubles à l'ordre public au sein de l'établissement. Ces matifs auraient pu être invoqués pour fander légalement une décisian d'exclusian mais cela ne sourait rendre légale la décisian du recteur qui a été prise sur la base d'autres motifs. »

CORSE: cinq anciens militants nationalistes d'A Cuncolta ont été écronés, jeudi 6 novembre, par un jnge d'instruction d'Ajaccio. Deux d'entre eux sont impliqués dans un trafic de chéquiers volés et de faux billets de 200 francs et deux autres personnes, proches de François Santoni, ont été mises en examen pour « association de malfaiteurs, infraction à la législation sur les armes et les munitions ». TERRORISME: trois membres présumés de l'organisation indépendantiste basque ETA ont été arrêtés, jeudi 6 novembre, à La Rochelle (Charente-Maritime), sur ordre du juge antiterroriste parisien Laurence Le Vert. Parmi eux se trouve Idoia Martinez Garcia, alias Olga, 29 ans, présentée par la police espagnole comme appartenant au commando Madrid, l'un des plus sangiants de l'ETA. ■ JUSTICE : la condamnation de Marie-Caroline Le Pen, candidate FN dans les Yvelines, à 5 000 F d'amende, pour diffamation envers Pierre Bédier, maire RPR de Mantes-la-Jolie (Yvelines) en première instance a été confirmée par la cour d'appel de Versailles. Dans son arrêt du 29 octobre, la cour indique que « le but poursuivi par les prévenus n'était à l'évidence nullement de soumettre à discussian publique loyale des prapos de Pierre Bédier ».

■ RÉPRESSION : un opposant tunisien, en grève de la faim depuis 30 jours, à Digne-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence) et assigné à résidence en France depuis quatre ans, a décidé de poursuivre son mouvement sur la place publique, a indiqué, jeudi 6 novembre, le comité de sontien aux victimes de la répression en Tunisie. Salah Karker entend protester contre le silence et l'indifférence avec lesquels l'administration a toujours traité son cas.

■ AFFAIRE DICKINSON: le conseiller rennais Renand Van Ruymbeke, en charge de l'affaire du viol et du meurtre de Caroline Dickinson, le 18 juillet 1996 à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine), s'est rendu mercredi 5 novembre et pour trois jours en Grande-Bretagne afin de comparer l'empreinte génétique du meurtrier de la jeune anglaise à celles du fichier britannique des délinquants

■ ÉDUCATION : l'Ecole des sciences et techniques du hâtiment (ESTB) de Paris a rouvert ses portes vendredi 7 novembre. Fermée depuis le 13 octobre suite à une liquidation judiciaire (Le Monde daté 2-3 novembre), le directeur, les salariés de l'établissement et des parents d'élèves avaient intenté une action en référé. L'ordonnance rendue jeudi 6 novembre a suspendu l'exécution provisoire de fermeture Jusqu'au 4 mars 1998, date de l'audience sur le fond.

En attendant le test de dépistage...

CONFORMÉMENT à l'avis dn connaissances scientifiques sur la omité d'éthique, Bernard Kouchcomité d'éthique, Bernard Kouchner n'a donc pas retenn le principe d'une information « systématique a posteriori de chaque patient ». Il souligne cependant qu'il est indispensable de tenir compte « de lo situatian particulière de chaque persanne et de chaque malade ». Selon Bernard Kouchner, il est en effet des situations dans lesquelles « une obsence d'information peut être en effet plus onxiogène qu'une information bien faite et elle serait, en tout état de cause, difficilement acceptable sur les plans éthique et déontolagique ».

Le secrétaire d'Etat à la santé ajoute que «la disponibilité d'un test de dépistage de la maladie de Creutzfeldt-Jakob et l'évolutian des

nature d justifier qu'une informotian scientifique soit réalisée ».

Par ailleurs, afin de renforcer la tracabilité à long terme, Bernard Kouchner estime qu'il « opparaît légitime que si un patient (et/ou son médecin) souhaite savoir s'îl a été exposé d un tel risque, la réponse doit pouvoir lui être donnée avec toutes les explications requises. Le dispasitif de tracobilité d lang terme sera renforcé afin qu'il soit adopté à des malades à très longue durée d'incubation ».

A cette fin, dit-il, « seront examinées en liaison avec la CNIL les mesures susceptibles d'améliorer son efficacité, comme l'utilisation du numéro de Sécurité sociale lorsque la patient change d'adresse ».

est de 1 sur 3 millions d'unités.

formatian à laquelle ils ont droit s'agissant de leur prapre santé. La décision d'informer sur lo nature des traitements reçus dait être systématique et ne peut être loissée à l'appréciation des médecins. » En revanche, « l'infarmatian sur le risque potentiel que campartent certaines thérapeutiques est d'une le traitement lui-même quand elle

Mme Guigou veut un « plan d'urgence » pour la justice

cats, qui dénoncaient l'état de misère de la justice, a été particulièrement bien suivie, jeudi 6 novembre. Organisé à l'initiative de la Conférence des bâtonniers, qui regroupe les 180 barreaux de France à l'exception de ceux de Paris et de Lyon, le mouvement a été observé par 156 barreaux, les avocats se mettant en grève pour quelques heures on pour la journée. Vingt barreaux ont manifesté leur soutien sans faire grève, comme à Nanterre, Marseille, Lyon ou Paris. Seul le barreau de Digne s'est abstenu de toute action et de tont soutien.

En visite au palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis), jeudi 6 novembre, la ministre de la justice s'est déclaré favorable au « plan d'urgence » réclamé par les grévistes. Elisabeth Guigou a annoncé qu'elle allait lancer une évahuation de la situation des différents tribunaux afin de résorber les situations les plus choquantes. Mettant en avant le manque d'investissement des années précédentes, le garde des sceaux a souligné que le mouvement des délégation à la gare pour remettre

avocats intervenait « paradoxale-ment » au moment où la justice bénéficialt d'une augmentation de 4 % de budget.

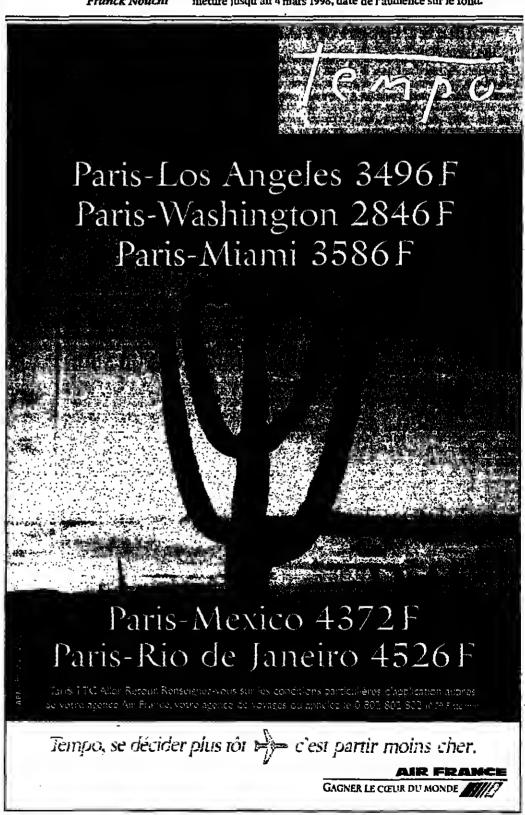
Dans la matinée, un sit-in a en lieu à Chambéry (Savoie). A Poutoise (Val-d'Oise), où le barreau a été le premier à protester, une soixantaine d'avocats ont organisé un «tribunal de rue» chargé de « juger la justice ». Devant des passants éberlués, ils ont siégé, en robe, derrière des panneaux annoncant: « Si votre conjoint vous bat, patience, le juge lui demandera d'arrêter dans sept mais » ou « Pourquoi acheter un agenda de l'an 2000? Pour noter la date de votre affaire au tribunal ». Des parodies d'audience ont été jouées à Toulouse, où le barreau a accordé des audiences gratuites dans le palais de justice.

A Grenoble (Isère), près de 150 avocats en robe ont manifesté en silence dans les rues, allant du palais de justice à la préfecture, où une délégation a été reçue. A Avignon, ville dans laquelle M= Guigou a été élue députée, une trentaine d'avocats se sont rendus en

de doléances à la ministre. Dans ce courrier, ils lui rappellent ses engagements pour la construction d'un palais de justice et d'une nouvelle maison d'arrêt.

Les avocats grévistes, qui continuaient d'assurer la défense dans les affaires mettant en jeu la liberté de leurs clients, out reçu le soutien de la majorité des magistrats qui, bien que tenu par le devoir de réserve, accédaient le plus souvent aux demandes de report des audiences de la journée. L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), organisation majoritaire, avait d'ailleurs officiellement suggéré à ses adhérents de soutenir le mouvement. A Rennes, une motion associant les trois plus importants syndicats de magis-trats, PUSM, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), l'Association professionnelle des

magistrats (APM, droite) ainsi que les différents syndicats de fonctionnaires et de greffiers, a apporté « son entier soutien » au mouve-



LE PROCÈS PAPON

Les archives de l'UGIF de Bordeaux ou la répression antijuive au quotidien

Les documents de la délégation de l'Union générale des israélites de France (UGIF) à Bordeaux sont au centre d'une polémique avec la défense. Consultables à Paris, ils racontent par le menu la montée des persécutions, du désarroi et du malheur, de 1942 à 1944

LES ARCHIVES de la délégation de l'Union générale des israélites de France (UGIF), à Bordeaux, recèlent-elles un « terrifiant secret », Propre à faire pencher la balance eo faveur de Maurice Papon ? C'est ce que semble croire Jean-Marc Varaut, avocat de l'accusé, qui a demandé, mardi 4 novembre, au président de la cour d'assises que ces archives soient versées aux débats. Cette demande a été faite eo prévision de l'audition de l'historien Michel Bergès, qui a fait état nuant la responsabilité de Maurice Papon (Le Monde du 22 octobre). La cour donnera sa réponse ulté-

Créée en novembre 1941, sous la pression du service des affaires juives de la police allemande, la structure nationale de l'UGIF et ses antennes en province sont avant tout chargées de l'assistance sociale (Le Mande du 6 novembre). Certaines de ces archives ont été rendues publiques par Serge Klarsfeld, Déposées au YTVO (centre de recherche juif) à New York après la deuxième guerre mondiale, les archives de l'UGIF n'out été disponibles à Paris, au Centre de documentation julve contemporalne (CDJC), qu'en 1993, sous forme de

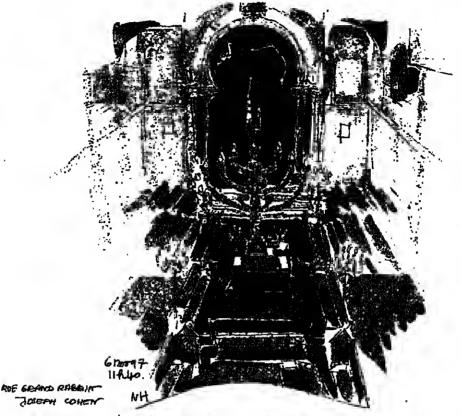
Aujourd'hui eocore, rares soot les chercheurs français qui viennent explorer ce fonds. Les documeots qui concernent l'actioo de l'UGIF à Bordeaux occupent principalement la 36° bobine des archives de l'UGIF (pages 637 à 814). Ils couvrent une période qui va des premiers cootacts pris, début Juillet 1942, par Paris afin d'organiser sa délégation bordelaise, jusqu'à ime quasi-dissolutioo, coosécutive à la rafle de janvier 1944.

Celui qui s'aveoture dans les documents de l'UGIF de Bordeaux plonge dans la chronique du malheur des juifs de cette ville. Comme ailleurs, les problèmes sont des problèmes d'assistance

En envoyant à la direction générale la liste de ses « divers besoins», Germaine Ferreyra, qui en 1942, note à la rubrique des « secours »: « Ce chiffre va toujaurs en ougmentant, le nambre des persannes secourues ollont en crois-

Nombreux sont également les documents qui se rapportent à Bayonne, siège d'une des plus vieilles communautés juives de France, qui relève de la région de Bordeaux, Robert Pinède, son responsable, fait par exemple état d'une demande réitérée au souspréfet d'une « outorisation de visiter les prisons de la ville où sont incarcerés les israélites, afin de [lui] permettre d'accamplir [son] rôle de charité ouprès d'eux ». Il se heurte à un refus.

Ces arcbives illustrent surtout l'ampleur d'une coercition qui pénalise les distractions les plus inoffensives et multiplie les motifs d'arrestatioo. Robert Pinède, le 11 août 1942, demande ainsi à Paris si « taus les cofés sont (...) interdits définitivement » aux juifs ? « Il y a par ici, précise-t-il, quelques "vieux garçans" qui, privés d'occupatian, ne savent que faire durant toute la journée », « En ce qui concerne les cofés, lui répood l'administrateur de l'UGIF, nous devons vous informer que molheureusement tous les cafés sont compris dans l'interdic-



La synagogue qui fut devastée, profanée, et servit à parquer 350 personnes en janvier 1944.

Lorsque Germaine Ferreyra se

rend à Paris à l'automne 1942, l'ad-

ministrateur de l'UGIF l'avertit, le

Dans cet univers, le moindre écanomies, îl en avait été naturellefaux pas constitue une infractioo aux conséquences paroxystiques. Le grand rabbin Joseph Cohen évoquera ainsi, après la Libération, le cas d'un certain Bauman, un réfugié de Strasbourg, déporté par le convoi du 26 août 1942 : 500 « seul crime était de s'être endarmi dans le train olars qu'il se rendait à Agen et d'avoir dépassé la ligne de démarcotian. Il avait sur lui toutes ses

3 octobre, que, « foisant suite oux Instructions que je vous al dannées, cancernant votre voyage à Paris, je vous rappelle que nous sommes seulement outorisés à voyager dans le wagon de queue du métro ». Au fil des lettres, les demandes d'interventions se font plus pressantes... et-plus infructueuses. En février 1943, on appreod que le

ment dépouillé ».

grand rabbin de Bayonne, Ernest Ginsburger, vient d'être transféré du camp de Compiègne à Drancy. l'administrateur de l'UGIF à Robert Pinède, de devoir vous annoncer que M. le grand rabbin Ginsburger a quitté le camp de Drancy avec un canvol dirigé vers une destination inconnue ». « Il nous a été molheureusement impossible de faire quoi que ce sait à Drancy (...). Nous n'ovons connu son passage qu'oprès son déport », est-il précisé quelques jours plus tard.

Une allusion au service des affaires juives supervisé par Maurice Papoo se retrouve dans une lettre du 19 août 1942, adressée par Germaine Ferreyra. « J'oi l'honneur de vous signaler, informe-t-elle le viceprésident de l'UGIF, que j'ai fait une démarche à lo préfecture en vue d'obtenir l'AIA (assistance aux internés administratifs). M. Garrat

l'UGIF, craignant que cette fonction

ne les désigne à l'occupant comme

otages, abandonneront purement

et simplement toute activité.

La dernière lettre de Me Ferrey ra, la ouit même de l'évasion du grand rabbin de Bordeaux Joseph Cohen, le 17 décembre 1943, est manuscrite. « Nous avons eu, cette nuit, à l'hospice lo visite de ces messieurs de la Gestapo. Je crois. Un de ces messieurs, allemand certoinement, mois parlont bien françois, m'o dit si je ne savais pas que l'UGIF est défendue depuis le 31 octobre. Que dois-je en conclure ? Faut-il cesser toute octivité ? Je suis inquiète et vous serais très obligée de me donner des instructions. *

« ARRESTATIONS EN MASSE »

La fin de Germaine Ferreyra sera racootée par un certain Frédéric Léon, dans uoe lettre datée du 10 janvier 1944 : « Vous êtes certainement au courant du départ de notre rabbin, départ qui o entraîné des représailles, orrestation du personnel de lo maisan du Consistoire, ainsi que des vicillards de la maison de retraite et de son personnel au complet. Votre déléguée, Mª Ferrevra, honorée et estimée de tous, n'a pu supporter d'envisager la déportation et s'est suicidée devant ceux qui venaient l'arrêter (_). Bien entendu, tout ce monde interné pendant huit jours au camp de Mérignoc a été ensuite deporté dans des conditions angoissantes, sans qu'il naus oit été permis d'odoucir leur misérable sort en quai que ce soit. »

 Dans la nuit de lundi à mordi. écrit encore Frédéric Léon le 13 janvier 1944, arrestations en masse dans tout le département de lo Gironde. Bordeaux y compris, interessant environ 350 personnes qui ont été immédiatement parquées dans lo

« Nos malheureux ont d'autant plus froid qu'ils ont faim »

Outre des interventions individuelles, la délégation de l'UGIF de Bordeaux a cherché à mobiliser la communauté en faveur des juifs internés 10 décembre 1942 donne la mesure des conditions de détention : « Nos malheureux internés ont froid ; ils ont d'autant plus froid qu'ils ont faim. Nous le savons tous par nous-mêmes. Alors, le moyen de leur venir en aide quand on n'a pas assez soi-même ? Pour si paradoxal que cela puisse paraître, nous sommes tous à même de le faire. Tous nous pouvons disposer d'un peu de quelque chose : 3 ou 4 pommes de terre, 3 ou 4 morceaux de sucre, une poignée de haricots, de pátes, de la confiture, 100 g de tickets de pain par mois, etc. [...] Nous ne méconnaissons pas le prix du sacrifice que nous demandons. »

Plus les mois passent, plus l'atmosphère se fait pesante autour de la petite équipe de l'UGIF de Bordeaux. « Je n'oi pas demondé de loissez-passer o la Feldkommandantur, note la déléguée en post-scriptum d'une lettre envoyée le 17 décembre 1942. le n'ai pas une nécessité absolue de voyager et il vaut mieux, à Bordeaux, se faire oublier. » Déhut 1944, deux membres de

[Pierre Garat, NDLR], chef des

ne fallait pas y compter. »

voir rien dire. »

questions juives, m'a répondu qu'il

Pierre Garat n'est d'ailleurs pas le

seul à écooduire Ma Ferrevra.

Après la rafle de la nuit du 19 au

20 octobre 1942, celle-ci, après une

visite à Mérignac, rapporte: «Je

n'ai pas pu voir le directeur du camp,

il ne reçoit personne et, quand je l'ai

attrapé au passage, il m'a dit ne pou-

synagogue. » Le 20 janvier 1944, l'UGIF félicite Frédéric Léon pour son énergie « dans les tristes circonstances que traverse la communauté de Bordeaux ». C'est l'une des dernières traces de la délégation de l'UGIF à Bordeaux, dans les archives du CDIC.

> Nicolas Weill Dessin: Noëlle Herrenschmidt

Maurice Papon et l'ombre de Robert Faurisson

mis en cause Yves Jouffa, président d'honneur de l'Amicale du camp de Drancy et président d'houneur de la Ligue des droits de l'homme, eo prétendant le 4 novembre devant la cour d'assises de Bordeaux qu'il aurait été « gardien du camp de Drancy». Ce faisant, Maurice Papon a donné écho à un texte diffusé depuis le 15 septembre sur Internet, sous la signature du négationniste Robert Faurisson, accusant notamment Yves Jouffa d'avoir été une « houte personnalité juive qui participait au tri des juifs pour Auschwitz ». Yves louffa et son avocat, Mr Henri Leclerc, ont déposé plainte, jeudi 6 novembre à Paris, pour « diffornations publiques » et « diffamation à caractère rucial ...

Absent du procès de Bordeaux en

nous a livré, vendredi 7 novembre au matin, soo témolgnage sur le camp de Drancy. « Mon arrestation et celle de mon pere ont été opérées à notre domicile, le 20 août 1941, par des policiers français. J'avais vingt et un ans et j'étais un interné de base. Je n'ai jomais fait partle des codres du camp et je n'ai jamais eu un contact avec les Allemands, mais toujours avec les autorités françaises. (...)Trois fois par semaine, j'avais peur d'être sur une des listes, de même que j'avais peur d'être un de ceux qu'on venait chercher pour les fusiller, parce que l'avais été responsable des Etudiants socialistes de Paris avant guerre.

« J'avais été élu par mes camorades de chambre pour répartir équitablement le pain, pesé avec une balance artisanole en ficelles et carton

ENTREPRENANT de faire le pro- raison d'une bémiplégie qui lui in- que l'avais fobriquée, ajoute M. Joufc'étalent les hommes valides qui partaient et il y avait même des volontaires. Quand on a vu, dès 1942, qu'ils emmenaient des petits bébés, des vieillards et des malodes sur des civières, on o compris que d'était pour la destruction. Et ça, un mec comme Papon devait le savoir.

« Ma libératian et celle de mon père ont eu lieu le 14 septembre 1942 : ma mère, qui était devenue lingère o l'UGIF pour ravauder des vêtements d'écoliers, o pu l'obtenir grâce à des relotians. C'était à une période au l'odministration du comp o foit preuve d'une certaine souplesse. Papon s'en prend auiourd'hui ó moi en raison de mo notoriété et parce que je suis l'un des derniers survivants. »

Erich Inciyan

L'accusé prétend n'avoir été qu'un simple « porte-plume » du préfet régional Maurice Sabatier

BORDEAUX de notre envoyé spéciol

Simple * porte-plume * ou responsable authentique? Près d'un mois après le début du procès, la cour d'assises de la Gironde, plonge enfin, jeudi 6 oovembre, au cœur des fooctions qui avaient été attribuées à Maurice Papon lorsque, entre 1942 et 1944, il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde. Le ton a changé. Le président Jean-Louis Castagnède. qui a octroyé aux avocats, en début d'audience, une demi-heure de battement pour qu'ils puissent s'associer - fût-ce symboliquement - à la journée de protestation de leur profession contre la

« misère de la justice », interroge avec fermeté l'accusé. Comme un écolier répondant à son maitre, mains dans le dos, Maurice Papon détaille la complexité de l'organigramme : « Le préfet régianal, Maurice Sobatier, s'appuyait, dans lo pratique quotidienne, sur le cabinet dirigé por leon Chapel pour les affaires politiques, les affaires réservées, le fonctionnement de la préfecture. Il était assisté d'un intendant de palice (...) et d'un intendant des offaires economiques (...) » La région de Bordeaux, en zone occupée, apprend-oo, comprenait « Il avait désire m'en confier lo ges-

les départements de la Gironde, des Landes et des Basses-Pyrénées. Les affaires spécifiquement départementales de la Gironde, ou siégeait le préfet régional, étaient confiées à un préfet délégué, en l'occurrence Louis Boucoiran. Maurice Papon en vient à son

rôle : «Le secrétaire générol [NDLR: administrativement rattacbé au département] ovoit le contrôle des cinq divisions de la production bureaucratique: police administrative, finances-budget, sonté-leunesse, transports-équipements-ponts et choussées, affaires économiques. » Le président Castagnède rappelle que Maurice Sabatier, contrairement à ce qui se passait dans d'autres préfectures régionales, s'était réservé le contrôle des services « nés de la euerre » (services de l'Occupation et des réquisitions allemandes, de la circulation et des carburants, du personnel des administrations Publiques et. enfin. des questions nives), tous services habituellement attribués aux préfets départementaux.

Par arrêté du 20 juin 1942, précise alors le magistrat, Maurice Sabatier avait donné à Maurice Papon délégation de signature pour l'ensemble de ces services.

onciens lui donnoient la garantie d'être au courant », explique Maurice Papon. « La délegotian de signoture signifie exactement que le préfet régional, le délégant, donne des instructions à son délégataire en direct pour telle ou telle question. Ce n'est pas une délégotion de compétence camme on peut le craire opres un examen som-

Le président Castagnède, qui

MARGE DE MANŒUVRE

confesse que le droit public lui est un peu « étranger », lui reconnaît cependant la distinction. « Une délégation de compétence, dit-il, prive le délégant de son pouvoir. » Et le cas est rare dans l'administration, avait noté, la veille, l'historien Marc-Olivier Baruch. Mais le président veut creuser le sujet : « Est-ce o dire, selan vous, que. dans le cadre d'une délégation de signature, le délégataire est un simple porte-plume qui se contente de signer en bas d'un texte? N'y a-t-il pos une morge de

délégant et délégataire] », répood, peu clair, l'accusé.

monœuvre? - La marge de

manœuvre, c'est lo discussion aui

peut s'instaurer [NDLR : entre

tian sochont que nas ropparts insiste pour connaître la pratique qu'abritaient concrètement les concepts administratifs. Il cite un document d'époque adressé aux autorités allemandes : « Il y est dit aue les services nés de l'Occupation sont plocés sous votre outorité directe...- le soutiens que la délégation de signoture correspond en droit public à la définition que j'oi donnée. Lo plume de l'auteur o pu prendre des formules qui s'élaignent du droit public. – Ce service était bien placé sous votre outarité directe?, insiste le président. - En terme de pratique quotidienne, oui. En terme de droit public, non.

Le magistrat note alors que les attributions concernant les services « nés de la guerre » ont été retirées au secrétaire général en mai 1944. « Disons que j'étais un mains bon fanctionnaire et un meilleur résistont... » Des rires traversent la salle. Puis, le président s'arrête sur la question des arrêtés d'internement, pris en l'application des lois antisémites de Vichy. « Qui ovait signature portant internement des juifs? - En théorie, Maurice Sabatier. M. Boucairan a pu en signer en san absence. » Cependant, le président extirpe du dossier une décision d'interne-Mais le présideot Castagnede ment administratif du 25 juin 1942,

signée Maurice Papon. « C'est vrai, précise spontanément le magistrat. Il n'y en o pas deux, pas trois. C'est lo seule contenue ou dossier. »

lean-Louis Castagnède fouille ensuite dans les minutes d'un procès d'après-guerre, en 1947, où l'un des chef du bureau des questions juives de la préfecture faisait état de « bons d'internement ». « Qu'est-ce que c'étoit que ces bons? demande le président. Je n'étais pas tous les jours tenu ou courant des octes qui pouvaient être pris, ce que M. Baruch oppelait hier les octes "routiniers", tépond l'accusé. Cela n'éveille aucun souvenir. » Puis il poursuit : « Si on faisoit la liste des décisions à prendre... la journée n'ayant que vingt-quatre heures... On ne me soumettoit que les décisions graves. » Le président s'interroge : « Ce n'était pas une décisian grave que d'interner au comp de Mérignac? > Puis il revient sur le seul ordre d'internement signé Papon. « Il y o pu avoir interversion de signotures dons la vie quotidienne, en fonction des obsences. » Et, un temps plus tard: « Je n'ai jamois calculé le nambre de signatures que je faisais, ce devait être dans les cent mille en une onnée. J'ai pu signer ceci ou cela. Comment voules-yous que cinquante-cinq ons

oprès le puisse donner satisfaction à votre interrogotoire? Mon intérêt est de le foire. Encore faut-il que j'oi les moyens intellectuels et administratifs de le faire. » Sur ce, Me Jean-Marc Varaut, conseil de l'accusé, soutient que l'instruction n'a pas examiné « les archives de l'intendant de police (...), où vraisembloblement il y a des dizalnes de pièces portant d'outres signatures ». Mais le procureur général conteste.

UN TRENTENAIRE « RIGIDE »

Alors la cour d'assises se perd dans les brumes de la mémoire fragile et confuse d'Adrien Castanet, soixante-dix-sept ans, tout Jeune chef de cabinet de Maurice Sabatier en 1943. Maurice Papon avait rayé des listes du service du travail obligatoire (STO) en Allemagne ce voism de bureau, fonctionnaire pourtant haut place qui jure à la barre, bras tendu, qu'il ne savait rien des rafles et des déportations. Maigré les efforts répétés du président et du procureur général, rieo ne sort véritablement de ce témoignage. Sinoo le portrait de l'accusé en trentenaire « rigide », qui « tapait sur la table et se fermoit à toute discussion lorsqu'on ne le suivait pas ».

- De la company de la company

and the second control of the second control of the second of

Company of the second of the control of the second of the second of the second

in a figure of the larger of the regularity of the first of the larger of the first of the first

the second secon

The Property of the Community of the Com

pression antijuive au quotidi



Santa proper

State of the second

\$ 44 B.

الماريك المراز

phone was a sealer

بالماء فمان فلهوا

professional transfer

4.

Same year and an area

....

production of

1971 - 1984 Pri 1992 P

and the Substitute of the

الإفادة فيران والأ

 $\mathcal{A}_{i} := \{ x_{i} \in \mathcal{A}_{i} : i \in \mathcal{A}_{i} : i$

Section 1985

ريا المحمد المحاولة

ideal of

 $= - \cdot \cdot \cdot \cdot \cdot \cdot \cdot \cdot \cdot$

jairt site

2. . . No. 200 . 45

الروائع العلي حيث

 $(47)^{10} e^{-10^{12}} e^{-2\pi}$

المعار والمعيوم

 $(\mathbf{u}_i)^{\mathbf{v}_{i+1}},$

åc 3 . ar shab is 312.75 الأراث المغيرة all almost 1824 3/

A 11 4

the William St. Co.

Marie the second of

. .

L'Europe aide le pays de Forcalquier à garder ses bistrots de village

Les financements de la Commission de Bruxelles participent à la revitalisation du tissu rural des pays de l'Union. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, les petits cafés de campagne, demiers lieux de vie, bénéficient d'un de ces programmes. Mais la réforme des fonds structurels suscite des inquiétudes

FORCALQUIER (Alpes-de-Haute-Provence)

de nore correspondant régional Quant les commissaires européens, dont on n'imaginait pas REPORTAGE_

> Cest là que les liens se nouent entre les vieilles générations et les nouveaux arrivés

naguère qu'ils renfloueraient des bistroters bas-alpins, sont venus vérifier sur le terrain l'application du programme Liaison entre les actions de développement de l'économie rurale (Leader) en octobre 196, on les a emmenés à Lardiers: la brandade du Café de la Lavanie, comme son agnean aux pois chiches, vaut le déplacement

1.5 million de francs

Forcalquier compte 4000 habitants. Son «pays», dans les Alpe -de-Haute-Provence, est délimité par la montagne de Lure an nord, le Lubéron an sud, la vallée la Durance à l'est et celle du Carayon à l'ouest. Il regronpe 18 000 habitants dans 24 commuzes. Les Bistrots de pays ne peuvent être installés que dans celles qui ont moins de 1 000 habitants : l'écrasante majorité, L'opération Bistrot commence à diffuser dans la nonvelle entité en pointe, le pays de Glono, qui regronpe lui 49 communes. Le coût total de l'opération sur trois ans est de 1,5 million de francs, financés ainsi : programme européen Leader : 500 000 francs ; Etat: 250 000 francs; région: 250 000 francs; département:

un an plus tard, des ouvriers d'EDF réparent des lignes près des magnifiques gorges d'Oppedette, ils déjeunent au village Chez Léo (menu à 80 francs : charcuterie de pays, gigot haricots verts, quatrequarts maison). Et quand les villageois de Saumane organisent leur concours de boules estival, ils le font désormais devant le café, qui, après une lente décrépitude, a repris des couleurs et retrouvé une

Trois usages différents de trois Bistrot de pays, établissements labellisés et soutenus par le Syndicat intercommunal à vocation multiple (Sivom) dn pays de Forcal-quier, qui a réussi le tour de force de faire comprendre à ses interlocuteurs publics que financer un débit de bolssons relevait de l'urgence et de l'aménagement du territoire. Indice dn succès de l'entreprise : le label Bistrot de pays que le Sivom avait déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi) vient d'être vendu à la Fédération nationale des pays d'accueil touristique, qui tenait tout récemment ses assises à Metz.

SERVICES DE PROXIMITÉ

Car, pour des villages de 38 ou de 99 âmes, comme Oppedette ou Lardiers, dont les commerces ont tous fermé, après la poste et l'école, le café est le dernier lieu d'une vie commune possible. C'est là qu'on se rencontre bien sûr, mais c'est aussi grâce à lui que le comité des fêtes peut organiser bais musette ou festivités diverses. C'est là que les liens peuvent se nouer entre les vieilles générations, les nouveaux arrivés et les touristes. C'est là enfin qu'on peut imaginer proposer quelques services de proximité, comme la vente d'un paquet de cigarettes, d'un timbreposte ou d'un paquet de pâtes.

NORD-PAS-OE-CALAIS

L'idée qu'il fallait se battre pour leur maintien a donc convaincu l'Europe, en l'occurrence la DG 6 (direction générale 6) chargée de l'agriculture, avant les assemblées régionales ou départementales qui recbignaient à se lancer dans la défense des bars.

Depuis 1991 donc, dans les villages de moins de 1 000 ames presque tous -, où le café est le « dernier des Mohicans », il est possible d'inscrire son établissement dans cette charte. Le contrat peut permettre la prise en charge à 60 % - avec un plafond de 100 000 francs - des travaux de réhabilitation du bâti: en échange de ces aides, on insistera sur les facades et les terrasses, et on vous conseillera fortement de privilégier le style local. Dans un autre cas, le lieu se transformera en local

communal mis en gérance. A ces avantages de départ s'ajoutent ceux d'une publicité par dépliant-guide vantant les autres bistrots du réseau et les multiples

sites et monuments remarquables du pays, qui en regorge, Jean Giono et Pierre Magnan en témoignent. Sans négliger une campagne de presse importante, qui a déja largement débordé les limites du comté et à laquelle la réputation des écrivains susnommés n'est pas étrangère. En contre-partie, le proprié-taire ou gérant labellisé s'engage à rester ouvert toute l'année - à l'exception d'un mois annuel de congé -, à jouer un rôle de relais touristique, à promouvoir les pro-

duits locaux et à renforcer au

mieux une fonction multiservice.

Trois ans après le début de l'opération, le président du Sivom, maire de Forcalquier et conseiller général RPR. Pierre Delmar, tire un bilan enthousiaste, dont il renvoie d'ailleurs volontiers les mérites aux acteurs administratifs du Sivom et à l'entente, « dépassant les clivages politiques », entre les maires du pays. Neuf bistrots ont été installés, très différents les uns des autres, et quatre sont en projet, parfois très

avancés comme celui de Saumane, anquel il ne manque plus que la petite enseigne colorée sur la façade. Ailleurs, c'est un jeune couple déjà réputé pour l'excellence de sa cuisine qui a quitté le bourg pour aller s'enfoncer plus avant dans la montagne et travailler légumes et fruits du jardin. Ailleurs encore, une jeune femme, après des années de bourlingue, a réalisé son rêve : travailler dans le village du pied de la montagne de Lure, où ses parents, venus de Port-Saint-Louis-du-Rhône, ont pris leur retraite: elle souhaite avant tout que la fonction de bistrot de proximité renaisse dans le hameau.

UN LARFL CONNU DE TOUS Premier signe que l'opération

n'était pas un projet gratuit : ces bars requinqués tiennent à peu près tous la route. Leur fréquentation estivale a déjà contribué à fixer un pen plus longtemps touristes et randonneurs dans le pays de Forcalquier. Et ils ont indéniablement

défait, en devenant les lieux de rencontre où se nouent les petites activités communes. Il est plus difficile de trouver des indices chiffrés du maintien de la population dans les villages, tant ce programme est, pour citer le directeur du Sivom Pascal Ventre. « nécessaire mais pas suffisant »: si Lardiers, continuet-il, est vraisemblablement passé de 99 à 140 babitants entre 1990 et 1997, c'est aussi dû à l'installation

de logements sociaux. Avec le temps, les Bistrot de pays connaissent, bien sûr, leurs premières difficultés : ici, la séparation d'un couple force à une revente, pas facile. Ailleurs, un propriétaire accumulait les « ennuis administratifs», comme le disent pudiquement les responsables du réseau, et le label a été retiré pour cause de mauvais voisinage avec le village un comble | Les animateurs du réseau sont, d'ailleurs, assez contents de leur fermeté, car elle montre, selon eux, un sérieux dans le choix des installations qu'ils comptent bien maintenir, au moment où leur sigle va s'exporter avec sa charte, son logo et sa méthode. Anne-Marie Vallet, véntable maître d'œuvre de l'opération en tant qu'animatrice du secteur tourisme au Sivom, va surveiller les nouveaux impétrants lointains avec la minutie qu'elle a mis à installer les premiers.

Pas peu fiers de leur initiatives, les responsables de l'opération Bistrot racontent volontiers que leur label est connu de tous ceux qui, dans les campagnes, pratiquent la Commission européenne. Dans un sourire, ils précisent que même les Irlandais se sont déclarés intéressés: en matière de bistrots, Il est quand même difficile de trouver meilleure référence...

Michel Samson

Les incertitudes d'un redéploiement

(Union européenne) de notre correspondant

L'organisation d'un séminaire, du samedi 8 au mardi 11 novembre à Bruxelles par la Commission européenne, sur l'avenir du programme Leader, est significative des inquiétudes du monde rural face à la réforme envisagée pour les fonds structurels, même si les responsables communautaires sont catégoriques ; dans le cadre de la réduction et du redéploiement des fonds européens (Le Monde du 2 avril), les aides aux commerces de proximité resteront un élément essentiel de la survie et du développement de la ruralité dans les Etats membres de l'Union.

Sur le principe de la réforme, les choses sont acquises. Il n'en va pas de même pour le choix des régions ou des zones eligibles et, o fortiori, sur l'effort financier qui sera consenti à partir de l'an 2000, date à laquelle les dispositions actuelles arrivent à échéance.

notamment à la Pologne et à la Hongrie, les capitales européennes doivent établir de nouveaux schémas pour tenir compte d'adhésions qui demanderont des sommes substantielles au budget européen. En outre, l'Allemagne, soutenue par les Pays-Bas et le Royaume-Uni, invite les responsables de Bruxelles à faire preuve d'une extrême rigueur dans l'allocation des crédits. Autant dire que le gâteau à partager sera, au bout du compte, réduit.

Dans la perspective de l'élargissement de l'Union,

La Commission a déjà annoncé que la liste des zones éligibles au programme Leader sera réduite : de 50 % du territoire communautaire aujourd'hul à moins de 40 % dans la future législation. Cette orientation sera précisée au début du printemps prochain. L'idée est de boucier la négociation avec les Etats membres à la fin de 1998, de façon à arrêter les textes d'application en 1999.

Marcel Scotto

896 sites pollués répertoriés en 1996 Le Conseil d'Etat et les aides des communes aux entreprises LES COLLECTIVITÉS locales peuvent-elles vendre des terrains à des entreprises pour 1 franc symbolique? Cette question inquiétait beaucoup les élus locaux, depuis que le tribunal administratif de Besançon y avait répondu par la négative, dans un jugement du 6 avril 1995, à propos du cas de la commune de Fougerolles (Haute-Saône). Cet arrêt était abondamment commenté par les associations d'élus, les revues spécialisées et les professeurs d'université, qui en ont même fait un suiet d'examen! Or. lundi 3 novembre, le Conseil d'Etat a annulé ce jugement et donné raison à Fougerolles, qui l'avait saisi en appel. Soucieuse d'attirer des entreprises, cette commune de 4200 habitants avait cédé une parcelle de son terrain pour un franc symbolique à une société. En contrepartie, celle-ci s'était engagée à créer cinq emplois au cours des trois années suivantes et à payer la somme de 36 000 francs au cas où elle ne tiendrait pas cette promesse. Saisi par le préfet, le tribunal administratif avait annulé la délibération du conseil municipal,

pour deux motifs. Le tribunal avait considéré, en premier lieu, que la délibération violait la loi du 7 janvier 1982 interdisant aux communes d'accorder des aides directes qui ne viendraient pas en complément d'aides fournies par la région. Le Conseil d'Etat a jugé ce motif erroné: l'aide consentie par Fougerolles n'était pas une aide directe, dont la liste est établie limitativement à l'article 4 de ladite loi (primes régionales à la création d'entreprise, primes régionales à l'emploi, bonifications d'intérêts, prêts et avances). Il s'agissait en fait d'une aide indirecte. Or, en la matière, la loi n'impose le respect des conditions du marché que pour « la revente au la lacation de bâtiments ». Elle ne dit rien des terrains. Mieux, elle dit que « les autres aides indirectes sont libres ».

Le tribunal administratif avait estimé, en second lieu, que la délibération du conseil municipal de Fougerolles violait le principe de Clarisse Fabre propriété des collectivités

publiques énoncé dans la décision du Conseil constitutionnel des 25 et 26 juillet 1986, relative aux privatisations, selon lequel les personnes publiques ne peuvent pas céder des biens de leur patrimoine à un prix inférieur à leur valeur, car

cela équivaudrait à une libéralité. Le Conseil d'Etat lni a donné tort. Le commissaire du gouvernement (magistrat chargé de présenter l'affaire), Laurent Touvet, a expliqué qu'on ne pent considérer comme une libéralité un avantage qui donne lieu à une contrepartie, et que « les contreparties du franc symbolique, ce sont l'activité économique et l'emploi », l'implantation de l'entreprise faisant naître des ressources fiscales. Le Conseil d'Etat a jugé que la commune n'avalt pas méconnu le principe

constitutionnel invoqué, compte tenu des modalités de la cession du terrain. Son arrêt dit que les communes peuvent céder un élément de leur patrimoine pour un prix inférieur à sa valeur à une personne poursuivant des fins d'intétêt privé, « lorsque la cession est justifiée par des motifs d'intérêt général et comporte des contreparties suffisantes ».

Par ce jugement, le Conseil d'Etat a encadré la liberté que la loi du 7 janvier 1982 avait donnée aux collectivités locales en disant que « les autres aides indirectes sont libres »: ces aides ne sont libres que dans le respect d'un principe général que vient de préciser la jurisprudence.

Rafaĕle Rivais

 Jean-Noël Jeanneney : La demande sociale en question Emmanuel Laurentin : La fièvre hexagonale • Nicolas Truong: Vérités et mensonges • Pierre Vidal-Naquet: Tu ne jugeras point • Jean Lebrun : Sources de malentendus • Gérard Noiriel: Les pairs dans l'impasse • Entretien avec Daniel Roche: Sur le métier · Pascal Bouchard: Mais oni bien sûr, mais c'est Jeanne d'Arc • Christian Amalvi: Des Dupuis: Por-

luttes passées, faisons table rase • Isabelle Veyrat-Masson: Concubinage médiatique • Entretien entre Jean-Luc Godard et Gilles Perrault: Résistance(s) • Marc



trait d'Alain Corbin, historien • Bernard Soubrier: L'archiviste au service de l'histoire • Hervé Hamon: Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas l'histoire...

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

Et anssi :

• Les douze travaux d'Allègre • Michel Serres : Augures • Jean-Michel Gaillard: Les inspecteurs généraux en tournée • Macha Séry: Musées, l'impossible démocratisation • Menaces libérales sur l'école : débat avec Jean-Yves Rochex, Claude Mesliand, Agnès Van Zanten, Philippe Meirieu • Nathalie Mlékuz : Doctoriales, un coup de tonns pour les thésards...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BILAN après bilan, la liste s'allonge. le troisième inventaire des sites et soi pollués, rendu public par Dominique Voynet, ministre de l'aménagment du territoire et de l'environnement, jeudi 6 no-vembre, répertories 96 sites en 1996 contre 669 en 1994 e environ 500 en 1992. Et encore, il je « se veut pas exhaustif », a précisé demblée la ministre. Signe inquiétan : le pourcentage de « sites orphelins - qui n'ont pas de responsable solvable identifié - est passé de 14 % en 194 à 19 % en 1996.

NOMBRE DE SITES POLLUES

GUADALOUPE: 2

MARTINIQUE: 1

GUYANE:8

RÉUNION: 6

ST-PIERRE ET

MIQUELON: 0

MAYOTTE:1

Ce reensement porte sur des anciens stes industriels pollués, « susceptibles de générer des risques et des nuisancs ». Il ne prend pas en leur demandant de s'assurer, d'ici fin compte les décharges brutes 1998, que tous les sites de l'inventaire

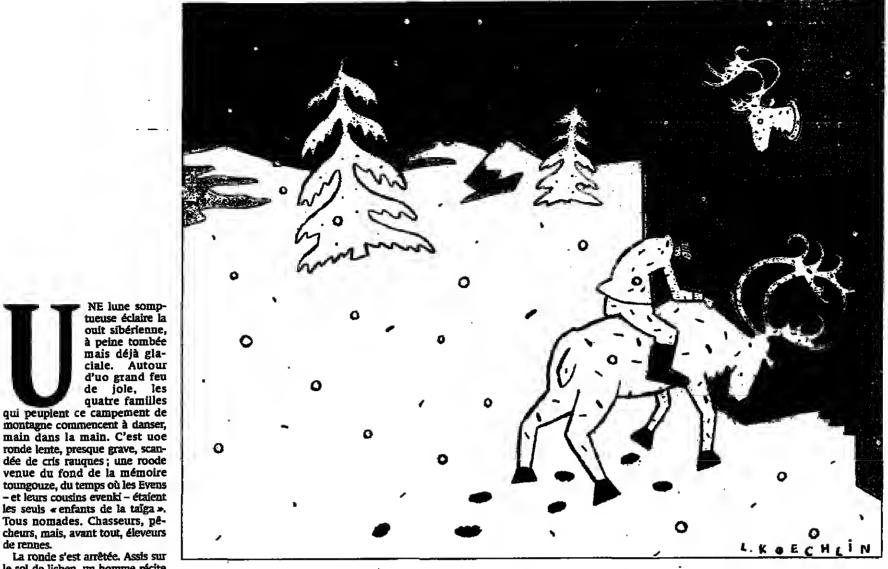
déchets radioactifs. Devant « Pétendue du problème », Me Voynet a simplement annoncé une « approche préventive ». Un programme d'étude des sols sur 1 500 sites industriels exercant des activités potentiellement polluantes sera lancé d'ici à janvier 1998. Des « inventaires historiques approfondis », déjà engagés dans 32 départements, seront poursuivis. Un groupe de travail fera des propositions * avant l'été prochain » pour améliorer le dispositif juridique, en particulier l'identification des responsables. Et la ministre s'apprête à envoyer aux préfets une circulaire

AUCUN . DE1 AS TOE 6A 15 TOE 16 A 30 TOE 31 A 99

d'ordures ménagères, ni les sites de feront l'objet d'un « diagnostic ini-

Les moyens financiers disponibles ne sont pas à la hauteur de ce « défi majeur »: aux 500 millions de francs - environ - provenant des industriels eux-mêmes s'ajoutent seulement 100 millions issus de la taxe sur les déchets industriels spéciaux (DIS). C'est pourquoi l'Union professionnelle des entreprises de dépollution (UDPS) a proposé que les entreprises puissent faire des provisions défiscalisées dans leur bilan pour réhabiliter leurs sites. Cette proposition « mérite considération », selon un expert du

HORIZONS



Le crépuscule des Evens

Collectivisées et en partie sédentarisées par le régime soviétique, les dernières peuplades d'éleveurs de rennes de la Sibérie orientale font partie des laissés-pour-compte des réformes. Un programme des Nations unies tente de les sortir de la pauvreté en améliorant leurs moyens de production dans le respect de leurs traditions ancestrales

le sol de lichen, un homme récite l'une des mille légeodes ancestrales du peuple even. Ces récits s'apparentent à ceux qui composeot l'Olonkho, l'interminable épopée que les Yakoutes, longtemps majoritaires en Sibérie orieotale avant l'arrivée des Russes d'Occident, aiment chanter, les soirs d'été, en buvant le kumus, un lait de jument fermenté. Dans les bras de sa mère, un bébé emmitouflé regarde, ébloui, dan-ser les flammes. Plus tard, il fermera doucement les yeux au son d'une berceuse : « Mon tout-petit, reste en bonne santé. Sois fort, arpente ta terre, va chasser en toute liberté, va élever tes rennes. » Uoe complainte désormais lourde de Suivra-t-il un jour les rennes, au

de rennes.

gré de leurs maigres pâtures, cet enfant endormi sous la tente, près du poêle qui crépite? Chassera-t-il le cerf, des nuits entières, les pommettes rongées par le gel, planches aux pieds dans la neige, ou bien l'ours polaire, qo'oo vise, genou à terre, en signe de gratitude, qu'on « obtient » mais qu'on ne « tue » pas, car le mot insulterait l'âme de l'animal ? Jettera-t-il, en un geste rituel, la rasade de vodka qui ranime les feux presque éteints ? Piégera-t-il le saumon, à la belle saison, dans l'une des multiples rivières qui gonfient la

maiestueuse Lena? C'est improbable. La mère de ce bébé s'appelle Njurguyana. Elle a vingt-deux ans et rêve, pour son fils, d'une vie moins rude, Loin de ces mootagnes de Verkhoïansk, que conpe le cercle Arctique et d'où souffle un vent glacé dès la mi-septembre. Deveou adolescent, il aimera peut-être revenir ici, à Sakhanja, oo dans d'autres campements, pour se goinfrer, pendant les vacances, des baies sauvages qu'on mélange au bol de crème. Mais saura-t-il seulement

tonome de Sakha (ex-Yakoutie), un pays grand comme six fois la France et presque vide (un million et demi d'habitants). Moins de dix mille Evens vivent en Yakoutie, un peu moins ailleurs, du côté de Magadan et du Kamtchatka. Deux mille d'entre eux élèvent encore des rennes.

La viande et le lait du renne nourrissent l'homme, sa peau le réchauffe, ses épaules le transportent - son dos étant trop fragile. Les Evens mangent la viande, bouillie, en savourant d'abord la langue, morceau de choix coupé en lamelles. Jetées sur un tapis de branchages, les peaux servent aussi de couche à l'hôte de passage. Dès l'âge de trois ans, chaque enfant apprend à monter l'animal, un exercice qui prend de longues semaines. L'homme veille avec soin aux enclos où il protège ses bêtes, car un loup peut en tuer une dizaine avant de choisir sa

« L'élevage est notre seule occupation. Sans lui, nous disparaîtrons pour toujours, comme les mammouths »

traire les bêtes? Le peuple even aura, de toute façon, perdu l'un des siens en perdant un nomade. Nul ne sait depuis quand ces

pasteurs originaires de Mandchourie accompagnent leurs troupeaux dans les immeoses solitudes boréales. Au XIIIº siècle, ils cèdent le bassin central de la Lena aux Yakoutes, des Turco-Tatars surgis du lac Baîkal, qui les repoussent vers le nord. Soviétisés, sédentarisés, collectivisés de force comme tous les peuples de l'ancien empire communiste, les « indigènes » de Sibérie - Evens, Evenki, Tchouktches, Youkagproie. Depuis toujours – mais pour combien de temps encore ? le reune est la raison d'être des Evens. «L'élevage est notre seule occupotion, note innokeoty, trente-neuf ans. Sans lui, nous disparaîtrons pour toujours comme les mammouths. » Ces mammouths doot oo découvre de temps à autre les ossements lorsque le permafrost sibérien, la merzlota, se dégèle. Plus qu'on métier, l'élevage du renne garantit l'identité collective des Evens, préserve leur langue, leur mémoire, leurs traditions. Le nomadisme est leur uitime gage de survie eo tant que peuple. Alors, cette petite nation de vie avec énergie et dignité. Conscients qu'ils sont au bord do naufrage, les Evens poursuivent leurs longues errances entre taiga, montagne et toundra, car, pour ces nomades de moins en moins nombreux, toute terre non parcourue se meurt. Ils revendiquent le droit de préserver ce que l'écrivain Bruce Chatwin appelait, à propos d'antres pasteurs, « l'espace dons lequel ils puissent être pauvres si tel est leur souhait ».

Etre libre, oui, mais être pauvre - ou plutôt le rester -, les Evens o'y tiennent pas plus que cela. Tous expriment la même plainte : « Nous n'avons pas d'argent. Notre paie n'existe que sur le papier. » Timophei, trente-sept ans, se rappelle vaguement la date de soo dernier gain, une avance équivalente à 50 doilars. « Il y o six mois, je crois. » Pourtant, les éleveurs de rennes sont officiellement « salariés ». Leur douloureuse soviétisation - kolkhozienne, dans les anoées 30, sovkhozienne dans les années 60 - en fit des travailleurs mensualisés, pratiquant le « nomadisme productif », et regrou-

éleveurs - le plus souvent des familles – qui remplacèrent les cians ancestraux, à jamais brisés. La perestroïka courrit, chez les Eveos, quelques brèves espérances. Ils redevinrent propriétaires d'une partie des troupeaux et signèrent des cootrats avec PEtat. Mais, disent-ils, «le grand vent du changement venu d'Occident [de Moscou] balaya vite ces promesses ». L'effondremeot de l'Union soviétique aggrava leur

pés en « brigades » de six ou sept

avait, aux yeux des Evens, qoelques solides mérites. A coup de subventions, il fournissait, tant bien que mal, aux familles, sédentaires ou semi-nomades, un éventail de services

sort, et ils ont, plus que d'autres,

perdu au change. Malgré ses nom-

breux défauts, l'ancien système

sociaux aujourd'hui en panne, voire disparus : des écoles aux abattoirs, en passant par les soins vétérinaires et l'écoulement de la production. Il apportait même aux communautés dispersées certains menus plaisirs, comme le ci-

administratifs, commerciaux et ovont. Il poraît que mointenont nous sommes libres. Co veut dire quoi ? Aux dernières élections, nous avons voté pour les communistes. Pas porce que nous les oimons, mois pour rejeter les ootres, qui n'ont rien fait pour nous. » Dans cette immense Sibérie qui

Préserver ce que l'écrivain Bruce Chatwin appelait « l'espace dans lequel ils puissent être pauvres si tel est leur souhait » . . .

oéma ambulant. Les avantages fonctionnels du soviétisme ont souvent sombré avec lui. Restent ses tares, dont la bureaucratie sur fond de pénurie.

S EBYAN KYUYEL est un gros village aux chemins boueux qui a pouseé dans le trans qui a poussé dans la toundra, il y a trente ans, autour d'un sovkhoze. Dans ses tristes maisons de bois, vivent quelque sept cents habitants, tous even. Le dénuement de l'école résume l'indigence géoérale: chaises cassées, murs nus, livres manquants. Une pile de microsillons poussiéreux traîne sur une étagère. L'hiver, le chauffage fait souveot défaut. «La plupart des enfants viennent pourtant à l'école, même por - 50 », confie fièrement l'institu-trice. Détail inattendu : ce village est jumelé à Arles-sur-Tech, cheflieu de cantoo des Pyrénées-Orientales. Un évènement que célèbre, dans un couloir, une exposition de photos prises lors d'un voyage scolaire en Roussillon.

L'unique et modeste magasin d'Etat – de Sebyan Kyuyei offre surtout des boîtes de conserve. Les vieux slogans menteurs sont toujours là, sur fond d'affiches jaunies. Le maire de l'endroit, Alexander Stepanov, déverse une

s'étale sur huit fuseaux horaires -et que Tchekov jadis mit six mois à traverser - la distance exerce sa tyrannie. Pour tous ses habitants, vaincre l'espace reste le défi majeur. La négligence officielle dont les Evens sont victimes aggrave encore leur isolement, renforce leur sentiment d'abandon. Aucune route ne mène à Sebyan Kyuyel; tout juste une méchante piste, le plus souveot impraticable. Aucune rivière oavigable oe l'arrose qui, l'hiver, offri-rait aux camions son lit gelé.

La piste d'atterrissage, seul vrai lien avec le monde extérieur, reste désespérément vide. Un mois sans le moindre avion. Le maire s'inquiète : « Quinze étudionts ottendent depuis plusieurs semaines de rejoindre leur Institut à Yokoutsk. » A l'époque soviétique, une vingtaioe d'hélicoptères transportaient gratuitemeot, à travers le Grand Nord, personnes marchandises, dont la viande de renne. Vendus ou privatisés, ils volent aujourd'bui... pour 1 000 dollars l'heure. Des tarifs qui mettent hors de prix une viande de renne, certes très appréciée, mais déjà plus chère que le bœuf importé vendu dans les supermarchés de Yakoutsk, la capitale.

Les Evens seront-ils sauvés par colère froide: « On vivait mieux le marketing? C'est le pari que

tentent les experts du Programme des Nations unles pour le développement (PNUD), avec un objectif: arracher ce petit peuple à la nivieté en l'accompagnant vers la modernité. Et au moyen d'un double projet évalué à 2 millions de dollars : installer sur le terrain sept petites usines de transformation alimentaire, et surtout, aider les éleveurs à commercialiser les précieux bois « veloutés », qui ornent la tête des jeunes remes.

OUPÉS, séchés, pulvérisés, ils se vendent, pour leurs vertus curatives ou prétendument aphrodisiaques, autour de 200 dollars le kilo, en Chine en Corée, à Hongkong. Encore laudrait-Il que les producteurs ré-cupèrent l'essentiel de cet argint. «Nous allons les former ou bisiness, même si ce n'est pas notre lob hobituel, souligne William Dickins, conseiller spécial du PNUD à Moscou. Dans trois ans, ils peuvent commencer à s'en sortir. »

En attendant, les Evens continoeront d'affronter leurs dilemmes : comment préserver ce qui reste de leur existence accestrale? Comment réduire les déchirures dans des familles disjointes entre les camps nomades et les villages sédentaires? Com-ment résister à l'assimilation définitive, éviter la mort culurelle? Depuis quelques décennies, l'éducation est au coeur de cete crise sociale. En généralisant l'enselgnement - et l'internat - le pouvoir soviétique avait regionpé les enfants dans les villages Et bien reuses, ont suivi.

Aujourd'hui, la phipari des éleveurs vivent en célibataires, de gré ou de force, presque toutes les femmes restant au village. An camp numéro 8, Innokerty rêve: « Ah I Si je pouvais recrute un instituteur pour enseigner ci. avec nous... » A Sebyan Kyurel, une partie des enfants retcurnent vivre avec les rennes pendant les vacances d'été. Jusqu'à quand? Les écolières veulent devenir infirmières, enseignantes, avocates, de préférence dans une grande ville, car ici, règnent l'ennui, le chômage, la vie chère. L'alcoolisme n'épargne pas les jeunes qui boivent en cachette.

Nombre d'Evens devenus sédentaires avouent garder au cœur la nostalgie d'une vie rude mais respectueuse de cette hamonie avec la nature qui illumine leur vieille religion, le chamanisme. Le soviétisme entreprit d'anéantir ces croyances millénaires, ou il ne voyait que « diableries » propres à « engourdir les cervelles ». Et il y parvint presque. Aujourd'hai, racoote Anatoly, un ethnologue even, ce peuple ne compte plus que quatre chamans aothentiques. Devins, ils choisissent les aires de pâturage. Guérisseurs, ils revêtent leurs costumes à lanières et président à des incantations noctumes en frappant sur leurs tambourins. Conteurs, ils transmettent légendes et traditions. La région de Sakhanit a perdu

soo chaman, mort to 1992. Chacun attend que les esprits lui désignent un successeur en s'emparant d'un homme qui au moment du choix, se conportera étrangement, courant par exemple, en chemise, vers la forêt, au cœur de l'hiver Les éleveurs d'ici attendent le sgnal céleste avec impatieoce. Car, comme le craint Anatoly lorsque le dernier chaman aura disparu, qoi se souviendra eocore des Evens?

Jean-Pierre Laigellier

1.0

 $\tau \in \{1,2\pi,3,3,5\}^n$

pogroms de la Nuit de cristal (9-10 novembre 1938) furent un signal. Celle-ci devint le symbole de la privation des droits et de la persécution croissante des juifs en Allemagne, bien avant que le processus de l'Holocauste ait été définitivement engagé. La protection qu'un Etat octroie à toute personne qui vit en son sein - protection de l'individu, de sa liberté et de sa propriété - oe fut pas seulement inexistante: elle fut délibérément bafouée par le pouvoir.

Dans le cas des juifs allemands, leur privation de droits et leur persécutioo constitua une trahison sans pareille : de la part de l'Etat et de ses bourreaux, mais aussi de la part des citoyens qui ont détourné leur regard et se sont tus et de ceux qui ont été témoins et ne sont pas intervenus. Car ce qui est arrivé aux juifs allemands ne concernait pas simplement des personnes, dont on se devait de respecter les droits fondamentaux, mais touchait des concitoyens, des ressortissants de l'Etat allemand, avec lesquels ils entretenaient un rapport spécifique du fait du lien même de la citoyenneté. Les juifs allemands o'étaient pas des étrangers vivant en Allemagne; ils vivaient là en tant que participants actifs et membres de la nation allemande, telle que définie par le lien

Or la citoyenneté o'est pas une relation contractuelle qui peut étre rompue de façon arbitraire. Il s'agit d'un lien d'appartenance formel, d'une relation fondée sur le droit qui touche l'individu en tant que tel. Elle est principalement caractérisée par un rapport de protection et d'obédience. On entend par là, d'une part, les devoirs du citoyeo envers l'Etat (loyauté, respect des lois et, dans les temps difficiles, fidélité, et, d'autre part, la responsa-bilité et le devoir de l'Etat de protéger chaque citoyeo, «contre troubles et violence par des tiers», comme leprévoyait le droit général

prussien des 1794. Dans m' tel rapport de protectioo et de fidélité, Il est inconcevable que une des parties puisse refeter l'aute, sauf peut-être en cas de crime grive contre la collectivi-

C'est la riligion uniquement qui distinguait les juifs des autres citoyens. Onn'avait pas d'une part, des Alleminds et de l'autre des juits ou bien des juits d'une part et des Prussens de l'autre, mais des nuifs et de chrétiens

Les sujes juifs prenaient leur devoir de citoyens très au sérieux. Le mouvement d'émancipation du

OUS le Ille Reich, les XIX siècle s'enlisa rapidement et, pendant longtemps, certaines limites à l'exercice de leurs droits continuèrent d'exister. Malgré cela, ils devinrent et restèrent des citoyens loyaux, particulièrement loyaux. Ils étalent conscients de ce qu'ils devaient à l'Etat, qui, malgré l'opposition et le rejet partiel de la société civile, avait œuvré en faveur de leur émancipation – aussi incomplète qu'elle ait pu être - et qui les protégeait à l'intérieur de cette même société.

Dans ce contexte, la catastrophe que fut pour les juifs ce qu'ils endurèrent après 1933 prenait un caractère tout particulier. Il était pour eux inconcevable qu'au-delà des courants antisémites qui existaient au sein de la société, l'Etat luiméme trahisse ses citoyens, qu'il affiche à soo programme leur exterminatioo et leor anéantissement, qu'il poursuive de façon systématique leur persécution au lieu de les protéger dans leurs droits. L'Etat, leur souverain protecteur,

semblant de ne rien voir pour ne pas avoir à prendre parti nu furent témoms sans Intervenir - toute considération prise des possibilités de chacun, dans son domaine, d'agir, d'aider ou de hurler - des risques encourus pour la liberté et la vie. Il y eut, certes, des exemples marquants de solidarité des citoyens, mais ils restèrent malheureusement trop peu nombreux. Agir était donc possible, mais cela resta le fait de quelques-uns. Bien plus courante fut la passivité, la volonté de ne rien avoir à faire avec ce qui se passait, au détriment d'un engagement pour la défense de concitoyens qui étaient victimes de discrimination et frappés publiquement d'injustice. Or la société civile vit de la disposition de ses membres à se soucier des intérets généraux et de ceux d'autrui et à les défendre, même au prix d'un engagement personnel et de sacri-

Quels sont les facteurs qui ont contribué à cette trahison de ci-

Le drame qui toucha les juifs allemands de 1933 à 1945 a été organisé par l'Etat à l'encontre de ses propres citoyens sans que les concitoyens des juifs réagissent, du moins manifestent

leur répulsion et leur indignation

coupable de trahison et de crimes ? Celà les dépassait et les mettait dans l'incapacité d'élaborer une stratégie leur permettant de résister ou de se défendre. Ils étaient littéralement désarmés face à cela.

Les faits soot là : le drame qui toucha les juifs allemands de 1933 à 1945 a été organisé par l'Etat à l'encontre de ses propres citoyens, en l'occurreoce des citoyens particulièrement loyaux, et tout s'est déroulé, d'après ce qui a pu être rapporté, sans que la population dans sa très grande majorité, c'està-dire les concitoyens des juifs, réagisseot, do moins manifestent leur répulsion et leur indignation. Voilà eo Allemagne fut, au-delà des crimes commis, une trahisoo, un acte de déloyauté, un acte ignomi-

Ce o'est pas uniquement l'Etat qui à travers les agissemeots d'un régime criminel a trahi ses citoyens. Coupables de trahison sont aussi, souvent de façon indirecte et subliminaie, les concitoyens des juifs allemands, tous les membres de la majorité silencieuse qui firent

toyens? L'émancipation des juifs, après s'être eogagée de façoo encourageante au début du XIX siècle, a été stoppée en cours de processus. D'une part, les juifs devaient être admis, en tant que citoyens, dans la vie publique et dans la société civile mais, d'autre part, l'Etat et la société voulaient conserver comme référeoce culturelle l'appartenance à la religioo chrétienne et o'étaient prêts à autoriser les citoyens juifs à entrer dans la fonction publique et à les intégrer complètement dans la société que s'ils se convertissaient au christia-

toyens par leurs propres cooci-

Ou'était-ce donc que cet Etat qui accueillait les juifs en son sein en tant que citoyens mais leur conseillait toutefois fortement de se convertir au christianisme pour s'affranchir de toute discrimination légale? L'intégration des citoyens juifs n'en fut pas facilitée. Bien au contraire, elle eo fut freinée et même paralysée.

L'exclusion relative des juifs trouve aussi soo origine dans la conscience nationale allemande et

dans le concept spécifiquement allemand de la nation. Le concept de nation se basait en Allemagne sur l'appartenance ethnique et non sur une volonté politique comme en France, Langue, histoire et culture communes étaient coosidérées comme critères d'appartenance et de solidarité. Selon cette logique, les Allemands, en tant que peuple et nation, avaient pour ancêtres les Germains qui se convertirent au christianisme et en gardèrent une spécificité qui ne fit que s'accentuer au cours de l'histoire. Certes. Il s'agissait, pour la plus grande part, d'une idéologie, mais elle était ancrée dans la tête des gens et était devenue une réalité meotale. Dans cette perspective, les juifs n'étaient pas des Allemands, même s'ils étaient des citoyens allemands. Les liens de solidarité entre citoyens ne s'étendaient pas à eux. Ils étaient considérés comme différents et étaient condamnés à le rester.

Pour des raisons en partie religieuses, ethniques ou issues d'expériences négatives dans la vie de tous les jours, il existait donc une attitude de réserve qui s'est transformée eo barrière, eo blocage émotionnel peut-être même, lorsqu'il s'est agi de s'engager pour que les coocitoyens juifs aient des droits civils identiques aux autres. Même les Eglises chrétiennes ne protestèrent pas contre la destruction des synagogues. Et pourtant, dans ces maisons de Dieu juives, c'était bien le même dieu que celui qu'on vénérait dans les églises.

Il faut voir comme un signe encourageant de l'Allemagne d'aujourd'hui le fait que, dernièrement, et, en particulier l'année dernière, à l'occasion de la polémique qui a entouré la parution du livre de Daniel J. Goldhageo, l'opinioo s'est montrée disposée à eotendre les thèses de ce demier sur les « bourreaux volontaires » et à s'y confronter ouvertement, plutôt que de les reieter en bloc. Encourageant est aussi le fait qu'une idée mise au jour et rappelée à la conscieoce collective par cette discussion a en tout cas éveillé de profondes résooances : l'indifférence, le silence et l'acceptatioo sans révolte de ce qu'eodurèreot les juifs eo Allemagne à partir de 1933 fut bien une trahisoo, une trahison de citoyens envers ieurs concitoyens.

Ernst-Wolfgang Böckenforde est professeur émérite de droit public et de philosophie du droit, oncien juge ou Tribunal constitutionnel ollemond. (Ce texte est lo version obrégée et modifiée d'une contribution à lo revue « Merkur » parue en février 1997).

4) N'avant pas voulu l'approcher

en masquant mon identité de bio-

graphe d'Althusser, alors que j'en

avais l'occasion, je n'ai jamais pu

rencontrer René Diatkine, qui a

seulemeot accepté de me faire

transmettre des articles théo-

riques. Très tardivement, par l'in-

termédiaire d'un de ses collègues,

il m'avait fait savoir qu'il accepte-

rait de répoodre par écrit à des

questions. Par délicatesse, le o'ai

pas souhaité « remuer le couteau

dans la plaie ». l'ai assez de respect

pour l'homme étrange et bors du

commun que beaucoup décrivent

pour penser que ses larges épaules

eureot à porter après 1980 une

charge écrasante. Il serait d'ailleurs

naîf d'ignorer que toute sa « sub-tilité », dont parle Serge Lebovici,

se heurta à une « contre-subtilité »

qui eut malheureusement le der-

nier mot. D'autre part, je demeure

persuadé que René Diatkine ne

voulut pas produire les pièces à dé-

charge, s'infligeant ainsi un dou-

La gauche entre les mots et les choses de l'économie

par David Spector

VEC les 35 heures, la gaucbe tente d'échapper au dilemme entre chômage et baisse des salaires dans lequel voudrait l'enfermer la vuigate bbérale: tout en s'inscrivant symboliquement dans la loogue histoire des conquetes sociales de la gauche, elles permettraient de concilier hausse des salaires horaires et baisse du chômage. Conscient que « 35 heures pavées 39 est un stagan anti-économique », le gouvernemot semble adopter une approche pragmatique et graduelle qui devrait dooner tort aux sombres prophéties de la droite et du CNPF.

Il faut pourtant se demander pourqooi d'autres types de mesures, beaucoup moins complexes que les 35 beures, sont ignorées à la fois dans la pratique et le débat

politique. Deux exemples : - Les conservateurs constatent avec raison qu'avec les cotisacions sociales, le coût mensuel du SMIC - environ 9 000 francs - décourage l'embauche. Ils tirent ainsi prétexte du chômage pour proposer la baisse des salaires des travailleurs les moins qualifiés. Mais la diminution du coût du travail peu qualifié peut prendre une figure très différente : la variété des outils fiscaux disponibles reod possible, à côté de cette politiqe mégalitaire (baisse du SMIC), une politique redistributrice - le transfert partiel vers les hauts revenus du financemeot de la protectioo sociale. - De la même façon, affirmer

que le faible écart de revenus entre un chômeur et un smicard incite peu à la recherche d'emplol reviendrait, pense-t-oo, à s'attaquer aux chômeurs - groupe plus faible encore que les smicards. Ici eocore, il existe, à côté d'une réponse « de droite » (diminuer l'indemnisation du chômage), une reponse « de gauche » consistant à augmeoter cet écart en subveotionnnant les bas salaires, aux frais, bieo sûr, des contribuables plus aisés. Bill Clintoo a ainsi institué eo 1993 un « impôt négatif » qui complète les plus bas salaires à bauteur de plus de 34 % et a porté, pour ses bénéficiaires (les ménages compreoant au moins un enfant), le salaire horaire minimum net à plus de 40 francs (31 francs eo France). Cette mesure, financée par un alourdissemeot de l'imposition des hauts revenus, a joué un rôle important dans la baisse du chômage aux Etats-Unis.

Pourquoi le débat politique ne se développe-t-il pas davantage autour du conflit distributif puiqu'il existe, pour une même analyse du chômage, des réponses fiscales redistributrices et d'autres. au cootraire, profondément inégalitaires?

On pensera peut-être que ce type de débat, trop technique, se prête mai aux passions politiques. Mais « prendre oux pauvres paur donner ou riches », ou le contraire, constitue tout de même des propos beaucoup moins techniques que ceux relatifs aux critères de Maastricht. La raisoo est autre: elle tient sans doute à l'impossibilité ou au refus, pour une grande partie de la gauche comme de la droite, de penser le rôle de l'Etat au sem d'une économie de mar-

A drnite, le discours libéral le plus simpliste occulte la diversité des choix possibles: une écooomie de marché efficace serait incompatible avec tout soutien pu-

blic aux plus défavorisés. Il est surprenant qu'une partie de la gauche reprenne cet argument. En négligeant le thème de la redistributioo fiscale au profit de réformes touchant à des aspects plus fondamentaux de la vie sociale (temps de travail, taille du secteur public, droit du travail), elle semble croire, elle aussi, que marché et justice sociale s'excluent mutuellement.

Résidu souvent non pensé du marxisme, l'idée selon laquelle seule une interveotion au cœur des rapports de production aurait un effet sur les inégalités rejoint de fait les thèses libérales. Cette conjonction nourrit une pensée unique dans laquelle communicot fraternellemnt Pierre Bourdieu et Edouard Balladur, Viviane Forrester et Alain Minc, la gauche socialiste et Nicolas Sarkozy. Ainsi, à la tiédeur réformiste de Michel Rocard, la gauche préféra le lyrisme des nationalisations qui devaient surtout profiter aux actionnaires richement indemnisés, avant de se rallier au marché sur on fond de vide iotellectuel qui devait la

contraindre à l'impuissance. Ce type de positionnement polioque relève moins d'un désir réel de changement sociai que d'un goût de la rhétorique pure. On s'émerveillait par exemple, en 1995, de l'authenticité de la révolte contre le plan Juppé au beu de s'inquiéter des significations de l'alliance entre les manifestants et la partie la plus conservatrice du corps médical.

Malgré la tonalité sociale-démocrate du gouvernement actuel, une pesanteur idéologique subsiste, qui affecte à la fois discours et pratique. Comment expliquer autrement l'insistaoce du programme socialiste sur le rééquilibrage du partage global eotre sa-laires et profits? Celui-ci est sans doute souhaitable, mais la référence à ce thème reflète aussi la vision errooée d'une société polarisée eotre salariés et détenteurs de capital, ajors que les inégalités de revenus sont surtout dues aux inégalités entre salariés eox-

Résidu souvent non pensé du marxisme, l'idée selon laquelle seule une intervention au cœur des rapports de production aurait un effet sur les inégalités rejoint de fait les thèses libérales

Eo somme, une double erreur empêche la gauche de mettre eo œuvre une politique ambiticuse de redistribution en acceptant franchement l'économie de marché. Parce qu'elle semble parfois croire ceux qui, à droite, sootienneot, au mépris des faits, que la fiscalité française est déjà très redistributrice, elle oéglige les questions fiscales.

Persuadés à tort que le progrès social implique une forme de rejet du marché, certains oe peuvent alors que s'opposer à tout changemeent sans conviction ni vision d'ensemble de la société (si l'on s'oppose à la privatisation de Reoault sur la base d'arguments véritables, pourquoi ne pas défendre la nationalisation de Peugeot?). Mieux vaudrait reconnaître sans état d'âme les vertus du marché et comprendre son fonctionnement pour se battre efficacement cootre les inégalités de toutes sortes.

Mais l'attachement à une politique incantatoire oe se trouve pas seulement à gauche. C'est d'allleurs la rencontre d'un discnurs de gauche schizophrène et de la rhétorique gaulliste qui a porté Jacques Chirac à l'Elysée en

De son côté, Philippe Séguin atteint une remarquable cobérence dans le culte des mots : il n'a jamais daigné préciser quelle politique il entendait suivre au-delà de l'invocation de la volonté et de la République, et vient d'expliquer qu'une fiction juridicue (l'inexisteoce de Vichy) ou un mythe (le gaullisme) avaient à ses yeux plus de vérité que les actes réels commis pendant l'Occupation ou la guerre d'Algérie.

Puisse le débat public se défaire de ses obsessioos symboliques et se confronter aux faits les plus bruts. La gauche a tout à y gagner.

David Spector est professeur ossistant d'économie ou Mossachusetts Institute of

les Evens

misées par le régime lades d'eleveurs tale font partie mes. Un programme etir de la pauvrete de production ions ancestrales

POPPAR, The Committee of the Committee o

 $\{\underline{\underline{g}}(\underline{\underline{g}})^{k+1} : |g(h)| \geq g(h) = \|g(h)\|^{\frac{1}{2}} + \delta h^{\frac{1}{2}} = 0$

 $f_{i,j} = (x_i, j_i) \cdot (x_i, j_i) \cdot (x_i, j_i)$

والمنطق واحترارها أأرا المعاربون

But the second of the second

465419 At 11 PM

AND STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

A AND STATE

in production of

State For State of the State of

appearance in the second

No. of the second

manufacture and the second

The state of the second

1. The second of the second of

THE WAY TO SEE

 $\varphi_{i,j}(x) = H^{(i_{j+1}, x_{i+1})}$ gange of the seasons. Africa Commence and

 $\Delta_{\alpha,\alpha,\beta}(A_{\alpha}) = \pi_{\alpha,\alpha}(\alpha) = \pi_{\alpha,\beta}$

e garage San Arrest and a

Walter Commence

part of the second

Sept.

René Diatkine: sur un Oubli par Yann Moulier Boutang

comme en mauvaise part. Serge L'bovici a excellemment retracé, cans vos colonnes du 6 novembre, a meilleure part. Il appartient à dautres d'éviter toutefois que sa elébration ne tombe dans le genreédifiant. Ce rôle ingrat mais indspensable, je l'endosse ici, persiadé que le véritable respect des cres n'implique oul oubli ni censire. Mno témoignage n'est que pariel. Je m'exprime ici au seul titre e biographe d'un pa-tient de Reir Diatkine, doot le nom est étragement tu par Serge Lebovici: Lous Althusser.

Décrivant | « extraordinoire copacité » du disparu de « s'identifier aux enfants, nême les plus perturbés ». Sergi Lebovici ajoute: « C'est cette implicité, cette subtilité qui lui pernettaient également de troiter les odites, notamment à travers lo cure psychanolytique. Son talent était el qu'il lui permettait d'occéder ax mouvements les plus profonds, le plus archoïques de l'esprit humoil ceux qui parfois reviennent prsécuter les odultes larsque lo pychanolyse ne les o pas délivrés deleurs souffronces premières. » Conment ne pas penser à Louis Altheser dans ce portrait

tout en elline? Le philosophe de la rue d'Ulm fut, en effet un patient de René Diatkine à prtir de 1.64. « Anohse », comre Louis Althusser le disait alors conne après 1980, « en face o face thrapeutique », comme son psychiate-psychanalyste me tous sur un manque certain de qui se sont prolongées jusqu'à la tiques de Paris.

ENÉ DIATKINE ne le fit préciser? Sur cette relation « interminable » et si forte qui se dfférent, eo boone nous, Louis Althusser s'est longuement exprimé dans soo autobiographie posthume, L'Avenir dure longtemps, mais aussi dans sa correspondance avec celui qui était pour lui son médecin, son « onolyste » et son ami (Lettres à D., in Ecrits sur lo psychonolyse, Stock-Imec, 1993). René Diatkine refusa que sa propre lettre de répoose

> Il est vrai que depuis 1966, date de cet échange épistolaire, suivi de la part d'Althusser d'autres envois,

clairvoyance de Reoé Diatkine mort de ce dernier en octobre - Out traitait Louis Althusser let en particulier décidait de ses hospitalisations, de ses médicaments) sur l'état de son patient et sur l'unminence d'un dénouement au sens qu'a ce mot dans la tragédie classigoe. Non pour jeter la pierre, mais pour mesurer toute l'étendue du désastre.

2) Il faut oon seulement dire que Louis Althusser était en traitement avec René Diatkine en ville et dans les structures ou ce dernier suivait ses bospitalisatioos, mais aussi gu'Hélène Rytmann était, elle aus-

Louis Althusser et sa femme, tuée par le philosophe en 1980, étaient des patients de René Diatkine

il s'était prodnit, eo 1980, le meurtre d'Hélène Rytmann, sa compagne deveoue soo épouse. Lors de ce terrible drame imputable à la folie, Jacques Nassif, ancien élève et ami d'Althusser, vouhrt qu'il fût-simplement mentionné dans votre journal qu'Althusser était soigné par René Diatkine. Cette précision oe fut pas apportée au lecteur, ni nulle part ailleurs à ma connaissance.

Dix-sept ans après, sur la base d'une enquête longue et minutieuse, je dois ajouter quatre préci-

1) Il existe des témoignages mul-

si, en analyse au sens plein du terme, avec le même René Diatkine. L'entremêlement des vicissitudes complexes d'une analyse ou d'« un face-à-foce thérapeuteosions conjugales eotre les époux et l'interveotion active du psychanalyste, interventioo sollicitée - c'est évident - par les protagonistes, soulève des questions.

3) Après le drame de 1980 et le jugement de non-lieu, malgré les démarches de plusieurs proches d'Althusser qui souhaitaient un changemeot de médecin. René Diatkine a tenu à reprendre les retiples et convergents qui insistent lations avec son patient, relations

loureux silence. Etrange parallèle avec son patient philosopbe, que ce procès latent sans comparution. Après la disparitioo des deux protagonistes d'une relation si funeste, mais si grande, il appartiendra à chacun de la restituer dans sa vérité, pour la part à laquelle il a pu avoir accès. Car personne ne doit

Yann Moulier Boutang enseigne o l'Institut d'études poli-

reculer devant ce que fut le passé.

e sem to demand dividentification of the artificial and a second second

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés: 01-42-17-32-90

ÉDITORIAL

La France, mauvais exemple

IONEL JOSPIN va bien-tôt devoir prendre position dans une affaire délicate dont on s'est bien gardé jusqu'à présent d'entretenir les Français. Elle est pourtant d'importance, puisqu'il s'agit de la position de la France sur l'un des projets les plus ambitieux qu'alent jamais conçus les Nations unies : celui de créer un Tribunal permanent qui ferait justice pour les crimes portant le plus gravement atteinte à la conscience universelle. Cette question est pourtant aussi d'actualité, à l'heure du procès Papon et de la légitime révision, par ses pins hants dirigeants, de l'histoire officielle de la France à l'époque de Vichy.

Mais c'est une question extrêmement dérangeante. Elle met aux prises une certaine culture des droits de l'homme avec les arguments pas toujours explicites de la realpolitik. Les ministres du gouvernement ne sont pas d'accord entre eux : celui de la justice s'oppose à ceux des affaires étrangères et de la défense et réclame une révision de la position extrêmement restrictive adoptée par la France dans la négociation à

S'il cédait aux arguments de la morale, des militants des droits de Phomme et de Mac Guigou, Lionel Jospin seralt aux prises avec un grave problème de cohabitation: l'Elysée, sous la pression du lobby militaire, s'oppose dur comme fer au principe de l'indépendance d'une justice internationale par rapport aux Etats. Ce faisant, le chef de l'Etat isole la France de ses partenaires occidentaux, notamment des pays scandinaves. de PAllemagne et de l'Italie? qui sont

parmi les plus allants sur le sujet. A Forigine de tout cela, il y a, pour résumer, la peur panique de la hiérarchie militaire de voir, par exemple, le général Janvier, ancien commandant des forces de l'ONU en Bosnie, mis en cause dans les événements de juillet 1995 à Srebrenica, où une large partie de la population musulmane fut exterminée sous l'œil des « casques bleus ». Certaines craintes des militaires français peuvent être entendues : il ne faut pas que les soldats qui participent à des opérations de maintien de la paix alent jamais le sentiment d'être sous la menace d'une lustice arbitraire, sinon il n'y aurait tout simplement plus d'opérations de ce genre. Mais une chose est de protéger le statut des « casques blens », une antre de confondre indépendance et arbitraire et de saboter tout projet de justice internationale véritablement indépendante.

Une antre, surtout, est de confondre, comme le fait actuellement la hiérarchie militaire, les appels à témoigner que lui lance le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie avec une mise en accusation. Le Tribunal de La Haye traite les officiers français qu'il appelle comme témoins de la même manière que tous les autres témoins. La France n'a aucune justification à les faire échapper à cette obligation. Le respect de celle-ci est le minimum que l'on pulsse exiger d'un pays qui se targue d'avoir été à l'origine de la création de ce Tribunal.

Ce n'est même plus une question de morale ni de progrès de la justice internationale. C'est, tout simplement, la loi.

Selliones est édité par la SA LE MONDE directoire, directeur de la publication ; Jean-Marie Colo Lan-Marie Colombani ; Dominique Alday, directeur gé Noël-Jean Betgerout, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Piene cieus adjoints de la redection ; jean-Ver Lhomeon, Robert Solé Réducteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, it Greikamer, Erik Izraelewicz, Michel Kalman, Bertrand Le Gendre Rédacteur en chef rechnique : Eric Azan taire général de la rédaction : Alain Four

Médiateur : Thomas Ferencei

Directeur enécutif : Eric Pisiloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg er de la direction : Alain Rollan ; directeur des relations internationales : Dan

Conseil de surveillance : Alsio Mine, président ; Gérard Courtois, vice-président Anciens directeurs: Hobert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent aux à compter du 10 écembre 1994.

Capital social : 961 000 f. Actionnaires : Société civile = Les rédacteurs du Monde ».

Association Hubert Beuve-Méry, Société amonyme des lecieurs du Monde.

Le Monde Entreptises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, lena Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS & Monde Les excuses de M. Molotov

LE GÉNÉRALISSIME Staline a laissé à M. Molotov le soit de célébrer le trentième anniversaire du régime soviétique. La tâche consistant à démontrer au peuple soviétique la supériorité du communisme n'était certes pas aisée. Dans l'Europe centrale, des millions de soldats soviétiques ont pu comparer de visu les conditions d'existence des nations dites capitalistes avec celles que la révolution d'Octobre a Instaurées dans l'URSS. Encore ces nations ontelles été dévastées par la guerre, et leur niveau de vie est-il inférieur à celui de l'Europe occidentale, pour ne pas parler de l'Amérique.

L'excuse alléguée par M. Molotov, que l'URSS a dû développer son industrie lourde, c'est-à-dire son industrie de guerre, sera-t-elle jugée suffisante par le peuple russe? Les Etats-Unis ont créé en deux ans des armements supérieurs à ceux de l'URSS sans interrompre pour cela leurs fabrications de paix, sans abaisser le niveau d'existence de leur population. M. Molotov proclame la faillite d'un capitalisme qui est en effet en déclin. S'il est vrai que ce régime comporte, entre autres défauts, des crises de chômage, l'opulence et la liberté américaines, même avec ce risque, peuvent être jugées préférables à la pénurie et au travail forcé en

permanence. M. Molotov ne le salt que trop. C'est pourquni il met l'accent sur les périls qui menacent l'Union soviétique. Ces périls doivent justifier aujourd'hui et demain les insuffisances du régime, comme ils les ont justifiées hier. C'est l'impérialisme américain qui s'est substitué à l'impérialisme allemand et veut dominer le monde.

(8 navembre 1947.)

-Ce.Monde SUR TOUS LES SUPPORTS Télématique: 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La société britannique, si lointaine, si proche

FAUT-IL diaboliser le modèle social britannique, souvent agité en France comme un épouvantail pour masquer les propres carences de notre Etat-providence? L'ar-ticle sur « Les sociétés britannique et française depuis vingt-clnq ans », publié à la veille du sommet franco-britannique dans une nouvelle série de l'Insee (France, portrait social, 200 pages, 79 francs), apporte des réponses qui permettront de nuancer le jugement, souvent à l'emporte-pièce, que les Français portent sur leurs voisins. Sans sous-estimer leurs profondes différences institutionnelles et culturelles, des tendances lourdes rapprocbent les deux pays, dont l'évolution s'inscrit dans celles des grands pays développés.

Deux experts de l'Insee et deux

Les gens par Kerleroux

dont l'étude purement descriptive ne prétend ni être exhaustive ni juger chaque modèle, ont passé en revue différents aspects de la vie sociale et leurs évolutions depuis le milieu des années 70 : emploi, santé, protection sociale, éducation, logement, etc.

LA LOI CONTRE LE CONTRAT

Les différences entre les deux pays restent profondes, et l'adaptation des deux pays a suivi des chemins parfois divergents. Durant les « années Mitterrand », la France s'est adaptée tout en gardant un système centralisé qui fait toujours la part belle à l'Etat. Au cours des « années Thatcher », le Royaume-Um s'est évertué à se dé-

POWE

UN SEAGAN

DE ZEUS

DU TONNERPLE

année

footue"

Y'M'PESTE

PLUS

ON Y IE

vendre

spécialistes britanniques de PONS barrasser de ce que certains ju-(Office for National Statistics), geaient comme des pesanteurs, réduisant l'influence des syndicats, déréglementant le marché du travail et privatisant tous les grands secteurs (eau, énergie, chemins de fer). Aucuns de ces grands choix n'est aujourd'hui remis en cause par la majorité travailliste. Quand la France choisit la voie

législative pour réguler son système social (emplois-jeunes, réduction du temps de travail), le Royaume-Uni préfère la voie contractuelle. Et lorsqn'on demande au ministre de l'éducation et de l'emploi, David Blunkett, ce qu'il pense des 35 heures décrétées en Prance, il sourit, flaire le piège et répond par un très diplomatique : « C'est intéressant » Car c'est sans doute dans le domaine de l'emploi que les différences entre les deux pays sont les plus grandes.

Les salariés français disposent d'un SMIC et d'une durée légale du travail (39 heures), deux « acquis » absents en Grande-Bretagne, où Tony Blair a cependant promis la création prochaine d'un salaire minimum. Après les années 1981-1985, marquées par des grèves beaucoup plus nombreuses et plus dures qu'en France, comme celle des mineurs en 1984, le nombre de conflits s'est effondré à partir de 1985 pour retrouver un niveau proche de celui de la France. Le nombre des conflits est, depuis 1994, sensiblement plus fort en France, alors qu'au Royaume-Uni il n'a Jamais été aussi bas depuis... 1891. La syndicalisation est, elle aussi, différente : moins de 10 % dans l'Hexagone, plus de 35 % au Royaume-Uni (53 % en 1980).

Autre différence importante : la durée du travail. Elle y est très supérieure en Grande-Bretagne, notamment pour les hommes (45,8 beures en 1995), alors qu'elle n'est que de 40,6 heures en France, tous secteurs confondus. Plusieurs raisons expliquent un tel écart: l'existence d'une durée légale en France, au-delà de laquelle l'employeur doit payer des heures supplémentalres; le travail du dimanche, plus courant outre-Manche, où 41 % des gens travaillent occasionnellement ou habituellement le dimanche (29 % en

La déréglementation, la décentralisation et l'introduction d'une gné toutes les grandes fonctions sociales. Le logement? Longtemps dans les attributions des municipalités, la gestion du parc social a été transférée à des associations, aujourd'hui les principaux maîtres

gements sociaux, alors qu'en France, ce secteur, à travers les offices d'HLM, reste majoritairement dans le giron public. L'éducation? Resté national et centralisé en France, le système éducatif en Angleterre et au Pays de Galles a connu, à partir de 1988, de profonds changements, les établissements scolaires ayant une plns grande liberté de gestion de leur budget.

CONVERGENCE DÉMOGRAPHIQUE

Le même vent de libéralisme a soufflé, à partir de 1991, sur le vénérable service national de santé (National Health Service), symbole de l'Etat-providence mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale. Alors que la philosophie du plan juppé était de renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Etat sur le système de soins, celle de la réforme britannique a été d'introduire des mécanismes de marché dans un système beaucoup plus étatisé qu'en France.

D'une manière générale, les dépenses de protection sociale par Britannique ne représentent que 86 % de ce qu'elles sont ea France (en 1994), même si ces dépenses ont progressé à un rythme plus soutenu outre-Manche depuis 1985. « Au cours des deux aemières décennies, notent les auteurs de l'étude, les inégalités de niveau de vie ont sensiblement augmenté au Royaume-Uni et paraissent mantenant voisines de celles de lo France, qui ont peu évolué durant la riême période. » Mais un point inquiète les associations britanniques, relevé par l'étude : « La praportian d'individus et surtout d'enfant vivont dans des ménages à bas rivenus opparaît aujourd'hui nettenent plus importante ou Royaume-Uri. »

En dépit de « la persistance, voire l'approfondissement de différences entre leurs cadres juridiques», en dépit de cycles économiques décalés, les experts notent que « les évolutions des principaux traits des deux sociétés apparaissent pour la pluport semblables ou convergentes ». Le vieillissement de la population se confirme et les comportements démographiques (mariage, divorce, nombre d'enfants) apparaissent * remarquoblement similaires » après avoir évolué différemment au cours des années 70 et 80. Les femmes ont masvail, entraînant le dévrloppement du temps partiel, alors que l'accès des jeunes à tous les niveaux d'enseignement s'élargissait

Jean-Midiel Bezat

Fracture autour du souvenir de Rabin

Suite de la première page

Selon Yossi Vadana, qui condulsit l'étude, « 60 % d'entre eux justifient le meurtre de Rabin praprement dit et soutiennent l'idée qu'assassiner un premier ministre qui rendrait des terres aux Arabes est légitime ». L'ampleur du phénomène alarme toute la classe politique parlementaire. Le fossé entre la vision d'Israel exposée par la triomphante composante religieuse de la droite au pouvoir et celle défendue par le travaillisme laïque n'a jamais paru aussi profond.

Dans la mort plus encore que dans la vie, Itzhak Rabin incarne deux personnages antinomiques: « l'homme d'épée » et « l'homme de paix ». Chacune des deux grandes périodes de la carrière politico-militaire de Rabin sert alternativement à excuser ou à pardonner l'autre. « Nous n'oublierons ni ne pordannerans rien », chantent les quelques centaines de manifestants qui se réunissent chaque soir devant la résidence de Benyamin

Nétanyahou à Jérusalem-Ouest. «L'homme de paix» qui avait serré la main de Yasser Arafat en septembre 1993 est célébré par la gauche depuis le 4 novembre -« date anniversaire laïque » de la mort de Rabin, précisent les organisateurs. Quant au gouvernement, il a choisi le 12 novembre date anniversaire selon le calendrier bébraïque - pour bonorer les gens de Shas [le parti religieux surtout « l'homme d'épée », le hé- sépharade], ni pour ceux du Parti ros de la guerre de six jours qui a national religieux [relais des colons « rendu au peuple juif » Jérusalem- à la Knesset], ni pour les immi-

Est, Gaza et le reste. Défilés, manifestations populaires, discours au Parlement et dépôts de gerbes sont prévus. Officiellement, il s'agit de « souligner l'unité du peuple juif dons son deuil ». Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Acte manqué s'il en est, le gouvernement a dû en catastrophe. la semaine dernière, retirer de la circulation une anthologie historique sur le demi-siècle d'Israel qui « oubliait » de mentionner le meurtre de Rabin. Comme si, se sont fâchés certains historiens, « il y avait dans l'histoire du sionisme un événement plus significatif que l'assassinat d'un de ses héros par un homme agissant lui aussi au nom du sionisme ». « Cet acte, explique cette semaine dans le Jerusalem Post le professeur Yossi Shain, chef du département sciences politiques à l'université de Tel-Aviv, a provoqué une rupture qui ne guérira jamais dans notre société. Les ques-tions qui divisaient le pays il y a deux ans et qui conduisirent à la mart de Rabin sont les questions fondamentales : les territoires, la souveraineté, la relation entre religion et Etat. » Aucune n'a encore été tranchée.

Les accords israélo-palestiniens d'Oslo et leurs corollaires sont moribonds. Semaine après semaine, l'héritage politique de Rabin est ainsi mis en pièces, tandis que l'identité même d'Israēl est discutée, remise en cause. Pour l'historienne Anita Shapira, directrice du Centre d'études Rabin, le disparu « était la quintessence de la vieille identité israélienne : un guerrier laïque qui symbolisait toute la différence entre juifs d'Israël et juifs de la diaspora. Il était le "juif nouveau" [rêvé par le penseur du sionisme, Theodor Herzl]. Mais ce modèle-là n'en est plus un, ni pour

grants russes, ni pour certains à. droite, et même à gauche ».Haim Hazan, professeur d'anthropologie à Tel-Aviv, craint beaucoup le phénomène. « Yeal Amir n'était pas une sorte de malade. Il représente une certaine forme de pensée qui est de plus en plus partagée et qui, je le crois, finira même par entrer tout naturellement dans l'arène politique

formelle. » Dans un récent ouvrage politique intitulé Un nouvel Israël, Damel Ben Simon défend l'idée que sa nation est à présent constituée d'une « fédération de tribus » sans grand rapport les unes avec les autres. Il cite un Shimon Pérès amer, interrogé juste après sa défaite de juin 1996 : « C'est nous, les Israéliens, qui avons perdu les élections », se lamente l'ancien premier ministre. « Et qui danc les a gagnées? », demande l'auteur. «Ce sont les juifs», répond M. Pérès...

De fait, l'idée que les « juifs » sont globalement à droite et les « Israéliens » majoritairement à gauche fait son chemin partout. «La gauche, susurrait il y a deux semaines Benyamin Nétanyahou à l'oreille d'un vieux rabbin sépharade, a oublié ce que c'est que d'être juif. Elle croit que nous allons remettre notre sécurité entre les mains d'Arabes. Que nous allans leur donner un marceau de la terre d'Israēl et au'en échange ils prendront soin de nous. Manquerait plus que ça ! » Le premier ministre se croyait à l'abti des micros: l'un d'eux était resté ouvert, et ce fut le scandale politique de la semaine. Deux ans après la disparition d'un certain ltzhak Rabin, qui reprochait aux sionistes religieux de « lire la Bible comme un cadastre », il semble bien que le souvenir de l'homme d'épée l'ait déjà emporté sur celui de l'homme de paix.

Patrice Claude la sainte en... « petitevoix ».

The same of the sa

RECTIFICATIFS

FRANCE ESPACE

Contrairement à œ que nous avons écrit dans Le Mande du 30 octobre sur la foi de déclarations de France Espice, la régie publicitaire de France Télévision, les chaînes France 2 et France 3 ne diffusent pas de mesages publicitaires en faveur de Canal Plus. « A lo suite du refus ce la part des chaînes, Canal Plus ı décidé de saisir le tribunal de commerce, nous précise Philippe Sartini, directeur général de France Espace. Il est évident que le grouje France Télévisian attend avec séénité l'issue de la procédure. »

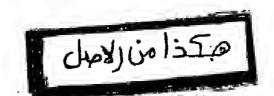
HAVAS

L'Intersyndicale d'Havas comprend la CGT, que nous avons omis de mentionnei dans l'article intitulé « La Généale des eaux n'est pas obligée ce lancer une OPA sur Havas » (e Monde du 31 octobre).

AUTOMOBILE

Dans l'article intitté « Les Français n'ont pas profié de l'ouverture du marché nppon » (Le Monde du 25 octobre, nous avons écrit par erreur que 'SA espérait vendre 6 000 voituresau Japon en 1997 et 20 000 dans quitre ans. Ces chiffres se rapportaien en fait uniquement à la marque Peugeot, et non à l'ensemble di groupe. Si l'on tient compte de titroen, PSA devrait vendre 9 000voitures en 1997 sur le marchénippon et 25 000 d'ici quatre ans

THÉRÈSE DE LISEUX Dans l'article consaré à la promotion de Thérèss de Lisieux comme docteur de l'Eglise (Le Mande daté 19-20 ctobre), une erreur de transmissin a transformé la « petite voie »spirituelle de



tannique, si lointaine, si pro

ENTREPRISES

FINANCES Les investisseurs étrangers deviennent des actionnaires de plus en plus puissants dans les groupes français. En moyenne, ils dé-tiennent un tiers du capital des

grandes firmes. Des sociétés comme Elf-Aquitaine, Total, Pechiney sont contrôlées à 50 % par des capitaux non français. © CETTE MONTÉE en CES INVESTISSEURS étrangers bousture mise aux normes internationale, Laurent Fabius, demande plus une mise aux normes internationale, Laurent Fabius, demande plus une mise aux normes internationale, Laurent Fabius, demande propose qui réalisent entre 60 et 80 % treprises face à la « menace très puissance n'est pas près de s'arrêter, imposent de nouveaux critères de ges-

nales qu'une perte de contrôle de groupes qui réalisent entre 60 et 80 % treprises face à la « mena de leur chiffre d'affaires à l'étranger.

Les étrangers montent en puissance dans les entreprises françaises

Les investisseurs internationaux détiennent 50 % du capital d'Elf, de Total et de Pechiney. Parallèlement, le lancement d'OPA sur des fleurons nationaux comme les AGF soulève l'inquiétude de la classe politique

LA FRANCE contrôle-t-elle encore ses grands groupes? A voir la montée en puissance des capitaux étrangers dans le tour des table des principales sociétés françaises, la question peut être posée. Elf Aquitaine, Total, Pechiney sont désormais détenues à 50 % par des investisseurs étrangers. Depuis cet été, le fonds Templeton détient 5,4 % du capital de Renault, ce qui le place parmi ses premiers actionnaires. Un autre fonds, Fidelity, a dépassé le seuil des 10 % dans Alcatel Alsthom. Dans tous les Accor, le pourcentage de capital détenu par des fonds non-français quelques sociétés très franco-frandes familles, restent à l'égard de ce mouvement. Promodès, Havas, Carrefour ont à peine 15 % de leurs actions détenues par des investis-

En dépit des critiques parfois sévères portées sur l'économie francaise et les méthodes de gestion de ses groupes, ce flux de capitaux étrangers (les fonds étrangers détiennent un tiers de la capitalisation boursière de la place de Paris), o'est pas prêt de se tarir. Ces dernières semaines, lors des sévères corrections boursières, tandis que les gérants de sicav françaises vendaient le matin, des arbitragistes et des gestionnaires de fonds de pension étrangers en profitaieot, l'après-midi, pour renforcer, à bon prix, leur position dans certaines

Part du capi (Pourcentage incluant les	ital déte partenaires is	nue par les étrange	ETS inanciers)
Sociétés	%.	Sociétés	%
Accor ·	42	Legrand	20
AGF	40	L'Oréal	43
Air liquide	22	LVMH	20-25
Alcatel Alsthom	35-40	Michelin	20-25
AXA-UAP	25	Paribas	35
C' bancaire	20-25	Pernod Ricard	25
Bic	20	Peugeot	35-40
BNP	30'	Pinault-Printemps Redot	te 25
Bouygues	30	Promodès	10-15
Canal Plus	22	Renauk	15-20
Carrefour	11	Rhône-Poulenc	40
CCF	36	Seint-Gobain	34
Danone	30	Sanofi	20
Dena	39	Schneider	30-35
Générale des eaux		Société générale	34
Elf-Aquitaine	46-48	Suez-Lyonnaise	20
Eridania Béghin-Say		Thomson-CSF	20-25
Havas	NV/34	Total	50
Lafarge	35-40		30
ALESSANIET TOTAL ST	Same .	No. 37 July 1 Company of the State of	

Lagardere 47.

midables puissances financières, estimées à plus de 10 000 milliards de dollars, les fonds de pension étrangers ont besoin d'investir. Au nom de la diversification et du partage des risques, ils s'eogageot dans toutes les économies ouvertes. Et les dirigeants français les d'entreprise retournent vers les

sociétés françaises. A la tête de for- accueillent à bras ouverts. Confrontés, depuis plusieurs an-nées, à des remises en cause profondes de leur tour de table, ceuxcl cherchent à le recomposer au mieux. Compte terru du faible développement des investissements en actions en France, les chefs

sculs acteurs qui ont des capitaux, les investisseurs étrangers. Pour remplacer ses actionnaires historiques désireux de vendre, Schneider n'a eu comme issue que de faire appel à des fonds étrangers. Ceux-ci détiennent désormais 30 % du capital du groupe. Mal vues par les actionnaires français parce qu'elles travaillent sur des activités cycliques, des firmes comme Usinor et Pechiney sont condamnées à compter sur les fonds anglosaxons. Ce sont les seuls à ne pas connaissant de fortes variations.

PANZANI ET CARAMBAR

En contrepartie, bon gré mal gré, les dirigeants sont obligés de se plier aux exigences des investisseurs anglo-saxons. Très bostiles à l'excessive concentration des pouvoirs française, ces derniers réclament une plus grande transparence et le respect des principes du gouvernement d'entreprise. Avec plus ou moins de succès. Si les groupes français acceptent, sans grande difficulté, de créer des comités d'audit ou de rémunération, ils ont beaucoup plus de mal à avaliser la mise en place de réels contre-pouvoirs an bénéfice des actionnaires.

Sur le terrain de la gestion financière, en revanche, les investisseurs étrangers enregistrent déjà des résultats. Sous leur impulsioo, les chefs d'entreprise commencent à admettre que le capital a un côut et qu'il convient de le rémunérer. Désormais, tous se fixent comme objectif d'obtenir des rentabilités de 10 à 15 % sur capitaux investis. Ces nouvelles normes sont lourdes de conséqueoces. Craignant les foudres de ses actionnaires, et en particulier de la famille Agnelli, Danone s'est senti obligé de donner des gages. Franck Riboud, son président, s'est décidé, il y a quelques semaines, à vendre Panzani (pâtes) et Caram-

bar, activités qui n'atteignaient pas

Ces interventions sont-ils le premier signal d'une perte de contrôle? Plutôt celui d'une mise aux normes internationales de groupes, déjà mondiaux. Même si les actionnaires étrangers imposent de nouvelles visions, les centres de décision restent en France. Ce qui n'est pas toujours le cas lors de rachats. En 1995, au moment de leur fusion, l'américain Crown Cork et le franco-britan-

être effrayés par des activités Inquiétude de Laurent Fabius

Le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a exprimé, jeudi 6 novembre, ses craintes face au transfert de souveraineté industrielle que représente l'acquisition d'entreprises françaises par des étrangers. Interrogé par Europe 1, M. Fabius a constaté que « nos grandes entreprises sont de plus en plus opéables, c'est-à-dire achetables à merci. Autant il est très difficile pour des entreprises françaises d'acquérir de grandes entreprises à l'étranger, autant la réciproque n'est pas vroie. C'est une menace forte. Je crois qu'il va falloir réfléchir nitra-rapidement à tout

cela, car on ne peut pas laisser nos grandes entreprises partir à l'étranger ». La déclaration de M. Fabius intervient alors que l'assureur italien Generali, oui a lancé une OPA sur la totalité du capital des AGF, attend toujours le feu vert du ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn a rappelé, jeudi 6 novembre, sa « responsabilité prudentielle à l'égard des assurés. C'est au regard de ces responsabilités que l'agrément sera ou non donné », a-t-il déclaré, précisant que la loi lui donne trois mois pour se

les 10 % de rentabilité exigés. Libéré de ces handicaps, il prévoit de s'introduire à la Bourse de New York à la mi-novembre. Sous la pression de ses actionnaires. Rhône-Poulenc, de son côté, a été contraint de scinder ses activités chimie, moins rentables, de la

nique CarnaudMetalbox étaient considérés comme des groupes équivalents dans l'emballage. Depuis, la directioo américaine a pris le pouvoir. Vidé d'une grande partle de sa substance. CarnaudMetalbox n'est plus qu'une filiale banale.

Martine Orange

COMMENTAIRE LES BONNES ARMES

Les entreprises se détachent de leur nation d'origine. Ce phénomène porte un nom : la mondialisation. Il a d'Immenses conséquences sur les équilibres sociaux, économiques et fiscaux des nations et il laisse les hommes politiques souvent désemparés.

Que des entreprises comme Elf ou Pechiney voient leur capital possédé par des étrangers à hauteur de 50 % marque un tournant considérable. Ces deux fleurons de l'industrie française cessent au sens strict d'être français. Cette ouverture aux investisseurs étrangers correspond à l'internationalisation de leurs ventes et de leur implantation. Les deux vont de pair. France

74 C* 1 C2* F

Andrew Commencer Commencer

SUM AVE TO THE

On the second

Company of the Compan

Control of the Contro the first the second se

détenue en majorité par l'Etat, est caise » doit et peut atteindre une allée elle-même chercher des actionnaires - c'est-à-dire des capitaux - à Wall Street, afin de participer à la concurrence mondiale.

Un second phénomène, différent et plus inquiétant, intervient : les rachats d'entreprises par des concurrentes étrangères. C'est le cas avec l'OPA lancée par le groupe italien d'assurances Generali sur les AGF et qu'évoque Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Le problème est la course à la taille, qui provoque des concentrations mondiales. Les groupes français y participent aussi bien que d'autres. Mais, en échange, certains autres fleurons sont rachetés. Dans l'assurance, la question posée est celle de savoir si, aux côtés d'AXA-UAP,

Télécom, qui reste, pour l'Instant, une deuxième entreprise « franenvergure mondiale.

Toutes ces inquiétudes ne sont pas vaines. La France ne peut voir partir à l'étranger ces destroyers de l'économie moderne que sont les grands groupes. Seuls comptent le pouvoir des capitaux français au sein des conseils d'administration et le lieu du siège social car cela signifie à terme le maintien en France de quantité d'emplois et de compétences multiples. Les tentations protectionnistes sont illusoires. Les hommes politiques ont en revanche deux bonnes armes: la création des fonds de pension et la fiscalité. On ne protège plus capitaux et entreprises, on les sé-

Eric Le Boucher

L'indice CAC 40 n'est pas un reflet fidèle de l'économie française

EN DÉPIT des secousses des dernières semaines, la Bourse de Paris affiche encore des performances très honorables depuis le début de l'année. L'indice CAC 40 a gagné près de 20 % depuis le le janvier et plus de 60 % depuis deux ans. Une envolée qui s'apparente avant tout à un rattrapage mais étonne et parfois même choque. Car dans le même temps l'économie française n'a pas baigné dans l'euphorie. Le chômage a augmenté, la croissance est restée plutôt faible et l'investissement et la consommatioo ont stagné... tandis que le CAC 40 ne cessait de battre, au moins jusqu'à l'été, des records historiques dans le sillage de Wall Street, Francfort ou Londres. Pourquoi une telle déconnexion apparente?

Certes, la Bourse anticipe en Europe et depuis plusieurs mois une reprise qui semble se confirmer. Mais il y a une autre explication: le CAC 40 n'est pas un reflet fidèle de l'économie française. Les quarante plus grands groupes français qui entrent dans la composition de l'indice sont presque tous des multinationales. Noo seulement ces entreprises ont beaucoup d'actionnaires étrangers, mais elles réalisent pour la plupart l'essentiel de leur chiffre d'affaires hors de

Entre 60 % et 85 % de l'activité de LVMH, L'Oréai, Saint-Gobain, Air liquide, Michelin, Bic, Danone, AXA-UAP, Rhône-Poulenc, Accor, Eridania - Beghin-Say, Lafarge, Usinor, Pernod Ricard, Peugeot, Sanofi... provient de l'étranger. LVMH et L'Oréal sont ainsi plus sensibles à la conjoncture en Asie qu'à la grève des routiers ou à la perspective de voir la durée du travail ramenée à 35 heures en France. «Les investisseurs ne camparent plus Total, Elf, Carrefour ou L'Oréal à des sociétés françaises mais à des groupes américains, européens au japonais, qui sont leurs cancurrents sur un marché mandial », explique Dominique Sabassler de la Calsse centrale des banques populaires.

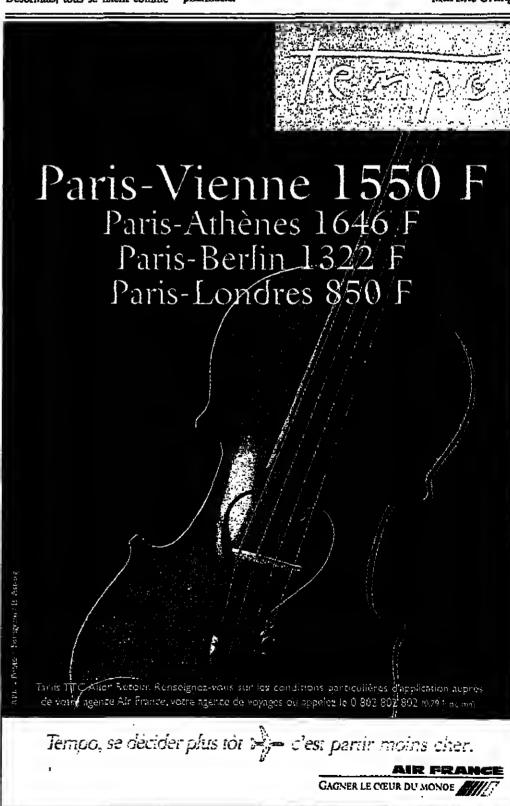
STAGNATION DU SECOND MARCHÉ Si le CAC 40 affiche depuis le début de l'année une performance appréciable, l'indice du second marché qui représente des sociétés plus petites, moins internationalisées et plus soumises à la conjoncture française est resté stagnant dans le même temps.

« Le CAC 40 représente bien plus aujaurd'hui un jugement sur la

campétitivité des entreprises françaises que sur l'écanamie française », affirme Jean-Marie Mercadal de la Banque du Louvre. Dans des études publiées à la fin du mols d'octobre, deux grandes banques américaines, Morgan Stanley et Goldman Sachs selectionnent les meilleurs valeurs européennes. Sur les cinquante-deux choisies par Morgan Stanley et les cinquante-six désignées par Goldman Sachs, il y a respectivement cinq et huit sociétés françaises. Il s'agit à chaque fois de groupes très internationalisés comme Rhône-Poulenc, L'Oréal, Alcatel, Accor, Elf, Total, Sanofi, Dexia ou Valeo.

« On assiste en Europe et dans le monde à un phénomène de convergence en matière de taille et de comportement des sociétés », souligne M. Sabassier. «L'auverture des frontières et des marchés, les cancentrations dans de nombreux secteurs et l'émergence de "global players", d'acteurs à l'échelle planétaire, dans la pluport des secteurs industriels et des services effacent les identités nationales », ajoute-til. Une évolution que le lancement de la monnaie unique européenne va encore accélérer.

Eric Leser



L'Allemagne modifie prudemment la répartition des pouvoirs dans ses entreprises

Les investisseurs anglo-saxons reçoivent des gages, mais l'opposition dénonce un effet « placebo »

prises, adopté, jeudi 6 novembre, par le conseil

de Francfort plus compétitive sans chambouler le système de banque-industrie cher au capita-

Le projet de loi sur la transparence des entre- taux anglo-saxons et à rendre la place financière lisme rhènan. L'opposition, qui aurait voulu casser » le pouvoir des banques, fait part de

de notre carrespondant Comment attirer les capitaux angio-saxons et rendre la place financière de Francfort plus compétitive sans chambouler le système de banque-industrie et de cogestion allemand? C'est l'objectif - inavoué du projet de loi sur la transparence des entreprises, adopté, jeudi 6 novembre, par le conseil des ministres du chancelier Helmut Kohl.

Côté transparence et performance financière, des gages ont été donnés aux anglo-saxons. Le projet prévoit notamment de faciliter l'attribution de stock-options, d'autoriser la rachat par les entreprises de leurs propres actions, de renforcer la responsabilité des dirigeants et des auditeurs. Pour attirer les investisseurs, les droits de vote multiples devront être supprimés dans un dé-

lai de cinq ans. De même, le plafonnement de droits de vote sera interdit, les entreprises ayant un délai de deux ans pour se mettre en

Mais sur les enjeux de pouvoir, la

prudence est de mise. Premier cas, Volkswagen: le plafonnement de droits de vote détenu par un seul actionnaire sera maintenu à 20 %, permettant au Land de Basse-Saxe, qui détient le cinquième du capital du constructeur, de conserver 500 rôle prééminent au conseil de surveillance. La loi Volkswagen, instaurée en 1960 lors de la privatisation du groupe pour l'empecher de tomber dans des mains inamicales, devait être abrogée. Le parti de M. Kohl n'y a pas touché pour ne pas s'attirer les foudres des syndi-

Deuxième sujet sensible : le gou-

vernement a renoncé à réduire la taille des conseils de surveillance à douze membres pour renforcer leur efficacité, les syndicats y voyant une atteinte à leur pouvoir de cogestion. Troisième problème, les banques, qui sont de plus en plus contestées outre-Rhin. Elles auraieot trop de pouvoir, seralent en conflit d'intérêt permanent et ne sauraient pas empêcher les faillites. comme celle du promoteur immobilier Schneider ou des chantiers

PORTÉE LIMITÉE

navals Bremer Vulkan.

La loi prévoit de leur interdire d'utiliser les pouvoirs en blanc donné par leurs clients, sur les actions dont elles ont la garde, pour voter aux assemblées des entreprises dont elle détiennent plus de 5 %. Grâce à ces mandats, les banques

parvenaïent à contrôler les assemblées générales. La portée de cette mesure sera limitée. Les participations directes des banques dans l'industrie supérieures à 5 % soot de plus en plus rares. Le gouvernement mise plutôt sur la transparence, puisque les banques devront déclarer, dans leur rapport annuel, leurs participations supérieures à 5 % et les mandats d'administrateurs de leurs collaborateurs.

L'opposition qui aurait voulu « casser » le pouvoir des banques est mécontente. Les Verts parlent d'un «tigre de papier» et les soclaux-démocrates (SPD) dénoncent un « plocebo ». En réalité, le gouvernement ne veut pas imposer par la loi la réorganisation du capitafisme allemand.

Arnaud Leparmentier

La mise en vente de Rolls-Royce suscite les convoitises

LONDRES

de notre correspondant dons lo City L'annonce du lancement possible d'une offre publique d'achat (OPA) hostile de l'équipementier Mayflower Corporation sur le groupe Vickers, propriétaire des automobiles de luxe Rolls-Royce Motors, illustre la bataille qui oppose, en coulisse, les grands groupes étrangers pour le contrôle du dernier constructeur encore aux mains d'intérêts britanniques. Vickers, qui a racheté la marque en 1980, a annoncé le 27 octobre

qu'il souhaitait s'en séparer. Mayflower Corp, dont les revenus sont inférieurs de moitié à ceux de Vickers, est une petite affaire en comparaison. Mais l'ambition de son président, John Simpson, de batir un conglomérat d'ingénierie automobile et spatiale semble sans limite. Vickers, qui dégage de faibles profits et dont la gestion se révèle mauvaise, est une proie vulnérable, aisément « opéable », estime la City. S'il devait prendre le contrôle de cette société diversifiée, le prédateur devralt-céder la branche militaire (chars d'assaut...) pour ne conserver que les «joyaux de lo couronne » que sont Rolls-Royce et les moteurs Cosworth.

On ne présente plus la Rolls, limousine de payer ce véhicule de luxe dans lequel une dame moteur pour les derniers modèles de Royce et de

peut monter sans avoir à se baisser ne courent pas les rues. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la mise en vente de ce morceau de l'histoire automobile du Royaume-Uni débride les convoitises. Derrière les projets prêtés à Mayflower, bien des observateurs ont cru discerner l'influence de BMW. Un membre de son directoire, Horst Telschik, a confirmé pour la première fois, leudi 6 novembre, à la radio, l'intérêt du groupe allemand pour Rolls-Royce, également constructeur des automobiles Bentley.

ENSEIGNES COMPLÉMENTAIRES

L'équipementier compte parmi ses clients privilégiés Rover, acquis par le groupe allemand en 1994, et foumit les carrosserles du dernier modèle de la Rolls, qui devrait être lancé l'an pro-

Certes, la décision de Vickers de se séparer de Rolls-Royce o'a guêre provoqué de remous dans En 1996, les bénéfices de la branche automobile un pays où des pans entiers de l'industrie sont de Vickers - en fait, Rolls-Royce - se sont élevés passés sous la bannière étrangère au cours des à 37,6 millions de livres pour un chiffre d'affaires deux demières décennies. Reste qu'une alliance avec Mayflower ne peut que renforcer la position d'être excellente avec une production de 1896 de BMW en Grande-Bretagne face aux autres Rolls et Bentley lors des neuf premiers mois, soit prestige et de tradition créée, en 1905, par Ste- Ferrari. BMW, qui estime que les deux enseignes période correspondante de l'année précédente. ward Rolls et Henry Royce. Ceux qui peuvent se sont complémentaires, fournit déjà des pièces de

Bentley. Par ailleurs, sur le plan juridique, le nom ne peut être transféré à une société non britannique sans le consentement de Rolls-Royce PLC. le fabriquant de moteurs d'avion, entreprise totalement distincte mais qui partage toujours la propriété du sigle. Enfin, le lien Mayflower permettrait à BMW de faire plus facilement accepter, par un public allemand dont la fibre écologiste et égalitaire n'est pas à dédaigner, la reprise de cette relique d'une époque révolue. Lors d'une précédente tentative de rapprochement avec Rolls, l'un des dirigeants du groupe bavarois avait décrit le véhicule haut de gamme comme étant « socialement inocceptable »...

Durement frappé par la récession du début des années 90, contraint de licencier et de fermer l'une de ses deux usines, Rolls Royce a retrouvé la samé grace au boom des marchés américain et de 417,5 millions de livres. L'année 1997 promet candidats potentiels comme Mercedes, Ford ou une augmentation de 9 % par rapport à la

Marc Roche

La Banque d'Angleterre a augmenté ses taux

L'Institut d'émission britannique cherche à contenir la surchauffe économique et les tensions inflationnistes

noncé, jeudi 6 novembre, une hausse de son taux de base, porté de 7 % à 7,25 %. Ce mouvement a surpris les milieux économiques et financiers. Ces derniers considéralent que la nervosité actuelle des Bourses mondiales se prêtait mal à un resserrement monétaire et à un rencbérissement du coût du crédit pour les investisseurs. « Nous sommes surpris, particulierement en raison du risque de nouvelle instabilité sur les morchés mondioux », a commenté Jeremy Peat, chef économiste de la Royal Bank of Scotland. Tout en indiquant qu'il avait « exominé l'impact passible de la volotilité récente des morchés finonciers », l'institut d'émission britannique a choisi de passer outre à cet environnement international difficile.

Il a justifié son geste par les risques de surcbauffe économique et d'apparition de tensions inflationnistes. Celui-ci était nécessaire « pour atteindre à moyen terme l'objectif d'inflotion de 2,5 % w en rythme annuel (hors cofit des crédits immobiliers) fixé par le gouvernement. Ce taux s'est établi à 2,7 % en septembre.

« L'inflotion n'o pas ralenti outont qu'attendu à lo lumière de l'oppréciotion de lo livre sterling depuis l'outomne 1996 », a indiqué la Banque d'Angleterre, à qui le gouvernement de Tony Blair a accordé soo indépendance des son arrivée au pouvoir. L'institut d'émission craint qu'une résurgence de l'inflation déstabilise l'économie britannique et plonge celle-ci dans la récession.

Alors que de nombreux économistes avaient remis en cause la légitimité des craintes inflationnistes, sur le continent, après la hausse des taux allemands et français décidée début octobre. peu d'analystes contestent, en revanche, la réalité des risques d'une accélération des priz au Royaume-Uni, compte tenu de la

vigueur de l'économie.

LA BANQUE d'Angleterre a an-membres du conseil de la banque centrale, l'économie britannique « continue de croitre à un rythme difficile o soutenir » tandis que le Foods mooétaire international, dans un rapport publié mercredi, a qualifié celle-ci d'« impressionnonte ». Au troisième trimestre, le produit inténeur brut (PIB) a progressé à un rythme annuel de 3,9 %. Depuis 1993, le Royaume-Unl a dégagé une croissance cumulée de 13,5 % contre 7,6 % pour la France. Le cycle de l'économie britannique est décalé par rapport à celui de l'Europe continentale, ce qui explique d'ailleurs la décision de Londres de ne pas adhérer immédiatement à la zone euro.

La vigneur de la croissance, conjuguée à un marché du travail plus flexible, a contribné au recul spectaculaire du taux de cbômage outre-Manche. Alors qu'il s'établissalt en 1993 à 10,2 % (contre 11,7 % en France), il s'inscrit désormais à 5,2 % (contre 12,5 % en France). Le dynamisme du marché du travail constitue une inquiétude supplémentaire pour la Banque d'Angleterre, qui a souligné, mercredi, qu'il y avait de plus en plus de signes de péoune de main-d'œuvre, ce qui pourralt entraîner des pressions salariales.

La bausse du taux de la Banque d'Angleterre, qui s'est accompagnée d'une progression de la livre (de 9,65 à 9,77 francs), a suscité des critiques dans les milieux industriels. « Les taux d'intérêt du Royaume-Uni sont les plus élevés des pays du G 7, celo va restreindre encore lo compétitivité Internationole de lo Grande-Bretagne », a déclaré lan Peters, directeur-géoéral adjoint de la Chambre de commerce britannique. La Confédération de l'Industrie britannique (CBI) a aussi exprimé sa déception.

Comme l'ont souligné les Pierre-Antoine Delhommais:

IBM entre tardivement sur le marché des micro-ordinateurs à petit prix

annoncé, jeudi 6 novembre, qu'il et 39 % des ventes totales d'ordiva commercialiser un ordinateur personnel (PC), baptisé Aptiva E16, pour 999 dollars (environ 5 800 francs). Le numéro un mondial de l'industrie informatique fait ainsi son entrée, très tardive, sur le marché du PC à « petit prix », dont il n'a pas su apprécier correctement le développement. Des constructeurs comme AST Research, Packard Bell-NEC, Compaq, Acer, ou Hewlett-Packard, l'ont devancé depuis de nombreux mois sur ce terrain. Le succès de ces PC à moins de

nateurs personnels en août, selon les différents cabinets d'études qui suivent ce marché. «Ils sont ou premier rong des intentions d'achots des Américoins pour les codeoux de Noël, devant les jouets traditionnels », a déclaré, jeudi 6 novembre, l'Association américaine des fabricants d'électro-

nique grand public (CEMA). IBM a payé son absence de ce marché. Sa part dans les ventes mondiales de PC (en nombre de macbines vendues) a reculé à 8.5 % au troisième trimestre 1997. 1 000 dollars est incontestable. contre 9 % au trimestre précédent Notamment aux Etats-Ufiis, ou et 8,9 % au troisième trimestre l'offensive est partie fin 1996 et 1996, selon la société d'études

LE GROUPE américain IBM a où ils ont représenté entre 36% IDC. Les résultats de la division « PC grand public » d'IBM, créée sur l'acquisition d'un second PC volci deux ans, s'en sont égalepour le foyer.

ACHATS DE NOEL

été fermée en octobre.

1BM présente l'Aptiva E16 comme uoe machine conçue « pour les consommoteurs qui ochètent leur premier ordinateur, qui désirent un PC multimédia obordoble et à lo pointe de lo technologie pour leur famille ou le travail, ou ceux qui veulent équiper leur foyer d'un PC supplémentaire ». Selon la CEMA, 30 % des achats de PC pendant la période de Noël aux Etats-Unis devraient constituer un premier achat et un

ment ressentis. Déficitaire, elle a

quart des achats devraient porter

Si leur succés est incontestable, ces PC à « petit prix » ont un revers pour les fabricants: le devéloppement de leurs ventes semble se faire au détriment des machines qui se situent dans des classes de prix supérieures, notamment celles comprises entre 1000 et 1500 dollars. « Ils n'ont pas élorgi le morché », assure la société d'études Computer Intelligence. Les marges que les constructeurs peuvent prélever sur ces équipements sont égalemeot plus faibles.

Philippe Le Cœur

Bercy prépare une réforme du Consortium de réalisation

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, Dominique Strauss-Kahn, a confirmé, jeudi 6 novembre, qu'il annoncerait « d'ici à quelques semoines » une réforme du Consortium de réalisation (CDR), la structure chargée de vendre les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais. Celle-ci ira dans le sens « d'un dispositif plus responsabilisant pour ceux qui en ont lo charge ». M. Strauss-Kahn a rappelé que les erreurs dans la conception du CDR « n'étaient ni de la responsabilité des gestionnaires du CDR ni de celle des fontiannaires du Trésor, mais de celle des responsables po-

Michel Rouger, l'actuel président du CDR, plaide pour la mise en place d'une structure à directoire et conseil de surveillance, dont il pourrait briguer la présidence. Ouvert à des personnalités extérieures, le conseil de surveillance pourrait être à même de définir clairement le rythme et la méthode que le CDR doit retenir pour céder ses actifs.

■ SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT: le conseil d'administration de la banque, prévu le 7 novembre, a été reporté, le 5 novembre, par décision du tribunal de grande instance de Marseille, à la demande des administrateurs salariés. Le président de la banque, Plerre Habib-Deloncle, n'a pas respecté la loi exigeant la communication des documents préparatoires à cette réunion.

■ INA : le troisième assureur italien a décidé de séparer ses actifs immobiliers de ses autres activités pour les loger dans une société foncière, qui sera cotée à Milan et à New York.

■ AIR FRANCE: le trafic devrait être « quasiment normal », jeudi 13 et vendredi 14 novembre, sur les lignes domestiques d'Air France, selon sa direction. Seuls les syndicats de pilotes de l'ex-Air inter appellent à la grève, les syndicats majoritaires du groupe ne s'y asso-

■ RHÔNE-POULENC: environ 1 700 grévistes, représentant 80 sites de Rhône-Poulenc, ont manifesté jeudi 6 novembre devant le siège social à Courbevoie (Hauts-de-Seine), pour protester contre la restructuration du groupe. Quelques incidents se sont produits à l'inté-

■ OLIVETTI : le groupe Italien a confirmé, leudi 6 novembre, négocier l'achat de 20 % du groupe américain Wang, en échange de l'apport à ce dernier de sa filiale de services Olsy.

■ SGS-THOMSON: le fabricant franco-italien de semiconducteurs et le groupe coréen Daewoo Electronics ont annoucé, jeudi 6 novembre, la création à Séoul d'un centre de conception commun, détenu à parts égales, pour des produits destinés à des applications dans l'électronique grand public.

■ LUCENT: le groupe américain a annoncé, jeudi 6 novembre, la fermeture début 1999 de son usine néerlandaise de Huizen (700 emplois), dont les fabrications seront transférées en Espagne et aux

■ RALLYE: le premier actionnaire de Casino veut lancer une augmention de capital de 2,2 milliards de francs, au deuxième trimestre 1998, après la clôture de l'OPA qu'il a lancée sur Casino.

Martin Vial est nommé directeur général de La Poste

CLAUDE BOURMAUD, prédu conseil d'administration du mercredi 6 oovembre, la nomination de Martin Vial comme directeur général. Jusqu'à présent président-directeur géoéral de l'Aéropostale, Martin Vial succédera le 19 novembre à Claude Viet.

Cette annonce ne constitue pas une surprise. Depuis le changement de gouvernement et les critiques émises par Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie contre les lacunes du dialogue social à La Poste, chacun savait que Claude Bourmand et Claude Viet. tous deux anciens membres du cabinet de Gérard Longuet, étaieut menacés. Lionel Jospin ayant fait savoir à ses ministres qu'il ne souhaitait pas de « chosse oux sorcières » et Claude Bourmaud étant apprécié, y compris dans les rangs syndicaux, le changement de fonctions de Claude Viet paraissait s'imposer. Pour le remplacer, le nom de Martin Vial a très vite cir-

Agé de quarante-trois ans, di-plômé de l'Essec et de l'ENS-PTT, celul-ci a consacré toute sa carnère aux services publics et surtout à La Poste. A la direction financière, de 1986 à 1988, mais surtout dans les cabinets ministé-nels, de 1986 à mars 1993, auprès de Paul Quilès puis d'Emile Zuccarelli. Il a en particulier été en 1989 l'un des principaux artisans de la réforme des PTT, qui a dunné naissance à La Poste et à France Télécom. Par la suite, ses fonctions de directeur de cabinet l'améoeront à s'intéresser de très près aux nouvelles règles du jeu imposées aux entreprises et aux services publics par la déréglementation euro-

POSITIONNEMENT DÉLICAT

A la tête de l'Aéropostale, une filiale détenue à 50 % par Air France et à 50 % par La Poste, deux actionnaires dont les intérets ne sont pas toujours convergents. Martin Vial peut se féliciter d'avoir su développer le chiffre d'affaires (1,056 milliard de francs en 1996) et dégager chaque année des résultats en équilibre. Sa bonne connaissance des syndicats - on le dit proche de la CFDT - sera sans doute un atout dans ses nouvelles fonctions. Si, comme Claude Bourmaud, il

est convaincu qu'une entreprise publique doit être compétitive, son positionnement face au président de La Poste pourrait être délicat. Depuis sa prise de fonctions en décembre 1996, Claude Bourmaud était, dans les faits, à la fois président et directeur général, et Claude Viet n'était que directeur du courrier. Il est peu vraisemblable que Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, et Martin Vial s'accommodent de cette situation. Le comuniqué indique d'ailleurs que le président rendra prochainement « publiques les quelques odoptations complémentoires qu'il souhaite opporter avec le directeur général à l'organisation de la direction de Lo Poste ».

Outre la répartition des rôles

entre les deux bommes, les « odaptations » devraient concerner la direction des ressources humaioes. Alors que Claude Viet reste directeur du courrier, la directinn des ressources humaines devrait changer de titulaire. Pour remplacer Françoise Janicbon, beaucoup citent le nom de Pascal Copin, directeur de La Poste dans le Nord, à qui Claude Bourmaud a confié le délicat dossier « emploisjeunes ». Très proche de Force nuvoière, Pascal Copin paraît disposer d'un profil complémentaire de celui de Martin Vial.

A l'annonce de la nomination de M. Vial, la CFDT a espéré « trouver Ouprès de ce nouvel interlocuteur (_) la mise en œuvre d'un contrat d'ovenir mobilisateur (...), la réacti-vation du dialogue social (...) et la conclusion d'un controt de plon équitable », la CGT «jugera aux octes », et Sud estime qu'il y a des risques de « cocophonie » à la tête

Frédéric Lemaître

Special and security and

Barton But But To Section 1

· 有以2000年4日本。

State of the second of the second

A.F. by the gar.

For the Property

المنافعين بعد والمطالحة بالخاط

Control of the second of the second

رد رود و در بود استوسایم

سيهو المعارض المعارض والمعارض

. .

Destroying the results of

Same and the second states

State of the second

مردوا المعادية والمراور والمراور والمراور

Suggestion from the second second second

January Comment

ggrad aller and a

الها المحاجية المجاج المحاج والأراب

Significance in

ations of the service of

La communication financière, massivement utilisée par Paul-Louis Halley pour se concilier les faveurs de la famille Guichard et des personnels du groupe stéphanois, ne se contente plus de cibler les journaux spécialisés, mais bénéficie de plus en plus à la presse quotidienne généraliste

compagne d'une « bonne » publicité. Alors que l'Offre publique d'achat (OPA) de Promadès sur Casina reste suspendue à l'avis que devrait rendre la Cour d'appel le 15 janvier (Le Mande du 1e novembre), on peut déjà mesurer l'impact de la cammunication, d'une rare ampleur, que le groupe

a spécialement mis en place. La publicité, dont la première vocation est d'influencer, aurait réussi à briser l'unité « quasi-mystique » de la famille Guichard – actionnaires historiques de Casino -, à accroître la notoriété de Promodès et à créer un sentiment d'appartenance des salariés au groupe.

Suivant une pratique désormais courante dans ce type d'opéra-tions, Paul-Louis Halley, PDG de Promodès, s'est doté d'un « bras armé publicitaire » pour faire valoir son projet auprès des actionnaires et riposter à la contre-offensive déclenchée par le financier Jean-Charles Naouri, propriétaire de Rallye et actionnaire de référence de Casina. Pendant l'été, une « cellule de communication » qui regroupe des consultants de Burson-Marsteller est constituée pour mettre au point un plan qui ne sera d'ailleurs pas respecté. « Une OPA ne se déroule famais comme vous le prévoyez », fait ob-server Jacques Beauchet, directeur de la communication de Promodès. Les publicitaires d'Euro RSCG Omnium & Associés, mis au courant au dernier moment, pré-

l'instinct ». Les spécialistes gèrent la situation au jour le jour pour tenter de faire pencher les 259 actionnaires appartenant à la famille Guichard (11 %), les salariés (3 %) et le grand public (49 %) en faveur de l'offre de M. Halley. Le temps manque, et le recul aussi.

Le 1 septembre, Paul-Louis Halley lance une OPA de 26 milliards de francs qui est avalisée par la Commission des opérations de Baurse (COB), le 8 septembre. Une première annonce expliquant le mécanisme paraît, le 12 septembre, dans la presse quotidienne généraliste et économique. Le même jaur, Jean-Charles Naouri fait tomber, à la surprise générale, une contre-proposition. « Dès lors, M. Naouri utilise le management de Casina pour faire passer san projet, contre le nôtre, auprès de la famille Guichard », estime M. Beauchet. L'équipe de Promodès a dix jours - le Conseil des marchés financiers (CMF) avant demandé à M. Naouri de reformuler son offre - pour réagir.

Jeudi 2 octobre, M. Halley fait paraître dans quatre quotidiens sa « lettre aux actionnaires » afin de donner un visage humain au raid financier. Vendredi 3 octobre et samedi 4 octobre, une annonce qui compare les deux offres Promodès et Rallye est conçue aux seules fins d'influencer la famille Guichard qui se réunit le samedi. Et ca marche.

Dans un premier temps opposés parent « des options de plan-mé- à Promodès, 70 % d'entre eux

dias et quelques créations faites à l'instinct ». Les spécialistes gèrent neutre. Puis du lundi au vendredi, cinq annonces déclinent les « vertus du projet Promodès », qui sont synthétisées, le samedi 11, dans une double page.

Cette rafale publicitaire, dont le point d'orgue se situe entre le 6 et le 11 octobre, souffie en continu dans Le Figaro, Le Monde, Libéra-tian, La Croix, Les Echas, La Tribune, et L'Agefi. Chaque samedi les bebdomadaires boursiers prennent le relais. De bout en bout, le quotidien de la Loire La Tribune-Le Pragrès, considéré comme le « nerf de la guerre lo-cale », est utilisé pour véhiculer la bonne parole auprès des salariés stéphanois de Casino qui voient d'un mauvais ceil la constitution d'un groupe « Casimodès » (Le Mande du 23 octobre). C'est notamment ce quotidien qui accueillera dans ses pages les lettres de M. Halley aux actionnaires, puis aux Stéphanois

Pour Marie-Claude Robert, médiateur à la COB, cet emballement publicitaire « n'est pas sans rappeler la frénésie qui avait accompagné, en 1988, la prise de contrôle de visionnels, et Promodès d'utiliser la Télémécanique par le graupe Schneider ». La COB « attirée par la fréquence et l'importance des publicités publiées », a d'ailleurs jugé utile de calmer les esprits en appelant les PDG de Promodès et de Rallye à une certaine retenue dans leurs annonces publicitaires (Le Monde du 23 octobre). Railye, qui

mène aussi campagne, est soup-

conné de gonfier ses chiffres pré-

commerciales de France Télécom.

des courbes peu orthodoxes pour parlet des futures performances baursières de l'hypathétique

groupe Promodès-Casino. Cette opération, comme la privatisation de France Télécom, aura fait les beaux jours de la presse. Jusqu'Ici réservées aux titres spécialisés, les opérations financières quittent peu à peu le sérail financier pour les colonnes de la presse

France Télécom : priorité à la presse régionale

La privatisation de France Télécom aura, elle aussi, dopé le mar-

ché publicitaire cette année. La campagne, dotée d'un budget « his-

torique » de 150 millions de francs, a largement bénéficié à la presse

en dépit de ses ratés. La privatisation était initialement prévue en

mai avant d'être reportée par le nouveau gouvernement. Une cam-

pagne d'affichage d'un montant total de 10 millions de francs avait

débuté en avril. Les options qui avaient été prises dans les Journaux

ont été reportées. La seconde phase de la campagne s'est étalée du

22 septembre au 6 octobre. En septembre, 58,1 millions de francs ont

été dépensés par Popérateur de télécommunication, dont 45 mil-

lions en presse. Les quotidiens régionaux ont été les premiers béné-

ficiaires en s'adjugeant plus de la moitié des recettes allonées à la

presse, suivis des quotidiens nationaux, des magazines puis des

titres spécialisés. La moitié des annonces, conçues par Euro RSCG

Omnium et Associés, mettait en avant des arguments financiers.

L'autre moitié, réalisée par l'agence Alice, défendait les valeurs

d'une grande flexibilité en égard aux délais qui leur ont été imposés : « Ils ont vu la manne que cela allait représenter », commente Oli-vier Le Guay, d'Euro RSCG Omnium. De fait, les recettes des quotidiens ont été dopées. Certains parlent d'une croissance de 20 % de leur chiffre d'affaires en publicité financière en 1997, soit près de deux fois le taux prévu en début d'année. Il faut dire que M. Halley a largement plongé la main au portefeuille pour défendre son projet. Il a déjà dépensé 15 millions de francs (nets) en publicité, sans camparaison avec les 600 000 francs dépensés en temps normal pour faire connaître ses seuls résultats financiers. Et d'ici au 15 janvier, de nouvelles actions publicitaires pourraient voir le

grand public. « La presse quati-

dienne permet de Jouer à pletn la

synergie entre le rédactionnel et la

publicité, ce qui est le rêve de tout

publicitaire, explique Luciano Bo-

slo, expert média à Carat. D'autant

que c'est un média d'Influence. »

Les régies auraient fait preuve

Florence Amalou

Un préavis de grève est déposé à France 3

SIX SYNDICATS de France 3 (SNJ, SURT-CFDT, SNRT-CGT, SJA-FO, SNJ-CGT et SNA-CFTC) ont déposé, jeudi 6 novembre, un préa-vis de grève à partir du 2 décembre, afin de demander l'ouverture de négociations sur la politique générale, le temps de travail, l'emploi et crise alars que ses résultats d'audience et le succès auprès du public n'ant jamais été aussi bons ». Dans un entretien au Figaro du 7 novembre, Xavier Gouyou Beauchamps, président de France Télévi-sion, indique qu'il fera « des propositions à l'administration prochainement et oux partenaires sociaux ensuite » afin de réduire les disparités salariales entre France 2 et France 3 et que le premier semestre 199B sera « consacré à un exercice de réflexian et de prospective devant aboutir à l'adaption d'un plan stratégique pour chacune des deux chaînes du groupe ».

Des actionnaires de Canal Plus réclament une enquête de la COB

COLETTE NEUVILLE, présidente de l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (ADAM), a demandé par courrier, jeudi 6 novembre, à Michel Prada, président de la Commission des opérations de Bourse (COB), « d'auvrir une enquête pour déterminer à qui et à quel prix ont été achetés les quelque 4 % du capital de Canal Plus vendus récemment par MIH sur le marché de Jahannesburg ». MIH a signalé à Canal Phis, mardi 4 novembre, la vente, le 21 octobre, de la quasi-totalité de sa participation (environ 1,6 milliard de francs). Selon les statuts de Canal Plus, l'acheteur a quinze jours pour faire comaître son identité. Pour Colette Neuville, la concomitance de cette cession avec la révélation de la surestimation par MIH et Richemont du nombre d'abonnés de Telepiù est « troublante ». Selon elle, « l'enquête devrait pérmettre de s'assurer que les deux opérations ne sont pas liées et qu'en particulier une compensation n'a pu s'effectuer au profit d'un tiers, au détriment des actionnaires de Canal Plus ».

■ TÉLÉVISION : Canal Plus, la Rai, Telecom Italia, Cecchi Gori et Mediaset out signé, jeudi 6 novembre, un accord préliminaire pour réaliser une plate-forme numérique commune (Le Mande du 4 novembre). Avec cet accord, Cecchi Gori et la Ral prennent chacun 5 % du capital de Telepiù, majaritairement cantrôlée par Canal Plus. Mediaset conserve sa participation de 10 % dans la chaîne cryptée.

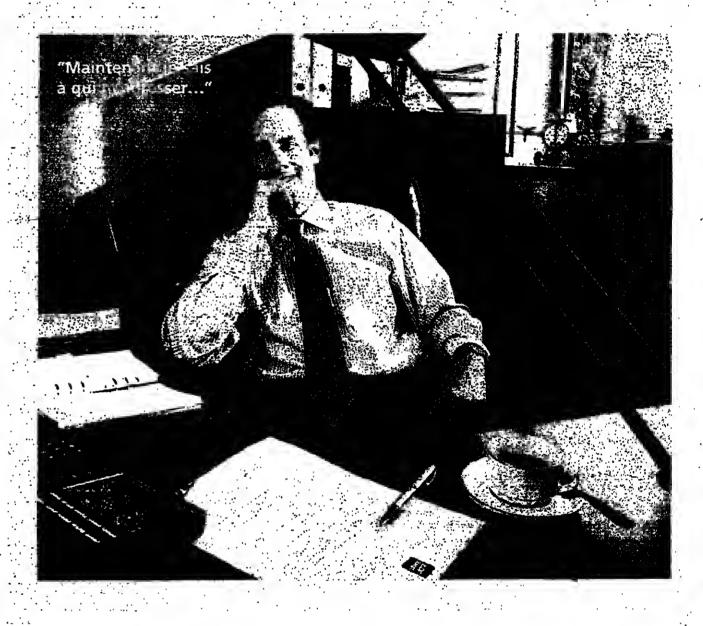
La CLT-UFA et le groupe Kirch ant annancé, jeudi 6 novembre, la

fusion sous une direction commune de la chaîne cryptée Premiere, du bouquet numérique DF1 et de leurs autres activités de télévision payante. Cette nouvelle entité deviendra opérationnelle après l'examen des autorités antitrust et de la Commission de Bruxelles.

■ Bruno Masure, ancien présentateur du journal de 20 heures de France 2, fait, à sa demande, l'objet d'une procédure de licenciement. Après avoir été évincé, en octobre, au profit du duo Daniel Bilalian - Béatrice Schoenberg, Bruno Masure avait estimé : « Il y a eu préjudice professionnel et maral. Ce sont des choses qui se négocient. »

Marie-Christine Saragosse est nommée directeur général de Satellimages-TV5 anprès d'Alain Auclaire, directeur général de la chaîne francophone. Elle était précédemment directeur adjoint à la direction de l'audiovisuel extérieur au ministère des affaires étrangères. Jean-Philippe Art, ancien directeur des sports de la Radio-Télévision beige, est nommé directeur des programmes et de l'an-

■ PRESSE: L'Asie Magazine est un nanveau mensuel consacré à l'actualité de cette partie du monde, dont le premier numéro paraît en novembre (64 pages, 32 francs). L'un des objectifs du magazine est de « créer des liens entre francophones d'Asie et francophones



PME/PMI, vous avez trouvé à qui parler : votre interlocuteur privilégié EDF.



Il est à 100% à votre écoute pour vous apporter des solutions. Vous pouvez le joindre en appelant votre agence EDF GDF SERVICES.



Nous vous devons plus que la lumière.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la seance en baisse de 4,22 %, vendredi 7 novembre, Le Nikkei a perdu 697,5 points, à 15 836,36 points, son plus bas niveau depuis le 6 juillet 1995.

■ SÉOUL a terminé, vendredi 7 novembre, sur une perte de 6,9 %, les investisseurs étrangers ayant déserté le marché tandis que les Coréens procédaient à d'importants dégagements.

1

■ L'OR a ouvert en baisse, vendredi 7 novembre, à Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 311,90-312,30 dollars contre 312,90-313,30 dollars la veille en dôture.

MIDCAC

¥

■ LA BANQUE d'Angleterre a relevé, jeudi 6 novembre, son taux directeur de 0,25 point, à 7,25 %. La Banque estime que l'inflation n'a pas suffisamment ralenti.

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

■ LE PRIX du baril de brut de référence light sweet crude a gagné 8 cents, à 20,39 dollars, jeudi 6 novembre, sur le marché neve-yorkais. La veille, il avait perdu 39 cents.

LONDRES

×

FT 100

NEW YORK

×

MILAN

->

MIB 30

FRANCPORT

7

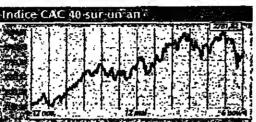
DAX 30

LES PLACES BOURSIÈRES

Nouveau recul à Paris

LA TENDANCE se dégradait nettement, vendredi, à la Bourse de Paris en raison de la brutale recbute du dullar liée au recul des places asiatiques. En repli de 1,96 % à l'ouverture, le CAC 40 affichait, une heure un quart plus tard, une perte de 2,75 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises perdaient en moyenne 2,55 % à 2710,93 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de francs sur le règlement mensuel, dont 2,8 milliards sur les valeurs du CAC 40. Après une période d'apaisement, la crise financière asiatique s'est réveillée vendredi : Séoul a perdu 6,9 %, Tokyo 4,2 % et Hnngknog 3 %. Le dollar subit le contrecoup de cette agitation, tombant à Paris à 5,73 francs, contre 5,7621 francs jeu-

Les investisseurs se montrent prudents avant la publication dans la jnumée des statistiques américaines sur le chômage en octobre. En nutre, ils prennent leur précaution à la veille d'un long week-end de



quatre jours, les marchés chômant lundi 10 et mardi 11 novembre. « Il y a beaucoup de dégagements, de ventes de couverture. Le Japon inquiète les investisseurs car le Nikkei notait un opérateur.

est tombé en decà des 16 000 points. sauil en dessous duquel il n'y a plus de plus-values baursières paur les banques. Tout cela ne sent pas bon ».

CAC 40

7

CAC 40

1

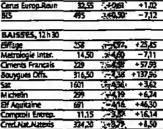
Sodexho Alliance, valeur du jour

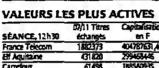
LE TITRE Sodexho Alliance a gagné 0,51 % à 2 955 francs, jeudi 6 novembre, à la Bourse de Paris. Le groupe de restauration a annoncé qu'il devrait réaliser un bénéfice net part du groupe d'environ 535 millinns de francs durant l'exercice 1996-1997, clos fin août, représentant un recul de 21 %. Le bénéfice 1996-1997 affiche toutefois une croissance de 30 % par rapport au résultat net hors éléments non récurrents de 1995-1996. Le groupe va par ailleurs lancer une augmentation de capital

de 2 milliards de francs, du 12 au 25 novembre inclus, par émission de 835 770 actions nouvelles au prix de 2 400 francs par titre.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL Cours au Var. %



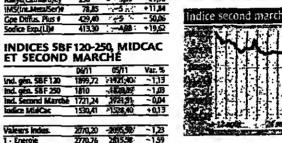


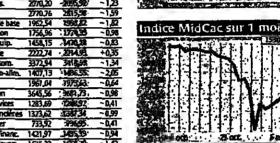
LVMH Most Her

LONDRES



FRANCFORT





Tokyo au plus bas depuis deux ans

LA BOURSE DE TOKYO a baissé de 4,22 %, vendredi 7 novembre, terminant à son niveau le plus bas depuis plus de deux ans. L'indice Nikkei a perdu 697,51 points, à 15 836,36 points. C'est la première fols, depuis le 6 juillet 1995, que l'indice Nikkel passe en clôture sous la barre des 16 000 points. C'est la quatrième plus forte perte de l'indice en points cette année.

La veille, Wall Street est restée stable, limitant ses pertes dans l'après-midi grace à une détente surle marché obligataire après le bon accueil réservé à l'adjudication de nouvelles obligations du Trésor américain à 30 ans. L'indice Dow nes a cede 9,33 pourts (-0,12 %) à 7 683,24 points. Selon un courtier, les facteurs fondamentaux propres au marché boursier américain (croissance de l'économie, inflation

Nette hausse du Matif

et taux d'intérêt) restent favorables, mais la reprise est freinée par des éléments externes comme la crise asiatique.

En Europe, la Bourse de Londres a baissé à la suite du relèvement surprise du taux directeur de la Banque d'Angleterre, L'Indice Footsie a perdu 0,90 % à 4 863,8 points. Francfort a perdu 1,11%, à 3 823,91 points.

	Cornz 90	Cours au	Var,
	06/11	05/11	013
Paris CAC 40	2784,22	, 2822.42	-1,3
New-York/DJ indus.	7663,59	: 7602.57	-0,3
Tokyo/Nikkel	16533,90	16448,14	+0,5
Londres/FI100	4847,80	- 1998,3B	-12
Franciort/Dax 30	3823.91	3866.68	-1,1
Frankfort/Commer.	1273,94	#1788.75	-0,7
Bruxelles/Bel 20	2896,14	1 2896,34	
Bruxelles/Genéral	2332,47	23(7)89	-1,6
Milan/MIB 30	1241	(1241 :	_
Amsterdam/GE Cbs	596,70	399.80	-0,5
Madrid/lbex 35	569,93	. STI 35.	-0,3
Stockholm/Affarsal	2384,77	2384.77	_
Londres FT30	3157,10	337120	-0,4
Hong Kong/Hang S.	10412.56		-25
Singapour/Strait t	1690,53	1780.02	-0,5

res Asserts on DOM-	•	
	06/11	05/11
Alcoa	72,25	74
Allied Signal	36,93	36,5
American Express	80,31	80,2
AT & T	47,93	43,0
Boeing Co	46	46,18
Caterpillar Inc.	52	53,18
Chevron Corp.	84,25	84,75
Coca-Cola Co	56,06	57,62
Disney Corp.	86,43	85,12
Du Pant Nemaurs&Co	58,62	57,9
Emman Rodal: Co	45 27	625/

NEW YORK

	Coca-Cola Co	56,06	57,52
1	Disney Corp.	86,43	85,12
	Du Pant Nemours&Co	58,62	57,9
	Eastman Rodak Co	65,37	62,50
	Exton Corp:	61,25	61,81
	Gen. Motors Corp.H	66,50	66,64
-	Gen. Electric Co	68,75	69,12
	Goodyear T & Rubbe	64,06	65,50
7	Hewlett-Packard	63,62	64,87
	ISM	101,25	102,60
1	Inti Paper	47,56	46,50
5	J.P. Morgan Co	115,66	115,93
Ź	Johnson & Johnson .	60,18	60,12
3	Mc Donalds Corp.	45,93	46,50
	Merck & Co.Inc.	88,62	87,68
9	Minnesota Mng & Mfg	93,25	93
•	Philip Moris	41,37	41,50
ž	Procter & Gamble C	71,62	72
2	Sears Roebuck & Co	46,93	47,35
	Travelers	75,25	74 67
5	Union Carb.	44,93	45,62
-	11-12-1		- 44

British Altways	6,07	5,5 8,8 4,5 2,1
British Petroleum	8,51	- 8,8
British Telecom	4,54	4,3
8,T.R.	2,09	2,1
Cadbury Schweppes	5,95	6
Eurobunnel	0,58	6 0,
Forte		-
Glaxo Wellcome	12,90	13,0
Granada Group Pic	8,18	8,2
Grand Metropolitan	5,39	5,4 5,4 0,8 7,0
Guinness	5,42	5,4
Hanson Pic	0,87	0,8
Great Ic -	7,04	7,0
H.S.B.C.	13,95	143
Impertal Chemical	8,91	8,9
Legal & Gen, Grp	: 4,50	4,9
Lloyds TSB	7,42	4,9 7,5
Marks and Spenser	5.77	- 5

élection de valeurs du FT 100







LES TAUX

NEW YORK FRANCFORT FRANCFORT NEW YORK PARK PARIS -X 7 1 Jour le jour Bonds 10 ans jour le jour Bunds 10 ans

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert en nette hausse, vendredi 7 novembre. Dès les premières transactions, le contrat notionnel qui mesure la performance des emprunts d'Etat gagnait 22 centièmes à 98,86. Les opérateurs notent que les chutes des Bourses de Tokyo et de Sécul ont donné l'occasion au marché obligataire de jouer de nouveau son rôle de refuge.

La veille, le Marif avait perdu 10 centièmes après le re-

lèvement d'un quart de point du taux de base de la Banque d'Angleterre. Les cycles économiques en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis étant proches, les marchés s'inquiètent d'un prochain geste identique de la Réserve fédé-

rale américaine lors de sa réunion le 12 novembre. Le marché américain s'est tendu légèrement, le rendement moyen sur les bons du Trésor à trente ans reculait à 6,20 %, contre 6,21 % mercredi soir.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

Baisse du dollar

LES MONNAIES

LE DOLLAR se dépréciait nettement face au franc et au deutschemark, vendredi 7 novembre, au cours des premiers échanges entre banques. La devise américaine s'échangeait à 5,74 francs et 1,7145 deutschemark contre respectivement 5,7621 francs et 1,7206 deutschemark au cours des dernières transactions interbancaires de jeudi

Quelques heures plus tôt, à Tokyo, les inquiétudes per-

DEVISES	COURT BOF 06/11	% 05/11	Actiat	Vente
Alternagne (100 dm)	334,8000	0,06	322	345.
Ecu	6,6145	-0.09	-	
Etats-Unis (1 usd)	5,7763	0,29	5,4600	-6,0606
Belgique (TOO F)	16,2315	7006	15,6600	16.7600
Pays-5as (100 ft)	297,0200	-0.02		1 600 - 21
talie (1000 lir.)	3,4175	- 3.06	3,1500	3,6500
Danemark (100 krd)		· 10.67	82	920
rlande (7 lep)	8,7085	£1,00	8,2400	- 9,0200
Gde-Bretagne (1 L)	9,7650	(0.63	9,2800	16,1300
Crèce (100 drach.)	2,1325	-0.16	1,8500	2,3500
Suède (100 krs)	76,6800	6.23	71 .	- 3301 re
Suisse (100 F)	410,4000	0.12	396	127
Norvege (100 k)	82,0100	- LZ1	76,5000	. 85,5000
Autoritche (100 schi)	47,5650	0.86	45,8500	· 48,9500
Espagne (100 pes.)	3,9645	-0.08	3,6500	4,7500
Portugal (100 esc.	3,2800	-0.15	2,9000	3,5009
Canada 1 dollar ca	4,1298	-0.31	3,8000	4,4000
ароп (700 уель)	4,6390	1-057	4,5700	U9200
Finlande (mark)	111,1800	: × × 0,22	105	116

sistantes vis-à-vis du système financier nippon et la basse prononcée de la Bourse ont pesé sur le yen. Le dollar a atteint un plus haut niveau depuis six mois au cours de la matinée à 124 yens pour un dollar. Mais la fuite vers la qualité a toutefois davantage profité au deutschemack qu'au dollar. Les cambistes pensent en effet que Wall Street pourrait pâtir de la statistique de l'emploi d'octobre qui doit être annoncée aujourd'hui.

123,2820

US/DM

1,725

¥

57763



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 06/11	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des pri
France	3,31	5,65	6,24	1,70
Allemagne	3,38	5,61	6,23	1,50
Grande-Bretagne	7,25	6,58	NC	- 2,87
Italie	6,81	6,28	6,75	2.60
Japon	0,52	3,29	NC	0,50
Etats-Unis	5,68	5,92	6,23	3,30
		100		4

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

D = 17-11-0			
TAUX DE RENOEMENT	Taux au 06/11	Taux au 05/11	indice (base 100 fin 96
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	4,21	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	4,96	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,47	5,42	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	-5,77	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,35	102,67
Dbligations françaises	5,76	5,73	101,02
Fonds d'État à TME	-1,95	1,54-	98,28
Fonds d'État à TRE	-2,18	-2,75 :	98,86
Obligat, franç, à TME	- 2,20	~2.63	99,14
Obligat, franç, à TRE	+0,07	-+0.07···	100,14

Pibor Francs 1 moz Pibor Francs 3 moz Pibor Francs 6 moi Pibor Francs 9 moi Pibor Francs 12 moi PIBOR ECU MATIF

Échéances 06/11	volume	dernier	plus	plus	premier
NOTIONNEL 5,5	4				
Dec. 97	116825	98.64	95,30	- 78.50	98,78
Mars 98	1829	-98,10	98,26	98.04	98,22
Juln 98	2	97,80	97,80	~_97,80-	97,80
PIBOR 3 MOS		-	_		
Déc. 97	22656	. 96,22	96,23	196,19	96,22
Mars 98	17614	95,90	95,94	· 95,89	95,92
Juin 98	14111	95,66	95,70	- 95,63	95,67
Sept. 98	5785	95,41	95,50	95-44	95,49
ECU LONG TERM	N,E				
Dec. 97	385	97.74	97,84	97,66	97,84
Mars 98					
		7			

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

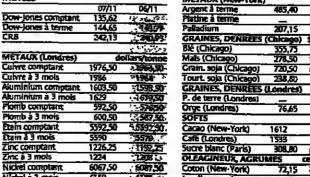
					•
Echéances 06/11	volume	demier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 97	15352	2792	2219	2176 · .	2810
Déc. 97	1232	276	2824,50	2789 · -	2824,50
Mars 98	2071	2677	2848,50	2615	2848,50
ยiก 98			_=	::	-

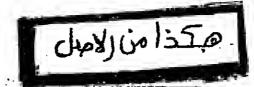
L'OR

	COURT 06/11	cours 05/11
Or fin (k. barre)	59800	58200
Or fin (en linget)	60000	59000
Dince d'Or Londres	313,50	312,05
Pièce française(20f)	344	341
Pièce suisse (201)	343	340
Pièce Union (at(201)	343	339
Piece 20 dollars us	2600	2500
Pièce 10 dollars us	1350	1332,50
Pièce 50 pesos mex.	2235	2235

LE PÉTROLE

LES MATIÈRES PREMIÈRES





FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE / SAMEDI 8 NOVEMBRE 1997 / 21

u quotide	REGLEMENT NENSUEL VENDREDI 7 NOVEMBRE Liquidation : 21 novembre Taux de report : 3,50 Cours relevés à 12 h 30 Cours relevés à 12 h 30 VALEURS Cours Demiers Nominal CAC 40: De Dierrich 2
	END. (T.P.) 961 963
A T T A T CAST ON MANY	## 497.50 243 25 Galeries Lafryeure 2662 2694 1,20 100 1
	Cerus Europ, Review S2 S2 S2 S2 S2 S2 S2 S
	COMPTANT OUT \$9788-95CA 183.55 OUT \$9788-95C
The second of th	SECOND
	Secretary Secr
nu Taran National Asia	Une sélection Cours de clôture le 6 novembre Cours de clôture
	Sail Superior Sail Superio

fregular and the transfer of the second

صكذا من الاصل

DISPARITIONS

Isaiah Berlin

Un grand penseur libéral du XX^e siècle

LE PHILOSOPHE et historien britannique Isaiah Berlin, l'un des plus renommés de l'université d'Oxford, est mort, dans la nuit du mercredi 5 novembre, à l'âge de quetre-vingt-buit ans. Il a accompli la plus grande partie de sa carrière universitaire à Oxford, dont il avait été diplomé en littérature classique, eo politique, philosophie et économie en 1931 et 1932. Avant d'enseigner à Oxford, Isaiah Berlin s'était esseyé à la diplomatie, travaillant notamment a l'ambassade de Grande-Bretagne à Washington pendant la seconde guerre mondiale. Les rapports hebdomadaires qu'il rédigea à cette époque faisaient, dit-on, le bonbeur de Winstoo Churchill auquel il consacra un ouvrage en 1964. Le philosophe fut professeur invité dans de oombreuses universités étrangères, à Harvard, Yale, Columbia, Jérusalem et Tel-Aviv.

C'est à Raymond Aron qu'il faudrait comparer Isaiah Berlin. Il alllait un intérêt tout britannique pour le libéralisme avec une fascination européenne pour les idées. Professeur de sciences politiques à

teuse populaire mexicaine, est

morte jeudi matin 6 novembre à

l'aéroport de Schipbol-Amster-

dam, alors qu'elle s'apprêtait à

reotrer au Mexique après uoe

dernier, intitulé Simplement Mario,

était sorti en juillet aux Pays-Bas.

où elle avalt plusieurs fan-clubs.

Son répertoire était composé de

chansons folkloriques mexicaines.

Oxford, il puisait dans la littérature russe ses sujets de réflexion et s'interrogeait sur les possibilités d'une morale dans les décombres de l'bumanisme.

Né en 1909 à Riga en Lettonie, exilé en Angleterre à l'âge de dix ans, Isaiah Berlin ne cessa de s'interroger sa vie durant sur la quête d'une identité juive. En 1973, dans les conféreoces réunies sous le titre Trois essais sur lo canditian iuive (Calmann-Lévy), il avait cité ce mot: « Il n'v a pas d'histaire juive cantemporaine. Il n'y a qu'un martyraloge. »

LE RENARD ET LE HÉRISSON Cette recherche d'une identité juive, il en traça les contours à travers deux portraits, celui de Disraeli, juif italieo, dandy opportuniste, chef du Parti conservateur, romantique fasciné par l'aristocratie anglaise, et celui de Karl Marx, exilé solitaire et fanatique, « camploteur impénitent », auquel, jeune chercheur à Oxford, Berlin avait consacré son tout premier livre. Ces conférences s'echevaient

communiste et sioniste qui condamnait le chauvinisme de race et les nationalismes sous toutes leurs formes.

Ce fut un texte sur Tolstoï et l'histoire (voir Les Penseurs russes, Albin Michel, 1984) qm reodit célèbre Isaiah Berlin. Reprenant la distinction du poète grec Archiloque: «Le renord sait beaucoup de chases, le hérisson n'en sait qu'une seule, mais gronde », Berlin affirmait que dans le monde il y a, d'une part, les bétissons, ceux qui rapporteot tout à une vision centrale, à un seul principe organisateur (Dante, Montaigne, Pascal, Dostoïevski, en sont des exemples), et d'autre part les reoards (parmi eux, Shakespeare, Balzac et Joyce). Berlin était plutôt de la race des reoards. Il invitalt à une vision complexe du monde. « Rien, disait-il, n'est plus fotal, en marale et en politique, que les idées uniques, même nobles, auxquelles on croit fanatiquement. >

Betlin le renard incitait les hommes à briser les carcans. Dans Quatre essais sur la liberté (Calmann-Lévy, 1988), il déplorait que

les hommes soient trop portés à aimer vivre dans la claustration. Dans les périodes de peur, de oévrose, de dépression, au lieu de réclamer « plus de lumière », ils accordeot crédit à des visloos conservatrices et déterministes, ils se réfugient dans le « paix de la réclusion ... Cootre cette propension des bommes à abdiquer et à vivre claquemurés dans leur abn liberticide, Berlin recommandait le libre jen du tempérameot individuel. Les hommes, disait-il, sont mora-lement libres, et c'est en usant de leur liberté qu'ils peuvent infloet sur les évécements. Ils ont l'obbgation de proclamer leurs idéaux et leurs convictions. Ils se doivent de vivre dans la perpétuelle nos-

talgie des absolus. Penseur libéral, moraliste, Isaiah Berlin gardalt un ceil vigilant sur toutes les formes de liberté. On ne saurait mieux le définir que par cette phrase placée en exergue d'un de ses livres : « Une curieuse cambinaison d'un chimiste anglais avec l'âme d'un bouddhiste. »

Roland Taccard

NOMINATIONS

Ordre national du Mérite

Une liste de cominations et promotions dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de la défense est parue au Jaurnol officiel daté dimanche 2lundi 3-mardi 4 novembre.

lundi 3-mardi 4 novembre.

Sont promus commandeur:

Gilles Dangeard, contrôleur général des armées; Denis Picard, général de division; Petrick Boucher, général de corps d'aumée; Jean-Philippe Braum, colonel; André Clert, lieutemant-colonel; Jean-Chude Coste, général de brigade; Alain Fanyin, général de division; Jean Glévare, général de division; Jean Glévare, général de division; Jean Claude Knitz, général de division; Jean Claude Knitz, général de division; Alain Lamballe, général de brigade; René Landrin, général de Intigade; Damiel Michelm, coñonel; Baudoin Pillon, général de brigade; Maurice Quadri, général de brigade; Bomilom Sanichanh, Bomenant-colonel; Glidas Sonnic, colonel; Mchiel Stouff, général de brigade; Marchel Marchel Stouff, général de brigade; Marchel Marchel Genéral de brigade; Jean-Luc Cumy, contre-amiral; Christian Huez, vice-amiral; André le Berre, vice-amiral; Canade Musset, vice-amiral; Prançois de Penfenteupo de Kervérégién, vice-amiral; Pienre Reignier, commissabe général de pre clause; André de Bastier de Villars de Bez d'Arre, général de division aérienne; Caude Bigor, général de brigade aérienne; Daniel Carrasco, général de brigade aérienne; Paul Hartweck, colonel; Bennard den Michel Duthn, général de brigade aérienne; Pienre Robert Courné, général de brigade aérienne; Pienre Boyot, médecin général de corps aérien; Marc Pirou, général de division aérienne; Paul Hartweck, colonel; Bennard de corps aérien; Marc Pirou, général de division aérienne; Pienre Boyot, médecin général inspecteur; Joseph Glammuzzi, médecin général inspecteur; Joseph Glammuzzi, médecin

policière, de sécurité civile et d'ad-

ministration publique, signé à

l'accord eotre le gouvernement de

vernement de le Roumanie relatif

à le suppression de l'obligation de

visa de court séjour pour les titu-

laires de passeport diplomatique

sous forme d'échange de lettres,

signées à Bucarest, le 31 juillet

Mission : un décret chargeant

Raymond Douyère, député (PS) de

le Sarthe, d'une mission tempo-

raire auprès du ministre de

l'économie, des finances et de l'in-

la République française et le gou-

un décret portant publication de

Prague, le 2 avril 1997;

général inspecteur : Claude Milhaud, vétéri-naire biologiste général inspecteur : Pierre Changeur, ingénieur en chef de l'ampenent : Guy Forillère, ingénieur en chef de l'adasse des études et techniques d'armement ; leas-Guély, ingénieur général hors classe de l'auro-ment : lean Leygonie, ingénieur général de l'adasse de l'amement ; leas-Claude Vanet, n-fetalsse de l'amement ; leas-Claude Vanet, ngénieur général de Priclasse de l'armement; jean Vernière, général de brigade; Claude As-nar, colonel; Gérald Cluzel, colonel; Francis Daubin, Beutenant-colonel; Piene Denis, géneral de brigade; Jean Durupt, colonel; Rof Figge, colonel; Germain King, colonel; Chrs-tian Orengo, chef d'escadrons: Maxence Richard, chef d'escadrons; Edmond Roux, commandant; Charles Varrey, Seutenant-colocommundant; Charles Varrey, Seutenant-colo-nel; Jean Vaseur, colonel; Gérard Witz-Risse, colonel; Achille Boespfug, maître principal; Michel Marszalek, colonel; Michel Rode, Seu-tenant-colonel; Deniel Saget, colonel; Albert Beuve, colone

Beuve, colonel.

Le journal officiel public en outre une liste de promotions au grade d'officier et de nominations au grade de chevaller dans l'ordre national du Mérite au titre du ministère de la dé-

EDUCATION NATIONALE

Franck Métras, professeur de chimie à l'université de Pau, a été nommé en conseil des ministres du 5 novembre recteur de l'académie de Poitiers, en remplacement de Michel Leroy, en poste depuis août 1994. Jean-Marc Monteil, professeur de psychologie à l'université de Clermont-Ferrand, est nommé recteur de l'académie de Bordeaux où il remplace André Pouille, en poste depuis octobre

[Né le 1ª juillet 1936 à Candéran (Gironde). Pranck Métras, ingénieur chimiste et docteur és sciences physiques, a d'abord été, en 1960, assistant à l'université de Bordeaux. En 1967, il devient professeur à l'université de Pau dont il a été le président de 1982 à 1988. Directeur des enseignements supérieurs de 1989 à 1991, il est recteur de l'académie d'Orléans-Tours lusqu'en 1992. De retour à l'université de Pau, il est également, depuis 1995, directeur du centre d'initistion à l'enseignement supérieur Aquitaine-Ontremes).

[Né le 18 juin 1947- à Labesette (Puy-de-Dêmel, Jean-Marc Montell, docteur en sciences sociales et psychologie et docteur d'Etat ès lettres et sciences humaines, a enseigné au lycée avant d'être nommé assistant, mairre-assis tant puis professeur, en 1983, à l'université Blaine-Pascal (Clermont-Ferrand-II), doot if a été président de 1992 à 1997. En 1996, il a été élu uter vice-président de la conférence des présidents d'université, fonctions qu'il a exercées jusqu'en juillet 1997.]

tournée aux Pays-Bas. Selon l'ambassadeur du Mexique à La Haye, M. Ignacio Picbardo, elle aurait été victime d'un malaise cardiaque. « Elle était déjà très molade quand naus l'avons vue sur scène à La Haye le 22 octobre », a confié le diplomate. Connue comme « la voix dn Mexique », Maria de Lourdes, dont l'age était un secret jalousement gardé, avait enregistré au total quarante-quatre albums. Le

JOURNAL OFFICIEL ■ MARIA DE LOURDES, cban~ Au Jaurnal afficiel date di-

maoche 2-lundi 3-mardi 4 00vembre sont publiés:

sur l'éloge de Moise Hess,

· Mérite : deux décrets portant promotion et nomination dans l'ordre national du mérite, pour ce qui concerne le contingent du ministère de la défense (lire ci-des-

 Elysée: un arrêté portant no mination à la présidence de la République de jean-François Cirelli, cale Andreani, cooseiller tech-

· Emplois-jeunes : un décret relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de la loi du 16 octobre 1997 relative au développement d'activité pour l'emploi des jeunes : un arrêté fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité ; un arrêté fixant leurs droits et

 Nucléaire : deux arrêtés relatifs aux autorisations de rejets d'effluents radioactifs liquides et d'effluents radioactifs gazeux par la centrale oucléaire de Civaux.

Au Journal officiel du mercredi 5 novembre sont publiés:

● Victimes: un arrêté portant agrément d'une association aux fins d'exercer les drois reconnus à la partie civile. Il s'agit de l'Association des victimes de l'accident aérien du cap Skirring, sise 46, boulevard Raspail, 75007 Paris.

• Santé: un décret et un arrêté relatifs aux analyses biologiques et

thèse d'anticorps anti-D. Au journal afficiel du jeudi 6 novembre soot pubbés:

tests de dépistage des maladies

transmissibles effectués dans le

cadre de la stimulation de syn-

· Législatives : deux décrets portant convocation des électeurs

pour l'élection de députés dans la 6º circonscription du Haut-Rhin et la 4 circonscription de la Meurthe-et-Moselle, dimanche 7 décembre et éventuellement dimanche 14 décembre. · Accords internationaux; un

décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tchèque relatif à la coopération en matière

Corinne, Muriel, Sylvie, Paule,

Kararina, Ludivine, Gabrini, Len,

sa belle-fille et ses gendres, M= et M. Jean Delepierre-

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean DELEPIERRE,

Une benediction aura lieu vers

17 heures, au colombarium de Thonon, ce

En lieu et place de ficurs, vous pouvez faire un don au profit de l'Association des résidents de l'hôpital de La Tour.

- Le président de l'université Lumière

Et les personnels de l'Institut de

La directrice du département de

M= Annick DREVET-TVERMOES,

resychologie sociale et ses collègues,

et s'associent à la douleur des siens.

Dominique, Fabienne,

Monique, Joël, Yves, Peter,

sa sœur et son beau-frère, . .

Tous ses neveux et nièces.

Tous les parents et amis,

M= Sylve Pessin,

même jour.

Le Tivoli II.

Le directeur,

out part du décès de

avenue du Chatelard, 74200 Thonon,

ses petits-enfants,

• Défense : un décret portant concession de la médaille militaire.

née VILLETTE. nous a quinés le mardi 28 octobre 1997, suites d'une faute médicale

Fernande GUERARD,

Selon sa volonté, elle sera incinérée.

Un bommage lui sera rendu au créma-torium du cimetière monumental de Rouen, le lundi 10 novembre, à 11 h 15, suivi du dépôt des cendres dans le cavean familial du cimetière du Nord.

De la part de Gérard Guerard,

qui remercie les médecias en

pneumologie et le personnel infirmier de la clinique du Cèdre, en particulier le docteur Broussier, M^m le docteur Journel, enlevé à leur affection le mercredi 5 novembre 1997, dans sa soixante-buitième année. du centre Frédéric-Joliot, le service du professeur Baillet, de l'hôpital de la Pitié-Les honneurs seront rendus le samedi 8 novembre, à 13 heures, en la chambre funéraire de l'hôpital de La Tour, suivis de la crémation à La Balme-de-Sillingy.

- M= Guy Henriet et sa famille ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Guy HENRIET.

survenu le 30 octobre 1997, dans sa

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, avenue de Verdun, 78290 Croissy-sur-Seine.

- M= Paule Knehler et ses enfants, Les familles Good, Crespin, Begley, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne MERCIER, née GOOD,

Les ubsèques ont en tien dans l'intimi-té à Szinte-Foy-la-Grande (Gironde).

survenu le lundi 3 novembre 1997, dans

Un culte a été célébré à sa mémoire à la Fondation John-Bost, où elle résidait, par le pasteur Galeran.

 Heureux ceux qui se savent pauvres en eux-mêmes, car le royaume des Cieux est à eux! » · Heureux ceux qui sont

dans la tristesse, car Dieu les consolera. · Heureux, Ceux qui sont doux.

> que Dieu a promise. » Manhieu V. 1-12.

Condoléances

- M. Aly Elsamman, ancien conseiller du président Sadale et président de l'ADIC, Union internationale pour le dialogne judéo-islamo-ebrétien et l'éducation de la paix, adresses ses sincères condolésaces à incères condoléances à M^m la baronne Nadine de Rothschild,

M. le baron Benjamin de Rothschild, La famille de Rothschild, suite au décès de son ami.

Edmond de ROTHSCHILD.

qui fut un homme dont le capital réel a été sa générosité de cœur et qui n'a jamais séparé l'éthique de l'action.

- L'Association psychanalytique de éprouve une vive émotion et une profonde istesse à l'annonce de la disparition du professeur René DIATKINE.

psychanalyste, ancien président de la Société psychanalytique de Paris,

et s'associe à la grande peine de sa famille

Anniversaires de décès

Jacqueline ARCELIN ous quittait il y a vingt ans déjà.

Une pensée amicale est demandée tous ceux qui l'ont comme et aimée.

Ses filles Babette et Marielle.

Apple Cottage Le Theil, 27300 Valailles.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquer leur numéro de référence.



English State Stat

Le Monde EDITIONS

Collection Mémoire d'entreprises

Le Monde, 1944-1995 Histoire d'une entreprise de presse par Patrick Eveno

Une histoire économique de la société éditrice du Monde, accessible à tous ceux qui désirent connaître les conditions de production de l'information dens le société contemporaine. 540 pages, 160 F.

Les industries agroalimentaires en France Histoire et performences sous le direction de Jacques Merseille Les racines et les causes d'un formideble succès netional. 312 pages, 125 F.

La révolution commerciale en França Du « Bon Marché » à l'hypermarché sous la direction de Jacques Marseille

Historiens, économistes, sociologues et professionnels à la rencontre d'un monde qui eligne cinq entreprises permi les dix premiers groupes européene. 224 pages, 125 F. Citroën, Peugeot, Renault et les autres – Soixante ans de stratégies

par Jean-Louis Loubet L'enalyse, sur le longue période, des choix industriele et commerciaux des principeux constructeurs eutomobilee français.

Christofle. Deux siècles d'aventures industrielles - 1793-1993 par Marc de Ferrière le Vayer.

Une saga familiale et industrielle, une entraprise pionnière eur le plen technique, commerciel et social. 458 pages, 150 F. Les performances des entreprises françaises eu XXº siècle

soue la direction de Jecques Marseille. Historiene, économistes et gestionneires enelysent les causes des réussites d'entreprises des ennées 30 à nos jours. 334 pages, 135 F.

Ces livres sont disponibles en Ilbraine. A défaut, vous pouvez les commander directement au Monde-Editions.

Bulletin de commande Règlement par chèque à l'ordre du Monde-Editions

21 bis. rue Claude-Bernerd - 75005 PARIS Adresse:

Code postal: Titre Prix unitaire Somme totale à paver

<u>Décès</u>

AU CARNET DU « MONDE »

- Serge Kahn et son épouse, Claudie

Ses neves et nièce. ont la tristesse de faire part à tous ceux qui l'ont connue et aimée et ont apprécié son dévouement et ses qualités de cœur du décès survenu le 1º novembre 1997, dans sa quaire-vingt-septième année, de

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 5 novembre.

Jacqueline BENOÎT-LÉVY.

4, rue Livingstone, 75018 Paris. 55, rue Lamarck, 75018 Paris.

- Marseille, Malvalene, Paris, Alès, M= Helène Brun,

Ses enfants. Ses petits-enfants. Ses arrière-petits-enfants. Et toute sa famille. ont la tristesse de faire part du décès de

Jules BRUN, ancieu élève de l'Ecole normale supérieure. agrégé de l'Université,

ancien professeur de mathématiques spéciales, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu en son domicile, à Marseille, le 28 octobre 1997, à l'age de quatre-vingt-

Les obsèques ont été célérées dans l'intimité, en l'église d'Aurec (Haute-

Cet avis dent tieu de faire-part.

- Laurent, Carole, Albane Buisson, Armick Cadot, Jacqueline Landau. ont la tristesse d'armoncer le décès

du docteur Jean-François BUISSON,

ancien chef de service à l'hôpital Suinte-Anne, Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

 Le président,
 Le secrétaire perpétuel,
 Les membres de l'Académie nati de méderine, our la tristesse de faire part du décès de leu très estimé confrère, le professeur Raymond FERRANDO,

officier de la Légion d'honneur, encien président de l'Académie nationale de médecine, survenu le 3i nombre 1997, à Lyon (Rhôme).

CARNET DU MONDE

Téi.: 01-42-17-39-80 - 01-42-17-29-96 01-42-17-38-42

The state of

,, **)**

A(x) = A(x) + x $\nabla = \sqrt{-2} \cdot 2 \cdot (1 - 1)^{-1}$

Section for the second section in the

-1-- -- 1---

The second of

经营产品 计

Marie Control of the

and the second

- 420 m

للجرا للجيهد وندلة Server St. the war of the same

to the material

i yang di kacamatan da karamatan da karamatan da karamatan da karamatan da karamatan da karamatan da karamatan

والمراجع والمحجوب والمحجوب

and desired the second state of

o se de e

The state of the state of

5166 Fr. W.

a salah salah dan salah sa

A factorial of the factorial

19 A 19 A

in a land

Be to the to

to display to the second of th

孩子 二

Property of the second

longtemps été considérée par les États comme une arme de guerre car elle permet de sécuriser les communications (télévision à péage, télépho-

SCIENCES La cryptographie a nie, banque à distance). Aujourd'hui, aux données transitant sur le réseau elle constitue l'une des dés du dèveloppement du commerce électronique. • LA BATAILLE existe entre des

et les utilisateurs, qui souhaitent jouir d'un anonymat complet. • LES DE-CRETS d'application de la nouvelle lé-gislation française en la matière

viennent d'être examinés par la Commission européenne. L'EU-ROPE, qui espère instaurer un cadre commun pour l'usage de la cryptographie d'ici à l'an 2000, a récemment préconisé la prudence dans la mise en place de règles susceptibles de « porter prejudice à la libre circulation des biens et services ainsi qu'au developpement du commerce électronique ».

L'Europe veut libéraliser l'usage du cryptage sur la Toile

Alors que la France s'apprête à mettre en place une nouvelle réglementation permettant de sécuriser les échanges sur Internet, la Commission de Bruxelles « attire son attention » sur les inconvénients d'un contrôle trop poussé

IL Y A quelques jours, le Woll Street Journal affirmait que l'Union européenne s'« alormait » de la législation française en matière de cryptographie. Ces techniques de chiffrement, qui doivent permettre de sécuriser les transactions sur Internet, sont l'une des clés du développement annoncé du commerce électronique. La semaine dernière. la Commission européenne, chargée d'examiner deux décrets d'application du texte français, s'est cependant contentée de quelques « remarques », principalement d'ordre « technique », mais s'est gardée de le bloquer avant son examen final par le Conseil d'Etat français. Les décrets ont donc des chances d'entrer en application à la fin de l'année.

Les noirs desseins prêtés à la Commission avaient pourtant quelques fondements: une communication rendue publique début octobre, intitulée « Assurer la sécurité et la confiance dans la communication électronique » et présentée par Martin Bangemann, commissaire chargé notamment des télécommunications et du marché de l'information, mettait en garde contre une politique trop dain offert à tous - notamment conservatrice. « Restreindre l'usage grâce à des logiciels « incassables »

de lo cryptographie pourrait bien empêcher les entreprises et les citoyens respectueux des lois de se protéger contre les ottaques criminelles. notait la Commission. Cependont, celo n'empêcherait pas totalement les criminels d'utiliset ces technolo-

MACHINES À SECRET

La Commission touche là le cœur du débat sur l'usage de la cryptographie. Ces procédés, naguère réservés aux militaires et aux services de renseignement, permettent de coder et de décoder des messages, notamment sous forme numérique. On peut ainsi signer un document (authentification) et s'assurer qu'il n'a pas été altéré lors de sa transmission (intégrité). On peut aussi le coder intégralement (confidentialité) afin qu'il ne soit lu que par son destinataire, détenteur de la clé adéquate. La cryptographie permet ainsi de rendre sûr un système « oovert » comme internet et d'éviter aux entreprises d'avoir recours à des réseaux de communica-

tion privés extrêmement coliteux. Mais c'est précisément cette confidentialité, cet anonymat soucomme PGP (Pretty Good Privacy), crètes des utilisateurs et de les interdit en France - qui posent problème aux pouvoirs publics. Ceuxci considerent que les « machines à secret » cryptographiques sont des armes qui, si elles sont librement diffusées, faciliteront certes la croissance du commerce électronique, mais tout autant les activités

des mafieux et des terroristes. Aussi, en France, la libéralisation de ces techniques ne se fait-elle qu'à petites touches. En juillet 1996, une nouvelle loi sur la réglementation des télécommunications est venue amender un texte de 1990, qui instituait un lourd régime de déclaration et d'autorisation, critiqué par les industriels et fabricants de logiciels (Le Monde du 22 juin 1996). Le nouveau texte libéralise la cryptologie, en ce sens qu'il prévoit , torisation des produits. un régime de déclaration et d'autorisation simplifié pour certains logiciels qui font appel à des clés de petite taille (les plus vulnérables aux services de police ou de renseignement). Mais pour les services assurant la confidentialité et faisant appel à une cryptologie plus forte, il institue un système de « tiers de confiance ». Il s'agit d'organismes agréés par le premier mi-

nistre, chargés de gérer les clés se-

remettre à la justice en cas de besoin. Les décrets examinés par la Commission précisent le fonctionnement de ce nouveau régime.

« La France va tout à foit dans le bon sens, assure Jochen Rubosch, porte-parole de Martin Bangemann. La Commission européenne a cependont roulu ottirer son ottention sur plusieurs points problèmotiques, pour lesquels nous n'avons pas de réponse toute faite. » En premier lieu vient la question de la « proportionnalité ». Il s'agit de faire en sorte que les coûts et la lourdeur des procédures d'agrément et de contrôle du chiffrement « soient en relation avec l'intérêt du public ». La France aurait promis de réduire à deux mois les délais d'au-

RESTRICTIONS AMÉRICAINES

Au ministère de l'industrie français, qui a bataillé ferme pour imposer les décrets à la défense et à l'intérieur et se prévaut de l'appui du premier ministre, qui s'est expnmé sur ce sujet cet été, on marque clairement les limites des « suggestions » de la Commission ; les questions de sécurité nationale sont exclues du champ de compétence de l'Union européenne. On souligne aussi que l'approcbe européenne semble inspirée par les industriels

Ces derniers, regroupés pour partie au sein d'une Alliance pour le recouvrement de clé (Key Recovery Alliance), considérent en effet que toute « implication inappropriée des gouvernements dons des octivités commerciales - y compris l'instauration de stondords – auro un impact négatif, peut-être fotal, sur le développement de ces techniques ». L'enjeu économique est de taille: en 1996, on dénombrait 1 400 produits de chiffrement pour ordinateur, commercialisés par 840 sociétés, dont 400 américaines.

La bataille pour la libéralisation de la cryptologie existe d'aîlleurs aux Etats-Unis, où CIA et FBI tentent de défendre le principe de systèmes de « portes arrière », qui permettraient à leurs services de fracturer à volonté les messages codés. Pour l'heure, outre-Atlantique, l'usage de la cryptographle est libre, mais son exportation reste strictement contrôlée, au grand dam des industriels américains qui, avec leurs produits bridés, voient une partie du marché mondial leur échapper (Le Monde du 4 juillet).

« Ces restrictions oméricaines sont bonnes pour l'Europe, se réjouit Jochen Kubosch. Mais il faut éviter de se mettre dons la même situation. » Une allusion transparente aux controles à la française, à l'institution de ce que certains internautes ont déjà baptisé « tiers de méfiance », tant il paraît difficile de dissiper les soupçons d'espionnage toucbant des organismes qui seront, de fait, gardiens de l'accès à de lourds secrets, notamment in-

La Commission préfère, elle, se hâter lentement : elle a lancé de nouveaux projets dans le clnquième programme-cadre (1998-2002) ainsi qu'un « forum électro-nique européen », le tout devant permettre la mise en place a travers l'Union d'un cadre commun pour l'usage de la cryptographie d'ici à l'an 2000. « On pourrait alors aboutir à d'outres systèmes que ceux choisis par lo France, note Jochen Kubosch. Mais ce n'était pas une raison suffisonte pour lui demonder d'at-

Clés

et « tiers de confiance »

Le chiffrement est destiné à brouiller un message pour le rendre illisible, sauf pour son destinataire. Deux systèmes • Le chiffrement symétrique :

une même clé numérique sert à la

fois à chiffrer et déchiffrer les données. Elle doit donc être gardée secrète par les protagonistes, ce qui crée de gros problèmes de vulnérabilité lors de l'établissement d'une transaction, et de l'échange de la clé, dans un réseau ouvert comme internet. • Le chiffrement asymétrique : i fait appel à une clé publique, utilisée par l'expéditeur pour brouiller le message, et à une clé secrète, détenue par le destinataire, qui seule permet de le déchiffrer. Les industriels, soucieux d'obtenir l'autorisation d'écouler leurs logiciels de chiffrement, ont développé des systèmes conformes aux demandes des autorités (notamment françaises et américaines), qui souhaitent accéder aux clés secrètes et pratiquer des écoutes. Ces systèmes, qui pourraient accompagner le développement d'un « notariat electronique » (certification de documents

numériques) supposent une infrastructure lourde de gestion des clés (création, récupération en cas de perte, désactivation en cas Deux modes de conservation de ces clés par des « tiers de confiance * ont été imaginés, qui trentaine de solutions techniques : - Clé sous seing privé: une copie de chaque clé secrète générée est conservée par un organisme agréé. On peut imaginer, pour plus de sécurité, de diviser sa clé secrète et de distribuer chaque fragment à un tiers de confiance différent. Recouvrement de clé: le système de chiffrement comporte en lui-même un mode de décodage encapsulé dans la clé. Seules les administrations habilitées disposent de ce passe-partout. La

Commission note que les coûts de

fonctionnement de ces systèmes

seront « probablement énormes ».

Derrière la cacophonie réglementaire, un véritable enjeu de pouvoir

MODÈLE ou repoussoir, la France, avec sa tra- | transparents. La confiance des utilisateurs envers | tiers de confiance. Face à cette cacophonie régledition de contrôle centralisé, a longtemps fait fi- de tels logiciels paraît donc d'ores et déjà qure d'exception dans le paysage cryptographique international. L'instauration d'un nouveau système fondé sur le recours à des « tiers de confiance », gardiens du secret, est donc couramment présentée par les autorités comme une libéralisation. A vral dire, le progrès

Dans le reste du monde, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne notamment, l'usage du chiffrement est libre. Les logiciels de navigation américains proposent des options de cryptage utilisant des clés de 128 bits, plusieurs milliards de milliards de fois plus résistants que ceux destinés à l'exportation, « bridés » à 40 ou 56 bits. Les hockers cassent fréquemment les messages codés en 56 bits - à la demande même des industriels soucleux de démontrer l'inanité de limitations à l'exportation qui les privent d'importants marchés.

On peut supposer que les exploits répétés des hackers constituent des exercices routiniers pour les agences de renseignement, pour lesquelles des systèmes à 40 bits - qui seront désormais libres d'usage en France – sont complètement | projet comprendrait également le recours à des

compromise.

La France fait pourtant des émules et le « syndrome Big Brother » semble toucher un nombre croissant de gouvernements, qui avaient jusqu'ici opté pour le laisser-faire. Les Etats-Unis, qui ont sans succès tenté d'imposer leur clipper chip, dair tout message codé, persistent à vouloir instaurer des moyens de contrôle. Mais la communauté des Internautes, extrêmement remontée contre de tels projets, dispose de relais Influents au Congrès, ce qui rend l'issue de la prochaine loi encore incertaine.

BRAS DE FER EN ALLEMAGNE

En Allemagne, un bras de fer s'est engagé entre le ministre de l'intérieur, favorable à un contrôle, et son collègue de l'économie, qui s'est clairement opposé à toute limitation de l'usage de la cryptographie. En Grande-Bretagne, on assiste à un débat similaire, le gouvernement projetant d'imposer l'obtention d'une licence aux sociétés commercialisant les produits de chiffrement. Le mentaire, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a édicté en mai une série de principes. Mais le premier d'entre eux - « les méthodes cryptographiques doivent susciter lo confiance afin que les utilisateurs puissent se fier aux systèmes d'information et de communication » -, assez vague pour que chacun e ses 29 membr terprétations les plus diverses, et augure de discussions animées dans les réunions Internatio-

La cryptographie est donc devenue un enjeu de pouvoir incontournable. Les industriels, s'ils ne parviennent pas à imposer une libéralisation totale, ont déjà dans leurs cartons des systèmes de recouvrement de clé qu'ils sont prêts à commercialiser début 1998.

Les citoyens respectueux des lois ne pourront être certains d'avoir une totale garantie du secret de leur correspondance. Quant aux criminels amateurs de réseaux, ils n'auront aucun mal à trouver sur Internet les logiciels qui leur offriront une confidentialité et un secret presque absolus.

H.M.

Le sanctuaire retrouvé de l'escargot de Corse

LA DERNIÈRE FOIS qu'on l'avait aperçu, il roulait sa bosse « à cinq kilomètres d'Ajaccio, dans les chomps situés dons le delto de lo Gravona et du Prunelli ». C'était au début du siècle. Depuis, il n'avait plus donné signe de vie - laissant tout juste, ici ou là, une poignée de coquilles vides. En novembre 1994, entin, on finit par retrouver sa trace. En pleine banheue d'Ajaccio, sur les dunes maritimes de Campo dell'Oro. Logé, certes, à mauvaise enseigne - entre l'aéroport, la base militaire... et un gigantesque parking -, mais sans dnute sauvé de l'extinction pure et simple.

Assurément, l'escargot de Corse Helix ceratina revient de loin. Lui qui connut les hommes du Néolithique (plusieurs fragments de coquilles ont récemment été retrouvés lors de fouilles réalisées sur le site de la Fontaine de Longone, près de Bonifacio), lai qui, absent du reste du globe, n'a jamais choisi que la Corse comme terre d'élection, le voilà donc cantonné à quelques hectares de sable, sur Pune des plages les plus fréquen-

tées par les habitants d'Ajaccio ! Et discret, avec ça : de la taille du petit-gris, l'insulaire mollusque ne montre ses comes que la nuit, de préférence par temps doux et humide. Si bien qu'il n'aurait peutêtre jamais été débusqué sans l'obstination du Muséum national d'histoire naturelle et de la Direction régionale de l'environnement

Une réserve de quelques hectares Le site de Campo dell'Oro, su sud-est d'Aiaccio, est le seul endroit au monde où I'on trouve des populations d'un escargot, Helix ceretina, que l'on croyalt disparu. Ce milieu fragile est enserré entre un aeroport, un parking, la côte. Ces quelques parcelles (en notr) où poussent des genêts de Salzmann dont le précieux gastéropode pourrait se nount viennent d'être classées zone protégée • par la préfecture de la Corse-du-Sud

(Diren) de Carse, qui ont entrepris il y a quelques années le recensement sur l'île des escargots protégés au titre de la loi sur la protection de la nature de 1976.

« Au fond de moi, je n'étais pas du tout convaincu de sa disparition. Comme bien d'outres invertébrés, parents pauvres de la protection de lo noture. l'espèce n'avait simplement pas été suffisamment recherchée », affirme Philippe Bouchet. spécialiste des invertébrés au Muséum, pour qui le «cheptel» retrouvé il y a trois ans se monte à « quelques milliers de têtes ».

Que se soit aux environs d'Ajaccio, sur les côtes est, nord-ouest ou sud-ouest de l'île, les recherches menées pour repérer cet escargot sur le reste du littoral se sont toutes révélées négatives.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Comment expliquer que son aire de distribution, autrefois étendue de Bastia à Bonifacio, soit aujourd'hui limitée à ce minuscule espace formé par le cordon sableux de Campo dell'Oro? La raison : peut-être la présence de formations denses et étendues de

fréquente-t-ll ces fourrés simplement parce qu'il y est protégé du piétinement des plagistes et des roues des voitures, ou existe-t-il un llen écologique plus étroit entre les deux espèces? Il est trop tôt pour le dire. Helix ceratino, actuellement élevé expérimentalement au vivarium du Jardin des plantes de Paris, se passe apparemment bien de cette variété végétale. Mais, dans leur milieu nature), de nombreux individus ont été observés, aux heures nocturnes du mois de mai, sur de jeunes pousses de genets dont ils semblent se nourrir.

genéts de Salzmann. L'escargot

Classé dans la catégorie « Gravement menacé d'extinction » de la Liste rouge des animaux menacés établie par l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'escargot de Corse n'a plus comme espérance que quelques hectares de

Afin de le protéger, la Corse-du-Sud vient de prendre un arrêté préfectoral. Un véritable honneur pour Helix ceratina (c'est la première fois que des mesures sont prises, en France, pour sauvegarder un mollusque), qui interdit désormais sur ce site la circulation des véhicules, l'arrachage et la mutilation des plantes, ainsi que les constructions, remblais et terrassements. Reste à espérer que l'arrêté sera suivi d'effet.

Catherine Vincent

Les deux propulseurs à poudre d'Ariane-5 sont perdus

CONTRAIREMENT à ce qu'avait annoncé un responsable du CNES, les deux gros propulseurs à poudre d'Ariane-5, lancée avec succès le 30 octobre, n'ont pu être récupérés. Les corps de ces fusées d'appoint (31 mètres de long, 3 mètres de diamètre) sont bien tombés, comme prévu, à environ 400 kilomètres des côtes guyanaises, mais les émissions des balises radio dont elles étaient dotées se sont tues immédiatement après l'impact pour l'une d'elles; et une minute trente plus tard pour la seconde. Les parachutes, de fabrication russe, qui devaient freiner la descente de ces cylindres de 40 tonnes ne se sont finalement pas ouverts. Les débris des « boosters » désintégrés par le choc semblent avoir coulé immédiate-

■ ASTRONOMIE: le satellite américano-européen SOHO (Solar and Heliospheric Observatory) vient peut-être de mettre fin à une énigme vieille de plus de cinquante ans. Grace à ses mesures, les chercheurs pensent être en mesure d'expliquer pourquoi la température de la zone la plus externe du Soleil, la couronne, est de quelque 3 millions de degrés alors que la température de surface de notre étoile ne dépasse pas les 6 000 degrés. Transfert thermique d'énergie d'une zone froide vers une zone plus chaude : impossible. Le phénomène, longtemps soupçonné, serait d'origine magnétique. De gigantesques boucles magnétiques se créeraient à partir de la surface du Soleil, où de ce que Alan Title (Stanford-Lockheed Institute of Space Research) nomme le « tapis magnétique » du Soleil. Les courants électriques qui passeraient dans ces boucles éphé-mères seraient alors si forts qu'ils échaufferaient sans difficulté la cou-

■ RADIOLOGIE: une nouvelle technologie d'imagerie médicale permettant en partie de s'affranchir des films argentiques traditinunels a été présentée, mardi 4 novembre, lors des Journées françaises de radiologie. Développé par General Electric, qui affirme avoir consacré 100 millions de dollars en dix ans à cette recherche, ce produit consiste en une sorte de détecteur plat (41 x 41 centimètres) fait d'un mille-feuille de millions d'éléments d'iodure de césium réagissant aux rayons X et de photodétecteurs en silicium amorphe qui analysent la lumière qu'ils émettent. Un tel système permet de réduire sensiblement la dose d'exposition aux rayons X et de créer aussitôt des images numériques aisément manipulables.

صكذا من الاصل

Les architectes et la maison individuelle

Flatter l'innovation tout en affrontant les réalités de la commande particulière: deux concours mettent les professionnels au pied du mur

ON PEUT tout faire avec le fer. C'est la démonstration que tentent, ensemble, l'Institut français d'architecture et un partenaire industriel, le groupe Usinor Sacilor. Du moins l'une de ses filiales baptisée Styltech, entreprise créée en 1995 afin de promouvoir la construction en charpente métallique nnn seulement dans les immeubles de bureaux, mais aussi dans les maisons individuelles.

Formes libres, facilité d'utilisation, channer bref... Le cnncnurs dnnt les résultats viennent d'être annoncés, coïncidant avec le grand rendez-vous annuel de Batimat, était chargé d'intentions multiples : montrer une fois encore comment on peut réconcilier souplesse créative et système constructif; intéresser les architectes au cas de la maison, domaine où ils sont fort peu présents : inciter les particuliers à faire confiance à une technique très cnurante nutre-Atlantique (75 000 maisons par an, dnnt un tiers en Californie); enfin, distiller de l'imagination là nu souvent règnent la répétition et la banalité.

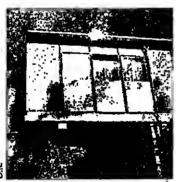
Dix architectes nnt été sélectionnés. Leurs projets, décrits, chiffrés et maquettés, sont exposés à l'Institut français d'architecture. Le projet lauréat, signé Olivier Baudry, sera construit sur un vral terrain dans une petite commune du Loiret, en bordure d'un bois et d'un golf, pour un vrai client, une famille avec deux enfants d'âge étudiant, et selon un vrai programme, avec cheminée dans le séjour, cave à vin et pièce pour la dégustation entre amis. Une

Le jury a laissé de côté les propositions plus extrêmes, trouvant une majorité pour cette maison presque ronde, dont les parois évoquent, seion son auteur, la forme d'un galet, avec des ouvertures généreuses sur le paysage immédiat et une simplicité de conception qui lui permet, selon les experts, de tenir honnêtement dans le coût fixé par le concours à 800 000 F hors taxes

(sans les honoraires de l'architecte). Le métal est présent, mais il n'a pas l'intention de se montrer. C'était aussi l'un des enjeux esthétiques de cette épreuve : ici, le revêtement en bois joue avec la nature environnante et rassure. Les avantages de la technique (décnupage des poutres et poteaux sur mesure en usine, livraison en Ints transportables à main d'homme, mise au point par ordinateur des consignes d'assemblage et de montage) sont exploités par la liberté de rythme "des baies, des courbes, et l'absence de style préétabli. C'est celui de l'architecture qui s'exprimera.

NE PAS OUBLIER L'ESCALIER

Bien qu'illustre au pays d'Eiffel, l'utilisatinn du métal dans la construction, majoritaire aux Etats-Unis, est restée très en marge dans un pays, la France, traditionnellement attaché à la pierre, nu le ciment et le béton armé ont pris le relais, Transposant dans l'utilisation d'armatures métalliques les gestes des charpentiers, les Américains ont pris l'habitude de dresser leurs maisons, à sec, en quelques semaines, à partir d'éléments sortis sur mesure des usines, comme ils le faisaient, et le font encore, avec de minces assemblages de bois, une ou deux épaisseurs de papier gnudronné, une couche d'isolation thermique et



La maison de Jean Prouvé

Pour l'acier et le fer dans la mai-

sur le paysage. Georges-Pompidou).

Que l'industrie sidérurgique se penche aujourd'bui vers la maison individuelle, c'est le signe d'un souci évident de diversification. C'est aussì pour tenir compte d'un constat, que rappelait François Barré, directeur de l'architecture et du patrimoine lors de la proclamation des résultats, le 5 novembre : plus de la



près de Nancy (1953).

Expositions et concours

 Exposition « 36 modèles pour une maison », réponses à l'appel d'idées lancé par l'association Péripbénques. Centre d'architecture Arc-en-Rêve, Entrepôt, 7, rue Ferrère 33000-Bordeaux. Tel.: 05-56-52-78-36. De 12 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 22 heures (et gratuit). Fermé lundi. Entrée : 30 F (tarif réduit : 20 F). Jusqu'au 18 janvier 1998.

Catalogue des 36 projets, 224 p.,

 Concours Styltech, dix projets pour une maison individuelle. Expositinn à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tournnn, 75006 -Paris. Tel : 01-46-33-90-36. Du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 beures. Jusqu'au 29 novembre. Entrée libre. Publication : trois numéros bors-série du bulletin de PIFA, par François Lamarre.

Le kilt, du prince Charles aux Sex Pistols

Dn fond des Highlands aux pnbs de Glasgow, un vent d'émancipatinn snuffle sur l'Ecosse. SI, le 11 septembre dernier, les trois quarts des électeurs écossais se sont prononcés pour un Parlement et un gouvernement autonomes, l'ancien royaume d'Ecosse, uni depuis 1707 avec celui d'Angleterre, avait sn depuis longtemps conserver son identité vestimentaire. Le kilt est snn étendard. Signe de reconnaissance des clans et symbole de pouvoir, le tissu écossais appelé « tartan » s'est généralisé an XVIII^e siècle, marquant l'appartenance à nne famille par un agencement personnalisé de bandes de cuuleurs qui s'entrecroisent. On recense près de 2 000 configurations de tartans, désormais tombés dans le domaine public. Avec 7,50 mètres de drap de laine savamment plissé à la main, un kilt anthentique s'achète plus de 3 000 francs. Aussi, au pays du whisky, le kilt demeure un symbole fort, qui s'exprime amplement lors des cérémonies. Encensant nu singeant la traditinn, la mode n'a cessé de s'en

inspirer. Adopté par

les femmes dès les années 50, il s'est imposé comme une valeur sûre du vestiaire, en version classique ou dévergondée. Burberrys a créé ses premiers kilts féminins en 1956 et a introduit le mini-kilt dans ses collections en 1995. Chaque année, la marque anglaise utilise 2,5 millions de mètres de tissu dans son motif exclusif créé en 1924 à Edimbourg et qui se dépinie de la laine des kilts à la dnublure des trenchs. Chez Old England à Paris, les silhnuettes brindilles s'arrachent cette salson le kilt en tallie quatorze ans, détournant le vêtement des petites filles de bonne famille (900 F pour un modèle enfant).

Vingt ans après le « no future », le néo-kilt oscille entre pure tradition, telle que la perpétue le prince Charles, et inspiration after punk. Des couturiers en ont fait un

un revêtement en lattes, remplacé le bois laqué. En France, dès le début du XXº siècle, l'industrie du bâtiment a privilégié, en explorant de nouvelles méthodes et bien sûr en l'industrialisant, l'art et la technique du maçon.

Même si la façon de construire, par panneaux préfabriqués, n'a Dhis grand chose à voir avec le mur de briques scellées une à une et si les découpes de Placoplatre arrivent sur le chantier déjà lissées sous leur protection de plastique, le monde du bâtiment se montre réticent quand, à intervalles réguliers, on essaie d'y introduire de nouvelles procédures. Comme ce fut le cas avec ce qu'on a appelé la filière bois, technique d'ossature peu coûteuse en énergie qui a, elle aussi, fait l'nbjet de nombreux concours.

son, il existe, même en France, quelques références. Celle qui fait plutôt fuir les esthètes, c'est la maison Phénix, qui, pour répondre à la demande des classes moyennes, reproduit, avec des techniques industrielles qui permettent d'abaisser les coûts, les archétypes du pavillon de banlieue. La référence qui au contraire flatte l'esprit pinnnier et tricolnre, c'est, parmi peu d'autres exemples, la maison que construisit pour sa famille, près de Nancy, l'ingénieur Jean Prouvé, que beaucoup saluent comme un père de l'architecture moderne. En charpente de fer et en parois de tôle, comme les meubles qu'il dessinait à la même époque, montée en trois semaines, simple et sans omement, ouverte

Les dix concurrents sélectionnés par Styltech pourraient, même s'ils poussent parfois la rudesse et la rusticité des volumes jusqu'à l'afféterie, se réclamer sans doute du bon M. Prouvé (dont on n'oublie famais qu'll présida le jury du Centre



de 170 mètres carrés de surface habitable. Avec des initiatives comme l'appel d'idées exposé à Bordeaux et

Michèle Champenois

cents agences avaient répondu-

souligne ce que nui n'ignore ; les ar-

chitectes ne manquent pas d'idées,

ils manquent de commandes. Ce

n'est pas forcément parce qu'ils au-

raient trop métité la piquante défi-

nition que leur lançait Flaubert dans

son Dictionnolre des idées reçues

(« Architectes : oublient toujours l'es-

cnlier). Même si cette punition,

l'inaction forcée, est bien excessive,

une de leurs étourderies, en France

en tout cas, est d'avoir ignoré le ter-

rain... de la maison individuelle. Af-

fronter un client privé, entrer dans

un budget serré, décrocher un per-

mis de construire face aux contrô-

leurs d'esthétique agréée ne les a ja-

mais franchement attirés. D'autant

que la ini sur l'architecture de 1977

ne rend leur intervention obliga-

toire que pour les maisons de plus

le concours de Styltech, les

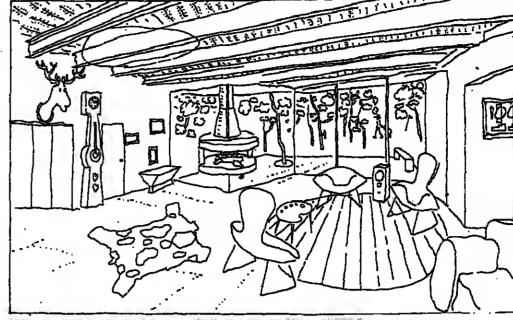
architectes sont invités à entrer

dans la maison, et à ne pas oublier

emblème, comme Jean-Paul Gaultier, le père de la jupe pour homme, et l'Anglaise Vivienne Westwood dont les kilts masculins, pièces uniques à plus de 6 500 francs, sont prisés par les Anglais et par les excentriques japonais. Celle qui

fut l'habilleuse des Sex Pistois en a fait nn habit aux multiples facettes. Effilé comme un châle, brodé de paillettes ou accompagné d'une épingle en strass en forme de tête de mort, le kilt sort la nuit. La marque parisienne APC, diffusée de New Ynrk à Tokyo, a présenté pour la première fois un kilt cet automne et cultive aussi l'ambiguité du vêtement. Mais son président, Jean Touiton, qui a sélectinnné ce modèle dans son catalogue de vente par correspondance, réfute toute référence à la culture écossaise. « Man choix est purement visuel. Ce aui m'intéresse dans ce vêtement. c'est la combinaison entre la panoplie rock version Sex Pistols et le vêtement d'écolière. Mnn kilt, c'est un signe d'ambivalence entre la violence et la tradition. >

Anne-Laure Quilleriet





Lauréat du concours Styltech, le projet d'Olivier Baudry sera construit dans le Loiret.

1.77.

Il faudrait être fou mnitié des logements construits dans notre pays sont, depuis 1995, Le succès du concours - cinq

pour dépenser plus y a eu le débarquement d'E. T. et son célèbre vagissement, «Molson ! ». Il y a eu l'apparition du « cocooning », imposé en France par l'impérialisme américain. Il y a eu la crise des grands ensembles, puls la diffusion, il y a quelques années, dans le catalogue des Trois Suisses, de la maison Starck dont les plans devalent être vendus (4 900 F) clés en main... avant une réalisation avoisinant le million de francs. Puis il y a eu l'Idée étrange et paradoxale du toit minimum pour les sans-abri, dont les spasmes esthétiques ont fait rugir, à juste titre, les hérns ordinaires du travail social. Et voici maintenant, comme pour tracer une ligne médiane, la célébration tous azimuts de la maison individuelle, mnins chère que Starck, plus chère que rien, désormais pressentie comme réponse aux maux des villes-dortoirs, et de la civilisation transie des condominiums. A défaut de réponse claire voici en effet deux assortiments de propositions, celles présentées à l'IFA, et 36 autres, «36 modèles pour une mnison » comme autant de chandelles, présentées à Arcen-Rêve.

C'est l'association Périphériques qui a initialement lancé cet « nppel d'idées » dont les résultats sont aujnurd'hui expnsés dans le temple bordelais et bienveillant de l'architecture, aux Entrepôts Lainé. Comme dit Francine Fort, la directrice d'Arc-en-Rêve, « pourquoi vend-on nutont de moisons snns nrchitecture? ». Avant de conclure: « La question de l'offre et de la demande entre en résunnnce ovec l'enjeu social et culturel de la création artistique. . En fait, il y a une autre conclusion possible: heureusement qu'il y a des endroits, comme Arc-en-Rêve, où l'on peut avoir des idées, pragmatiques ou saugrenues, délirantes ou raisonnables, assez d'idées en tout cas pour imaginer qu'il y aura, un jour, un marché. Le monde de l'architecture en a le plus grand besoin, comme on sait. Le seul problème, et il n'est pas mince,

TOUT SE TIENT, finalement. Il c'est que le fossé, dirait-on. pe cesse de se creuser entre les professionnels qui caracolent à toutva et un public qui, dans son immense majorité, s'accrocbe à des valeurs stables, à l'éternel dessin d'enfant de la maison, avec sa cheminée, son arbre, son nain de jardin, sa fenêtre à quatre carreaux. Un architecte italien, Aldo Rossl, l'avait bien compris, qui avait repris cet archétype en supprimant seulement la croisée. Ceux d'Arcen-Rêve et de Périphériques explorent une autre voie, celle de la stabilité des prix: Les 36 maisons proposées valent, architecte compris, entre 431143 F TTC 519 827 F TTC (88 m²). Avec une exception, qui casse les prix, et la baraque : 277 380 F... pour 120 m3. Un projet nommé Sweety, signé François Roche, DSV et Sie (ce qui veut dire Stéphanie), très Pieds nickelés d'esprit, si l'on en croit les commentaires de Françoise Arnold, l'une des trois inurnalistes qui ont fait les commentaires de l'exposition.

ACCEPTER L'ORIGINALITÉ

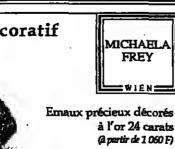
A ces prix-là, il fant accepter l'originalité. Lacaton et Vassal, par exemple, ont effectivement réalisé dans les prix (499 803 F pour 92,25 m²) une maison à Bordeaux. C'est un modèle très osé dont le plastique translucide laisse apercevoir un cœur palpitant, avec des lignes très simples, très modernes. D'antres modèles ne sont portables que le soir, ou au soleil, ou sur les marchés hebdomadaires de Gnrdes et Villefranche-de-Rouergue. Des maisons très feuillues, très fraîches. Il faudrait être fou pour dépenser plus ! Et dire que dans la réginn même de Bordeaux, d'autres clients font travailler à grands frais des architectes célèbres, à peine plus portables, comme ce Rem Koolhaas, l'homme des maisons-girafes, dont la griffe, ont le voit hien chez les Jeunots d'Arc-en-Ciel, n'a pas fini d'être imitée 1...

Frédéric Edelmann









BOUTIQUE MICHAELA FREY

9, rue Castiglione 75001 Paris

T. 01.42.60.12.34

Fourtures NORBERT Créateur - Médaillée de la Reconnaissance Artisanale Vente et transformation de votre ancienne fourrure en pelisse ou réversible garde frigorifique

82, bd Mnrat - 75016 PARIS **2** 01.47.43.17.02

BIJOUX BRILLANTS Le plus formidable choix. Que des affaires exceptionnelles ! Tous bijoux or, toutes pierres presieuses, alliandes ACHAT - ECHANGE BIJOUX PERRONO OPĖRA Angle boulevard des Italiens rue Chaussès d'Antin Magasin a l'Etoile 07. avenue Victor-Hugo Autre grand choix.

LES NUAGES et les pluies balaieront nombre de régions au cours du week-end. Elles seront le plus souvent faibles et les régions méditerranéennes seront épargnées. Le vent se fera sentir sur les côtes et les températures seront plutôt douces.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Après quelques éclaircies en matinée, le ciel se couvrira pour donner des pluies l'aprèsmidi. Le vent de sud se lèvera, pour souffier jusqu'à 80 à 90 km/h. Le thermomètre atteindra 14 à 16 de-

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le temps sera gris et faiblement pluvieux jusqu'en début d'après-midi, puis une amélioration se produira. Le vent de sud commencera à se renforcer en fin de journée. Il fera au mieux de 12 à

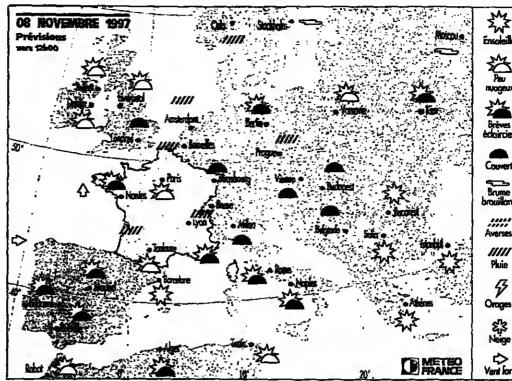
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée sera grise et pluvieuse, les

températures clémentes, 11 à 13 degrés au meilleur de la journée. Poiton-Charentes, Aquitaine Midi-Pyrénées. - Les muages donnineront; ils donneront par moments un peu de pluie ; des éclairdes temporaires sont toutefois probables.

Les températures seront agréablesculminant entre 14 et 17 degrés.

Limonsin, Auvergue, Rhôoe-Alpes. - En plaine, le ciel sera souvent couvert, mais les philes se-ront rares et faibles. Sur le relief, le temps sera bien maussade, avec des pluies plus fréquentes; il neigera sur les Alpes au-dessus de 2000 m d'altitude. Les températures seront douces, avec 14 à 16 degrés.

Languedoc-Ronseillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -En Languedoc-Roussillon et Provence, solell et ouages se partage-ront le ciel. Sur la Côte d'Azur et en Corse, les ouages domineront durant la matinée, et pourront donner des ondée : des éclaircies se développeront pour l'après-midi. Les température atteindront 17 à 20 de-



LE CARNET **DU VOYAGEUR**

BIRMANIE. Propriété de la Royal Lake Hotel Co. Ltd., société dont les capitaux sont à 70 % thailandais et 30 % japonais, l'hô-tel Nikko Royal Lake Yangon (303 chambres catégorie luxe) a ouvert ses portes à 25 minutes en voiture de l'aéroport de Yangon et à 15 minutes du centre de Ran-

■ SINGAPOUR. Les abonnés du magazine Trovel & Leisure ont donné les meilleures notes à la compagnie aérienne 5ingapore Airlines pour la ponctualité, le confort, les repas et les loisirs à bord devant notamment Qantas, Swissair et Cathay Pacific.

FRANCE. Jusqu'au 15 novembre, la carte d'abonnement Libre France, qui permet à son détenteur de voyager au tarif Abon-nés sur l'ensemble du réseau Air Liberté, coûte 750 F au lieu de 1500 F. Renseignements au 01-49-

PRÉVISIONS POUR LE 08 NOVEMBRE 1997 PAPETE 25/29 S KIEV 5/12 S VENISE 12/16 P LE CAIRE 17/26 S LANGE 17/26 S
Ville par ville, les minima/maxima de température POINTE-A-PIT. 23/30 P LISBONNE 15/20 S VIENNE 9117 C MARRAKECH 13/24 C

INFORMATIQUE

Une famille française sur cinq utilisera un ordinateur à la fin de 1998

LE TAUX D'ÉQUIPEMENT en ordinateur des familles françaises pourrait passer de 15 % en janvier 1997 à 17 % en décembre 1997 et à 20 % fin 1998, selon le cabinet d'études GFK. Cette année, le nombre de machines vendues en France devrait attelodre les 700 000 unités contre 580 000 en 1996. Cette croissance de 20 % s'amplifiera eocore l'an prochain, de clieotèle spécialisé dans les technologies de l'information chez GFK. A cela plusieurs raisons. La première est relative à la

baisse des prix. « Nous avions fixé deux seuils psychologiques: 9 000 et 5 000 froncs », rappelle-t-il. Cet été, le secood a été franchi par physieurs grandes surfaces, avec un résultat spectaculaire (Le Internet qui fait sentir ses effets et Monde daté 21-22 septembre). Le nombre de PC à moios de 5 000 francs vendus au cours des mois d'août et septembre a atteint les 85 000 unités, soit 12 % du total prévu pour 1997. La preuve que la barrière du coût existe et que la complexité de l'informatique, sonvent mise eo avant pour expli-

quer les réticences du grand public, oe résiste pas à une chote brutale du prix de vente.

La seconde tient à ce que l'acquisition d'un ordinateur est ressentie comme « de plus en plus indispensable », note l'analyste de GFK. Les consommateurs soot sollicités par les publicités pour les CD-ROM culturels ou ludiques. Les efforts de l'Etat pour dévelopl'école renforcera cette pression. Les enfants devenant prescripteurs et les parents craignant de voir leur progéniture handicapée par l'absence d'un ordinateur à la

UN RECOURS APPRÉCIÉ

Dernière motivation: la vague stimule la curiosité des familles. Pour GFK, même s'il est vrai qu'une partie des foyers se tournera vers les Minitel-Internet que les firmes Matra et Alcatel doivent commercialiser l'an prochain, la solution micro-ordinateur restera un recours apprécié, surtout si la baisse du prix des modèles multi-

médias se poursuit. De telles machines offrent des possibilités beaucoup plus variées que les téléphones à écran.

Malgré cet engouement naissant, la Prance conserve un retard important sur ses voisins européens en matière de taux d'équipement en ordinateurs. Pour GFK, il serait de 22 % pour l'Angleterre, de 25 % pour l'Allemagne tandis les 40 %. Reste à savoir quel est le taux de saturation du marché dans ce domaine. Ce seuil à partir duquel on observe une stabilisatioo varie fortement en fonction du type d'appareil, do coût et de l'intérêt des consommateurs. Les magnétoscopes, dont les prix oe cessent de baisser, ne dépassent pas les 70 % tandis que les came-

scopes restent bloqués à 15 %. Si le marché informatique grand public confirme les prévisions de GFK, la France rattraperait rapidement son retard, surtout si la croissance du taux d'équipement des pays voisins se ralentit. Claude Floch, responsable du multimédia chez GFK, estime que l'arrivée de

grands noms de l'électronique, comme Sony ou Philips, sur le marché informatique pourrait favoriser l'adaptation des ordinateurs à l'utilisation familiale. Ce phénomène se produira en même temps que la baisse des prix des Ordinateurs de grandes marques (Compaq, IBM, Hewlett-Packard). Des modèles en dessous de 8 000 francs ont été lancés par

(Le Monde du 24 février). Les machines à moins de 5 000 francs commercialisées cet été par les grandes surfaces étaieot des ordinateurs sans marque. Or le public a besoin d'être rassuré. Surtout en madère de baute technologie. Mais il semble d'ores et déià acquis que le consommateur français a surmonté ses réticences vis-à-vis de l'informatique. Il oe manque plus qu'un petit coup de pouce sur les prix pour que les familles francaises se retrouvent sur un pied d'égalité avec leurs voisines euro-

péennes.

PHILATELIE

DEUX TIMBRES seront

Michel Alberganti

11 novembre : les services ouverts

● GRANDS MAGASINS À PARIS : le Bon Marché, le Printemps, la Samaritaine, les Galeries Lafayette et le BHV seront ouverts de 10 à

• LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE, à la Villette, et la Géode, seront ouverts de 10 à 18 heures pour la Cité et de 9 h 45 à 20 b 35

● LE PALAIS DE LA DÉCOUVERTE sera ouvert.

◆ Parmis les musées nationaux, le Musée d'Orsay, le Musée Henner, le Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon, le Musée Magnin à Dijon et le Musée national du château de Pau seront ouverts. Les établissements dont le jour de fermeture hebdomadaire est le mardi, ainsi que le Musée d'Ennery et le Musée des Arts asiatiques-Guimet (à l'exception des Galeries du Panthéon boudhiques), actuellement fermés pour travaux, seront fermés.

◆ LE MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ, 158, bd Hausmann à Paris, sera ouvert de 10 à 18 heures.

■ SENIORS ET JARDINAGE. Organisée par la RATP, en partenariat avec la Cité des sciences de la Villette, Radio-Bleue et le magazine Notre temps, l'opération « Un jardin en ville » propose aux plus de 55 ans, un rendez-vous à l'exposition permanente « La serre, jardin du futur ». Après la visite, ils auront le choix entre plusieurs ateliers : « concevoir un jardin à la française ou à l'anglaise », « les gestes du jardinage », et « penser son jardin, ou l'apprenti paysagiste ». Prix : 45 francs. Le jeudi, à partir de 14 heures, sauf les 25 décembre, 1º janvier 1998 et 1º mai 1998. Inscription au 01-40-05-76-35.

■ MANGER AVEC UN PETIT BUDGET. L'originalité du livre Le Meilleur Marché, écrit par deux médecins avec le concours d'une conseillère en économie sociale et familiale et d'un chef cuisinier est d'expliquer les processus biologiques, de donner des conseils diététiques et d'évaluer le prix des repas. L'ouvrage démasque des astuces utilisées par la publicité en expliquant que les céréales enrobées de miel ou de chocolat apportent trop de sucre, si l'on dépasse les trente grammes conseillés. Les gourmands trouveront une centaine de recettes, rapides, ou élaborées par des chefs. Le meilleur marché, par André Lévy et Régis Pouget, éditions

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 97247

\$ 505 Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez 505 (2,23 F/min).

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 VII VIII

HORIZONTALEMENT

J. Travailleur des hauts fourneaux. - II. Poison intime. On a cru à tort qu'il fournissait du fer. - III. Tenue comme une godasse. Garderai. - IV. Autoroute internationale. Sentent, seulement quand oo ne peut pas sentir. - V. Uo rat qui a reussi. Note. Ruminante et aimée. - VI. Traverse Paris à toute vitesse. Protéger son roi. - VII. Peintres fond de café. - 5. Ouvrit la marche allemands. Donne du ressort. -VIII. Reste sur la table après la distribution. Prit le sauvageon en main. - IX. A touché terre en 1988. direction. La plus grosse en MINTED N FRANCE

Descentes rapides qui peuvent atteindre les Bourses. Payante dès qu'elle est cooraote. - X. Rol nordique. Påle et grisåtre.

VERTICALEMENT

1. Pour guérir les blessures. - 2. Planent au-dessus des grands espaces australiens. Fin de verbe. - 3. Tous ceux qui out Le Monde en main. - 4. L'Europe de 1957. Uo sur la Berezina. Ouvre la marche. - 6. Négation. Entre deux lisières. Converture familiale. ~ 7. Prit une

musique. - 8. Attache les deux bouts. Le strontium. - 9. Qui nous fera toujours rêver. - 10. Son chef est étoilé. S'accroche au tronc. -11. Grecque en promenade dans les étoiles. Grecque. - 12. Donnent

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 97246

HORIZONTALEMENT

Ré. - III. Utérus. Busc. - IV. Ti. Orangiste. - V. Serin. Ailées. - VI. Druses, Lieds. - VII. Est. Rouets. -VIII. Inédite. BL - IX. Irlande. Soir. - X. The. Type. Ste.

L Saint-émilion. - II. Alcoolisa.

VERTICALEMENT

L Sauts-de-Lit. - 2. Altiers. Ru. -3. Ice. Rutile. - 4. Norois. Na. - 5. Tournèrent. - 6. Elsa. Soddy. - 7. Mi Na Ulep (pleu). - 8. Is. Gilet -9. Labilités. - 10. Usées. OS. - 11. Orsted. Bit. - 12. Nécessaire.

mis en vente générale lundi 10 novembre: l'un à 3 F, légendé Meilleurs vœux; l'autre, dédié à la Croix-Rouge française, à 3 F. affecté d'une surtaxe de 0,60 F reversée à cet orga-

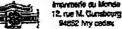
trois Croix-Rouge (18 F), vendus en lots, complètent l'ensemble. Leur vente anticipée se déroule dans l'enceinte du 51 Salon philatélique d'automne, qui se tient jusqu'au 9 novembre à l'Espace

Champerret, à Paris.

nisme. Cinq « prêts-à-pos-ter », Meilleurs vœux (30 F) et

Cette manifestation organisée par la Chambre syndicale des oégociants et experts en philatélie (CNEP) fait figure d'événement avec soixante-dix négociants mobilisés pour ce qui est la plus grande bourse aux timbres de l'année. En outre,

Se Mismale est édité par la SA Le Monde. Le reproduction de tout article est intendite sans l'accord Commission partieire des journeux et publications n° 57 437.





21 bis, rue Claude-Bernard - SP 218 75228 PARIS CEDEX 05 Tel: 01-42-17-39-00 - Pax: 01-42-17-39-25

Deux émissions pour le Salon d'automne



neuf administrations postales

étrangères ont fait le voyage - Allemagne, Belgique, Luxembourg, Suisse, Guernesey, Islande, Natioos unies, Monaco, Etats-Unis -, auxquelles se sont joints les services philatéliques de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna. Les visiteurs retrouveront la traditionnelle exposition de timbres dont les thèmes sont, cette année, l'Allemagne, nation invitée, et la Croix-Rouge. Des créateurs de timbres seront présents pour des séances de dédi-

Parmi les innovations, notons, les 8 et 9 novembre, un atelier jeunesse qui permettra aux septquatorze ans de s'initier à la philatélie. Des conférences sur des sujets variés - la fabrication des timbres, les utilisations postales

caces.

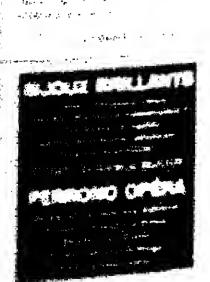
postaux, etc. - s'adresseront aux plus chevronnés. Le timbre Meilleurs vorux,

format vertical 22 x 36 mm, dessiné par Henri Galeron, mis en page par Charles Bridoux, est imprimé en béliogravure en feuilles de cinquante. Le timbre Croix-Rouge, au

format vertical 27 x 32,75 mm, dessiné par Pierre-Marie Valat, mis en page par Michel Durand-Mégret, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente et en carnets de dix exemplaires.

* Salon philatélique d'automne. jusqu'au 9 novembre, de 10 heures à 18 heures. Espace Champerret, Paris-17'. Métro: Porte-de-Champerret. Entrée gratuite. Ventes anticipées « premier jour » des timbres : Croix-Rouge, du 6 au 9; Meilleurs vœux, les 8 et 9 seulement. **★ Le Monde des philatélistes**

tiendre un stand où il sera possible de retirer une documentation sur la « première grande croisière de la philatélie » qu'il organise en Méditerranée, du 23 au 30 mai 1998, en partenariat des timbres Merson, les entiers avec l'althout Voyages.



A Section 1. Section 1.

territoria de la compansión de la compan ***

 $\nabla a_{\tau \theta} (Q_{\tau}) = 0 \ .$

The Section

igner of the same of

Aug - 21-27

inandi k

The second of

 $\{(\phi_{i,j}, \gamma_i), \phi_{i,j}\} \in \Gamma$

A. D.

regular e distriction

But were to

 $\Delta(\pi_{i+1},\pi_{i+1},\dots,\pi_{i+1}) = 1$

 $(a_{i}, b_{i}) \in \mathbb{R}^{n \times n}, \quad (a_{i}, b_{i}) \in \mathbb{R}^{n \times n}$

Assume the second of

 $\int_{\mathbb{R}^{N}} d g d g = \int_{\mathbb{R}^{N}} d g d g d g = \int_{\mathbb{R}^{N}} d g d g d g = \int_{\mathbb{R}^{N}}$

معالم المحروضين والأرا

State of the second

and the second second

And the second

great and the second

Acres 1845

the same of the same of the same

The same of the same

CULTURE

MUSIQUE La Cité de la musique, à Paris, entame un cycle « Amérique », qui se poursuivra jusqu'au mois de juin 1998. En ouverture, hommage est rendu à Duke Elling-

ton. • LE CHOIX du pianiste et compositeur noir, un des pivots de l'identité américaine, s'est imposé de lui-même, tant celui qui a traversé l'histoire du jazz continue d'inspirer

la musique dans son ensemble. • LE siques des sources nouvelles d'inspi-« DUKE », mort en 1974, aura été l'un des grands compositeurs du siècle, sachant trouver dans les musiques du monde ou dans les grands das-

ration. • DANS LE CADRE de cet hommage, David Murray, saxophoniste et compositeur installé à Paris, codirigera, les 7 et 8 novembre, avec

le flutiste James Newton, un grand orchestre avec cuivres et cordes jouant Ellington. En ayant fait le pari de ne pas retenir forcement au programme les airs les plus connus.

Duke Ellington, mélodiste de génie de l'Amérique noire

En ouverture d'un cycle « Amérique » qui a lieu jusqu'au mois de juin 1998, la Cité de la musique, à Paris, a choisi de rendre hommage au pianiste et compositeur noir américain disparu en mai 1974

IL Y AVAIT plusieurs manières de débuter le cycle « Amérique » de la Cité de la musique, à Paris. L'hommage à Duke Ellington a fini par s'imposer. De lui-même. Compositeur, chef d'orchestre, pianiste, Ellington traverse le jaz≥ pratiquement depuis sa genèse - Har-lem, 1923, avec le trompettiste Bubber Miley - jusqu'à ses formes les plus sophistiquées : Afro-Eurasian Eclipse, suite en buit parties composée en 1970.

A l'instar de Gershwin, Duke Ellington est un pivot de l'identité américaine, reconnu comme tel par une majorité de ses compatriotes. Au-delà du jazz, il est aussi l'un des grands compositeurs du siècle, dont l'art est unique, qu'il soit concentré dans les quelques minutes de Black and Tan Fantasy (1927) ou développé dans l'éloquence de Money Jungle (1962, avec Charlie Mingus et Max Roach).

Vingt-trois ans après sa mort, le 24 mai 1974, Duke Ellington continue d'être joué et d'inspirer le jazz et, plus généralement, la musique. Devenu une sorte de musicieo officiel des Etats-Unis, il a ouvert les portes des grandes salles mondiales au jazz, « cette musique classique des Afro-Américains », comme le dit la chanteuse Nina Si-

Militant de la cause noire, il le fut par le haut, en aristocrate. Il est aujourd'hul samplé par les rappeurs. « Il fut, lit-on dans le Duke Ellington de François Billard et Gilles Tordiman (éd. Seull/Solfèges), l'inventeur du concept "Black is beautifull", écrivant dès les années 20 un Black Beauty en



Duke Ellington, le 5 janvier 1961, aux Studios de Boulogne-Billancourt.

l'honneur de lo chanteuse noire Florence Mills. • Il développa l'esthétique musicale noire (Block, Brown and Beige, une suite datant de 1943), l'idée des justes mélanges, avant d'affirmer daos les anoées 60: « le ne sais rien de Moicolm X. de Luther King et de tous ces trucs-là. » Ellington est paradoxal. Aux grandiloquences de Latin

Americon Suite, certains préféreront le mood cuivré de Toke The A Train; d'autres garderont uoe image luxueuse du Big Band plastronné, mené par un patron en smoking, homme à femmes, dont « la seule maîtresse fut la musique ». Les puristes oe verront que Duke au piano, dans l'intimité de son

couple avec Billy Strayborn, pia-

niste et arrangeur. Mais, chez les musiciens de jazz, on trouvera difficilement une voix discordante: Ellingtoo est là.

A sa mort, Miles Davis lui dédie un disque, Stevie Wonder écrit Sir Duke. Sun Ra et Charles Mingus prolongeot certaines de ses conceptions orchestrales, Thelonious Monk et Ahmad Jamai ma-

va à sa rencontre, Cecil Taylor le cite dans ses concerts-déferlements, Weather Report électrifie Rockin'in Rhythm. Architecte de la musique, mélodiste, dramaturge, avant-gardiste, Ellington est multiforme. Il possède la puissance de l'imagination et une curiosité qui l'out amené à prendre des risques tout au long de sa carrière.

CONSTANTE REMISE EN CAUSE

Dans les années 20 et 30, Ellington invente un nouveau son au style jungle, combinaison des racines africaines et des bruits quotidiens de Harlem; en 1938, sa rencontre avec Billy Strayhorn ouvre l'age d'or de Take The A Train; jusqu'au milieu des années 50, il continue son apprentissage en s'intéressant à des formes concertantes, perfectionnant l'écriture de suites orchestrales. Puis, inlassablement, il va revenir sur son œuvre, combinant toutes ses recherches, écrivant pour les bommes de son orchestre, se remettant en cause à chaque concert, se glissant eo homme dans les méandres de la psyché féminine, la sophistication harmonique de Sophisticated Lady ou de Creole Rhapsody.

Né Edward Kennedy Ellington le 29 avril 1899 à Washington, le pianiste fut le premier Noir américain à s'arroger le droit de faire de la « grande musique ». Surnommé * Duke » durant son enfance pour soo élégance, sa manière de se déplacer, il fit de la fierté sa valeur première. Flerté de ses origines - sa famille est l'une des plus anciennes de Virginie, ses ancêtres

seraient arrivés à lamestown en 1619 - exprimée dans son œuvre colossale (il aurait ecrit près de deux mille thèmes) des les années 20 ; fierté de son appartenance à l'Amérique triomphante : fierté personnelle enfin. sans arrogance mais qui s'est imposée d'emblée. Il est Duke Ellington, le « maitre » comme le dira celui qu'on lui oppose si souvent, Count Basie. Il le sait, les musiciens aussi.

Etrangement, lui qui ira chercher dans les grands classiques. Debussy ou Ravel, ou dans les musiques du monde de nouvelles sources d'inspiration, regarde passer en si-lence deux révolutions, le bop et le free. Au débot des années 50, le jazz lui tourne un peu le dos, comme le souligne Claude Carrière, producteur du « Jazz Club » à Prance-Musique et du mythique Tout Duke - de janvier 1976 à décembre 1984, chaque première semaine du mois, cinq demi-heures d'émissions quotidiennes. « Après la guerre, il était déjà à un niveau très élevé du point de vue rythmique et hormonique. Le bop, en vogue alors, ne lui ourait rien apporté. Pourtant, on sait qu'il a voulu jouer avec Charlie Parker, et Max Roach a joue dons son orchestre, » Il suffit de l'écouter dans les années 70 pour comprendre, par citations et clins d'œil, qu'il savait de quoi il s'agissait, mais ne se sentait aucunement concerné par le free. Les styles et les modes n'étaient décidément pas l'affaire de ce mélo-

Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier

Discographie

• Duke Ellington, The Quintessence 1926-1941, Frémeaux et associès/Night & Day; Duke Ellington 1927-1946, Masters of Jazz, série illustrée par Cabu Media 7: The indispensable Ellington 1940, RCA Jazz Tribune/BMG; The Small Groups 1940-1946, RCA Jazz Tribune/BMG; The 1946 Cornegie Hall Concert, Carrère-Prestige/WEA; The Seattle Concert 1952, RCA/BMG; Such Sweet Thunder (1957). Columbia; Piano in the Foreground (1961), Columbia; First Time (1961, avec le Count Basie Orcbestral, Columbia: Money Jungle (1962), Blue Note/EMI;

With John Coltrane (1962). Impulse/Universal Music: The ivmphonic Ellington (1963), Treπd Records ; Concert of Sacred Music (1965), RCA Jazz I /BMG; The Far East Suite (1965), RCA Jazz 1 /BMG; And His Mother Called Him Bill (1967), RCA Jazz I /BMG ; My People (orchestre dirigé par Jimmy Jones) (1969) Red Baron/Sony Music.

 David Murray. Big Band with Butch Morris (1991), Columbia; The Jazzpar Prize Concert (1992), Enja/Harmonia Mundi; /ug-a-Lug (1995) Diw Records; Quintet (1996), Diw Records : Fo Deuk Revue (1997), Enja/Harmoni Mundi.

 James Newton. The Africon Flower (1985), Blue Note/EMI.

La seule façon de jouer

IL N'Y A PAS de pianistes de jazz à la technique déficiente : ces musiciens inventent leur musique et la technique qui va avec à mesure qu'ils jouent. La dichotomie entre technique et musique soulignée par le discours habituel sur la musique classique n'a pas cours dans le jazz, si tant est qu'il ait réellement un sens dans le répertoire classique. La technique n'est que le moyeo de transmettre la musique à l'aide d'un instrument. Elle n'a qu'un rapport relatif avec le nombre de notes qu'un instrumentiste peut jouer à la seconde, avec la virtuosité au sens où on l'entend habituellement. Liszt ne disait-il pas: « Je ne sais pas assez cette œuvre pour lo iouer lentement. »

On entend souvent dire que les pianistes de jazz out inventé une nouvelle façon de jouer du piano. Ceux qui professent cela confondent la Ellington ne s'en est pas privé) et scrupuleuse-

musique et l'instrument. Et, à vrai dire, la musique est plus intéressante que le piano, dont elle détermine l'existence. Quand on écoute Art Tatum, Errol Gamer ou Duke Ellington en solo, qu'entend-on? L'idéalisation des préceptes époncés par Couperin dans L'Art de toucher le clavecia, repris et adaptés par Chopin au piano. De Couperin confronté à un instrument dont les nuances ne sont pas dynamiques, mais fondées sur d'infimes variations temporelles et d'articulations - donc rythmiques -, les pianistes de jazz et le jeune Duke Ellington tout particulièrement oot retrouvé spontanément l'enseignement. Ils respectent les valeurs métriques sur la

durée de la phrase, et non mesure après mesure. De Chopin, ils ont aimé les enchaînements harmonico-mélodiques (au point de les citer, et

ment respecté, tout en les ignorant formelle ment, les recommandations: souplesse, indépendance rythmique des deux mains, variété infinies d'attaques, absence de brutalité. Ellington ne cogne jamais sur son piano; dans une dynamique des plus réduites, il déploie des milliers de nuances que trop de pianistes classiques ne soupconnent même pas.

Il n'y a pas plusieurs façons de jouer du piano, mais une seule, et Ellingtoo en est l'incarnatioo suprême. Les autres sont mauvaises. Les pianistes de jazz sont les seuls représentants d'une grande lignée de compositeurs-instrumentistes qui, dans le domaine de la musique classique, a pris fin avec la mort du Catalan Federico Mom-

David Murray, un « sax » rassembleur INSTALLÉ à Paris depuis l'été un projet de l'autre : « Je vais aller



1995, moment où il a rejoint sa compagne française, le saxopboniste et compositeur David Murrav vit à Ménilmontant. C'est là ou'il aime donner ses rendezvous, dans des petits cafés d'un des derniers quartiers populaires de Paris. Des babitués viennent lui dire bonjour; il échange quelques mots en français. On sait vaguement qu'il est musicien, c'est « l'Américoin ». New York ne lui manque pas, alors qu'il y a vécu plus de vingt ans. « Parfois, je me sens étranger, dit-il- A d'autres ma-ments, j'ai l'impressian d'être totalement intégré. Ce que je veux, c'est ameliarer man français. »

La couleur de la peau? Quand on est musicien de jazz, noir, venu des Etats-Unis, Paris prend des airs de paradis.

SOIF DE MUSIQUE

Repéré sur la scène dite « des lofts » à New York, au milieu des années 70. David Murray, né à Oakland (Californie) le 19 février 1955, a imposé son personnage insaisissable et rassembleur. Sa discographie traduit sa soif de musique. Près de 200 disques, sous son nom avec ses différentes formations (en trio, quartet, octet, big band...) ou auprès de musiciens américains ou européens. Six mois au maximum sépareot

en Guadeloupe, il y o aussi un projet sur le gospel avec Fontella Bass et mon groupe Octofunk ; je vals re-tourner à Dokar ; je suis en train d'écrire des arrangements de la musique de Sly Stone, l'un des inventeurs du funk................................

5i sa fréquentation avec les musiciens free de New York l'a catalogué un peu vite, la multiplicité de ses approches et sa connaissance de tous les courants du jazz lui permettent d'être à l'aise dans tous les registres.

Ainsi, ce projet de grand orchestre avec cuivres et cordes sur la musique de Duke Ellington parait lui convenir mieux qu'à d'autres. Codirigé avec le fl0tiste

Une sélection du programme

Le cycle « Amérique » a lieu jusqu'en juin 1998 à la Cité de la musique. Hommage à Duke Ellington. Grand orchestre dirigé par David Murray et James Newton, les 7 et 8 novembre, 20 heures, salle des concerts, 100 F; projection du film Anatomy of a Murder, d'Otto Preminger, le 7, 20 heures, amphithéâtre du musée, 60 F;

de musique, il est l'occasion de mettre en avant l'idée d'une collaboration musicale où « deux identités se fondent ». Comme dans le « couple » Billy 5trayborn - Duke Ellington, où l'on a bien du mal à dire, à l'écoute de leur musique, qui est responsable de quoi.

PAS DE . MAINTENANCE »

« James Newton soit écrire des choses superbes pour les cordes ; je pense que je peux me débrouiller avec les cuivres, avec un big band. Nous avons travaillé sur les partitions, les disques, non pas pour refaire ce qu'Ellington et Strayhorn ont fait, mais pour amener cette musique dans le prochain siècle.

duo Linda Sbarrock (voix) et Eric Watson (piano), le 8, 16 b 30, et le 9, 15 beures, amphithéâtre, 80 F; McCoy Tyner Trio avec Avery Sharpe et Aaron Scott, le 9, 16 h 30, salle des concerts, 100 F. Reuseignements. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. Mº Porte-de-Pantin, Tel : 01-44-84-44-84 ou répondeur au 01-44-84-45-45, Minitel 3615 CITEMUSIQUE (1,29 F la minute); internet www.cite-musique.fr.

James Newton, ami d'enfance et On ne veut surtout pas assurer la maintenance d'un répertoire. »

> Au programme, après des échanges de télécopies et de cassettes entre les deux continents. plusieurs mois de préparation, Murray et Newton ont plus de deux beures de musique. Murray passe en revue le programme : Money Jungle, Chelsea Bridge, La Fleur africaine, Warm Valley, Northern Lights et Bloodcount de Billy 5trayhorn, des extraits de Far East Suite et Such Sweet Thunder...

Les deux compères n'ont pas parié sur le plus évident, le plus connu. Murray a rassemblé une rythmique qui devrait secouer: Art Davis est à la contrebasse, il a joué avec les plus grands; Andrew Cyrille est à la batterie, homme du free dont le nom est inséparable de celui du pianiste Cecil Taylor; D.D. Jackson est au piano, figure de la nouvelle vague du jazz. Dans les sections, Oliver Lake, Ricky Ford, Hamiet Bluiett (saxopbones), Bobby Bradford (trompette), Ray Anderson. George Lewis (trombones), créent des passerelles entre les générations, les styles, les his-

« Après ça, s'esclaffe David Murray, soit on m'expulse, soit je deviens le roi de Paris. »

THE LION KING, New Amster-

dam Theatre, 42" Street, New

York. Du mercredi au samedi à

20 heures, le dimanche à 18 h 30.

Matinées le samedi à 14 heures

et le dimanche à 13 heures. De

25 à 75 dollars (de 150 francs à

450 francs). Tél.: 00-1-212-307-

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

cœur de cible. On déteste les per-

sonnages de Walt Disney. On plai-

gnait presque ces pauvres enfants

qui, il y a trois ans à Paris, faisaient

la queue pour aller voir Le Roi

lian! Le film est aujourd'hui une

comédie musicale sur Broadway,

jouée au New Amsterdam Theatre.

réoové super-kitsch pour l'occa-

sion. Les pages culturelles des

journaux new-yorkais consacreot

de longs articles à l'événement. Le

réputé metteur en scèce Julie Tay-

mor vieot de l'avant-garde, de

l'off-Broadway, et l'intelligentsia

pleure des larmes de crocodile de-

vant celle qui a vendu son talent à

POUR LES ABONNES,

LE FILM

A priori, on n'est pas dans le

« Le Roi lion », version scénique,

triomphe à Broadway

Mis en scène par l'avant-gardiste Julie Taymor, Walt Disney prend un sérieux coup de jeune

En 1994, « Le Roi lion », dessin animé long-mé-trage des studios Disney, avait popularisé la vie des animaux de la jungle à travers toute la pla-Julie Taymor, un metteur en scène connu pour

sage. Scott Irby-Ranniar ou Alber-

to Cruz, Kajuana Shuford ou Jen-

nifer Josephs incament, à tour de

rôle, 5imba et Nala, le fils du roi et

cables, jamais cabotins. Jasoo

Raize et Heather Headley inter-

prètent Simba et Nala adultes. Ju-

lie Taymor, trouvant que le film

manquait de personnages fémi-

nins forts, a donné plus d'impor-

rouge. La juogle s'éveille : élé-

phants énormes, autruches de fan-

taisie, zèbres qui sautent, antilopes

dont la course saccadée est rendue

par des mécanismes de bicyclettes.

D'autres animaux apparaissent en

ombres chinoises ou en ombres

découpées. Des oiseaux s'en-

volent. La salle est déjà debout.

Les enfants applaudisseot, rient.

Sur le siège d'à côté, un psychana-

lyste oew-yorkais est aux anges. Le

chorégraphe afro-américain Garth

Fagan, qui a donné il y a quatre

ans un si beau Griot New York, a ré-

gié les ouméros. Tout s'enchaîne.

Magique. On voit à la fois le sys-

Le Roi lion s'ouvre sur un soleil

tance à la compagne de Simba.

soo amoureuse. Ils sont impec-

Walt Disney. On a vu The Lion King

le premier jour des previews. Fa-

meux! Que d'intelligence, que de

beauté daos ce divertissement

peuplé de marioocettes, de

masques, d'ombres, de jungles, de

rires, d'émotions. Devant une telle

réussite, on oe sait pas encore qui de Micbael Eisner, président de Walt Disney, ou de Julie Taymor a

Julie Taymor, quarante-quatre

ans, c'est l'anti-Disney. Elle entre

en théatre plutôt tardivement avec

des mises en scène pour enfants à

Bostoo, melant mythes et fol-

klores. Puis, très vite, elle utilise les

techniques de marionnettes et de

œuvre lui a déjà valu une bourse

MacArthur, un Tooy et de très

oombreuses récompenses. Cette

habituée des relectures de Shakes-

peare ou de Sophocle s'apprête à

tourner son premier film, Titus An-

dronicus, et la Royal Shakespeare

Company vient d'inviter son Green

Bird, La Maison Disney ne s'adres-

chanteurs et danseurs, qu'elle a

L'équipe de comédiens, à la fois

sait donc pas à une inconnue.

LE TROU NOIR

POUR LES AUTRES.

LA CONQUETE DE LA LUNE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VUE.

CANAL+ Invite les abonnés à passer une semaine

"La tête dans les étolles" avec une programmatian spéciale et exclusive retracant la grande expédition d'APOLLO 13 vers la lune.

Vendredi 7 novembre à 23 H 05 et à 21 H 00 la mercredi 12 novembre,

APOLLO 13 le film. Dimanche 9 navembre à 16 H 20,

APOLLO 13 le documentaire. Alunissage dans quelques instants

paur les abonnés, dans quelques années-lumière pour les autres.

LA VIE BAT + FORTSUR GANAGE

masques d'Asie, d'Afrique. Son

eu le plus d'audace.

La Biennale de Genève

allie vidéo

et arts plastiques

La 7º Semaine de l'image en mouvement

LA 7º SEMAINE INTERNATIO-

NALE DE LA VIDÉO. Jusqu'au 8

novembre à Genève. Renseigne-

ments: Fondation Saint-Ger-

vais-Genève, 5, rue do Temple.

1201 Genève. Tél.: 00-41-22-980-

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Gervais-Genève est pleine à cra-

quer. Sur scène, dans l'obscurité, derrière un téléviseur 16/9, se cache

le personoage de Serge Geyser (alias Serge Comte). Voix samplée

sur fond de musique techno-pop, il

séduit l'assistance puis la plonge

dans l'attente. Le temps passe, l'im-

patience guette. Et puis, c'est fini.

Serge, sa voix, sa musique et ses

images: un geyser multicolore.

Comblé, le pubbe applaudit. Que

s'est-il passé entre temps? Peu de

chose, sinon une pirouette de la part

de Serge Comte. Sa performance, à

l'occasioo de la 7 Semaine inter-

na- tionale de la vidéo de Genève,

ressemblait davantage à une expéri-

mentation sur les spectateurs qu'à

Présenter la vidéo au plus large

public possible est le principal désir

d'André Iten, directeur de cette

Biennale de l'image en mouvement.

Depuis quatorze ans, il s'est donné pour objectif de jeter une passerelle

entre les arts plastiques et l'audiovi-

suel. Cette idée ambitieuse s'appuie

sur trois pôles: la production de

réalisations, d'installations vidéo et

de CD-ROM : l'organisation d'expo-

sitions et de projections avec pour

point d'orgue cette rencontre internationale; enfin, l'archivage de la

totalité des travaux des artistes in-

Pour montrer que l'image eo

mouvement appartient autant aux

artistes qu'aux cinéastes, ce 7º rendez-vous s'articule autour de trois

rétrospectives consacrées à la Belee

Chantal Akerman, réalisatrice de

longs métrages mais aussi de docu-

meotaires et de vidéos, à l'Alle-

mande Rebecca Horn et au Suisse

tion internationale témoigne d'une nouvelle utilisation de la vidéo dans

les arts plastiques. Elle est considé-

rée oon plus comme un simple mé-

dium, mais comme un outil à part

eotière. Deux teodances se dé-

gagent. La première regroupe les

bricolos », qui emploieot avec

économie les moyens de réalisation.

Leurs sujets toucheot esseotielle-

ment la sensibilité, l'émotion et l'hu-

mour. Les Petites Scènes de la vie or-

dinaire, de Joël Bartoloméo annoocaient ce mouvement. Les

Siamoiseries, de Franck et Olivier

PEINTRE TRANQUILLE

DE LA VIE FAMILIALE

Les vidéos de Joël Bartoloméo ne laissent jamais indifférents. Elles

choquent, séduisent, mais surtout

restent gravées dans la mémoire

des spectateurs. Le vidéaste filme sa

petite famille dans une apparente

intimité - des scènes de repas ou

des vacances estivales, ses enfants en train de s'amuser ou de peindre

Quand on yeut l'interroger sur

l'objet de son travail, Joël Bartolo-

méo hésite. Il craint un instant

flûte murai Inde du Sud 2 PL DU CHATELET 01 42 74 22 77

avec un caméscope Hi8.

Mais la sélection de la compéti-

Roman Signer.

PROFIL

tervenus lors des manifestations.

« BRICOLOS » ET « TECHNOLOS »

une prestation artistique.

La salle de la Foodatioo Saint-

20-00. E-mail : <sgg@sgg.ch>.

Turpin, présentent les deux frères

reliés l'un et l'autre par le devant de

leurs casquettes. Le moindre mou-

vement de l'un agit sur l'autre. Alors

ils courent, escaladent et vivent de

profil. Les Anglais John Wood et Harrissoo Paul s'inspirent du même

principe avec 3 Legged. Enfermés

dans une pièce, collés contre le mur,

ils sont la cible d'un canon à balles

de tennis. Le problème, c'est qu'ils

sont attachés l'un à l'autre par une

jambe. Au début de l'exercice, cha-

cun pense à son compagnon mais,

la fatigue venant, il s'agira très vite

pour chacun de se sauver soi-même.

formances buccales autofilmées,

ootamment les ingénieuses mises

en scène de Vincent Julliard : dans

Récital, spectacle en cinq tableaux,

la bouche devient un espace scé-

nique où l'auteur place des figu-

rines; certaines sont accrochées aux

dents, d'autres se cachent sous la

Face à ce petit monde de la « bi-

douille », il y a les « technolos ». Si

les premiers raffolent des camé-

scopes de poche, les seconds s'ar-

rachent les bancs de montage der-

productioos est une réponse vi-

suelle au phénomène techno. Rythm

Control, de Mylène Bilbo Calvez, et

Technotanz, d'Aaroo Ross, convoquent tous deux l'imaginaire :

leur univers est celui du plaisir de

Pendant une semaine. Genève vit

au rythme de vingt-cinq images par

seconde. Les galeries d'art contem-

porain accompagnent le mouvement. Entre les classiques indispen-

sables, tels que Nam June Paik et

Dan Graham, on trouve aussi des

tions, de Peter Fischer, créateur de petites constructions que l'on aime-

rait avoir chez soi par simple désir de poésie. L'univers de ce jeune ar-

tiste suisse repose sur l'illusion d'op-

tique. Sous le titre l'ai fait voler mon

amie se cache la projection d'un

diapositive, doot l'image semble

s'animer par un jeu de miroirs mobiles. Rise and Fall invite le specta-

teur à souffier sur un rideau de pa-

pier de riz afin que le portrait de

l'auteur apparaisse puis glisse le

Cette projection de diapositives et

de mécaniques de miroirs est très

sensible, voire magique. Le public

André Iten et ses collaborateurs

ne peuvent que se réjouir. Sur les

bords du lac Léman, on ne compte

plus les artistes prometteurs. Cette

7º Semaine internationale de la vi-

déo témoigne que, désormais, le

dialogue entre la vidéo et le public,

qu'on disait difficile, semble

qu'on lui demande de se justifier.

Ce serait l'offenser. Sensible à l'art

brut, il pratique la vidéo avec la même innocence. Son style est

Paradoxalement son parcours

personnel, loin de tout amateu-

risme, reflète une vive curiosité. Etudiant, au début des années 80, à

l'Ecole d'art visuel de Genève, il ob-

tiendra plus tard un DEA d'esthé-

tique audiovisuelle à l'université Paris-l. Les travaux de Joël Bartoloméo

dépassent les apparences. Si, depuis

1991, il a entrepris de filmer scrupu-

leusement sa femme et ses enfants.

c'est pour capter ces petits mo-

ments où le quotidien se charge

d'une intensité dramatique. Ses

œuvres sont des morceaux choisis de la vie ordinaire. La petite histoire de la vidéo gardera en mémoire ses

tournait ses cassettes croyant qu'il s'était trompé de film... Aujourd'hui, il fait l'objet de toutes les attentions, et son nom figure dans plusieurs programmations, comme celle du Festival de Gentilly. Néanmoins, Il garde les pieds sur terre et continue de filmer sans trop se poser de questions. Réservé mais toujours alerte, Joël Bartoloméo, à l'ins-

tar de la nouvelle vague de la vidéo française, sait réaliser de grandes choses avec peu de moyens.

simple, presque naif.

Nicolas Thety

long du drapé.

apprécie.

surprises avec les Machines à projec-

l'abstraction.

oier cri. L'essentiel de leurs

Plus minimalistes encore, les per-

qu'il projette.

sident. »

timent les experts.

Le mélange des genres opère

moins bien avec la musique. Elton

John et Tim Rice aux manettes

font un boulot honorable, mais

c'est le musicien sud-africain Le-

bo M. (il avait déjà donné au film

sa composante africainel, né à So-

weto, qui emporte de loin le mor-

ceau. Pour l'adaptadon scénique,

Julie Taymor dit qu'elle a été « fort

inspirée par son disque Rhythm of

the Pridelands .. Lebo M. chante

et danse dans The Lion King: « Ma

vie est un peu celle du jeune lion

Simba, qui connaît l'exil, les tour-

ments, les amis perdus, dit-il.

Comme lui, je suis retourné dans

mon pays libéré. Quand le film est

sorti, Nelson Mondela devenait pré-

Personne n'aurait pourtant parié

sur un tel succès: le 16 octobre, le

box-office avait déjà vendu pour

plus de 120 millions de francs de

billets. «Le Roi lion est parti pour

tenir des onnées et des années », es-

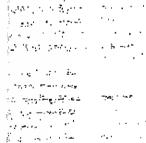
Dominique Frétard



and the second of the Consequence of the second of the second (TOTAL OF THE TOTAL Sent of the control of the control of the growing a subsection of the figure gardin giriya ayrin di jirka i

the state of the state of the state of the Service American Company of the Company

- AM



A 150 1 150 1 والام الدويدليليكن

المتراث والموروع والمراجع





























مركذا من الاميل

CULTURE

Quand le rock et la techno rejouent James Bond

David Arnold a invité onze artistes à recréer des génériques de « 007 »

LA CHANSON du générique a touiours signé un lomes Bond aussi surement que la scène d'action qui le précède ou les pin-up et les Martini Dry (* Shaken nat stirred ») qui lui succèdent. Aux côtés des pères fondateurs, Monty Norman (auteur du fameux Jomes Bond Theme) et John Barry, superviseur de l'ensemble des bandes originales, de nombreux talents se sont succédé pour fournir ces concentrés de suspense et de glamour. Des compositeurs de Broadway, comme Marvin Hamlisch, des auteurs collectionneurs de hits, comme Hal David ou Carole Bayer Sager, et des chanteurs, de Paul McCartney à Carly Simon, de Tom Jones à Shirley Bassey... Etoooant d'entendre aussi à quel point le patrimoine des musiques de films influence les créations contemporaines.

David Arnold, lui, a vu soo premier lames Bood, On ne vit que deux fois, en 1969. Il avait neuf ans et ne s'en est jamais remis. Après des études musicales, cet arran-

geur, compositeur et multi-instrumentiste s'est consacré à son tour aux bandes originales de films. On lui doit celles de Stargate et d'Independence Day. En 1993, il invitait Björk à chanter une de ses compositions, le magnifique Play Deod, illustrant le film The Young Americans. David Arnold vlent d'élaborer le projet Shaken and Stirred. Sélectionoant quelquesuns de ses génériques préférés, il a invité onze artistes ou groupes à les recréer avec lui. Forcement irrégulière, cette compilation n'en est pas moins réjouissante. Aux interprétations trop fidèles de Shara Nelson (Moonraker), Chrissie Hynde ILive and Let Die créé par les Wings en 1973) ou lggy Pop (We Have All The Time in The World), on préférera le détournement intimiste de Nobody Does It Better et From Russio With Love qu'en font respectivement Aimee

On observera surtout comment la personnalité de certains s'épanche dans des musiques qui

Mann et Natacha Atlas.

ont modelé leurs propres univers. Chanteur noir au timbre féminin, David McAlmood a sûrement rêvé un jour d'être Shirley Bassey. Il investit Diomonds Are Forever propulsé par les violons grandioses de David Arnold. De la même façon, Martin Fry, leader du groupe ABC, a báti un répertoire tout eo scintillements glamoureux. Il surfe sur les crescendos de Thunderball comme s'il pilotait l'Aston Martin du héros de lan Fleming. L'art de Puip se nourrit aussi de fantasmes romantiques mais en jouant tou- E jours du décalage existant entre ses visions magnifiques et la personnalité chétive de son chanteur, Jarvis Cocker. Sa version de All Time High souligne encore cette touchante ironie-

On ne s'étonnera pas que David Arnold ait confié trois des morceaux aux enfants de la techno. Le big beot des Propellerheads (On Her Moiesty's Secret Service), le dub house de Leftfield (Space Morch) et la jungle jazzy de LTJ



Le leader de Pulp, Jarvis Cocker (au second plan), et le bassiste du groupe, Steve Mackey.

Bukem (The Jomes Bond Theme) ont samplé, trituré, recollé les propositions de l'arrangeur, valorisant les tempos haletants et les ambiances noires favorables aux espioos d'hier comme aux DI d'aujourd'hui. On sait déjà que l'un d'eux, Mohy, s'est occupé du générique du prochain James Bond, Tomorrow Never Dies. Sen-

KARL-HEINZ STOCKHAUSEN

L'Histoire retiendra que Stock-

Janka et Jüng Wyttenbach (pianos)

sible à ses hommages, les producteurs du film ont demandé à David Arnold d'en superviser la bande-son, au côté de John Barry.

Stéphane Davet

* Shaken and Stirred, The David Arnold James Bond Project, 1 CD East West 3984207382.

ciété pour l'administration des droits des artistes et musiciens interpretes). Le SFA affirme ne disposer d'« oucun élément d'injormation permettont d'imputer un fuit fautif à un ou plusieurs dirigeonts de l'Adami ». Cette decision intervient après la divulgation d'un rapport d'audit commandité par l'Etat qui pointe de graves dysfonctionnements dans la gestion de l'Adami et met eo cause le SFA |Le Monde du 8 octobre).
■ INDUSTRIE MUSICALE: George Jackson a été nommé PDG de la maison de disques Mo-

■ DROITS: le Syndicat français des artistes-interprètes (SFA-CGT) a annoncé dans un commu-

niqué, mercredi 5 novembre, qu'il se portait partie civile dans les procédures pénales en cours d'instruction concernant l'Adami (So-

DÉPÊCHES

town Records. Il remplace Andre Harrell, qui avait démissionné au mois d'août en raison des mauvaises performances da label. Tamia Motown, fondé en 1959 par Berry Gordy, a été le tremplin des musiques modernes afro-américaines. Racheté en 1983 par Poly-Gram. Motown possède un catalogue d'environ 30 000 œuvres, où figurent notamment Stevie Wooder, Diana Ross and The Supremes, Marvin Gaye, les Temptations, les Jackson Five, et plus récemment, Boyz II Men et Queen

Les meilleures ventes d'albums en France Le marché français s'en SELECTION DISQUES tient à ses valeurs sûres:

ARTISTE de la :	Rang semaine	5 4 Ave.	MAISON
	cedente	TITRE	DE DISQUES.
MICHEL SARDOU	1	Salut .	TREMA
JEAN-JACQUES GOLDA	AAN 2	En passant	COLUMBIA
EROS RAMAZZOTI	32	Eros	DDD/BMG
ARTISTES DIVERS	3	Sol en si	WEA
ANDREA BOCELLI	4	Vlaggio italiano	POLYDOR
JOE COCKER	5	Across from Midnight	CHRYSALIS
FLORENT PAGNY	Ė	Savoir simer	MERCURY
IAM	7	L'Ecole du micro d'argent	DELABEL
ERA	18	Ameno	POLYDOR
MC SOLAAR	20	Paradislaque	POLYDOR '

Sardou, Goldman, Sol en Si (pour la chanson), IAM et MC Solaar (pour le rap), Bocell et Eros Ramazzoti (pour l'Italie). Florent Pagny entre à la-7º place avec wir oimer, Dan Ar Braz à la 20° pour ses Finisterres. Dans les compilations, le volume 3 de l'Anthologie de Johnny Halfyday se maintient au 3 rang, tandis que Tri Yann (Le Meilleur de Tri Yonn, volume 2) dépasse Maria Callas (Lo Voix du siècle) à la 7 place. Côté singles, Barbie Gid d'Aqua triomphe; la chanson de Carlos Puebla, Hosto Siempre, entretient les phobies cubaines de Nathafie Cardonne, numéro 8, tan-dis que les 11 minutes 30 contre les lois racistes, publiées dans l'urgence chez Pias, entrent au 91° rang.

hausen a ouvert la quasi-totalité des portes de la création depuis

près d'un demi-siècle. Mantra (1970) en témoigne. Chacun des deux pianistes y utilise des cymbales antiques et des wood-blocks pour renforcer certaines séquences d'un parcours continuellement soumis au principe de la modulation en anneau. La confrontation très graduée de la source acoustique à son traitement électronique détermine une sorte de jeu sur les ombres portées du « mantra », une formule de treize notes génératrice d'un cycle de treize parties. Aussi fisible que la lumineuse mais ancienne version des frères Kontarsky, créateurs de l'œuvre (Stockhausen-Verlag), et non que que la r lisation des jeunes Allemands Grau et Schumacher (Wergo), l'interprétation de Janka et Jung Wyttenbach se distingue par de grandes qualités

MARK-ANTHONY TURNAGE Blood on the Floor

202 252.

★1CD «Una Corda» Accord

John Scofield (guitare), Peter Erskine (batterie), Martin Robertson (saxophone), Ensemble Modern, Peter Rundel (direction).

Comme Gunther Schuller jadis, Mark-Anthony Tumage envisage la fusion de la musique contemporaine et du jazz. A la différence de son maître américain qui militait il y a trente ans en faveur d'un « troisième courant », assez peu viable, le jeune Anglais (né en 1960) ne se pose pas en porte-drapeau d'une esthétique. Il ne cesse en revanche d'afficher une stupéfiante fascinatioo pour Francis Bacoo, au point d'arborer sur la couverture de ce disque un « look » ornithologique comparable à celui du célébre peintre Irlandais | Si Blood on the Floor emprunte son titre à une toile de Bacon, l'œuvre n'en appelle pas directement à une correspondance cotre peinture et musique, comme Three Screoming Popes (1989), mais suggère le contraste de matières déterminé par la rencoutre de l'Ensemble Modern de Francfort et de trois jazzmen réputés, dont le guitariste John Scoffeld, qui a accompagné Miles Davis, Herbie Hancock et Chick Corea. Des neuf volets de Blood on the Floor, les plus réussis sont ceux qui procèdent d'une activité haletante vouée au culte du contretemps. Les plages tournées vers une méditation lancinante trahisseot en effet les limites d'une harmonie hybride. Sauf Elegy of Andy (en mémoire d'un frère drogué prématurément disparu), dont les accords parfaits se brouillent comme des yeux embués

★ 1 CD Argo 445 292-2. LEE KONITZ, CESARIUS ALVIM

Guarana D'abord pianiste, puis cootrebassiste, Cesarius Alvim passe, se-

lon les saisons du cœur, de l'un à l'autre instrument. En duo avec le saxophoniste Lee Konitz, c'est le piano qu'il a choisi. Il a composé de courts thèmes, marqués par un souci d'espace autant que par une organisation très rythmique du clavier. Lee Konitz, faux classique tant sa musique a toujours anticipé les évolutions du jazz depuis le début des années 50, trouve dans les propositions d'Alvim la matière d'un jeu qui souligne et à son tour renvole. Ces échanges se font naturellement, comme si ce dno avait déjà des années de présence commune à mettre en jeu. La couleur générale est à l'impressionnisme et à l'abstraction - avec des détours par Bach - et suscite le désir que cette réussite due au basard d'une rencontre s'installe dans la durée. * 1 CD Axoloti Jazz AXO106, Dis-

BRIGITTE FONTAINE Les Palaces

Eblouissante comme la vie, Brigitte Fontaine. Trop longtemps boudée, elle se paie le luxe d'un retour définitif, d'une vraie renaissance amorcée par Les Nougats, poursuivie par la scène, confirmée par Les Paloces. Le disque est éclatant, aussi prenant qu'un album de Mariane Faithfull arrangé par Angelo Badalamenti - elle partage d'ailleurs avec l'Anglaise à la voix rauque et à la folie profonde une certaine idée de l'exotisme étrange, du luxe junkie. Des violons pour la vaise (Les Paloces), des flambées de synthétiseurs pour un Musée des horreurs à l'ambiance proche du Blue Velvet de David Lynch, accomplent avec les boucles rythrniques pour le vernis hip-bop -

car, comme le souligne Hélène Hazéra, critique musicale à Libération. « pour Brigitte Fontaine, être êlue poetesse o l'Academie... ne suffirait pas : elle veut aussi faire donser le Queen ». En duo hard avec Bashung (City), en duh nappé à la musique de chambre (Ali) et en paranoïaque casée (un duo avec Areski, à propos des fuites de gaz, tout brûle, tout explose, C'est normal, version moderne de Tout w très bien, modame la marquise), Brigitte Fontaine écrit comme elle pense: sans partage, le diable au corps, le rouge, le pourpre et les sunlights au cul.

★ 1 CD Virgin 72438451062-6.

I Am Time En quatre volumes thématiques l'invocation, le chant, la danse et le jazz -, ce coffret pensé aux Etats-Unis reprend le fil des méditations cubaines des gringos passionnés de son. Présenté en boîte de clgares. I Am Time est un travail de compilation soigné : un livret (en anglais) procéder par ordre historique, en se débarrassant des clichés de l'avant-castrisme ou de l'ethnomusicologie à bon compte. Cuban invocotions, le volume 1, part des rites de la santerio, Merceditas Valdes, Celeste Mendoza, pour aboutir au fabuleux Bola de Nieve, aux Van Van ou à Sintesis, qui ont toujours flirté avec les tambours batas. Beny Moré (Que Bueno Boilo Usted) ouvre le bal, Isaac Delgado, roi de la salsa actuelle, le referme. Pour le iazz, Mario Bauza mène à Cachao et au pianiste Gonzalo Rubalcaba pour se terminer par Steve Coleman. La société d'Etat cubaine Egrem a fourni les matériaux de base; le son est parrois un peu trop nettoyé. * 1 coffret de 4 CD Blue Jackel En-

tertainment BJAC 5012-S014-2.

Le film du mois

*** PREMIÈRE

"La comédie anti-déprime à l'anglaise."

TÉLÉRAMA "Un petit bijou d'humour et de dignité.

Un vrai régal !" *** LE PARISIEN

"Drôle, décoiffant, irrésistible. Une bombe !"

STUDIO MAGAZINE

"Une comédie sociale hilarante au croisement de Ken Loach et des Monty Python"



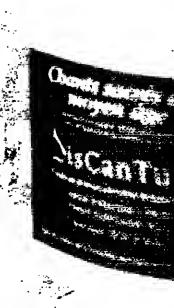


FOX SEARCHJOHT PICTURES RESEARE DE PRODUCTOR BETWAYE FLINS THE FIAL MORTY" (LE GRAND JEU) ROBERT CARDYLE TOM WILKERSON MARK AUTH MARINE ANNE DURLEY PROPUSION ASSOCE LESLEY STEWART AND CHE DAVID FREEMAN WILK MODEL REAL DROOKS MAX SUITLES EMETER IE LA PROPESSAPE JOHN DE BORMAN ALL ÉCRE PAS SANCH BEALFEY PRODET PAS LIBERTO PASCULA



GRAND PRIX DU JURY & PRIX DU PUBLIC 80me FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE DE DINARD





هِ كَذَا مِن رِلامِل

Le pianiste américain donne l'intégrale du compositeur polonais

Les planistes qui osent se lancer dans une inté- firme Alfred Brendel, et ce marathon exige de 1970, l'Américain Garrick Ohlsson propose aux grale de l'œuvre de Chopin en récital sont rares. « Chopin est une affaire de spécialistes », af-

grandes ressources physiques et psychiques.
Vainqueur du concours Chopin de Varsovie, en au cours de cinq récitals répartis sur deux ans.

CHOPIN: intégrale de l'œnvre pour piano. Garrick Ohlsson (piano). Le S novembre, saile Gaveau. Prochains récitals: les 12 et 20 novembre, 20 h 30, 45, rue La Boétie, Paris 8°. Tél.: 01-49-53-05-07. De 90 F à 240 F.

Les planistes qui se seront risqués à donoer l'intégrale de l'œuvre pour piano de Chopin en récitals sont peu nombreux. L'histoire a retenu les noms de Robert Lortat, Edouard Risler dans les premières années du XXº siècle et tout récemment celui de Nikita Magaloff qui marqua la vie musicale parisienne par son cycle de cinq récitals triomphaux qu'il donna au Théâtre des Champs-Elysées à l'invitation de Piano quatre étoiles.

Alfred Cortot, Guiomar Novaes, Arthur Rubinstein, Samson François, Vlado Perlemuter, Vladimir Ashkenazy n'ont jamais tenté l'expérience, bien qu'ils aient joué une grande partie de l'œuvre du compositeur en public, voire enregistré la totalité de sa musique : Vlado Perlemuter pour la BBC; Vladimir Ashkenazy pour Decca. Vainqueur du concours Chopin de Varsovie en 1970, Garrick Ohlsson est quasiment inconnu en France. Pas aux Etats-Unis, où il est accueilli par les grands orchestres et accompagnés par leurs directeurs musicaux. Les Français ne le connaissent pas, car il n'enregistre pas pour une grande maison de disques et n'est pas invité par les festivals et les grandes formations.

il n'est pas seul à souffrir de cette injustice. Qu'on songe simplement que Philippe Giusiano, lauréat du Concours Chopin de Varsovie il v a deux ans. n'a. à ce jour, pas donné un seul concert avec orchestre à Paris, et à vrai dire pas davantage ailleurs en France... Ce Marseillais est pourtant l'un des chopiniens les plus admirables du moment.

Tous les piaoistes aimeraient jouer Chopin, nombreux sont ceux qui y renoncent, malgré leur vénération pour sa musique. Alfred Brendel a peut-être donné la clef de cet abandon: « Chopin est une affoire de spéciolistes. » S'il est vrai que l'on peut être beethovénien par intermitence, devenir mozartien ou schubertien sur le tard (ce fut le cas de Clara Haskil par exemple), les grands interprètes de sa musique, malgré les implications psychologiques parfois déstabili-santes que la fréquentation de ses partitions induit.

Tous les pianistes ne sombrent certes pas dans la dépression en jouant Chopin, mais remarquons qu'Arthur Rubinstein, dont la joie de vivre éclaboussait le clavier, se tenait à l'écart des sombres Préludes et restait un peu col devant la Sonate op. 35, tandis que Vladimir Horowitz, Vladimir Sofronitzki, Arturo Benedetti-Michelangeli, Samson François n'étaient pas des personnalités « simples ».

JEU SUPRÉMEMENT ÉQUILIBRÉ

Avec sa taille (1,94 m) et son sourire enfantin, Garrick Ohlsson ne correspond pas à l'image que l'on se fait do planiste. Son entrée sur scène surprend. On observe ses mains. Quels battoirs! Pour sur, il prend la douzième I Sa sononté est pourtant délicate, soo legato enchanteur, ses phrasés aussi minutieusement conduits et ouvragés que ceux d'un claveciniste jouant Couperin.

Son jeu est suprêmement équilibré et transparent à chacune des

Chopin n'ont jamais cessé de jouer ceuvres qu'il joue. Entendre Ohlsson passer, avec la même implication physique et psychologique, des broderies élégantes du Rondo op. I à la tristesse, la vie rythmique. l'énignatique allusivité des Mazurkos op. 6, provoque l'admiration comme lorsqu'il revient à l'humour du Boléro puis se lance dans l'aventure émotionnelle, physique et nerveuse du tour de force que représente l'interprétation des douze Etudes op. 10...

Tant d'élégance, tant de refus d'épater, jusque dans les études les plus ébouriffantes interprétées avec une variété infinie de couleurs, de muances, sans aucune crispation, distinguent Garrick Ohlsson, artiste dont oo peut affirmer qu'il est l'un des derniers avatars connus d'une lignée de pianistes qui connaissent tontes les ressources expressives et techniques du clavier. Consacrée aux Variotions op. 12, à la Valse op. 42, à la Fantoisie op. 49, aux deux Nocturnes op. 27 et au Troisième Scherzo, la seconde partie de son récital n'aura été que l'accomplissement des qualités de la première.

Alain Lompech

Quand quatre artistes décident de la mise en pièce

QUI VOYEZ-VOUS? Création commune de Jean-Pierre Drouet (mnsique, 5cénographie), Claudine Brahem (machines musicales), Mathilde Monnier et François Verret (chorégraphies, scénographie). Eric Wurtz (lumières). Dominique Fabrègue (costumes). Théâtre des Abbesses, jusqu'au 8 novembre, à 20 h 30. Tél.: 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F. Les 13 et 14, au Campement, à Strasbourg. Du 18 an 21, au Centre chorégraphique de Montpellier.

Qui voyez-vous? est une mise en espace d'intentions. Des intentions font-elies un spectacle? Non. Par ailleurs, le mot «spectacle» est-il approprié à ce qui se passe sur scène ? Pas davantage. « Qui voyezvous? Cette question est lo nôtre et c'est celle du spectateur. Nous avons la volonté de sortir d'une dramaturgie préécrite, d'une intention thématique ou d'un vouloir dire qui serait

premier », déclareot eo chœur Claudine Brahem (créatrice de machines sonores), Jean-Pierre Drouet (musicien et compositeur), Mathilde Monnier et François Verret (danseurs et chorégraphes), qui jouent à part égale dans cet impromptu.

On peut être exaspéré par tant de maniérisme : volooté de ne pas fouer avec de vrais instruments, de ne pas danser (Verret), de ne pas se plier aux règles du spectacle. On peut aussi s'en amuser. Et prendre la proposition pour ce qu'elle est: un divertissement sérieux de quatre cérébraux qui font semblant (?) de réinventer le monde avec des bouts de ficelle très sophistiqués.

On a complètement plongé dans la langue du poète Ghérasim Luca qu'on connaissait mal. Et on est resté coi devant la danse de Mathilde Monnier qu'on connaît pourtant blen. L'un et l'autre se retrancbeot dans des systèmes d'enfermements. Mais l'un comme l'autre s'en échappent en développant des processus de déformation qui permettent de sauter d'une réa-lité à une autre. Le poète échange des consonnes, par exemple le « p » de passioo remplacé par un «r»; la danseuse oégocie des dérapages corporels dont oo pense souvent qu'ils la meneront au fossé. Parfois, elle prend langue avec Ghérasim. Et les mots qu'elle prononce, mots-tiroirs, mots-miroirs, se gravent dans le même temps sur

AUTANT DE RISQUES

Elle avance sur la tête avec un drôle de bonnet, sorte de hip-hopeuse totalement inventée, prenant autant de risques avec son corps que le poète avec l'agencement des mots. Allant jusqu'à rebondir durement sur les fesses, position triviale, ahurissante chez cette femme de quarante ans, suivant par ce mouvement assez peu conventionnel les sursauts des mots, sensible à ce point aux vertiges langagiers du Roumain qu'elle en tombe sur le

Mathilde Monnier a longtemps été une interprete de Prançois Verret. Il hu a transmis le désir du métier de chorégraphe. Elle dirige aujourd'hui le Centre chorégraphique de Montpellier tandis qu'il a opté pour une solutioo plus « marginale » eo installant Les Laboratoires d'Aubervilliers. Tandis qu'elle affirmait sa confiance dans le mouvement, lui se méfiait de plus en plus de la danse, et de sa diffusion. Peut-étre l'aime-t-il trop ?

C'est évident quand il glisse ses pas, pour quelques instants seulement, dans ceux de Mathilde Monnier à la faveur d'un duo qui ressemble au sauvetage d'une enfant. Il préfère s'esquiver, faire le fou avec son comparse Jean-Pierre Drouet, tapant sur des machines musicales en bois, faisant beaucoup de bruit pour oublier qu'il oe danse plus. Sans Mathilde Monnier, il n'y aurait pas de spectacle.

Dominique Frétard

Thomas Fersen sur Seine

THOMAS FERSEN. Trianon, 80, bd Rochechouard, Paris 18t. MoAnvers. 20 h 30, jusqu'au 8 novembre. Tél.: 01-44-92-78-05. 110 F. Les 15 et 16 à Marseille (le

En peu d'années, Thomas Fersen, ayant acquis sa notoriété de chanteur grace an Bal des oiseaux, jolie mélodie coulée dans la tradition de la musique légère française, a beaucoup progressé. Il a su s'entourer. Joseph Racaille, ce musicien lettré et cosmopolite, flirtant avec le rock, les mélodies de Satie, le mambo et la musique classique arabe, lui a taillé sur mesure les arrangements du four du poisson, son dernier album (WEA). Thomas Fersen est encerclé sur scène de musiciens tendance jazz, qui jouent avec nne facilité évidente (au piano, Cyril Wanderge, bavard; à l'accordéon, Alex Barcelona, efficace). Le chanteur a également observé les tendances du moment, comme l'envie

profonde du public jeune de se laisser aller aux florilons de l'accordéon, aux violons tsiganes et au swing manouche, puisé entre la rue de Lappe et la campagne rou-

Le public que veut séduire Thomas Ferseo a lu Robert Desnos. dans sa version adolescente (« l'ai tant rêvé de toi que tu perds ta réalité »), il est attiré par le romantisme guévariste et applaudit la version tsigane de l'italienne Bello ciao. Il n'a pas pour babitude de fréquenter les temples enfumés du jazz vivant, déteste le free et les dérangements de John Coltrane, mais aime la famille Marsalis. A tous ceux-là, Fersen offre une agréable continuité. Il s'est débarrassé de ses jeans délavés et du blazer de grand timide. Il sait jouer d'un physique dégingandé, jusqu'à créer une jolie danse désarticulée, en ombres chinoises, sur Ne pleure plus. Il s'est regardé, il s'est aimé davantage, noo sans complaisance, et du même coup a décidé de mettre en

Chants sacrés du moyen âge sCanTu5

valeur une écriture fluide, des mouvements de valse glissée dans les

Pour la voix, il a compris qu'il valait mieux en avoir une immédiatement reconnaissable entre toutes. plutôt que de chanter juste et droit. Il a donc forcé sur l'éraillement, se privant ainsi de la nuance, épicentre de l'émotion. Il noie ses limites dans un concert parfois délavé par une cascade de musique agréable.

Fersen oe s'implique pas dans l'épaisseur des sensations ou des malaises de la société. Enigmatique, entouré d'un bestiaire, dont il a fait une marque de fabrique - Les Papillons, une chanson qui lui va comme um gant, Les Blattes, les chevaux, les belettes, peuplent ses chansons -, il se met des fers aux pieds qui le retiennent dans les limbes ricaneurs,

parfois cyniques et manipulateurs, de l'adolescence. Les questions pointues l'épuisent. Il oe s'en posera donc que de simples : comment trouver des fleurs le lundi après minuit pour réparer son ménage? Comment observer les joueurs de PMU, les dames de Pigalle?... II chante le blues et Boris Vian (Barcelone) sans s'arracher les tripes. Tout est à sa place : la Seine sous le pont Mirabeau, Zazie dans le métro, Django dans la guitare. Il est en ce sens, et dans celui d'une légèreté très française, presque parisienne, un remède efficace aux fractures sociales, aux queues devant les pompes à essence, au désespoir affiché de Portishead ou à l'hyper-excitabilité de la techno.

Suzhou entre deux paradis sur France Culture

dimanche 9 novembre, 14h-15h30

Dans «L'usage du monde», le magazine voyage de Marie-Hélène Fraïsse l'Florence Evin vous emmène en Chine du Sud.



Le Monde

SORTIR

PARIS TIL ST Finley Quaye, Bentley Rhythm

Ace, Lauren Hoffman, Jim White Ouverture de l'étape parisienne du Festival des *Inrockuptibles.* Au programme : le folk mystico-dépravé de lim White. récemment découvert par David Byrne ; la techno jouissivement colorée de Bentley Rhythm Ace : Lauren Hoffmann et ses chansons rock d'un intimisme brulant ; les mélodies jamaiquaines et la voix

La Cigale, 120, bd Rochechouort, Paris 18. M. Pigalle. 18 h 30, le 7 novembre. Tel.: 01-49-25-89-99. 155 F.

étonnante de Finley Quave.

Ouartet Elan Une formation d'aujourd'hui qui combine le jazz dans ses formes classiques comme dans ses avancées les plus libres, des couleurs et des ambiances des musiques du monde et les poussées rythmiques du fimk. Le Quartet Flan est composé de musiciens de jazz aux oreilles grandes ouvertes sur tous les sons. Le Café de la danse, qui accueille parfois le jazz, convient bien a leur musique. Cafe de la danse, 5. passage Louis-Philippe, Paris 11. Mº Bastille. 20 heures, le ? novembre. Tel.: 01-47-00-57-59. 60 F.



GUIDE

FILMS NOUVEAUX

100 % Arabica de Mahmoud Zemmouri (Fance, 1 h 25), avec Khaled, Cheb Mami, Mouss, Najim Laouriga, Farid Fedjer,

Youssef Olawara. La Femme de chambre du Titanic de Bigas Luna (France, 1 h 39), avec Oli-vier Martinez, Romane Bohringer, Al-tana Sanchez Gijon, Oldier Bezace, Aldo Maccione, Jean-Marie Juan.

de Takeshi Kitano (Japon, 1 h 43), avec Takeshi Kitano, Kayoko Kishimoto, Ren Osugi, Susumu Terajima, Tetsu Watanabe, Hakuryu.

Imuhar, une légende de Jacques Dubuisson (France, 1 h 22), avec Ibrahim Paris, Mohamed Ixa, Mohamed Ichika, Rhali Ixa, Atibou Aboubacar, Oumou Algabid.

de Petr Vaciav (République tchèque, avec Stefan Ferko, Milan Ciffa, Radek Holub, Jaroslava Vyslouzilova,

Ne pas avaler (*) de Gary Oldman (Grande-Bretagne, 1 h 59), avec Ray Winstone, Charlie Creed-Miles, Laila Morse, Kathy Burke,

Edna Oore, Jamie Foreman. The Game de David Fincher (Etats-Unis, 2 h 08), avec Michael Douglas, Sean Penn, De-borah Kara Unger, James Rebhorn, Carroll Baker, Peter Oonat.

Violetta, la relne de la moto de Guy Jacques (France, 1 h 32), avec Florence Pernel, Dominique Pinon, Oa-Prévost, Eva Oarlan, Julien Guio-

mar Chantal Neuwirth Vive la république ! d'Eric Rochant (France, 1 h 30), avec Aure Atika, An-toine Chappey, Gad Fimaleh, Hippolyte Girardot, Atmen Kelif, Florence

(*) Film interdit aux moins de 12 ans. ROUVER SON FILM 1

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONOE ou téi.: 08-36-

68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES-

L'appétit vient en mangeant !
Musée de l'Assistance publique, hôtel de Miramion, 47, quai de la Tournelle, Paris 5°. Mº Maubert-Mutualité. Tél. : 01-40-27-50-05. Oe 10 heures a 17 heures. Fermé lundi, mardi. Ou 7 novembre au 26 avril. 20 F. 10 F. Valèrie Favre Le CREDAC, Centre d'art contempo-

rain, 93, av. Georges-Gosnat, 94 ivry-sur-5eine. Tél.: 01-49-60-25-06. Oe 14 heures à 19 heures; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Ou 7 novembre au 14 dé-cembre. Entrée libre. Marianne et Germania

dans la caricature Goethe Institut, centre culturel allemand, 17, av. d'Iéna, Paris 16⁻. Mº Iéna. Tél.: 01-44-43-92-30. Oe 10 heures à 20 heures : samedi de 9 heures à 13 heures, Fermé dimanche. Ou 7 no-vembre au 19 décembre. Entree libre.

ENTREES IMMEDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moîtié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Ma-deleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le

Les Prodiges de Jean Vauthier, mise en scène de Marcel Maréchal, avec M. Basier, M. Mergey, M. Marèchal. Rond-Point, 2 bis, av. Franklin-Roose-velt, Paris 8°. M° Franklin D. Roose-velt. 95-98-10 80 F à 180 F. Hygiène de l'assassin

après Amelie Nothomb, mise en scène de Oldier Long, avec Jean-

Claude Dreyfus, Nathalie Cerda, Olivier Pajot et Francis Renaud. Petit Theatre de Paris, 15, rue Blanche, Paris 9°. Mº Trinitè, A partir du 6 no-vembre, 21 heures du mardi au same-di, 15 h 30 le dimanche, Tél.: 01-42-80-01-81. 180 F et 240 F. Jusqu'au 30 dé-

Boy Ge Mendes & Teofilo Chantre

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. M° Château-d'Eau, 20 h 30, le 7 novembre, Tél. ; 01-45-23-

Abaji Espace herault, 8, rue de la Harpe, Pa-ris 5°. M° Saint-Michel. 21 heures, le B. Tél.: 01-43-29-86-51. 80 F. Les films d'amour : les grands

classiques d'u genre La comtesse aux pieds nus (l. Mankie-wicz, 1954), avec Ava Gardner, Hum-phrey Bogart, Le secret magnifique (D. Sirk, 1953), avec Jane Wyman, Rock Hudson, Elle et kii (L. McCarey, 1957), avec Cary Grant, Deborah Kerr, Laura (O. Preminger, 1944), avec Gene Tier-ney, Oana Andrews, Lettre d'une in-connue (M. Ophuls, 1948), avec Joan Fontaine, Louis Jourdan, Morocco (J. Von Sternberg, 1930), avec Mariène Oietrich, Gary Cooper, 5hanghai (J. Von Sternberg, 1941), avec Gene Tierney, Victor Mature, La valise dans Yombre (M. LeRoy, 1940), avec Robert Taylor, Vivien Leigh, La dame de Shanghai (O. Welles, 1946), avec Orson Welles Rita Haworth Welles, Rita Hayworth.
Cinéma Mac Mahon, 5 et 7 av. Mac-Mahon 17. M. Etoile. Ou 7 au 17 no-vembre. Tél.: 01-43-80-24-81.

ANNULATION REPORTS

Margaret Price margaret Frice Le récital de Margaret Price initiale-ment prévu le 24 novembre est repor-té au lundi 10 janvier 1998. Salle Gaveau, 45, rue La Boetie, Paris

8. Mº Miromesnil. Tél.: 01-49-53-05-07.

MODIFICATIONS (LIET-2)

Orchestre philharmonique de Radio-France Changement de chef d'orchestre et

Changement de cher d'orchestre et modification de programme. Seethoven: Egmont (ouverture); Hindemith: Symphonie « Mathis Jer Maler »; Brahms: Concerto pour violon et orchestre. Vadim Repin (violon), Garcia Navarro (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-5aint-Honore, Paris 8°. Mº Ternes. 20 heures, le 7 novembre. Tél.: 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

RÉSERVATIONS : - E 💥

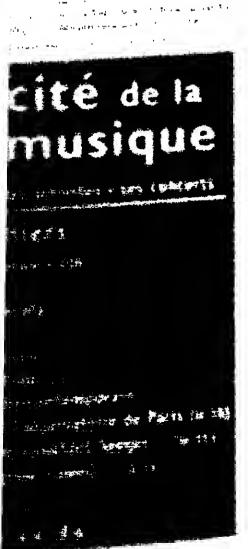
Check-up de Edward Bond, mise en scène de Carlo Brandt. Théâtre national de la Colline, 15, rue

Malte-Brun, Paris 20°. Mº Gambetta. Ou 27 novembre au 21 décembre. 19 heures le mardi. 110 F. 21 heures du mercredi au dimanche, 110 F à Tél.: 01-44-62-52-52. La Tête dans les muages

de Marc Oeruelle, mise en scène de Jean Bouchaud. Comédie-Française. Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6°. M° Saint-Sulpice. Sèvres-Baby-Ione. Du 18 novembre au 21 décembre. Tél. : 01-44-39-87-00. 160 F.

8 novembre : Robert Charlebox Bataclan, 50, bd Voltaire, Paris 11°. Mº Voltaire. 20 h 30. Tel : 01-47-00-55-22. 15 novembre :

Produire-créer-collectionner Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard, Paris 6. Mª Luxembourg. Tél.: 01-42-34-25-95. De 13 heures à 19 heures; jeudi de 12 h 30 à 21 heures. Ferme lundi. Jusqu'au 15 novembre. 20 F.



養養者を クラ・

A Company of the Comp and the second

 $\Delta^{\frac{1}{2}(\sqrt{2})^{\frac{1}{2}(1-\alpha)}}_{i,j}, \quad i=1,\ldots,n-1$

The state of the s

Markey Commencer

1000

 $_{i}(P_{i},\omega r_{i})$

. **(4)**

1. Buch 2. 2. 250.00

. . -

医大线 化二氯甲二甲基二甲二甲基

Harman Carlo

KIOSQUE

EN VUE

■ Nícolae Ceauscescu avait fait raser des quartiers entiers de Bucarest pour construire la maison du peuple », le plus grand edifice administratif du monde après le Pentagone. Le dictateur imposait aux Roumains d'incessantes coupures de courant. Aujourd'hui encore, les parlementaires, réunis dans le bătiment « pharaonique », debattent dans le noir pour économiser l'électricité. « Huit ans après sa mort, le fantôme de Ceausescu hante toujours la chambre des députés », commente le journal Cotidianul.

Le fabricant anglais de chaussures Clarks avait sorti, cet été, les « Vishnu », des sandales à 30 livres. La communauté hindoue s'était émue. Pour l'hiver, la maison propose les « Krishna », des bottines en cuir à 89 livres. Les 900 000 Indiens britanniques crient au blasphème : Krishna est la gardienne des vaches sacrées et les chaussures sont interdites dans les temples.

■ Mercredi 29 octobre, une émission de la télévision O Globo montrait des garçons mangeant avidement des sushis sur le corps de femmes ques. L'audience avait grimpe de deux points, sans atteindre cependant les scores de SBT, la chaine concurrente, où, a la même heure, le présentateur vedette Gugu Liberato se faisait passer pour un pauvre qui, dans les rues de Sao Paulo, essayait de louer le bébé d'une vrale mendiante. « Nous devrons donc trouver mieux que le "sushi erotique" », avait conciu le responsable de O Globo, Lundi 3 novembre, à Takahata, au Japon, un homme de solvante ans est mort étouffé pendant un concours après avoir avalé, en un temps record, trois rouleaux de sushis. * Faut-il poursuivre ce jeu ? », s'est interrogé le maire de

Une compétition de VTT sera organisée l'an prochain en lordanie. L'épreuve, un « enfer » de deux cent cinquante kilomètres, qui se courra sur un terrain défoncé, calllouteux, poussièreux, écrasé de soleil, s'appellera « La route du roi », en bommage au souverain hachemite.

■ Beth Berg répond aux attentes des hommes las, veufs ou divorcés, qui recberchent la compagnie d'une femme pleine d'énergie pour s'occuper de leur foyer, mais dans la bonne humeur et sans acrimonie. « Où sont les cles de la voiture ? - Sur la table, chéri. - Le plombier doit passer anjourd'hui? - Oui, chéri, mais ne t'inquiète pas, je serai là. r. etc. Ainsi, M™ Berg, fondatrice de la société californienne Dlal a Wife, loue ses services d'épouse professionnelle excluant par contrat les éclats des scènes de ménage et les obligations du

Christian Colombani

Haro sur la France aux Pays-Bas

Déjà irrités par la grève des routiers, les Néerlandais s'indignent de la candidature européenne de l'« ayatollah Trichet ». Dénonçant un coup bas contre le candidat de La Haye, la presse appelle à « résister »

de sainteté aux Pays-Bas ces joursci. Depuis le début de la semaine, le blocus Toutier occupait la « une » de tous les quotidiens. Les reportages des correspondants sur le front des barrages cotoyalent des édituriaux furieux contre cette restriction à la libre circulation des personnes et, surtout, des biens en Europe, tandis que des analyses mettaient en avant une tradition bien française : les employeurs qui ne respectent pas leurs engagements et les salariés qui recourent sans attendre à l'arme de la grève. Mais un nouveau sujet d'indignation est venu chasser les camionneurs, et la photo d'un banquier tire à quatre épingles a remplacé celle des files de semi-remorques : la France propose Jean-Claude Trichet pour prendre la fonction de premier président de la Banque centrale européenne (BCE).

Or les Pays-Bas ont depuis longtemps leur propre candidat. Celuicl est « un banquier respecté, aux prestations incontestées », écrivent tous les journaux: Wim Duisenberg, ancien président de la banque centrale des Pays-Bas, actuellement à la tête de l'Institut monétaire européen, et soutenu jusqu'à présent par la quasi-totalité des États membres de l'Union. Les Français, eux, ont constamment rappelé que le passage de l'institut à la banque

n'était pas un processus automa-

tique. Cela n'a pas empêchê le mi-

nistre des affaires étrangères,

Hans van Mierio, de s'affirmer

«surpris » par la proposition

LA FRANCE n'est pas en odeur conjointe de l'Elysée et de Mati-e sainteté aux Pays-Bas ces jours-gnn. Une déclaration reprise par tous les médias.

A chaque fois qu'il s'agit d'agiter le drapeau anti-français, le Telegraaf prend la tête du mouvement. Le quotidien populaire n'a pas dérogé à la règle. Dans un éditorial titré « Stupéfait » (on peut aussi traduire par «ahuri»), le jnumal décrypte les arrière-pen-sées du tandem Chirac-Jospin. Duisenberg sera le garant d'un euro fort et d'une banque centrale indépendante des politiques? C'est justement là « où le hat blesse . Car les Français veulent « un patron de la banque politiquement orienté, à l'écoute de Paris, et non de Bonn ou de La Haye. »Ce

De Selegrad Billiam

n'est pourtant pas le portrait que dresse le Financieele Dagblad de « Trichet, l'ayatollah du monétarisme français ». Le correspondant à Paris a beau qualifier le candidat à la BCE de « produit typique de la nomenklotura française », il n'en insiste pas moins sur son indépendance - au moins vis-à-vis de la gauche - et sa conversion à la religion du franc fort. En matière de monnaie forte, « Trichet est aussi sévère que son homologue allemand Tietmeyer, qoi est d'oilleurs son ami », rappelle Cees van Lo-

Pour le quotidien du soir NRC Handelsblad, la candidature de Trichet cache un objectif: empêcher la création d'une « Bundesbank européenne ». Le journal de référence affirme qu'à Paris on considère Wim Duisenberg comme * l'homme qui a copié pendant quinze ans la politique de la Bundesbank ». En outre, pour des raisons de politique intérieure, le président et le premier ministre se retrouveraient dans la volonté de prouver à leurs électeurs que la

France ne se livre pas sans combattre à la puissance allemande. La candidature Trichet est done, pour le NRC, « un nouveau coup dans le jeu d'échecs » opposant Paris et Bonn sur la monnaie

Après Onno Ruding, qui dut s'incliner devant Jacques de la Rosière au FMI et Jacques Attali à la BERD, après Ruud Lubbers, qui perdit devant Jacques Santer, soutenu par Paris, les Néerlandais sont extrêmement sensibles sur le chapitre des candidatures à des postes internationaux de prestige. Vollà pourquoi le *Telegraaf* appelle son pays « à résister ».

Alain Franco

DANS LA PRESSE

EUROPE 1 Alain Duhamel

■ Si les barrages se défont pendant ce week-end, alors Lionel Jospin aura marqué un point. Il aura démontré que, face à un conflit social particulièrement difficile à gérer, il sera parvenu à une solution en une semaine. La gauche plurielle semblerait plus homogène, malgré la gêne évidente d'une CGT partagée entre sa tradition protestataire et la réalité d'un gouvernement de gauche. Il démontrerait aussi qu'il y a bien une alternative entre une logique de gauche et une politique de droite, Après quoi, il lui restera surtout à tenter de moderniser la dialogue social « à la française » qui aura démontré devant toute l'Europe son anachronisme et parfois son carac-

LA CHAÎNE ÎNFO

Pierre-Luc Séguillon Sous le bitume... les prud'homales! Si les syndicats défendent les camionneurs, ils défendent aussi leurs intérêts d'appareils. A travers ce conflit des routiers, CGT, CFDT et PO se livrent à une lutte sévère en prévision de la consultation nationale du 10 décembre prochain. C'est elle qui permettra de mesurer leur représentativité nationale réelle auprès des salariés. La bataille se joue sur la route. Le combat se livre aussi sur les plateaux de télévision. L'affrontement a lieu surtout autour de la table de négociation. La CFDT se veut constructive. FO s'efforce de montre intransigeante, comme à son habitude, mais n'est pas insensible aux appels du ministre Jean-Claude

FRANCE INTER

Pierre Le Morc ■ A ce spectacle d'une Europe qui grogne et qui tâtonne, spectacle qui hier eut entraîné une nouvelle boutfée d'euroscepticisme, semble répondre, paradoxalement, un réveil du débat sur l'avenir de l'Union. Il y a un an, or qui la marquait, c'était un profond pessimisme sur la capacité des économies à supporter les contraintes de l'euro. S'il n'a rien d'euphorique, le climat est aujourd'hui tout à fait différent. L'euro est devenu une certitude, Et autour de cette perspective s'est reconsticoller au mouvement. La CGT se tuée une majorité d'idées isolant le

parti de l'euroscepticisme.

LIBÉRATION Laurent Joffrin

N'y a-t-il pas une limite à l'empire de la glaciale Raison? Voilà que les hasards d'une procédure mettent en face de ces raisons très raisonnantes l'une des références qui n'ont pas été abolies par la vie moderne, et qui est, quoi qu'on en pense, une marque de civilisation. Le respect dû aux morts n'est pas une affaire religieuse. Il touche tout un chacun, celui qui croit au ciel et celui qui n'y croit pas. Pour décider de cette affaire familiale qui est aussi une histoire d'argent, on va donc creuser la terre, extraire un cercueil, l'ouvrir, etc. Toutes choses qui, dans la vie habituelle, quand un cimetière est profané, provoquent répulsion et colère.

www.gnom.com/louise/

Pour coordonner la campagne en faveur de Louise Woodward, le comité de soutien utilise Internet

INTERNET vient de faire irruption dans l'affaire Louise Woodward. Cette jeune fille au pair britannique a été condamnée à la prison à vie par un tribunal du Massachusetts, aux Etats-Unis, pour le meurtre de l'enfant dont elle avait la garde. Or un puissant mouvement d'opinion s'est développé en sa faveur. Le Royaume-Uni tout entier est persuadé de son innocence, et les Américains semblent du même avis, y compris le juge, qui a lancé une procédure pouvant aboutir à invalider le verdict des jurés. Incidemment, le magistrat a fait savoir que sa décision sur la révision de la sentence serait affichée sur Internet, qu'il considère comme « le meilleur moyen pour lo faire connaître immédiatement au plus grand nombre *. Le jour même, tous les pubs de la petite ville anglaise d'Elton, dont Louise Woodward est originaire, se sont équipés d'ordinateurs connectés au réseau, pour les mettre à disposition des clients. Entre-temps, le comité de sou-

tien, basé à Elton, a décidé de se



donner son action des deux côtés de l'Atlantique. Il possédait déjà une page Web « officielle », mais à l'approche du dénouement, il soubaite disposer d'un site plus interactif et plus attrayant, et lance un appel sur un forum de discussion.

pondent aussitôt, et entreprennent de créer des « sites Louise ». Le plus abouti, qui s'est imposé comme le site de référence, est celui de la société informatique Eggplant Gnome, basée à Edimbourg. Toute la panoplie des outils Internet y est déployée: photos, archives, dé-

pêches mises à jour en temps réel, pétition en ligne, Webforum, icônes à télécharger, liens avec les boites neur du Massachusetts, adresses utiles, dont celle de Louise en pri-

Eggplant Gnome est en laison permanente avec le comité de soutien anglais ainsi qu'avec les avocats et la mère de Louise, au Massachusetts. Tous peuvent donc communiquer à volonté avec leurs partisans sur le terrain, pour les exhorter à venir manifester devant le tribunal, puis au contraire leur recommander de cesser les démonstrations publiques, pour ne pas indisposer le juge à la veille de sa décision. Celleci devrait tomber dès lundi prochain, et le site d'Eggplant Gnome est prêt pour un affichage instantané. En attendant, il a déjà reçu plus de 25 000 messages de soutien. Des parents envoient la photo de leur bébé, et proposent à Louise de venir le garder dès qu'elle sortira de prison.

SUR LA TOILE

CHÔMEURS BRANCHÉS ■ L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a ouvert un site Internet qui affiche notamment 13 000 offres d'emploi, mises à jour quotidiennement. Selon l'agence, ce service « accessible pour un faible coût est particulièrement adapté aux demanaux lettres électroniques de Bill deurs d'emploi domicilés dans les Clinton, de Tony Blair et du gouverdeurs d'emploi domiciliés dans les ger ». – (AFP.)

ESCROQUERIE MOLDAVE

■ La Commission fédérale américaine du commerce a fait savoir que des milliers d'internautes américains victimes d'une escroquerie téléphonique allaient être remboursés par la société responsable. Cette dernière avait créé un site d'images pomographiques qui ne pouvaient être consultées qu'après téléchargement d'un logiciel graphique spécifique. En réalité, ce logiciel déconnectait le modem de l'utilisateur de son prestataire d'accès local et le reconnectait sur un serveur basé en Moldavie qui re-routait ensuite la requête vers le Canada. Les internautes payaient donc à leur însu une communication téléphonique internationale, qui pouvait durer des heures, car elle restait active même quand l'or-Yves Eudes dinateur avait changé de site. - (AP.)

Abonnez-vous au

	Jusqu'à
d	économie
E	soit semaines
į (e lecture RATUITE
out abonement d'une durée d	PROFITEZ DES
out abone eme	PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT I GUR AUGMENTATION!

Oui, je souhaita m'abonner au Monde pour la durée suivante: □3 MOIS-536F □ 6 MOIS-1038F □ 1 AN-1890F au lieu de 585 F° au lieu da 1170 F° Prix de vente au numéro - (Tarif en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : □ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Мопda

Date de validité L_____ Signature: ☐ M. ☐ Mme Num: _

Code postal: _Pays: USA-CANADA 2960F 1 123 F 1560F 572F

Pour tout autre renseignement concernant: le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le palement par prélevement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. honez au 01-42-17-32-90 de ah 30 à 12 heures du lundi au vendredi Bulletin à renvoyer accompagné de votre ràgiement à: LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex.

Un faux signé Albion par Alain Rollat

ose m'accuser de contrefaçon ? Je ne reve pourtant pas. C'est écrit, noir sur blanc, page 34 du numéro 497 de l'bebdo CB News. Dans un article intitulé « Quand les publicitaires français se montrent inspirés... par le travail des autres », une plume fielleuse a le culot de se faire l'écho d'une insupportable malveillance. A l'en croire, la dernière campagne promotionnelle dont je suis le héros ne serait que le pastiche d'une idée publicitaire déjà exploitée en Grande-Bretagne. Moi, l'élégant Hama sapiens affiché dans le métro lisant Le Monde, je ne serais que la copie d'un original an-glais i Moi, l'archétype de l'humanité pensante sorti de cette subtile version graphique de l'agence BDDP inspirée du célèbre schéma de Darwin sut l'évolution des espèces, je ne se-rais que le plagiat d'une affiche de l'existence d'un tel précédent, l'aurais quand même acheté cette

QUOI) Qu'apprends-je! Qui écrit: «L'agence londonienne fonction vitale. Car la prétendue Leagas Delaney avait déjà utilisé la

même idée pour The Guardian »... Comment répliquer à cette nonvelle perfidie made in Alblon? Sommé de s'expliquer, l'inspirateur de ma belle affiche plaide presque coupable : « L'utilisation de l'évolution de l'homme est un vieux coup publicitaire. J'ai retrouvé une campagne pour les sous-vètements Jil qui utilisait ce ressort dans un Lui datant de vingt ans. Mais je pensais que cela n'avait jamais été exploité pour la presse. Le Monde l'ignorait sans doute aussi, ajoute-t-il, sans quoi il n'aurait jamais acheté cette annonce. » La bonne foi de cet ami est au-dessus de tout soupçon. Mais il a tort de paraître gêné. Le Monde, en l'occurrence, c'est moi. Et je tiens à dire ici que même si j'avais eu connaissance de l'existence d'un tel précédent, parue outre Manche I Oui, c'est affiche qui me magnifie dans ma

pièce à conviction produite dans les colonnes de CBS News par nos accusateurs anonymes n'est qu'un faux grossier. On y voit certes, marchant d'un pas alerte, en train de lire son journal, un lecteur du Guardian suivi, comme moi, par deux bommes des cavernes et un trio de singes. Mais à trop vouloir nuire il arrive, justement, qu'on fasse un faux pas. Outre le fait qu'il lit son journal en marchant trop vite, au risque de se cassez le nez contre un réverbère, ce qui traduit bien son degré primitif d'inconscience, ce soi-disant lecteur dn Guardian s'affiche dans une terme dont le caractère indécent dément l'origine britannique: cet Homo-là s'exhibe nu! La supercherie qui tend à me nuire à travers cette image ne pouvait mieux se trahir. Moi, quand je m'affiche lisant Le Monde, je porte un caleçon. A bon entendeur...

ñ.

FILMS DE LA SOIRÉE

GUIDE TÉLÉVISION

- N., v.o., 80 min).

 21.00 True Lies, le caméléon B
 De James Cameron (États-Unis, 1994,
 Ciné Cinémas
- 21.50 Maître après Diea 🗷 🗷 De Louis Daquin (France, 1950, N., 100 min). Ciné Cinéfil 23.05 Apollo 13 M M De Ron Howard (Etats-Unis, 1995, Canal

MAGAZINES

20.05 C'est la vie !

20.50 Thalassa.

21.00 Dunia.

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Jean-Pierre Bacri ;

invités: Jean-Pierre Bacri Agnès Jaoui. 19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Le piège indochinois [2/2].

19.00 Rive droite, rive ganche.
Paris Première

20.00 Temps présent. La Guerre du vin. Pas si Swarch, cette Smart. TV 3

20.00 Brut. Le futur chauffeur de taxi. Le réporter. L'analyse graphologique. Le bébé à naître. La confiance en sol. Une exposition à Toulon. Arte

20.00 20h Paris Première. Paris Première

l'ai aporis à dire non.

21.00 De l'actualité à l'histoire.

Un budget de gauche. La francophonie.

22.00 Paris modes. Les Français à New York. Paris Pre

22.25 Arena trilingue. Le fédéralisme : quel futur ?

22.30 Bouillon de culture.

Des tracteurs sur la mer.

Les images du nord au sud.

21.55 Faut pas réver, Cambodge: L'homme guérisseur. France: Les copistes du Louvre. Argentine: Les gardiens du glacier. Invitée: Jéromine Pasteur. France 3

Le passé d'une espérance. Invités : Stéphane Courtois et Nicolas Werh, Georges Wayzand, Roland Leroy, Roger Martelli. France 2

917

est une grande aventure
De Blake Edwards (Etxts-Unis, 1988, v.o., 100 min).
Ciné Cinému 23.30 Le Masque d'or III II De Charles Brabin (Etats N., v.o., 70 min). 23.50 A double

nd (Eras Unis

23.20 L'amour

en Afrique.

21.00 Jazz Collection.

22.15 Grand format. Mercredi, 19-7-61.

MUSIQUE

18.00 Aida.

18.00 Festival d'Antibes :

B.B. King.

21.50 Animaux en famille. Imiter pour grandir. Disney Channel

23.35 L'Enfant aveugle. [2/2]. Planère

France Supervis

22.00 La Maison de la roe Arbat.

23.05 Les Origines de la musique, [23]. Chants et symboles.

SPORTS EN DIRECT

18.30 Tennis. Open messieurs de Stockholm : quarts de finale.

- De John Huston (Etats-Unis, 1964, N., v.o., 120 min). France 2 0.35 L'ARbi III De Pierre Chemat (France, 1937, N., 85 min). RTL 9 0.40 L'Affaire Magrizius

0.00 La Noit de l'ignane 🗷 🗷

De Julien Duvivier (France, 1953, N., 110 min). Ciné Cinéfil 1.20 Gas, Food, Lodging E D'Alison Anders (Etats-Unis, 1992, v.o., 100 min).

- DOCUMENTAIRES TÉLÉFILMS 19.45 Mon pays m'a quitté. 20.30 Kidnapping. De Colin Bucksey. 20.00 Ceux de Saint-Cyr. [2/2]. 20.45 Inca d'Oro. De Patrick Grandp 20.35 Le Tourisme animalier 20.50 Le Piège de la vengeance. O De Mark Sobel 20.35 Paysans d'avenir. M 6
- 20.50 Sauvetage périlleux. De Charles Wikinson. 21.30 Ces fascinants oiseaux de proie. 22.18 Le Paptaion. D'Yves Borsset. 21.35 Pavarotti et Abbado à Ferrare. France Supervision
 - 23.45 Muriel fait le désespoir de ses parents. De Philippe Faucon.
 - 23.45 Qui a tué Joy? De John Llewellyn Mosey.

SÉRIES 23.15 Pier Rirkeby, légende d'hiver.

- 18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde d'exode. 20.25 Star Trek. La colombe. Canal Jimmy 20.35 > Ferbac, Mariage mortel. 20.35 > Fernac, Mariage and a 20.45 Dark Skies, l'impossible vérité.
- 20.55 Maigret et l'affaire Saint-Fiacre. Prance 2 21.26 Le Grand Batre. [99] L'Inespérée. 22.00 Molocyclisme. Championnat. du monde de supercross. Eurosport
 - 21.25 L'Homme de nulle part. Canale 21.50 Bottom. Burglary (v.o.). Canal Jimmy 22.15 Twin Peaks. (v.o.). Série Club 22.20 Dream On, Les femmes
 - 22.35 Two. Un choix difficile. 22.45 Seinfeld. Bizarre Land (v.o.). 0.00 Profit. Security (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX PROGRAMMES

TÉLÉVISION ■ 23.30 Ciné Cinéfil Le Masque d'or

(The Mask of Fu Manchu) Des savants anglais qui ont décou-

vert la tombe de Gengis Khan et ses reliques sacrées sont enlevés et torturés par le cruel docteur Fu Manchu, qui rêve de dominer le monde en prenant possession des fameuses reliques. Film d'aventures fantastique inspiré par un personnage du romancier Sax Rohmer représentant, à l'époque, le « péril jaune ». Plastiquement, le film est superbe, les costumes orientaux sont fabuleux. Certaines scenes étonnent par leur « sadisme » et. surtout, leur érotisme allusif. - I. S.

0.20 France 3 Libre court

Téva

Deux femmes dans le cadre soigné d'une cuisine à l'américaine. L'une - beaute d'un age certain -, assise près du piano à regarder l'autre - déià d'une certain age -, preparant une tarte aux citrons et malaxant les fruits pour en tirer davantage de jus. Ce moment anodin et tranquille, ou s'amorce un dialogue entre la mère et la fille (Micheline Presie et Tonie Marshall, dans une densité de jeu remarquable), couve en vérité une révélation d'une violence inouie. Sous une apparente sérénité de ton, mais dans une progression affolante, l'échange fait éclater une kyrielle de rancœurs, de faiblesses et de malenteodus. Règlements de comptes trop longtemps ajournés en un douloureux crescendo de répliques au canoo, serrés de sileoces tout aussi élogoents, et

cognant eo acmée, sans équivoque,

sur l'un des plus forts tabous qui

soit... Cela s'appelle Citron amer et

c'est signé Christiane Lack. Neuf

minutes d'une terrible aci-

19.05 Walker, Texas Ranger. 19.55 et 20.40 Météo. 22.50 Sans aucun doute. Accidents de travail : Erreurs ou fatalités.

0.55 Histoires naturelles.

FRANCE 2

19.25 C'est ionjours l'heure. 19.55 Au nom du sport. 20.00 journal, A cheval, Météo. 20.45 Point route.

20.55 Maigret et l'affaire Saint-Flacre. Maigret et l'affaire Saint-Flacre. 22.25 Du livre, des livres. 22.30 Bouillon de culture. Le passé d'une espérance

23.40 Journal, Métén. 6.00 La Nuit de l'iguane E Fitm de John Huston (v.o.).

FRANCE 3

18.55 Le 19-20 de l'information. 20.05 Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport.

20.45 Conson 20.50 Thalassa. Des tracteurs sur la mer 21.55 Faut pas réver. Invitée : Jéromine Pasteur

23.05 Soir 3. 23.20 Les Dossiers de l'Histoire. Clemenceau : « Je fais la guerre ».

0.20 Libre court. 0.30 Cap'tain Café.

CANAL+

► En clair jusqu'à 20,35 1830 et 19,10 Nulle part allieurs. Invités : tean-Pierre Bach, Agnès Jaoi 20.30 Le Journal du cinéma

20.35 Le Tourisme animalier en Afrique. 21.25 l. Homme de mille part. 22.10 Flash infos.

ARTE

19.00 Tracks

19.30 7 1/2. La Feszival du film nalien de Villerupt 20.00 Brut. 20.25 Contre l'oubil, pour l'espoir. 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 Inca d'Oro.
Téléfim de Patrick Grandperret. 22.15 Grand format, Meicredl, 19-7-61. 23.45 Muriel fait le désespoir

de ses parents. Telefilm de Philippe Faucon. 1.18 Le Dessous des cartes. 1.20 Gas, Food, Lodging # Film d'Alfison Anders (v.o.).

M 6

19.00 FX, effets spéciaux : la série. 19.54 6 minotes, Météo. 20.05 Plus vite que la mosique. 20.35 Les Prodoits stars. 20.50 Le Piège de la vengeance Télefilm O de Mark Sobel.

22.35 Two. Un choix difficile. 23.25 Complet intime.
Téléfilm & de Lawrence Unger

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Palden Gyatso. 21.00 Black and blue. Martial Solal

22.10 Black et a black with a 22.10 Fiction.

Mais qu'est ce qu'en fau du viviencelle 7, de Marter Visniec 22.50 La Suite de Cendrillon, de Guillaume Apollinaire. 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.

0.48 Les Cingles du music-hall. FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert franco-allemand Des ombres et du temps (première européenne), de Osnif Te Deum, de Berlioz.

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Nateuda. 23.07 Jazz-chub. Le Quarterte d'Antoine Hervé.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Emmanuel Chabrier, CEuvres de Chabrier, Liszt, Wagner, Debussy, Ravel, Poulenc. 22.35 Les Soirées... (Suité). CEuvres de Beethoven, Bruch, R. Schumann.

FILMS DU JOUR

22.50 Sans aucum doute. Accidents de travail : Erreurs ou fatalités. TF1

0.30 Cap'tain Café. Invités : Arthur H ; Liz McComb ; Nuit Obscure. France 3

23.20 Les Dossiers de l'Histoire.

- 13.05 The Snapper # 11 De Stephen Frears (Grande-Bret 1992, v.o., 95 min). Ché Ci
- 14.15 Gangway M De Somile Hale (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfé 1537, N., v.o., 95 min).

 15.50 Maître après Dieu II II

 De Louis Daquin (France, 1950,
 De Conétil

GUIDE TÉLÉVISION

Mères courage. La Cinquiène

13.45 ➤ Savoir plus santé.
Les maladies de la pollution. Le chœur
des pollués. Pollution i danger ou
parano? La Jour des voitures impalres.
Les poussettes au ras des voitures. La
grande famille des polluants. Paris sous
surveillance. Étang de Berre, la rançon
de l'industrialisation. Invités: La
professeur Alain Grimfeld,
pneumologue à l'hôpital Trousseau;
William Dab, professeur de santé
Prance 2.

14.00 Enits divers strécial. Les Enfants de

publique. France 2

14.00 Faits divers spécial. Les Enfants de Pannée blanche. RTBF 1

15.00 Le Magazine de l'Histoire.

17.00 Les Dossiers de l'Histoire.

19.30 Histoire paralièle. Serraine du 8 novembre 1947 : l'Allemagne au mirolt. Invité : Rudolph von Thadden.

21.00 Le Magazine de l'Histoire. Best of.

22.25 > Strip-tease.
Maryfio: Un strip-tease special.
Maryfio I: La guerre des tranchées.
Maryfio I: Les grandes manœuvre
Maryfio III: Le repos du guerres.
France.

22.15 T'as pas une idée ? Invité : Michel Leeb.

23.55 Musique et Cie. John Eliot Gardine

0.45 Paris modes.

DOCUMENTAIRES

reine du music-hall.

18.10 Per Kirkeby, légende d'hiver.

19.00 William Christie et les Arts

17.30 Joséphine Baker,

28.50 Rosinski.

20.50 Le Club. Anna Karina. Ciné Cinéfii

22.05 Ciné Cinécourts. Invité : Eric Rochant. Ciné Cinémas

8.55 La 25° heure. Brève histoire d'amour, Berlin 1942. France 2

18.00 Ceux de Saint-Cyr. [2/2]. Histoire

€.

17.05 A bout portant.

19.00 T.V. +.

17.25 Le Masque d'or II II De Charles Brabin (Eurs-Unis, 1932, N., v.o., 75 min). Ciné Gnéfil

MAGAZINES.

12.45 La Vic en plus. Mères courage.

18.40 Symphonie tragique ■ ■ D'Andrew L Stone (Etats-Unis, 1943, N., v.c., 75 min). Gine Gnéfil 20.45 La Tentation de Vénus ■■ D'Istvan Szabo (Grande-Brezagne, 1990, 115 min). RTBF 1

18.00 caus.
20.45 Beatles Go Baroque.
France Supervision

22.00 Quincy Jones' Africa Africa.

23.00 Feux croisés ■ ■ D'Edward Dmytryk (Eta N., v.o., 90 mlp). 23.10 Taking Off an (Etats-Unis, Ciné Cinémas

19.30 Accident de carrière. La chômage des « cadres sup ». Téva

20.35 La Force céleste du kriss. Planène

20.45 L'Aventure humaine, Mort à la garce i, l'affaire Marie Stuart. Arte

21.35 ➤ Palettes. Georges de la Tour. Arte

15.30 Rugby. Coupe d'Europe. Quart de finale. Toulouse - Harlequirs. France 2

20.00 Equitation. Coupe du monde de saut d'obstacles à Bruxelles. Eurosport

20.30 Motocyclisme. Championnat du monde de supercross au Palais omnisports de Paris-Bercy. Paris Première

17.00 Nietzsche, pièces pour piano. Concert interprété par le pianiste fibanais Walid Ald.

18.00 Branford Marsalis:

Le 3º Quatuos.

20.30 Le Messie, de Haendel

23.40 Guitarras : Montoyita.

23.50 Gus Gus. Concert enregistré à l'occasion de La Route du rock de Saint-Malo. Paris Pre

22.00 Don Carlos. Mise en scène de Luc Bondy. Muzzik

0.15 Guitarras : Tomatito.
France Supervision

20.20 Chostakovitch:

Steep 96. 19.30 Leinsdorf dirige Wagner.

20.35 Natures de toutes les Russies. [2/3]. Le chant de la Volga.

on t'aime à la fobe!

21.50 ➤ Georges de la Tour.

21.55 Mon pays m'a quitté.

23.45 Music Planet. O Faco: Une nostalgie atlantique.

SPORTS EN DIRECT

17.55 Football. D2: Amiers - Nancy.

MUSIQUE

22.50 Paysans d'avenir.

0.30 Cabones.

19.45 Nica libre.

21.00 Orgue de Barbarie,

21.30 L'Enfance [47]

- 23.20 Le Retour des morts-vivants III De Dan C'Bannon (Etats-Unis, 1985, 90 min).
- 0.30 Cotilez le Bismarck III De Lewis Gilbert (Grande-Bretagne, 1950, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil 2.05 Les Quatre Maifrats W De Peter Yares (Etats-Unis, 1972, v.o., 95 min). Ciné Cir
- 2.10 Monsieur Coccinelle

18.25 Les Mouettes. De Jean Chapot

20.30 La Secte. De Rod Hedden.

20.35 Des gens si bien élevés. D'Alain Nahum.

20.50 Le Cri du corbeau.

22.40 L'Affaire Kate Willis. O De Lou Antonio.

23.90 Hollywood Night.
O Cap sur le danger,
de Serge Rodnursky.

17.20 Kojak. La Mort d'un clochard.

17.25 Mission impossible.

et bottes de cuir. Couble personnalité.

19.05 Lois et Clark les nouvelles

20.30 Médecins des hommes. Les Karens, le pays sans pêche

20.50 Aux frontières du réel.

20.55 Nord et Sud. [3 et 4/15].

22.05 Bonne espérance. [1/5].

22.40 Inspecteur Morse.

21.30 Jake Cutter. Les aventures du Sultan. Série Club

21.40 Columbo. Grandes manouvres
TSR

22.00 La Cloche tibétaine. [5/7] Histoire

22.15 Les Anges de la ville. Le torrieau des danaides. Série Club

22.40 et 23.40 Un cas pour deux. RTL9

22.45 Du rouge à lèvres sur ton col. [3/6].

23.00 Voltaire: Ce diable d'homme.

23.45 Mission impossible. Série Club

la nouvelle génération. Evolution (v.o.).

aventures de Superman. Concer de plaintes.

18.13 LOU Grant Les espions. Série Dub

19.05 Beverly Hills. La retout de Ray. TF1

18.00 Chapeau melon

18.00 Murphy Brown.

20.00 Molière. [2/5].

20.30 Derrick. Le second mountre. La rose bieue.

O Nid d'abeille

21.00 Profit. Forgiveness.

SÉRIES

Arte

Canal +

NOTRE CHOIX

dité - Val C

SAMEDI B NOVEMBRE

Ciné Cinémas

Music Planet

Le fado comme mode de vie

LA MARCHANDE DE POIS-SON des rues lisboètes vend des « caravelles » et des « frégates », argeotées et succuleotes. Mais elle offre aussi « des rèves, des porfums du lorge et des tempetes ». Amalia Rodrigues, celle qui fit du fado un genre universel, le chante avec un tel déploiement de sensibilité qu'elle co donne le frisson, cette particularité animale qui mêle la tendresse, l'inconfort et le plaisir, à

l'image du fado. Le fado n'offre aucune rémission dans les maladies amoureuses et existentielles, simplement, il les transperce de l'espoir du retour. Interviewés dans Fado, une nostalgie ationtique, d'Evelyne Ragot, Amalia, mais aussi Pedro Magalhaes, du groupe Madredeus, Misia ou Paulo Bragança, représentants du nouveau fado, répetent que le Portugal a un destin. Qu'il fut achevé avec le rol Sébastien, le roi encoberto (caché) vaincu par les Maures à la bataille de Ksar el-

Kébir en 1578, et dopt la dépouille

ne fut jamais retrouvée.

Le « sébastianisme » - rêve de la splendeur retrouvée - et la géographie - nous sommes « là où lo terre finit et où commence la mer » - ont mené le Portugal vers une solitude métissée. Le fado serait, avec la morna cap-verdienne et la samba brésilienne, le produit du syncrétisme musical afro-européeo, né au Brésil. Résultat d'un temps où Lisbonne, très marquée par les Maures, était africanisée par le commerce esclavagiste, le fado a gagné les bouges de l'Alfama ou du Bairro Alto. Il fut subversif, « punk » avant l'heure selon Paulo Bragança, avant de devenir l'art officiel, presque religieux, avec ses pesantes notions de destin, sous Salazar. La « révolution des œillets » le rejeta, Amalia Rodrigues fut mise au ban, avant d'être gratifiée de décorations, en 1990, lors d'un concett au Coliseu dos Recreios de Lisbonne.

Ce documentaire analytique suit aussi les amateurs de fado qui tissent la tolle quotidienne du fado vadio (le fado vagabond). Ceux-là sont sectaires, passionnés. Ils chantent aussi. L'un d'eux commente, accoudé à un bar: «Le fado devrait être réservé oux artistes. Beaucoup trop de gens s'en

Véronique Mortaigne 22.05 Surprises.

TÉLÉVISION

23.05 Apollo 13 III

13.20 Reportages. Les déserteurs de l'école. 13.55 MacGyver.

15.50 Brentwoo 16.45 California College! 18.05 Extrême urgence.

19.05 Beverly Hills. 20.00 journal. Résultal des courses. Météo, Trafic infos. 20.42 Simple comme... 20.45 Drôle de jeu.

0.50 Formule foot.

1.25 TF1 nuit, Météo. 1.35 Embarquement porte nº 1.

FRANCE 2

13.45 ➤ Savoir plus santé. Les maladies de la pollution 14.40 Samedi sport. 14.45 Tierce. 15.30 Rugby. Coupe d'Europe Toulouse - Harlequins (Ang.).

17.20 Kojak. 18.50 1 000 enfants vers l'an 2000. 18.55 Farce attaque... Besançon.

19.50 et 20.40 Tirage do Loto. 19.55 An nom du sport. 20.50 Fiesta.

23.05 Du fer dans les épinards. Les maisons closes, c'était mieux pour tout le monde l 0.40 Journal, Météo.

0.55 La 25º Heure. Breve histoire d'amour, Berlin 1942. 1.45 Bouillon de culture.

13.00 et 17.30 Les Dicos d'or. La dictee : demi-finale. En direct.

13.58 Keno. 14.05 Evasto 14.40 Les Pieds sur Pherbe. 15.10 Destination pèche.

15.40 Conseurs pays. 17.23 Expression dire 18.55 Le 19-20 de l'information 20.00 et 25.30 Météo. 20.05 Fa si la chanter.

20.50 Le Cri du corbean. Téléfilm O de Serge Meynard.

23.40 Soir 3.

23.55 Musique et Cle. John Eliot Gardiner. 0.55 New York District.

1.50 Musique graffiti. Sollstes. CANAL ÷

13.55 Rugby. 14.00 Conférence europ 16.00 Football américain. 17.05 Les Superstars do catch. ➤ En clair jusqu'à 20.35 18.50 Flash lufos.

19.00 T.V. +. 20.30 Le Journal de cinéma.

20.35 Des gens si blen élevés. Télénim d'Alain Nahum. 22.00 Flash infos.

PROGRAMMES

Les Jumelles de Sweet Valley.

16.00 L'Afrique Sauvage. 17.00 Les Étiquètes du National Geographic. 17.30 Raconie-moi la France.

17.55 Le Journal du temps. 18.05 Voyage vers la paix éternelle

22.15 Jour de foot.

23.00 Dracula, mod

0.30 Cabanes.

13.20 Va savoir.

14.00 Fête des bébés.

14.30 Le Cinéma américaio

15.30 Fenêtre sur court.

1.25 Basket-ball.

et beureux de l'être. Film de Mei Brooks.

LA CINQUIÈME/ARTE

19.30 Histoire parallèle. 1947 : l'Allemagne au 20.15 Le Dessous des cartes. 20.30 8 1/2 Journal.

20.45 L'Aventure humaine.

Mort à la garce!

Faffaire Marie Stuart.

21.34 > Spécial Georges de la Tour. 21.35 Palettes : Georges de la Tour.

21.50 Georges de la Tour. 22.45 Du rouge à lèvres sur lon col. Feuilleton de Dennis Potter [3/6]. 23.45 Music Planet. O Fado.

0.40 Amitiés en péril. Teléfilm de Heiko Schier. M 6

13.15 V. 14.15 Space 2063. 15.10 Surfers détectives. 16.05 Les Têtes Brûlées. 17.00 Les Champie

18.00 Chapeau melon et bottes de cuir. 19.05 Turbo. 19.40 Warning 19.54 6 minutes, Météo. 20.05 Hot forme.

20.35 Ciné 6. 20.50 Aux frootières du réel.

O L'homme invisible. O Nid d'abeilles. 22.40 L'Affaire Kate Willis.

0.20 Le Monstre évadé de l'espace.

RADIO

FRANCE-CULTURE 18.35 Profession spectaleur.

20.00 Comédie-Française. Deux ocuvres de Maiakovski. 20.00 Les Borns. 21.40 Trayédie.

1.05 Boulevard des clips.

22.35 Opus. Festival d'ile-de-France. 0.05 Le Gal Savoir. Dominique Picard.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 Prélude, Michel Noira 19.30 A l'Opéra. L'opera classique à to Cité. Il Re Postore, de Mozari. 23.07 Présentez la facture.

RADIO-CLASSIQUE

79.30 Intermezzo. Cetores de Sacchini, Haydn, Mozart Schubert.

20.40 J.-S. Bach vir par les Romantiques. Œuvres de Bach, R. Schumann Beethoven, Liszt, Honeggei.

22.30 Da Capo. Le violoniste Oleg Kagan. Œuvres de Beethoven, Berg. Mendelssohn, Bach.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir.

florissants. La passion du baroque. France Supervisio LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaitable Δ Accord parental Indispensable ou interdit aux moins de 12 ans On pets von.

Ne pas manquer.

Uniterdit aux moins de 16 ans ou interdit aux moins de 16 ans ☐ Public adulte

TELÉFILMS

17.15 Roswell. De Jerenny Paul Kassan. Ciné Cinémas

espion de l'empereur. L'affaire Adams. 0.40 Nestor Burma. Flèvre au Marais. 0.55 New York District

1.15 Seinfeld

Bizante Land (v.c.)

0.25 Star Trek:

0.30 Schulmeister,

Cural Jimmy

Le Monde

LE PREMIER RÉFLEXE d'abord. Non, tout de même, pas cela! Pas une descente d'experts dans les cimetières. Pas un transport de justice au fond des tombes pour faire, bien malgré lui, parler un mort et, d'une certaine façon, l'obliger à raconter sa vie.

Tout cela va contre la raison, une sorte de contre-Toussaint génétique comme une atteinte scientifique au demier des tabous. Car s'il est une chose que tous les vivants et toutes les civilisations ont en commun, c'est bien ce respect dù aux défunts, cette conviction et cette nécessité absolues qu'une tombe avant que d'être, comme il est dit de convention, la dernière demeure constitue l'ultime cita-

De ce point de vue-là le Père-Lachaise, ou tout autre, n'est pas si loin d'un cimetière apache dans le Nevada: au royaume des morts, les morts règnent sans partage. Principe sacré avant même que religieux du droit au repos éternel ou présumé tel. Les vivants ne sont jamais que les gardiens des chagrins et du souvenir ou les visiteurs en pré-repérage de l'inéluctable condition humaine. A oser, on dicait même que les vivants ont le besoin absolu, pour continuer à vivre, de cette certitude-là : le sacré de la mort. Un clmetière est d'abord l'endroit où toute ardoise s'efface, où nul n'a plus à rendre de comptes sur ce qu'il fut ou fit de bien, de mal ou de pire.

La justice a d'ailleurs parfaitement intégré cette dimension sacrée. Si elle expertise parfois, si elle fait procéder à des exhumations, c'est plus pour demander des comptes aux vivants sur des crimes, pour procéder à des identifications, ou pour vérifier les causes du décès. Là s'arretait, iusqu'à aujourd'hul, son commerce avec les morts, son intrusion légale dans les caveaux.

La justice assurait en somme à sa manière la protection des morts. Et. pour le reste - les crimes, délits, entorses commis par les défunts -, elle évacuait tout cela d'une formule célèbre, commune et définitive: « l'action publique est éteinte ». Simple manière de dire que les vivants n'ont plus les moyens, ni l'envie, ni la vanité de

juger les morts. Et voici la jurisprudence Montand. La perspective de voir, en somme, une tombe s'ouvrir comme un gouffre sous nos crovances et principes. Voici qu'un arrêt de cour d'appel institue cette autre idée que l'action privée, elle, n'est jamais éteinte, absoute par la mort. Oue sur ce qu'il fit peut-être. c'est-à-dire un enfant, le mort Montand devrait encore rendre des comptes, subir, à gènes défendants, une reconnaissance posthume en patemité.

La science qui rend génétiquement la parole aux morts serait ainsi en mesure de lui faire dire ce qu'il ne voulut point dire, de son vivant, fondé ou non. C'est prodigieux, rerrifiant, comme débat. Laissons de côté le traumatisme imposé aux proches. Evacuons l'idée d'un affrontement postmoderne et néanmoins sordide autour d'un héritage. Reste l'essentiel et c'est là le second réflexe. Il y a une jeune fille vivante qui demande la plus élémentaire des justices et des certitudes, celle de savoir si ce mort-là est bien son père. Quète d'un absolu, qui touche à la simple condition humaine : le droit, et plus encore que le droit, le besoin de savoir.

Cette quête du père dans un dmetière est scientifiquement possible. L'est-elle moralement? On ne sait pas trop, principe contre principe, respect contre respect. Ce que l'on sait, simplement, c'est que les humains vont avoir désormais. au soir de leur vie, à mettre en ordre leurs affaires génétiques.

La Bourse de Tokyo et les autres places asiatiques sont à nouveau victimes d'un accès de faiblesse

Paris, Francfort et Londres ont commencé la journée en forte baisse

ALORS QUE le calme semblait revenu sur les marchés financiers internationaux, les places boursières asiatiques ont lourdement recbuté, vendredi 7 novembre. La Bourse de Hongkong a perdu 2,96 % et Séoul 6,90 %. Celle de Tokyo a plongé de 4,22 % et est revenue à son plus bas niveau depuis deux ans et demi. Francfort a ouvert en baisse de 2,26 %,

Londres de 1,44 % et Paris de 3 %. Ces nouvelles secousses boursières se sont accompagnées de fortes turbulences sur les marchés de taux d'intérêt et de changes, Le dollar a atteint, vendredi matin, son cours le plus élevé depuis six mois face à la monnaie japonaise (124 yens). Il se repliait en revanche nett ement vis-à-vis des devises européennes, cotant 1,71 mark et

Les investisseurs internationaux ont mai réagi à l'annonce, jeudi, d'un resserrement de la

politique monétaire britannique (lire page 18). Ils s'inquiètent aussi de plus en plus de la situation économique au Japon. L'économie nippone est directement touchée par la crise moné-taire et boursière dans les pays d'Asie en développement, avec lesquels elle entretient des relations commerciales très étroites : 44 % des exportations nippones s'effectuent en direction de cette

«La seule possibilité qui s'offrait iusqu'ò présent au Jopon était une relonce de l'activité économique par la demande extérieure », observent les économistes de la société de Bourse Aurel. Ce moteur pourrait à son tont se gripper, en raison de la surévaluation du yen vis-à-vis des autres monnaies de l'Asie du

Sud-Est, dévaluées cet été. Le choc est d'autant plus rude qu'il survient dans un contexte dans l'archipel. La consommation est rrès faible au Japon, affectée par le relèvement de deux points de la TVA décidé afin d'assainir les finances publiques. Au deuxième trimestre, le prodult intérieur brut nippon a enregistré un recul de 2,9 %.

DES BANQUES FRAGILES

A ces risques commerciaux et économiques viennent s'ajouter des craintes sur la solidité des banques japonaises. Très engagées en Asle du Sud-Est, elles sont aussi confrontées sur le plan întérieur, selon la société Aurel, à trois problèmes majeurs: le volume important de leurs créances douteuses érode leurs fonds propres, la cbute de la Bourse réduit la valeur de leurs placements financiers et la faiblesse du yen rencbérit le coût de lenr dette libellée en dollars. Témoin de ces difficultés finanéconomique déjà très morose cières croissantes, la Bank of

Yokobama, la plus grande banque régionale du Japon. aurait, selon le quotidien Nihon Keizoi, décidé de liquider tout son portefeuille boursier. Cette information, publiée vendredi, a accentué la baisse de la Bourse de Tokyo.

Elle explique aussi le nouveau repli des rendements des emprunts d'Etat nippons, qui servent de valeur refuge. Le taux du titre à huit ans est tombé à 1,57%, ce qui constitue un nonveau record mondial dans l'histoire financière du XX siècle. Le phénomène est d'autant plus impressionnant que le taux d'inflation est remonté à 2,4%, en rythme annuel, an lapon, en septembre. En d'autres termes, l'épargnant japonais perd aujourd'hui de l'argent lorsqu'il place ses économies dans des obligations à long terme.

Pierre-Antoine Delhommais

Chanel et Robin des bois se reçoivent 5 sur 5

CHANEL passera les fêtes de Noël tranquille. A l'issue d'une rencontre avec la maison de la rue Cambon, l'association écologiste Robin des bois ne devrait pas appeler au boycottage du célébrissime parfum N° 5, comme il en était question il y a encore un mois.

A l'origine de cette menace, figure l'utilisation par le parfumeur d'une huile essentielle -le linatol - extraite d'un arbre du Brésil, le Pau rosa ou bois de rose. Or ce végétal est, depuis 1995, classé par l'Union internationale de la conservation de la nature (UICN) comme espèce menacée. L'association écologiste Robin des bois a donc contacté Chanel « pour le prestige et l'image de maison. Si Chanel reconnoit la nécessité de préserver cette espèce, quel impact dans la profession! », s'enthousiasme Charlotte Nithart, de l'association.

Au départ, le « grand nez » fait la sourde oreille. Dans une lettre du 23 janvier 1996, le parfumeur explique qu'il n'a pas à dévoiler la recette du « jus » le plus vendu au monde. Il y a quelques semaines encore, un courrier du 30 septembre précise que le bois de rose « ne faisont pas partie des espèces protégées suivant la Convention de Washington », Chanel n'enfreint aucune règle (Le Monde du 3 novembre 1997). Cette convention, signée le 3 mars 1973 et reconnue par 134 pays, dresse la liste des animaux et des plantes menacés d'extinction à travers le monde et prévoit un contrôle du trafic international.

Une réunion de concertation entre le parfumeur et l'écologiste vient cependant de se tenir. Elle témoigne d'un consensus inespéré. Selon le compte rendu daté du 5 novembre, Chanel est un « utllisateur marginal » de l'essence du bols de rose, « Natre consommation de litanal se limite à mains de 300 kllos niors que la productinn totnie nvoisine les 500 tonnes », assure un expert-maison. Mais l'écologiste et l'industriel affirment leur intérêt commun de « pérennité de l'espèce ». « Chanel souhoite s'impliquer sur le terrain, en Amazonie. » Interrogé sur la portée concrète de ce vœu, le parfumeur explique qu'il va expérimenter la possibilité de développer sa propre plantation au Brésil. « Ce n'est pas nouveau ; Chonel ossure déjà sa production d'ylang-ylang à Madagascor, de jasmin à Grosse et de rosa sentifoglia en Turquie. » Il en va de son intérêt : Chanel a besoin de ces « quelques gouttes », au nom de la tradition, et se refuse à envisager un quelconque substitut de synthèse. Mais cette étude « prendra du temps » et « rien ne garantit que l'alternative sero possible ». De son côté, Robin des bois va proposer le classement du Pau rosa en annexe II de la Convention de Washington, qui prévoit une régulation du négoce, plutôt qu'en annexe I, qui entraîne

Clarisse Fabre

Marille -

Polémique sur la Banque européenne

LA POLEMIQUE concernant la nomination du président et des autres membres du conseil de la future Banque centrale européenne (BCE) continue. Dans son édition du vendredi 7 novembre, le Financial Times affirme que la France s'oppose au projet de réserver un siège du directoire pour le Royaume-Uni. L'Allemagne serait favorable à un tel scénano, afin de faciliter l'entrée de Londres dans la zone euro. Cette position est aussi défendue par des responsables monétaires français. Le Financiol Times s'appuie sur des déclarations faites, jeudi 6 novembre, par le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn. Il avait affirmé que les pays de la zone euro se partageront les sièges au sein du conseil de la BCE. Cette prise de position n'est pas nécessairement contradictoire avec le fait qu'un siège soit laissé en attente. De source gouvernementale française, on souligne néammoins que cette question

Nice éliminé de la Coupe des coupes

L'OLYMPIQUE GYMNASTE CLUB de Nice (OGCN) a été éliminé en hultième de finale de la Coupe des coupes par le Stavia Prague, après avoir fait match nul (1-1), en République tchèque, jeudi 6 novembre. Auteur d'un match nul (2-2) à l'aller, les Tchèques ont passé l'obstacle au bénéfice des buts marqués à l'exténeur. Franck Vandecasteele a ouvert le score (75°), mais Vladimir Labant égalisait cinq minutes plus tard. Seule satisfaction niçoise: l'OGCN n'a pas perdu une seule rencontre lors de sa mini-campagne européenne June victoire, trois matches nuls). Les autres résultats de la soirée en Coupe des coupes (en gras les clubs qualifiés): VFB Stuttgart (AIL)-Ekeren (Bel.) 2-4; Kocaelispor (Tur.)-Lokomotiv Moscou (Rus.) 0-0; Vicence (Ita.)-Chakhtior Donetsk

(Ukr.) 2-1: Sturm Graz (Aut.)-AEK Athènes (Grè.) 1-0; Roda JC Kerkrade (PB.)-NK Primorje (Slo.) 4-0; Chelsea (Ang.)-Tromsoe (Not.) 7-1 ; FC Copenhague (Dan.)-Betis Séville (Esp.) 1-1.

DÉPÊCHES

■ SPORTS : les contrôles antidopage effectués sur dix joueurs du Paris SG (Christophe Revault, Bruno Ngotty, Alain Roche, Paul Le Guen, Marco Simone, Rai, Laurent Fournier, Franck Gava, Jérôme Leroy et Jimmy Algérino) le 23 octobre se sont révélés négatifs, a annoncé, jeudi 6 novembre, la direction du club parisien.

■ RUGBY: les joueurs de l'équipe de rugby de Montpellier (AI) qui n'ont pas touché leur salaire des mols de septembre et octobre ont décidé de se mettre en grève d'entrainement et de match dans l'attente du débloquage de la situation.

L'opposition mexicaine impose la cohabitation au président

MEXICO

de notre correspondont « Au Mesique, nous ne sommes pas confrantés ou problème de lo cohobitation, heureusement... . avait affirmé, en octobre, le président mexicain, Ernesto Zedillo, à la veille de son départ pour Paris. Il avait longuement expliqué que la situation politique créée au Mexique par la victoire de l'opposition aux législatives du 6 juillet n'était aucunement comparable au partage du pouvoir existant en France. Les députés mexicains se sont empressés de lui infliger un démenti cinglant en montrant qu'ils étaient désormais en mesure de limiter ses mouvements. Désormals, celui-ci ne peut pas voyager à l'étranger sans l'accord préalable des deux Chambres du

Pour rappeler au président qu'il n'avait plus la majorité absolue à la Chambre des députés - le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) reste cependant la principale formation -, les quatre partis d'opposition ont fait bloc, mercredi 5 novembre, pour modifier la requête du président Zedillo. qui, conformément à l'article 88 de la Constitution, avait demandé l'autorisation de quitter le pays

pour effectuer quatre visites à l'étranger d'ici la fin de l'année. M. Zedillo pourta se rendre au Venezuela pour participer, cette semaine, au sommet ibéroaméncain, et aux Etats-Unis, où il doit rencontrer le président Bill Clinton le 13 novembre. En revanche, il devra présenter une nouvelle demande pour assister à une importante réunion économique au Canada et à la signature d'un accord de libre-échange avec le Nicaragua, en décembre.

Indignés, les députés du PRI n'ont pu que reconnaître, une fois de plus, l'habileté du chef du groupe parlementaire du Parti de la révolution démocratique (PRD), Porfirio Muñoz Ledo, qui a réussi à convaincre ses collègues conservaceurs du Parti d'action nationale (PAN) d'oublier temporairement leurs divergences pour s'associer au mouvement contre le pouvoir exécutif. « Nous avons enfin réussi à modifier le rapport de forces au Parlement, assure M. Muñoz Ledo. Le président ne paurra plus désarmois imposer son point de vue (..). Il devra négocier avec nous. La transition démocratique a véritablement

Bertrand de la Grange

Un rendez-vous à Besancon et des enfants à Paris. Que choisissez-vous? res deux.



Aujourd'hui, pour concilier vie de famille et journée de travail vous n'avez pas de temps à perdre. Alors, pour vous, la SNCF amélione la relation Paris-Besançon en mettant à votre disposition, du lundi au vendredi, 6 allerretour directs par jour entre Besançon et Paris en 2h30 (meilleur temps de parcours) et un aller-retour quotidien au départ des gares d'Ile-de-France : Marne la Vallée -Chessy et Aéroport Charles de Gaulle TGV.

À HOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT - 3615 LEMONDE Cours relevés le vendredi 7 novembre, à 10 h 15 (Paris)



OUVERTURE Cours au Var. en % Var. en % 07/11 06/11 fin 96 Londres FT 100 4863,80 Milan MIB 30 21974

irage du Monde daté vendredi 7 novembre : 543 402 exemplaires.

Enquête sur un récent massacre en Algérie

« Un jour pour l'Algérie »

Des intellectuels arabes rompent

le silence sur le drame algérien

A lire demain et lundi dans Le Monde